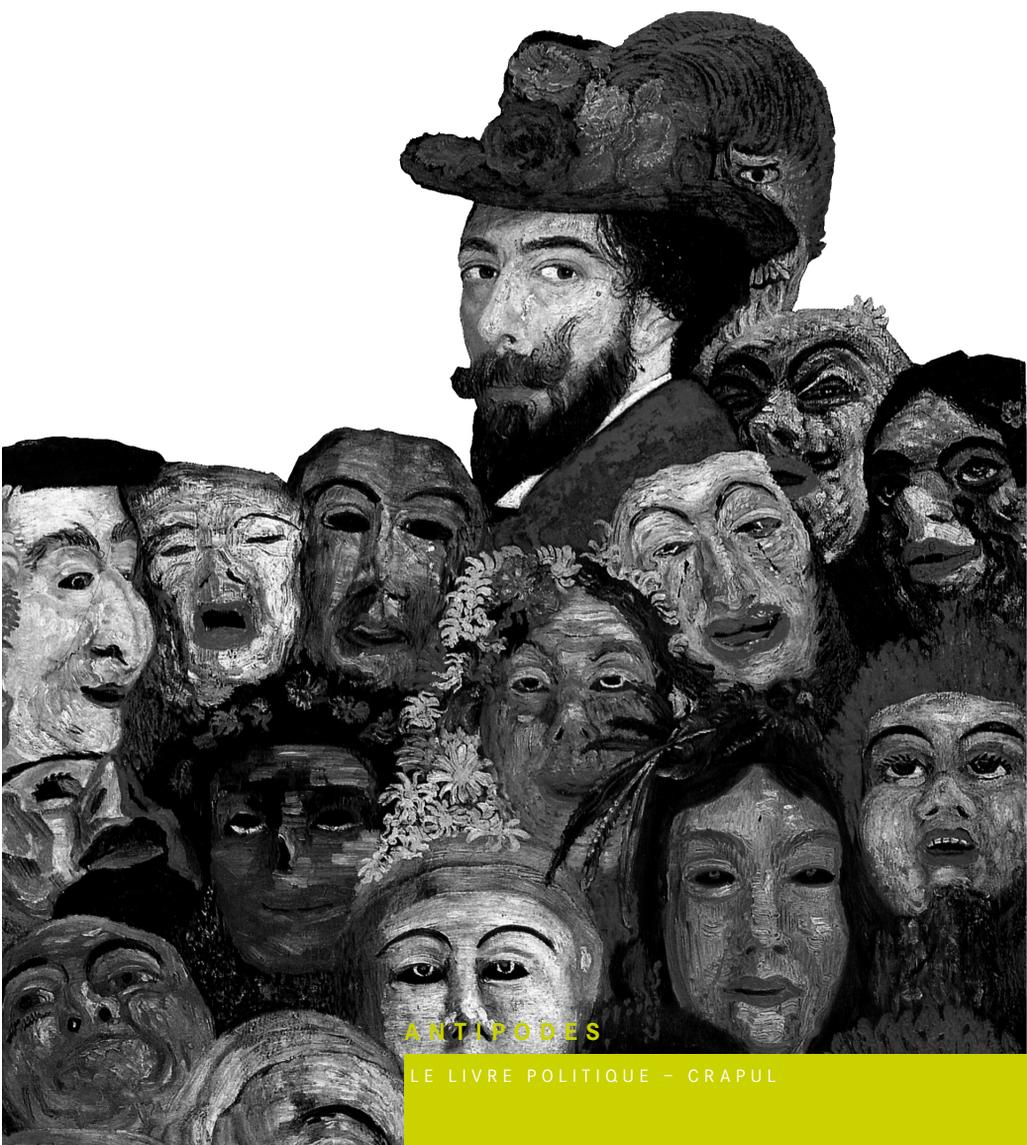


IDENTIFIER - S'IDENTIFIER

Sous la direction de
Muriel Surdez, Michaël Voegtle et Bernard Voutat



ANTIPODES

LE LIVRE POLITIQUE - CRAPUL

IDENTIFIER - S'IDENTIFIER

À PROPOS DES IDENTITÉS POLITIQUES

LIVRE POLITIQUE - CRAPUL

Collection dirigée par le Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne. Elle accueille des travaux de sociologie du politique, sans exclusive de méthodes, portant en particulier sur les rapports diversifiés à l'univers politique, les mobilisations collectives, la construction des problèmes publics et l'analyse des institutions politiques.

Elle vise à favoriser une meilleure compréhension de la société dans ses dimensions politiques.

REMERCIEMENTS

Cette publication a bénéficié du soutien du Fonds des publications de l'Université de Lausanne, de la Fondation du 450^e de l'Université de Lausanne, ainsi que de la Société académique vaudoise.

MISE EN PAGE

Claudine Daulte, www.mise-en-page.ch

CORRECTION

Évelyne Brun, br.eve@bluewin.ch

IMAGE DE COUVERTURE

James Ensor, *Ensor aux masques* (détail), 1899 © 2010, ProLitteris, Zurich

Ce texte est sous licence Creative Commons: elle vous oblige, si vous utilisez cet écrit, à en citer l'auteur-e, la source et l'éditeur original, sans modification du texte ou de l'extrait et sans utilisation commerciale.

© 2009, éditions Antipodes

École-de-Commerce 3, 1004 Lausanne, Suisse

www.antipodes.ch – editions@antipodes.ch

DOI: 10.33056/ANTIPODES.10141

Papier, ISBN: 978-2-88901-014-1

PDF, ISBN: 978-2-88901-914-4

EPUB, ISBN: 978-2-88901-915-1

IDENTIFIER - S'IDENTIFIER

À PROPOS DES IDENTITÉS POLITIQUES

Sous la direction de Muriel Surdez, Michaël Voegli
et Bernard Voutat

PRÉAMBULE

Cet ouvrage rassemble quelques-unes des contributions présentées lors d'un colloque intitulé « Identifier, s'identifier – Faire avec, faire contre: transformations identitaires et mobilisations dans l'espace public », qui s'est tenu à l'Université de Lausanne le 30 novembre et le 1^{er} décembre 2006. Le nombre considérable de travaux qui y ont été présentés ne permettait malheureusement pas la publication d'actes exhaustifs, mais nous sommes heureux de pouvoir présenter ici une partie des textes reçus et discutés à cette occasion.

Ce colloque n'aurait pu être mené à bien sans l'investissement du comité de lecture et des discutant-e-s lors du colloque. Nous tenons tout particulièrement ici à remercier Jean-Louis Briquet, Muriel Darmon, Sophie Duchesne, Olivier Fillieule, Brigitte Le Grignou, Nicolas Freymond, Florence Passy, Cécile Péchu, Bernard Pudal et Pierre-Antoine Schorderet pour leur appui remarquable lors de cette entreprise. Christophe Platel, coorganisateur du colloque, s'est engagé depuis dans une autre aventure. Nous lui adressons toute notre gratitude pour son engagement tout au long de la préparation de ces deux journées. Merci encore à David Pichonnaz pour son travail sur une partie du manuscrit. Enfin, nous remercions la réalisatrice Veronica Minder, qui nous a fait le plaisir d'être présente à l'occasion du colloque pour nous exposer son film *Le bal des chattes sauvages*, ainsi que Patricia Roux, qui a bien voulu se prêter à animer la discussion qui a suivi cette projection.

INTRODUCTION

À PROPOS DES IDENTITÉS POLITIQUES

MURIEL SURDEZ, MICHAEL VOEGTLI, BERNARD VOUTAT

S'il est vrai que l'analyse sociologique doit construire ses objets en écartant préalablement les fausses évidences du sens commun ou, comme le dit Durkheim¹, «les prénotions issues de l'expérience vulgaire», cette question se pose sans doute avec une acuité toute particulière lorsque l'on se propose d'analyser les «phénomènes identitaires» observables dans les mobilisations politiques: la notion d'identité se présente d'abord comme une *catégorie empirique* et s'apparente bel et bien à cette espèce de concepts issus de la pratique, «formés en dehors de la science et pour des besoins qui n'ont rien de scientifiques» et qui, de ce fait, apparaissent d'emblée polysémiques, problématiques et donc «tyranniques», lorsqu'ils interviennent comme catégories d'*analyse* dans le langage sociologique.

Suivant encore Durkheim, il faudrait donc écarter cette notion, aussi bien au moment de la définition des objets d'étude que dans le fil des démonstrations, comme le soutient Rogers Brubaker² pour qui les sciences sociales seraient captives de ses usages ordinaires ou politiques, et donc des réifications identitaires qui s'opèrent à la faveur des pratiques – individuelles ou collectives – orientées vers la définition de soi et des groupes. Certes, Brubaker admet que ce constat ne conduit pas ipso facto à disqualifier le terme ou à le bannir de l'analyse sociologique, reconnaissant implicitement la nécessité de nuancer la distinction un peu sommaire de Durkheim entre catégories ordinaires et concepts scientifiques.

1. Ce préambule reprend bien entendu le chapitre 2 consacré aux «règles relatives à l'observation des faits sociaux». Émile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris: PUF, 1983, pp. 15-46.

2. Rogers Brubaker, «Au-delà de l'identité», *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 139, 2001, pp. 66-85.

En réalité, les sciences sociales s'écrivent et se parlent en *langue naturelle*, une langue dont l'inconvénient pour la sociologie, analyse Jean-Claude Passeron, est d'accueillir «indifféremment les idiolectes les plus éphémères et les emprunts les plus bigarrés aux idiomes des disciplines voisines comme les nominations les plus floues de la langue commune»³.

D'abord élaborée dans des univers savants (philosophie, psychologie, psychanalyse, psychologie sociale), la notion d'identité s'est ensuite répandue dans les sciences sociales, notamment américaines, et cela dans un contexte – celui des années 1960⁴ – favorisant sa diffusion massive dans l'espace public et la généralisation d'usages de moins en moins contrôlés, davantage orientés par des perspectives pratiques et militantes que par des préoccupations analytiques. La notion s'est alors dissoute, a perdu de sa lisibilité scientifique et s'est peu à peu transformée en catégorie de la pratique. Dans cette mesure, devrait-on envisager pour parler des identités de revenir à l'exigence durkheimienne de la définition «initiale» et «objective» de l'objet sociologique, pensée comme condition permettant d'inclure les phénomènes observés à partir de leurs propriétés à la fois «inhérentes», «extérieures» et «communes»⁵. Une telle démarche soulève plusieurs difficultés.

Tout d'abord, si la définition initiale de ce dont parle le sociologue paraît logiquement constituer un préalable nécessaire à toute démarche scientifique, une telle opération, s'agissant notamment des identités (individuelles, sociales ou collectives), court inévitablement le risque de réifier les phénomènes observés sous le couvert de la définition retenue. Comme le souligne opportunément Jean-Claude Passeron, «tout chercheur peut analyser, dans son propre effort de spécialisation sémantique des mots, le processus par lequel une définition tend toujours à transformer, par sa force linguistique d'objectivation, l'objectivité prêtée opératoirement aux phénomènes en réalisme philosophique de l'objet»⁶. En dépit des précautions prises, cet obstacle (*ontological fallacy*)

3. Voir les développements à propos de cette question dans Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique*, Paris: Nathan, 1991, en particulier la deuxième partie (L'écriture sociologique: un contrôle des langues naturelles), chapitre 6, pp. 137-176.

4. Sur la diffusion de la notion aux États-Unis, principalement dans la lignée des travaux du psychanalyste Erik Erikson, cf. l'article de Philippe Gleason, «Identifying Identity: A Semantic History», *The Journal of American History*, N° 4, vol. 69, 1983, pp. 910-931.

5. Termes en italique utilisés par Durkheim dans les *Règles de la méthode sociologique*, *op. cit.*, pp. 34-35.

6. Jean-Claude Passeron, *Le Raisonnement sociologique*, *op. cit.*, pp. 162-163.

pèse certainement sur l'empirisme de la démarche durkheimienne, mais il paraît inhérent à toute analyse sociologique soucieuse de rendre compte du réel social-historique, toujours exposée à reproduire les présupposés inscrits dans le langage ordinaire. Le mot utilisé (notion ou concept d'identité) est-il un instrument d'analyse de la «réalité» (inséré dans un modèle théorique) ou faut-il plus modestement le concevoir comme un outil de description toujours provisoire et fragile? Mais de quelle réalité parlent les uns pour qui l'identité est une substance objective, donc déterminante, et les autres qui insistent plutôt sur sa dimension subjective, déterminée ou déterminante selon les cas, pour la ramener, parfois, à une fiction⁷? Si ce qui se joue à travers les usages multiples de la notion d'identité renvoie à la question de la définition du lien social et de son impact sur les croyances, individuelles ou collectives, l'articulation entre ces deux dimensions des phénomènes considérées, objective et subjective, constitue sans doute le premier obstacle à surmonter.

Ensuite, la notion d'identité – sous réserve sans doute des travaux en psychologie et en psychologie sociale pensant l'articulation entre identité sociale et identité personnelle ou des études relatives aux processus de socialisation – n'est que rarement utilisée pour elle-même dans les sciences sociales, mais s'inscrit le plus souvent en relation avec une perspective particulière d'analyse de la constitution des groupes, des critères d'appartenance à ceux-ci et des représentations qui leur sont associées. C'est ainsi que l'on parle des identités à propos des classes sociales, des religions, des cultures, des langues et des inscriptions territoriales (nation, ethnie, région), ou encore de certaines catégories biologiques (âge, sexe) ou supposées telles (race). La notion est également convoquée pour analyser des pratiques déterminées (métier, profession), des logiques d'action (militantisme, engagement partisan) ou des conduites institutionnelles les plus diverses, pour ne pas parler de ses usages les plus intempestifs consistant à attribuer une identité collective à toute forme de regroupement d'individus, si éphémère ou peu objectivée soit-elle.

Bref, il est banal de constater l'omniprésence dans les sciences sociales d'une notion dont le statut (explicatif, analytique ou

7. Ou encore une illusion, pour évoquer ici le titre de l'ouvrage de Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris: Fayard, 1996.

simplement descriptif) n'est pas toujours limpide en ce qu'elle intervient souvent pour qualifier de manière générique les effets (en termes de croyances et de représentations) liés à l'appartenance à toutes sortes de groupes sociaux définis selon une variété importante de propriétés. Pour ne prendre que l'exemple des nombreux travaux consacrés à la nation et au nationalisme, il apparaît que la question centrale dans cette vaste littérature réside probablement moins dans l'usage du terme d'identité que dans le recours à des concepts ambivalents et problématiques (nation, ethnie, région, race) à la faveur desquels se déploient des lectures réifiantes des appartenances collectives. Ce constat vaut sans doute aussi à propos des autres critères, facteurs ou marqueurs d'identité évoqués plus haut (sexe, profession, métier, âge, etc.), qui servent à valider en pratique comme en théorie l'existence de certains groupes selon des attendus objectivistes et essentialistes, ainsi qu'à ratifier les sentiments d'appartenance, les croyances et les représentations subjectives que cette existence est censée générer.

En définitive, la recherche d'une définition sociologique, empiriquement et analytiquement opératoire de la notion d'identité paraît vouée à l'échec, dans la mesure où elle conduit souvent le sociologue à s'engager dans une discussion sans fin sur la légitimité des critères d'appartenance, question dont l'enjeu est d'abord pratique et politique et qui, sur un plan collectif, relève de la reconnaissance ou non des groupes dans le monde social. Si nous revenons dans cet ouvrage sur cette notion, ce n'est donc pas avec l'intention d'en reformuler une définition épurée, mais pour rendre compte des usages pratiques et politiques des dimensions identitaires qui s'expriment dans les mobilisations. Il nous paraît en effet qu'une telle interrogation doit être approfondie, notamment au regard de la sociologie des mobilisations qui présuppose peut-être parfois trop rapidement que les mouvements sociaux « reflètent » ou « cimentent » l'identité commune de ceux qui s'y engagent au lieu d'étudier la façon dont les individus se perçoivent et se définissent, respectivement sont perçus et définis par référence à leur appartenance à un groupe, à leurs expériences sociales, à leurs trajectoires biographiques et à leur socialisation. Il ne s'agit cependant pas non plus de disqualifier a priori tous les travaux portant sur les identités collectives au seul motif de la polysémie du concept. Ce qu'il convient de clarifier, en revanche, c'est l'usage d'une telle notion dans le cadre d'une analyse sociologique des identités collectives à

l'œuvre dans les processus politiques, et cela en particulier dans un contexte intellectuel marqué par des approches constructivistes des phénomènes identitaires.

Selon Rogers Brubaker et, à sa suite, Martina Avanza et Gilles Laferté (à partir d'un examen de la littérature principalement francophone), « même les utilisations les plus rigoureusement constructivistes du terme [d'identité], largement dominantes aujourd'hui en sciences sociales, posent problème »⁸. Pour le premier, ce qui est en cause réside fondamentalement dans l'ambiguïté politico-pratique de la notion et dans ses usages scientifiques polyvalents, voire carrément contradictoires. L'identité apparaît en effet souvent comme une cause à défendre érigée aussi bien par le militant que par l'observateur en motif de l'action collective. Elle renverrait à une réalité plus ou moins stable, liée à certaines propriétés des groupes ou catégories d'appartenance, et serait alors conçue comme un principe générateur des pratiques apparaissant plus déterminant que d'autres (comme par exemple l'intérêt). Si d'un côté l'identité est pensée d'une manière réifiante, de l'autre la notion peut tout aussi bien s'intégrer dans une perspective constructiviste, qui insistera au contraire sur la fluidité et le caractère contingent des phénomènes identitaires, sans être toujours en mesure de justifier une analyse sous l'angle de la problématique des identités, la notion suggérant au contraire stabilité et permanence, même relatives. Cette opposition (entre une conception « forte » et « faible » de l'identité), en outre, n'apparaît pas toujours de manière aussi tranchée, car la littérature constructiviste, avance encore Brubaker, amalgame souvent des arguments essentialistes à une compréhension historiciste des identités. Dès lors, le terme pose plus de problèmes à l'analyse qu'il n'en résout. N'étant pas indispensable, il peut (devrait) être rejeté au profit d'une conceptualisation plus fine, intégrant les principales dimensions des phénomènes observés, qui renvoient pour l'essentiel à des processus de classement de soi et des autres (identification et catégorisation), de perception, de définition et d'intériorisation de ce qu'est l'individu en fonction de sa position dans l'espace social (auto-compréhension et localisation sociale) et de construction d'un

8. Martina Avanza, Gilles Laferté, « Dépasser la construction des identités? Identifications, images sociales et appartenance », *Genèses*, N° 61, décembre 2005, pp. 134-152.

sentiment d'appartenance par référence à son insertion dans un groupe, une catégorie et un réseau (communalité, connexité et groupalité)⁹.

Pour Avanza et Laferté, la conclusion est analogue, mais l'argumentaire est sensiblement différent, voire même opposé à celui de Brubaker. Certes, ils admettent également que le tournant constructiviste n'est pas complet et que des lectures essentialistes des identités collectives subsistent encore, y compris dans certains travaux se revendiquant pourtant d'une approche constructiviste. Mais de leur point de vue, appuyé sur la perspective critique développée par Ian Hacking¹⁰, la posture constructiviste conduit à certaines apories. Elle comporterait tout d'abord un « risque politique » en ce qu'elle mènerait à « considérer que, puisque tout est construit, rien n'est essentiel, inévitable, tout est déconstructible, révisable. Le concept de construction sociale serait alors l'outil ironique de dévoilement, voire de négation, de la réalité des objets sociaux indésirables. »¹¹ En évoquant la construction, la fabrication ou l'invention de la réalité (de la mémoire, de la nation, de la tradition, de la culture, etc.), elle ignorerait le point de vue indigène en ramenant les identités à des illusions. Par ailleurs, deuxième limite de la posture constructiviste, elle réduirait les identités à des productions essentiellement discursives et symboliques, sans s'interroger sur leur réception au sein des groupes considérés. Ces travaux porteraient donc moins sur les identités que sur les représentations – celles des élites ou des univers savants – dont elles sont l'objet et seraient dès lors incapables de rendre compte des pratiques qui se déploient en relation avec ces représentations et qui peuvent contribuer à les produire. Enfin, conséquence de l'argument précédent, plutôt que d'insister sur la fluidité des identités, il conviendrait d'analyser leurs conditions de possibilité, leur pérennité et leur efficacité sociale ou politique, bref leur effectivité à partir du moment où les individus se les

9. Ces notions s'inspirent ici du modèle proposé par Tilly pour rendre compte des processus de mobilisation, qui s'efforce d'articuler, à travers le concept de *catnet*, l'appartenance catégorielle des individus (*catness*) et leur insertion dans des réseaux de sociabilité (*netness*). Voir à ce sujet, Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, Reading: Addison-Wesley, 1978, *Stories, Identities, and Political Change*, New York: Rowman & Littlefield, 2002; *Identities, Boundaries, and Social Ties*, Boulder: Paradigm Publishers, 2005.

10. Ian Hacking, *Entre science et réalité. La construction sociale de quoi?*, Paris: La Découverte, 2001.

11. Martina Avanza, Gilles Laferté, « Dépasser la construction des identités? », *art. cit.*, p. 137.

réapproprient. En définitive, les deux auteurs écartent la notion d'identité pour lui substituer une nouvelle conceptualisation (assez proche de celle proposée par Brubaker) permettant d'analyser plus finement les ressorts de la production et de la réception identitaires, qui se rapportent à des processus d'identification et de catégorisation, ainsi qu'à des logiques de construction de l'image sociale d'un groupe et du sentiment d'appartenance correspondant à celui-ci.

Alors que Brubaker souhaitait se débarrasser du terme pour, notamment, se distancier de ses usages politiques et essentialistes, le second argumentaire, on le voit, part d'une inquiétude somme toute aussi politique à propos de la réduction constructiviste des identités à de pures illusions. Le contexte d'énonciation de ces deux bilans critiques est différent: le premier s'élabore en référence à la littérature scientifique nord-américaine sans doute plus marquée par l'essentialisme de certaines politiques identitaires, alors que le second manifeste de la distance à l'égard de certaines formes d'universalisme abstrait imprégnant implicitement les travaux francophones dans le domaine. On le voit, l'analyse sociologique ne peut échapper complètement aux enjeux politiques qui se nouent autour de la question des identités.

À vrai dire, l'essentiel du problème réside peut-être moins dans l'usage du terme identité que dans la clarification de son statut épistémique. Prenant acte d'une rupture dans les sciences sociales, désormais assez largement admise à défaut peut-être d'être pleinement effective, avec les conceptions essentialistes des identités collectives, qui conduisent à les considérer comme des réalités substantielles, stabilisées, durables sinon immuables, empiriquement fondées dans l'objectivité même des critères ou propriétés servant à les définir, il s'agit au contraire de les penser à partir des processus – individuels et collectifs – de construction sociale et symbolique dont elles sont tout à la fois l'objet, l'enjeu et le produit. En d'autres termes, si on ne peut parler dans l'*absolu* des identités sociales et collectives, il faut alors étudier les logiques qui président à leur production et aux usages qu'en font les acteurs sociaux, individus et groupes. D'un point de vue conceptuel et analytique, la notion d'identité, *lorsqu'elle sert à désigner ou qualifier des groupes sociaux*, ne peut être considérée comme un instrument d'analyse en sciences sociales, mais constitue, au contraire, ce

sur quoi doit porter le regard sociologique et historique. *L'identité est un objet d'étude et non un concept explicatif*. Comme l'évoque Jean-William Lapierre, les notions ou concepts utilisés en sociologie doivent être distingués en deux catégories : « Les uns définissent un objet de recherche en découpant sa forme sur le fond de la diversité fluctuante de notre expérience; les autres sont des outils d'explication; ils rendent cet objet plus intelligible en permettant de formuler des hypothèses pour répondre aux questions que l'on se pose sur lui. Les premiers sont des moyens de construction de l'objet, les seconds des moyens d'analyse des données (...). Le concept d'identité collective relève de la première catégorie. Il n'explique rien. Il définit un objet, un ensemble de phénomènes. »¹² Dans cet esprit, la perspective constructiviste suggère que l'identité collective est un produit des activités sociales et qu'il faut alors, pour en rendre compte, s'en remettre à l'analyse des modalités de cette production en écartant le postulat de l'existence a priori d'un objet qui serait indépendant de ces activités. L'essentiel est alors de saisir les phénomènes considérés en fonction des logiques sociales fondamentales à partir desquelles se pose dans la réalité des individus et des groupes la question de leur définition par référence à certaines propriétés liées à leur insertion dans le monde social. Tel est du reste aussi le point de vue partagé par Brubaker, Avanza et Laferté qui ont en commun le souci de construire des outils permettant d'analyser finement la complexité des phénomènes identitaires.

Au niveau le plus général, Charles Tilly a probablement raison de souligner, en réponse à la critique de Brubaker, le fait que les individus sont inévitablement confrontés dans le monde social à la nécessité de produire et négocier des réponses socialement pertinentes à la question de leur propre définition par référence aux groupes auxquels ils appartiennent. « Qui sommes-nous? », « Qui êtes-vous? », « Qui sont-ils? » sont autant de questions incontournables, aussi bien du reste pour les individus que pour les instances collectives – dont les pouvoirs politiques – impliquées dans la formulation de réponses à ces questions¹³. D'un point de vue sociologique, l'identité sociale désigne les critères d'appartenance à

12. Jean-William Lapierre, « L'identité collective, objet paradoxal: d'où nous vient-il? », *Recherches sociologiques*, N° 2, vol. 15, 1984, pp. 195-196. Notons que l'ensemble de ce numéro est consacré à la notion d'identité.

une catégorie ou à un groupe déterminé. Elle fixe les caractéristiques symbolisant l'unité du groupe et sa différence par rapport à d'autres groupes ou catégories, ainsi qu'une certaine stabilité dans le temps des représentations qui leur sont liées. Comme *construction symbolique*, la narration des identités prend alors des formes multiples qui combinent et articulent des référents identitaires variables. S'agissant par exemple de symboliser l'identité nationale suisse, il est souvent évoqué le fait que celle-ci se fonde sur la reconnaissance des différences culturelles (linguistiques, religieuses) en son sein, que celles-ci sont en quelque sorte constitutives de celle-là, à l'inverse d'autres systèmes symboliques rapportant cette identité à l'unité culturelle et linguistique de la nation. Le symbole identitaire peut alors être activé et approprié dans les conflits politiques, en particulier pour distinguer les programmes politiques les uns des autres ou pour mobiliser des acteurs autour de questions comme l'apprentissage des langues nationales à l'école. Il est donc à la fois un enjeu identitaire et un instrument de mobilisation politique. Comme *construction sociale*, l'identité se situe dans l'entre-deux, au croisement ou à l'articulation de dimensions constitutives de la place des individus et des groupes dans la société: dans la confrontation de l'individuel et du collectif, de la similitude et de la différence, de l'interne et de l'externe, du conflit (avec l'extérieur) et du consensus (à l'intérieur), de l'imaginaire (idéologies, représentations et modèles identitaires) et du matériel (caractéristiques, référents, marqueurs). L'articulation entre ces différentes dimensions est un prisme à travers lequel il est pertinent d'examiner ce que les mouvements sociaux font de la notion d'identité et comment cette dernière devient un ressort aussi bien qu'une ressource de l'action collective.

Le fait que la définition de « soi », de « nous » et des « autres » soit socialement incontournable est sans doute inscrit dans la logique même du monde social. Pensé comme un espace formé de relations entre des agents y occupant certaines positions, le monde social se présente en effet comme un système de différences socialement hiérarchisées dans lequel les agents (ou groupes d'agents) ne se définissent pas en eux-mêmes par rapport à leurs caractéristiques intrinsèques, mais relativement aux *relations* qui structurent

13. (Note de la p. 16.) Charles Tilly, « Political Identities in Changing Politics », *Social Research*, N° 2, vol. 70, 2003, pp. 605-620. Voir aussi du même auteur, *Stories, Identities, and Political Change*, *op. cit.*

cet espace selon certains principes socialement constitués de répartition et de différenciation des positions en son sein¹⁴. La question des différences, des catégories pertinentes, des divisions, des frontières (sociales aussi bien que géographiques), des distances et des proximités s'y pose donc inévitablement à un niveau individuel bien entendu, mais aussi collectif, attendu que les schèmes classificatoires qui prévalent dans le monde social ont eux-mêmes une origine sociale qu'il incombe d'éclaircir¹⁵. Et parce que le monde social peut être dit, perçu, défini et construit selon différents principes de division, de classement et de catégorisation, l'une de ses dynamiques relève nécessairement des oppositions à propos de ces principes et de leur légitimité.

Ce point de vue relationnel sur le monde social permet ainsi d'échapper à l'alternative déjà évoquée – et maintes fois soulignée à propos des identités collectives – entre une conception objectiviste réifiant les catégories d'appartenance et une approche objectiviste les réduisant à de simples fictions langagières. Il conduit à «inclure dans le réel la représentation du réel»¹⁶, ou plus exactement les luttes pour définir la réalité, dont l'enjeu est l'imposition des principes légitimes de classement et de division du monde social à partir desquels sont reconnus les groupes et donc les identités collectives. Une identité collective, dans cette perspective, est le produit d'un principe de classement historiquement et socialement constitué sur le monde social.

Enfin, si les phénomènes identitaires posent à la sociologie la question du lien social et de l'intériorisation des divisions pertinentes du monde social, ils renvoient aussi aux logiques de pouvoir et de domination qui leur sont inévitablement associées et donc aux conflits que suppose la stabilisation de la définition de certaines identités collectives. S'agissant des identités *politiques*, on ne suivra donc pas Tilly lorsqu'il réduit celles-ci à l'intervention des gouvernants¹⁷. S'il faut certes s'interroger sur la politisation

14. Nous reprenons sur ce point les différents travaux de Pierre Bourdieu sur l'espace social et l'identité collective publiés dans l'ouvrage *Langage et pouvoir symbolique*, Paris: Seuil, 2001, notamment les chapitres repris des *Actes de la recherche en sciences sociales*, «Espace social et genèse des classes», pp. 293-323; «L'identité et la représentation», pp. 281-292; «Décrire et prescrire: les conditions de possibilité et les limites de l'efficacité politique», pp. 187-199. Cette perspective renvoie plus largement à celle développée dans *La distinction*, Paris: Minuit, 1979.

15. Marcel Mauss, Émile Durkheim, «De quelques formes primitives de classification: contribution à l'étude des représentations collectives», in M. Mauss, *Œuvres*, Paris: Minuit, 1969, t. 2, pp. 17-18.

16. Pierre Bourdieu, «L'identité et la représentation», *art. cit.*, p. 282.

des identités telle qu'elle peut se produire dans l'univers politique *stricto sensu*, on se gardera toutefois d'isoler selon ce critère ce qui peut être (ou devenir) politique dans les identités, au profit d'une perspective plus large portant l'attention sur les luttes de classement inhérentes au monde social, par lesquelles s'instituent les principes de vision et de division légitimes en son sein¹⁸. L'analyse des identités mobilisées en politique et de la construction des identités dans les mobilisations invite précisément à repérer comment se réalise la relation entre les identités vécues et celles qui sont façonnées politiquement. Si les identités vécues sont évidemment des appuis, des vecteurs de mobilisation et de politisation, nous verrons aussi qu'elles peuvent cristalliser des tensions et des clivages conduisant à une absence de mobilisation ou à la démobilité, notamment lorsqu'elles sont associées à des représentations négatives ou stigmatisantes et/ou à des groupes a priori démunis de ressources organisationnelles et symboliques.

Deux voies d'analyse en partie distinctes mais complémentaires sont ainsi ouvertes et devraient s'articuler l'une à l'autre. L'une concerne la construction proprement dite des identités sociales et porte à s'interroger sur leur genèse, leurs conditions de possibilité, leur consolidation, leurs transformations ou leur disparition éventuelle. L'autre concerne l'impact de ces constructions identitaires sur les pratiques sociales selon leurs modalités de réception et d'appropriation. De fait, les travaux d'inspiration constructiviste en sociologie et en histoire se sont plus penchés sur le premier aspect que sur le second, qui pose, il est vrai, des difficultés importantes¹⁹. Or, le nœud d'une problématique constructiviste conséquente se situe sans doute à cette intersection où il s'agit de penser

17. (Note de la p. 18.) Charles Tilly, «Political Identities in Changing Politics», *art. cit.*, p. 609. Sur cette problématique, voir aussi Bernard Voutat, «À propos de l'objet de la science politique: sens et non-sens d'une question récurrente», in Pierre Favre, Olivier Fillieule et Fabien Jobard, *L'atelier du politiste*, Paris: La Découverte, 2007, pp. 35-57.

18. Bernard Voutat, René Knuesel, «La question des minorités. Une perspective de sociologie politique», *Politix*, N° 38, vol. 10, septembre 1997, pp. 33-49. Dans le même sens, voir aussi les différentes contributions publiées dans l'ouvrage collectif du CURAPP, Jacques Chevalier (dir.), *L'identité politique*, Paris: PUF, 1994.

19. Bien entendu, cette double question n'est pas traitée dans la littérature d'orientation essentialiste, pour qui (par définition) la problématique de la construction des identités et de leur impact social et politique ne se pose pas vraiment, s'agissant de rendre compte de réalités érigées en données intangibles, transcendant en quelque sorte l'histoire, et qui s'imposent de manière déterminante aux individus sans qu'il soit nécessaire d'épiloguer longuement sur des processus d'appropriation quasi naturalisés.

ensemble les conditions sociales de production *et* de réception des narrations identitaires pour saisir alors plus complètement leurs effets dans le monde social, sur les individus, ainsi que sur les catégories ou groupes constitués. Et la question que soulève Brubaker, impertinente de prime abord, acquiert ici une signification plus fondamentale. Comment, en effet, saisir les identités collectives comme constructions sociales en insistant sur leur contingence, leur instabilité, leur fluidité, leur plasticité, voire leur côté illusoire, et comprendre simultanément que ces phénomènes si mouvants (ou pensés comme tels) puissent néanmoins générer, dans certains contextes sociaux, politiques et historiques, un pouvoir d'attraction et une conflictualité aussi considérables. En réalité, l'alternative évoquée par Brubaker entre des conceptions « fortes » (essentialistes) et « faibles » (constructivistes) de l'identité devrait être dépassée au profit d'une analyse qui, tout en s'inscrivant dans une perspective constructiviste, s'interroge sur les conditions de possibilité des phénomènes considérés. C'est du reste dans cette direction que se développent, chacune à sa manière, la réflexion de Brubaker, d'un côté, et celle de Lavanza et Laferté, de l'autre. Il s'agit pour eux, en effet, d'articuler selon une conceptualisation qui leur est propre deux dimensions observables dans les processus de construction identitaire qui, pour l'essentiel, se traduisent d'une part dans des processus d'identification externe (aux individus et aux groupes) et d'autre part dans des logiques d'identification interne. Cette distinction amène à considérer les identités individuelles et collectives sous l'angle d'une sociologie génétique des processus d'*identification* à partir du double sens que revêt cette notion, qui évoque, d'un côté, les actes d'attribution définissant l'identité « pour autrui » ou « virtuelle » et, de l'autre, les actes d'appartenance désignant l'identité « pour soi » ou « réelle » résultant de la production et/ou de l'intériorisation par les individus de certaines références identitaires²⁰.

La notion d'identification comprend donc deux dimensions. La première évoque une activité venant de l'extérieur par laquelle il s'agit de désigner, reconnaître et définir un individu ou un groupe en fonction de son appartenance à une catégorie (identification catégorielle) ou de son inscription dans un réseau relationnel²¹.

20. Cette distinction s'inspire notamment des travaux de Claude Dubar à propos de la socialisation, notamment « Pour une théorie sociologique de l'identité », in *La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris: Armand Colin, 1996, pp. 109-128.

La seconde désigne l'activité par laquelle les individus et les groupes se définissent eux-mêmes, notamment (mais pas seulement) par référence aux identifications externes dont ils sont l'objet. Ces deux dimensions – *identifier et s'identifier* – doivent être tenues ensemble dans l'analyse des phénomènes identitaires. Elles renvoient en pratique à des processus souvent complexes où elles apparaissent imbriquées l'une dans l'autre selon des logiques en partie spécifiques qu'il convient en chaque cas d'analyser de manière précise et détaillée, pour éviter de subsumer sous une même catégorie (celle d'identité) des processus en réalité assez différents. Les conceptualisations proposées par Brubaker, Avanza et Laferté, dans le détail desquelles nous n'entrerons toutefois pas dans le cadre de cette introduction, poursuivent précisément cet objectif. De ce fait, le propos de ces auteurs cesse d'être théorique ou épistémologique pour s'inscrire plus directement dans des préoccupations de nature empirique relevant plus spécifiquement de l'élaboration d'instruments d'analyse pertinents par rapport à des terrains d'enquête. Par exemple, lorsqu'il s'agit de penser les relations entre identités et mobilisations, il importe notamment d'analyser finement comment, en fonction de leurs trajectoires biographiques ou de leurs appartenances, les individus s'identifient à un mouvement organisé, comment ensuite s'y négocient ou s'y affrontent des identités différenciées et comment en définitive s'élaborent ou se transforment, dans le cours même de la mobilisation, certaines définitions identitaires en relation avec les images que le groupe mobilisé produit de lui-même.

La première dimension, *identifier*, désigne la formation des principes de classement du monde social à travers lesquels s'objectivent les catégories d'identification des individus et des groupes. L'analyse se centre ici sur le travail effectué par l'ordre juridique, l'État et son administration, la statistique, les sciences sociales elles-mêmes, les mouvements sociaux, les médias ou encore le champ politique pour définir les individus par référence à leur-s groupe-s d'appartenance²². *Identifier* signifie ici définir, étiqueter, classer, ranger, catégoriser, assigner. Autant de notions désignant l'identité *pour autrui* résultant des processus d'attribution

21. (Note de la p. 20.) Rogers Brubaker, «Au-delà de l'identité», *art. cit.*, p. 75.

22. Sur les processus d'identification, voir par exemple les numéros 13 (1993) et 54 (2004) de la revue *Genèses. Sciences sociales et histoire*.

d'une appartenance individuelle à un ensemble défini en fonction de certaines propriétés distinctives (âge, sexe, nationalité, langue, religion, profession, statut juridique, etc.). La notion d'identification indique ici un processus et non une chose appartenant aux individus et aux groupes. Elle implique donc d'objectiver le travail politique de définition des groupes, de production de leur image sociale et de représentation (dans les deux sens du terme) dont ils sont l'objet, les médiations diverses – administratives, institutionnelles, discursives, militantes, savantes, littéraires, artistiques – par lesquelles il s'accomplit, ainsi que les enjeux, les conflits et les rapports de force symboliques qui l'accompagnent. Considérer que ce travail politique s'opère au niveau symbolique et cognitif ne signifie nullement l'acceptation d'une perspective idéaliste réduisant la réalité aux représentations dont elle est l'objet. La variété des principes de vision et de division du monde social impose de porter l'attention sur les logiques sociales qui président à l'activation de tel ou tel principe de classement et sur les forces sociales qui non seulement rendent possibles de telles constructions, mais parviennent parfois à les imposer durablement comme légitimes en faisant et en défaisant les groupes à la faveur des rapports de force dans lesquels elles sont impliquées. S'il faut alors insister sur le caractère contingent de ces constructions symboliques pour en souligner l'historicité et donc en partie l'arbitraire, il reste qu'elles ne sont pas simplement hasardeuses, mais tributaires des contextes et des intérêts dans lesquels elles se développent ou à partir desquels elles deviennent conflictuelles. Cette perspective contribue donc à dénaturer les identités collectives en les rapportant à leurs conditions sociales d'énonciation, et en particulier aux intérêts de toutes sortes qui leur sont étroitement liés. Elle invite en outre à s'interroger sur les dispositifs, par exemple administratifs ou juridiques, par lesquels elles sont objectivées et sur la façon dont ceux-ci exercent une contrainte sur les répertoires et les temporalités d'action de ceux (individus et collectifs) qui visent leur transformation.

On aurait tort, cependant, de limiter la critique envers les conceptions essentialistes de l'identité en se bornant à réduire les problématiques identitaires aux intérêts dont elles sont en partie le produit, de les ramener en quelque sorte à de pures illusions ou encore à des idéologies intéressées, instrumentalisant la thématique identitaire à des fins de pouvoir. Cette critique de l'essentialisme s'arrête à mi-chemin,

en ce qu'elle ne rend pas vraiment compte des conditions de possibilité et de l'efficacité propre des représentations identitaires, qui doivent en partie leur force au fait que les luttes de classement mettent en jeu la valeur des individus dans le monde social²³ relativement à leur appartenance à certains groupes ou à certaines catégories. Comme le souligne Pierre Bourdieu, «ce que les individus et les groupes investissent dans le sens particulier qu'ils donnent aux systèmes de classement communs par l'usage qu'ils en font, c'est infiniment plus que leur intérêt au sens ordinaire du terme; c'est tout leur être social, tout ce qui définit l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes, le contrat primordial et tacite par lequel ils se définissent comme nous par rapport à eux et aux autres et qui est au principe des exclusions (ce n'est pas pour nous) et des inclusions qu'ils opèrent parmi les propriétés produites par le système de classement commun»²⁴.

La question qui se pose est en effet de considérer que toutes les représentations identitaires ne peuvent s'imposer avec la même force et la même légitimité dans le monde social, que certaines d'entre elles acquièrent, dans certains contextes, une pertinence sociale qu'elles perdent dans d'autres ou encore que cette pertinence sociale peut varier entre les individus d'un même groupe selon les conjonctures ou selon leurs caractéristiques sociales. En d'autres termes, le pouvoir symbolique qui s'exerce dans la définition des identités est inégalement réparti et dépend aussi de leurs conditions sociales de réception. Avanza et Laferté ont alors raison d'indiquer que l'approche constructiviste des identités fait parfois «l'économie de l'étude des pratiques, de l'intériorisation, de la réception des discours et des représentations» et verse parfois dans cette aporie consistant «à prendre les discours des institutions d'encadrement pour les pratiques des identifiés», sans penser les processus par lesquels «les identités produites sont intériorisées par les populations à qui on les impose»²⁵. Dans le même sens, précise opportunément Gérard Noiriel (à propos des réfugiés politiques, mais le propos peut être généralisé), il ne faut pas confondre les identifications externes et la perception que les acteurs peuvent en avoir²⁶.

23. Sur cette question, cf. Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris: Seuil, 1997, pp. 214-218; «L'identité et la représentation», *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 35, novembre 1980, p. 69 (dernière partie de l'article non reprise dans *Langage et pouvoir symbolique*).

24. Pierre Bourdieu, *La distinction*, op. cit., pp. 557-558.

25. Martina Avanza, Gilles Laferté, *art. cit.*, pp. 138-139.

26. Gérard Noiriel, *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris: Belin, 2001, pp. 265-266.

Il s'agit dès lors aussi de rendre compte des raisons pour lesquelles certaines constructions identitaires font sens pour les groupes et individus auxquelles elles s'adressent et de comprendre, par exemple, « comment une nation, région ou ethnies, tout inventée soit-elle, a pu s'affirmer comme principe de définition de soi pour un groupe d'individus »²⁷. La question n'est du reste pas que théorique, mais s'impose en pratique d'une manière particulièrement massive au regard de la force mobilisatrice considérable des phénomènes identitaires, et cela en dépit du constat constructiviste de leur contingence et de leur fluidité. Bref, s'il faut rompre avec l'essentialisme identitaire, encore faut-il s'interroger sur l'efficacité propre des constructions identitaires sans pour autant les ramener à de purs artefacts idéologiques, mais à partir des logiques de réception dont elles sont l'objet.

La seconde dimension de l'analyse, *s'identifier*, renvoie donc à la perception individuelle et collective des appartenances et identités héritées, ainsi qu'aux logiques conduisant à leur production, leur intériorisation, leur incorporation ou leur rejet par les individus et les groupes. Elle désigne l'identité *pour soi*, celle qui est subjectivement vécue comme une identité. *S'identifier* signifie ici produire, gérer, s'appropriier, assumer, incorporer, intérioriser, revendiquer ou au contraire rejeter les actes d'attribution identitaire, c'est-à-dire construire et sélectionner l'appartenance par *référence* à un groupe, une catégorie ou une propriété distinctive. Brubaker évoque cette question en parlant d'auto-compréhension, « terme dispositionnel qui désigne ce que l'on pourrait appeler une subjectivité située : la conception que l'on a de qui l'on est, de sa localisation dans l'espace social et de la manière dont on est préparé à l'action »²⁸. Ainsi conçue, l'auto-compréhension relève du sens pratique par le filtre duquel les individus se représentent au plan cognitif et affectif leur rapport au monde dans lequel ils évoluent et parviennent de ce fait à s'y repérer. Cette notion s'apparente à celle d'identité sociale au sens où celle-ci est pensée en psychologie sociale et qui désigne ce qui relève, dans la définition de soi, de la façon dont un individu se représente son appartenance à des groupes ou à des catégories²⁹, le cas échéant par des processus de

27. *Ibid.*, p. 139.

28. Rogers Brubaker, « Au-delà de l'identité », *art. cit.*, p. 77.

comparaison sociale. Elle peut tout aussi bien être reliée aux croyances évoquées par Max Weber pour caractériser le sentiment d'appartenance issu, par exemple, des «relations communautaires ethniques»³⁰, la question étant en effet ici d'élucider les logiques par lesquelles les individus (mais aussi les groupes) produisent des définitions d'eux-mêmes – une image sociale, pour reprendre la formulation utilisée par Avanza et Laferté – en relation avec leur position dans l'espace social, leur environnement relationnel et les classements dont ils sont l'objet. Au niveau collectif, s'identifier signifie produire des représentations de l'appartenance et constituer ainsi, via des représentants et par un travail de classement, de distinction et d'unification, des groupes rassemblant des agents partageant un sens commun à leur égard. Ces groupes et catégories peuvent être préalablement constitués par des identifications externes, notamment de la part de l'État, ou être le produit d'un travail politique de regroupement associé à une mobilisation ou à une action collective d'unification d'un ensemble d'agents sous une même catégorie, comme ce fut le cas des cadres étudiés par Luc Boltanski³¹.

S'agissant en particulier des mobilisations politiques et des processus revendicatifs, Christian de Montlibert³² remarque à juste titre que l'identité commune, nécessaire à l'action collective, n'est jamais donnée d'avance, mais suppose au contraire un important travail politique destiné à produire l'unité, d'un côté, du groupe effectivement mobilisé et, de l'autre, du groupe mobilisable, c'est-à-dire celui au nom duquel s'effectue l'action collective³³. Ces deux dimensions – identifier/s'identifier – sont donc intrinsèquement liées. D'une part, l'identification par attribution reste tributaire des conditions sociales d'acceptation ou de rejet des identités ainsi définies; d'autre part, l'intériorisation des assignations identitaires résulte de leur degré plus ou moins élevé de légitimité

29. (Note de la p. 24.) Entre autres références, voir Henry Tajfel, *Human Groups and Social Categories*, Cambridge: Cambridge University Press, 1981.

30. Max Weber, *Économie et société*, t. 2, Paris: Plon, 1995, pp. 124-144.

31. Luc Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris: Minitel, 1982.

32. Christian de Montlibert, «La construction sociale des revendications comme enjeu de lutte», *Revue européenne des sciences sociales*, N° 54-55, t. 19, 1981, pp. 355-376.

33. Sur ce point, cf. notamment Pierre Bourdieu, «Espace social et genèse des «classes», *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 52-53, 1984, pp. 3-12; Rick Fantasta, *Cultures of Solidarity. Consciousness, Action, and Contemporary American Workers*, Berkeley: University of California Press, 1988. Pour une revue plus complète de la manière dont se construit l'unité de l'entreprise de mouvement social, cf. Michaël Voegtli, «Identité collective», in Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Isabelle Sommier (éds), *Les mouvements sociaux*, Paris: La Découverte, 2009.

ou de leur prégnance dans l'espace public. Les processus de construction des identités collectives se caractérisent donc par des transactions et des rapports de force entre des agents producteurs des catégories de classement attributives d'une identité, d'un côté, et, de l'autre, des agents plus ou moins directement visés par ces catégories et diversement enclins à les incorporer comme telles. Aussi convient-il d'intégrer dans l'analyse des identités sociales le fait que celles-ci sont produites et vécues selon des modalités plus ou moins ouvertes ou rigides: un même principe de classement peut être intériorisé selon des attendus parfois différents d'un acteur à un autre. De même, il s'impose de penser les décalages toujours possibles – et même très fréquents – entre l'identité pour autrui, virtuelle, et l'identité pour soi, réellement intériorisée. Ainsi en va-t-il tout particulièrement de la gestion des identités stigmatisées, appelant, de la part de l'acteur, tout un travail orienté vers la réduction de la tension résultant d'une attribution identitaire discriminante. Cet aspect est sans doute celui qui constitue l'un des facteurs les plus évoqués dans la littérature consacrée aux mobilisations identitaires, raison pour laquelle plusieurs contributions à cet ouvrage y reviennent de façon détaillée.

C'est sans doute au croisement de ces différentes logiques que se lit le mieux *l'impact politique* des questions identitaires, qui ont en commun de mettre en jeu, de façon plus ou moins conflictuelle, les rapports de force symboliques qui structurent le monde social. Cet impact politique se mesure tout d'abord à la contribution – sans doute essentielle – de l'État, des institutions et du droit à l'élaboration des identités sociales et à la résolution (inégaie, provisoire, parfois contingente) des contradictions résultant de la pluralité des appartenances. Il se lit également dans les processus de mobilisation, notamment dans la construction des causes. Tantôt parce que s'y manifeste explicitement l'affirmation de principes identitaires contestant la légitimité de ceux qui sont institués et au nom desquels s'exercent différentes formes de domination symbolique. Tantôt parce que, de manière indirecte, les causes renvoient à des intérêts, donc à des groupes et à des principes de classement; tantôt encore parce que l'action collective *en faveur* d'une cause suppose tout un travail de rassemblement et de mise en cohérence *autour* de la cause d'individus plus ou moins hétérogènes selon les cas, voire diversement intéressés à celle-ci.

Les différentes contributions rassemblées dans cet ouvrage ne prétendent pas épuiser cette problématique complexe et multidimensionnelle. Elles s'y inscrivent du reste à des degrés divers selon les trois axes retenus.

Le premier axe, *faire sens*, s'interroge sur les ressorts de la construction symbolique des identités. À partir de cinq terrains d'enquête très différents, il s'agit ici de s'interroger sur la façon dont les individus et les groupes, dans des contextes spécifiques, sélectionnent (ou contestent) des critères d'appartenance fondés sur les significations attachées à certains principes de classement et de division du monde social. Ce premier axe situe donc clairement l'observation au niveau des représentations des appartenances constituées dans le monde social pour rendre compte de la façon dont elles sont produites par des identifications en concurrence, internes et externes, auxquelles les individus à l'état isolé ou les groupes effectivement organisés sont exposés. Quatre contributions inscrivent leur analyse dans les logiques de l'action collective. C'est bien précisément parce que l'action est *collective* que la question du « nous » se greffe inévitablement sur ses buts et que se pose la nécessité pour le groupe qui agit et revendique de se définir à partir d'un principe quelconque de catégorisation censé l'unifier, le distinguer de son environnement et permettre son identification comme groupe effectivement mobilisé ou potentiellement mobilisable. C'est dire que l'unité et l'identité du groupe mobilisé ne sont jamais données d'avance. Elles sont au contraire le produit de l'action collective elle-même au cours de laquelle s'élaborent, selon l'expression de Melucci, des « cadres cognitifs communs »³⁴ permettant d'en expliciter les raisons.

Deux contributions abordent plus spécifiquement la question de l'ambivalence pour les individus et les groupes mobilisés des classements à connotation identitaire lorsque ceux-ci renvoient à des logiques de stigmatisation, de disqualification et de domination, l'action collective étant alors inévitablement enfermée dans un *double bind* la faisant osciller entre des stratégies d'annulation,

34. Selon l'expression d'Alberto Melucci, *Nomads of the Present*, Philadelphia: Temple University Press, 1989, p. 35. Sur cette question, voir aussi les principaux travaux de cet auteur: «The Symbolic Challenge of Contemporary Movements», *Social Research*, N° 4, vol. 52, 1985, pp. 789-816; «Getting Involved: Identity and Mobilization in Social Movements», *International Social Movement Research*, vol. 1, 1988, pp. 329-348; «Qu'y a-t-il de nouveau dans les «nouveaux mouvements sociaux», in Arnaud Sales, Louis Maheu (dir.), *La recomposition du politique*, Paris: PUM/L'Harmattan, 1991, pp. 129-162.

de normalisation ou de correction du stigmate d'une part et des stratégies de retournement et d'affirmation positive de celui-ci d'autre part³⁵. Marta Roca i Escoda analyse la gestion évolutive de cette ambivalence dans la promotion d'une cause orientée vers l'élaboration d'une loi sur le partenariat des couples non mariés dans le canton de Genève. Articulée initialement aux conditions de séjour et d'établissement des étrangers homosexuels en Suisse, la revendication s'universalise et s'élargit progressivement aux couples hétérosexuels pour neutraliser les effets négatifs du stigmate associé à l'homosexualité. Si, dans un premier temps, la mobilisation s'appuie sur l'inégalité que représente l'impossibilité pour les couples homosexuels de contracter un mariage, et donc de s'établir dans le canton de Genève lorsqu'une des deux personnes est de nationalité étrangère, le comité d'action recadre peu à peu ses objectifs en dénonçant les injustices frappant l'ensemble des couples non mariés. Il espère ainsi sortir d'une logique communautaire et accroître ses soutiens potentiels, notamment dans l'arène parlementaire où cette question est en discussion. Les députés, du reste, adopteront une loi sur le partenariat traitant indistinctement les personnes de même sexe ou de sexe différent, contrairement à la loi fédérale adoptée ultérieurement, limitée quant à elle aux personnes de même sexe.

Dans un contexte très différent, Nicolas Jaoul analyse les paradoxes de la mobilisation des intouchables (*dalits*) en Inde, où se manifeste ici aussi cette contradiction propre aux revendications des groupes stigmatisés, contraints d'un côté par les nécessités de la mobilisation de prendre appui sur les identités assignées au risque de les pérenniser et de les reproduire, alors que de l'autre il s'agit de s'en émanciper en les rejetant. Analysant chronologiquement trois périodes historiques successives (époque coloniale, indépendance et période contemporaine), l'auteur rend compte des usages ambivalents de la catégorisation *dalit* dans les luttes contre les inégalités de caste, qui se déploient simultanément *contre* et *par* la caste³⁶ et qui *de facto*, en opposition au nationalisme indou, oscillent sans cesse entre deux perspectives : l'une vise l'annulation du système de domination fondé sur les hiérarchies de caste, par exemple en promouvant des conversions de masse au bouddhisme et/ou en reven-

35. Erving Goffman, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris: Minituit, 1975 [1963].

36. Voir Christophe Jaffrelot, *Inde: la démocratie par la caste: histoire d'une mutation sociopolitique (1885-2005)*, Paris: Fayard, 2005.

diquant l'abolition des castes ; l'autre se réclame au contraire d'une identité *dalit* par inversion du stigmate associé à la caste des intouchables et s'efforce de mobiliser les *dalits* sur la base de leur appartenance de caste, en s'appuyant notamment sur certaines mesures de discrimination positive mises en place dès l'indépendance en leur faveur. Les usages de la caste en politique sont donc à « double tranchant », comme le montre bien Nicolas Jaoul. D'un côté, les contraintes de la mobilisation favorisent l'exhibition par les porte-parole des *dalits* de caractéristiques identitaires propres à ce groupe d'appartenance et dont l'existence se trouve en quelque sorte confirmée. De l'autre, les politiques identitaires affaiblissent les perspectives de transformation et de subversion des divisions de la société indienne en groupes de castes, cela d'autant plus que la mobilisation offre des avantages possibles (mesures positives) pour certains membres du groupe stigmatisé.

La place de la symbolique identitaire est également au cœur de l'analyse proposée par Stéphanie Dechezelles qui, en rupture avec les conceptions essentialistes ou instrumentalistes des identités, propose de rendre compte des processus et des logiques de l'identification partisane. À partir d'une étude comparative menée auprès de jeunes militants (entre 15 et 30 ans) de deux partis de l'extrême droite italienne, Alleanza nazionale (AN) et la Lega nord (LN), l'auteure porte son interrogation sur les raisons de leur adhésion et de leur attachement à ces organisations politiques, raisons qui relèvent de la construction de cultures militantes et qu'elle situe pour l'essentiel au niveau de la rencontre entre une mémoire historique construite collectivement aux fins de mobiliser les militants (célébration du passé fasciste dans un cas et invention d'une ethnie padane dans l'autre) et une trajectoire biographique favorisant l'identification à ces représentations partisans du passé. Ces deux dimensions sont imbriquées l'une dans l'autre attendu qu'il s'agit surtout ici de penser la réception positive des références mémorielles élaborées dans le cadre partisan, qui s'explique dans un cas (AN) par une logique de socialisation politique disposant les descendants de militants fascistes et du Movimento sociale italiano (MSI) à assumer un héritage présenté comme héroïque et dans l'autre (LN) par un déficit de mémoire historique familiale et une sorte d'amnésie sociale que viendrait combler la référence à l'ancienne Padanie. Les identités politiques, dans cette analyse, ne sont pas données, mais se construisent par

des logiques d'identification aux dispositifs symboliques mis en œuvre par les organisations partisans.

Alors que l'analyse de Stéphanie Dechezelles rendait compte d'un processus d'identification à un parti via une identification à la culture partisane promue par celui-ci, la contribution de Gildas Renou renverse en quelque sorte la perspective pour porter son attention sur la façon dont la définition que les individus se donnent d'eux-mêmes peut contribuer à éclairer leur engagement dans une action collective. En l'espèce, il s'agit de rendre compte du succès important, certes passager mais néanmoins surprenant, d'un syndicat d'étudiants, l'Union des Étudiants de Bretagne – Dazont, qui se présente lui-même comme un syndicat identitaire par lequel ses militants entendent affirmer leur appartenance à la Bretagne. Considérant que cette forme d'engagement ne peut s'expliquer selon un paradigme relevant de la rationalité instrumentale – le syndicalisme étudiant de facture classique servant contrairement à Dazont des logiques intéressées de tremplin politique –, l'auteur avance l'hypothèse du rôle central joué par l'identification bretonne opérée par les militants, fruit d'une conversion individuelle, rapide et soudaine, comparable à celle des bouddhistes étudiée par David Snow, et qui s'effectue par une sorte de prise de conscience fondée sur des lectures diverses, la plus déterminante étant l'ouvrage de Morvan Lebesque *Comment peut-on être breton?* (1970) dont s'inspire une chanson de Tri Yann *La découverte ou l'ignorance*. Véritables opérateurs de conversion et d'authentification, ces textes et cette chanson jouent en effet un rôle déterminant dans ce que l'auteur appelle, à la suite des travaux de Berger et Luckmann, un processus d'alternation, c'est-à-dire de transformation de l'identité sociale d'un individu, le portant *ensuite* à rejoindre un collectif militant justifié a posteriori par une symbolique cohérente. L'analyse proposée prend donc au sérieux les modalités concrètes par lesquelles les individus s'identifient et donnent sens à leur appartenance bretonne. Elle interroge l'efficacité performative de certains récits qui, comme celui de Morvan Lebesque, apparaissent pour les militants comme des vecteurs particulièrement puissants d'identification. Pour autant, le discours du syndicat et de ses membres, critique et même distant à l'égard des organisations politiques régionalistes ou nationalistes, reste plutôt vague, flou et peu élaboré en ce qui concerne le contenu positif attaché à l'identité bretonne. Celle-ci se définit

principalement selon une série d'oppositions avec la France centralisatrice et jacobine empêchant d'être ce que l'on est, c'est-à-dire breton. En définitive, plutôt que d'imputer l'engagement syndical de ces jeunes militants à une identité bretonne essentialisée, comme le font de nombreux travaux consacrés aux mobilisations ethno-nationalistes, l'analyse prend pour objet les médiations par lesquelles ces derniers identifient et élaborent leur appartenance.

La contribution de Frédérique Niel explore une problématique connexe, mais selon une perspective fort différente, qui consiste à dissocier langue et identité, au profit d'une analyse s'attachant à rendre compte de la façon dont l'identification des pratiques linguistiques en France a pu contribuer à une relative désactivation des fonctions identitaires de la langue. La question est sensible dans ce pays caractérisé par un monolinguisme d'État sanctionné par la Constitution, qui fonctionne comme un vecteur puissant d'une identité nationale que l'on opposerait aux langues régionales « minoritaires » auxquelles, par exemple, les politiques de l'Union européenne tentent d'accorder un soutien. Trois terrains sont plus spécifiquement analysés. Le premier concerne plusieurs tentatives, à partir des années 1950, d'instruire le dossier des langues régionales « minoritaires » sous l'angle de l'identification statistique des pratiques linguistiques effectives des locuteurs. Se situant aux frontières du militantisme régionaliste et des logiques du champ politico-administratif, différents projets sont développés, sans toutefois obtenir, pour cette raison même, une résonance politique et scientifique significative. La question linguistique s'est ensuite posée en relation avec l'élaboration de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (1992) à laquelle l'État français manifestait une forte résistance (au point de ne pas ratifier le texte à la suite d'une décision du Conseil constitutionnel de 1999), mais qui l'a conduit néanmoins à devoir documenter cette problématique par diverses enquêtes et expertises. Enfin, cette problématique se concrétise dans la création d'un observatoire des pratiques linguistiques associant une expertise sociolinguistique universitaire (liée à l'École des Hautes Études en sciences sociales), travaillant à imposer une vision non territorialisée des langues minoritaires au profit d'une attention aux pratiques effectives liées, notamment, aux langues de l'immigration. En définitive, l'analyse de Frédérique Niel s'efforce de dépasser l'historiographie dominante marquée par l'opposition entre identité nationale et identités régionales, pour se

pencher sur les enjeux et les difficultés spécifiquement liés à l'identification des pratiques linguistiques.

Le deuxième axe, *faire corps*, se focalise sur le processus de constitution d'un « nous » et les conditions de possibilité de l'attachement au collectif. En d'autres termes, l'interrogation porte ici sur la manière dont un mouvement « tient ensemble » à partir du constat de la diversité des raisons d'agir et des luttes qui se déploient à l'interne. Loin de l'image idéalisée d'un front commun et uni contre l'extérieur, les différentes contributions nous invitent à concevoir les entreprises partisans ou de mouvement social comme autant de « champs de luttes et [de] champs de forces »³⁷ où l'on se doit de porter le regard. À divers titres, les contributions réunies dans cette deuxième partie interrogent toutes en ce sens les modalités du *travail identitaire* au sein de ces mouvements³⁸. L'objectif est de comprendre comment sont construites et maintenues les identités collectives, en distinguant analytiquement quatre dimensions intimement liées dans la pratique militante.

Premièrement, se pose la question des liens entre individu et collectif, qui engage une réflexion portant, d'une part, sur les conditions de possibilité de l'attachement³⁹ au groupe et, d'autre part, sur le processus de « façonnage organisationnel »⁴⁰. Il s'agit ici de comprendre, d'un côté, les conditions de l'adhérence ou de la défection⁴¹, en prêtant attention aux effets des contextes ou à certaines logiques internes qui transforment les modalités de recrutement et la valorisation de certaines propriétés sociales au sein des

37. Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris : PUF, 1997 [1987], p. 24.

38. Sur la question du « travail identitaire », cf. notamment David A. Snow, Doug McAdam, « Identity Work Processes in the Context of Social Movements: Clarifying the Identity/Movement Nexus », in Sheldon Stryker, Timothy J. Owens, Robert W. White (éds), *Self, Identity, and Social Movements*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 2000, pp. 41-67 ; David A. Snow, « Collective Identity and Expressive Forms », in Neil J. Smelser, Paul B. Baltes (éds), *International Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences*, Londres : Elsevier Science, pp. 196-254 ; Rachel L. Einwohner, Jo Reger, Daniel J. Myers, « Introduction: Identity Work, Sameness, and Difference in Social Movements », in Jo Reger, Daniel J. Myers, Rachel L. Einwohner (éds), *Identity Work in Social Movements*, Minneapolis : University of Minnesota Press, (coll. « Social Movements, Protest, and Contention »), 2008, pp. 1-17.

39. Conçu ici au sens de Howard S. Becker, « Notes on the Concept of Commitment », *American Journal of Sociology*, N° 1, vol. 66, 1960, pp. 32-40.

40. Frédéric Sawicki, Johanna Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, N° 1, vol. 51, 2009, pp. 97-125, p. 115 en particulier.

41. Sur la question du désengagement, cf. Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris : Belin, 2005.

entreprises partisans ou de mouvement social et, de l'autre, les effets de la prise de rôle militant en termes de transformation de l'identité sociale des individus investis dans une lutte.

Deuxièmement, le travail identitaire fait référence aux dispositifs symboliques et matériels favorisant cet attachement au collectif et le développement d'un « esprit de corps », caractérisé selon Blumer par « le sentiment des personnes d'une appartenance commune et d'être identifiés les uns avec les autres dans une entreprise commune. [...] En développant des sentiments d'intimité et de proximité, les personnes ont la sensation de partager une expérience commune et de former un groupe particulier. »⁴² Le regard porte ici sur certains « dispositifs de sensibilisation », vecteurs d'appropriation de la « mémoire militante » et « outils de l'ajustement et du façonnage de l'*habitus* militant », qui permettent « d'éprouver, au titre le plus personnel qui soit, une indignation et une colère motivant un engagement entier dans l'action », de même qu'ils socialisent plus largement les membres à la culture du groupe⁴³.

Troisièmement, l'analyse se déplace sur les luttes internes visant à faire et à dire le groupe. Il est également possible à cet égard de distinguer deux dimensions. L'une concerne les conditions de possibilité de la coexistence au sein d'un mouvement d'individus aux propriétés sociales distinctes en concurrence pour définir le sens de la lutte. L'autre met plus spécifiquement l'accent sur les transformations morphologiques de l'entreprise militante liée à la modification des propriétés sociales des acteurs engagés au cours du temps et à l'impact du renouvellement militant sur la redéfinition des usages, des objectifs et, au final, de l'identité collective du mouvement⁴⁴.

42. Herbert Blumer, « Collective Behavior », in Alfred McClung Lee (éd.), *Principles of Sociology*, New York: Barnes & Noble, « College Outline Series », 1951 [1939], pp. 165-222, pp. 205-206 en particulier.

43. Christophe Traïni, Johanna Siméant, « Pourquoi et comment sensibiliser à la cause? », in Christophe Traïni (dir.), *Émotions... Mobilisation!*, Paris: Presses de Sciences Po, 2009, pp. 11-34, pp. 24-25 en particulier.

44. Sur ce point, cf. Nancy Whittier, *Feminist Generations. The Persistence of Radical Women's Movement*, Philadelphia: Temple University Press, 1995; « Political Generations, Micro-Cohorts, and the Transformation of Social Movements », *American Sociological Review*, N° 5, vol. 62, 1997, pp. 760-778; Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, N° 1-2, vol. 51, février-avril 2001, pp. 199-215; Catherine Leclercq, « Raisons de sortir ». Le désengagement des militants du Parti communiste français », in Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, op. cit., pp. 131-154; Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La société des socialistes: le PS aujourd'hui*, Bellecombe-en-Bauges: Éditions du croquant, 2006.

Enfin, quatrième, le travail identitaire fait référence aux usages plus ou moins stratégiques de l'identité collective que les membres d'une entreprise militante actualisent en vue de mobiliser des soutiens ou de mener une lutte contre des adversaires. Ici, d'une part, le déploiement stratégique d'une identité collective ne vise pas uniquement à constituer le mouvement, mais aussi à créer la communauté que cette entreprise est censée représenter, dans une « relation proprement symbolique entre un signifiant et un signifié »⁴⁵. D'autre part, la mobilisation stratégique fait référence à la manière dont les entreprises de mouvement social font usage d'une identité collective dans la lutte politique. C'est ce que montre par exemple Mary Bernstein dans son article consacré aux mouvements gays et lesbiens de New York, du Vermont et de l'Oregon, où elle indique que « le déploiement identitaire » des mouvements oscille, en fonction du contexte sociopolitique (structuration de l'espace des mouvements sociaux à un moment donné, relation à l'État), de sa célébration à son inhibition, selon que l'objectif de la lutte et les adversaires identifiés appellent à des actions où l'on cherche à se confronter aux valeurs dominantes ou qu'il s'agisse d'accroître le nombre des soutiens et alliés par le biais de mesures éducatives⁴⁶.

Ces interrogations, liées au travail identitaire, traversent à divers titres l'ensemble des contributions de cette deuxième partie. La problématique des luttes internes à la lutte est au cœur de la contribution de Xavier Dunezat, dans laquelle il analyse l'identité sociale à la fois comme enjeu et produit des luttes au sein d'une même mobilisation. Sur la base d'une enquête ethnographique consacrée à « la mobilisation de « sans » – les actions des mouvements de chômeurs de Morlaix et de Rennes entre 1998 et 1999 – il montre l'hétérogénéité des processus d'identification à ces mouvements. Partant de la distinction entre « identité pour soi » et

45. Pierre Bourdieu, « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 36, 1981, pp. 3-24, p. 8 en particulier. Pour une exemplification, on peut se référer à l'étude réalisée par Christophe Broqua sur l'association Act Up et où il souligne que les membres de l'association vont œuvrer à construire la « communauté homosexuelle », notion au « caractère indéfiniment ambivalent », « entre réalité et projection », participant de cette manière à construire la légitimité de leur propre entreprise. Christophe Broqua, *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris: Presses de Sciences Po, 2006, p. 129.

46. Mary Bernstein, « Celebration and Suppression: The Strategic Use of Identity by Lesbian and Gay Movement », *American Journal of Sociology*, N° 3, vol. 103, 1997, pp. 531-565. Cf. également Joshua Gamson, « Messages of Exclusion: Gender, Movements, and Symbolic Boundaries », *Gender and Society*, N° 2, vol. 11, 1997, pp. 178-199.

«identité pour autrui», il conçoit ces processus d'identification dans le cadre d'une mobilisation traversée par des rapports sociaux fondamentaux (sexe, classe, race), mais aussi par une répartition variable du capital militant selon les acteurs sociaux impliqués dans le travail militant. Xavier Dunezat montre alors très clairement qu'identité pour soi et identité pour autrui ne convergent pas nécessairement à la suite de l'émergence d'un mouvement social. Si ces mobilisations sont identifiées comme des mouvements de chômeurs, donc enfermées pour autrui dans une seule identité, elles ne rendent pas compte de l'ensemble des identités pour autrui et pour soi qui sont disponibles. Les luttes internes aux deux mouvements de Rennes et de Morlaix auront des conséquences distinctes, liées en cela à la morphologie des collectifs et aux effets de contexte. Dans le cas rennais, Xavier Dunezat souligne que la division du travail militant, qui s'effectue pendant la journée sur le mode du temps professionnel, prend la forme d'un travail séparé (les tâches militantes s'effectuent sans nécessiter d'être ensemble et ne conduisent pas à une appropriation collective du travail effectué). Ce phénomène éparpille les dynamiques d'identifications et contrarie toute possibilité du collectif à tenir ensemble. C'est l'identité de militant qui triomphe, en fort décalage avec l'identité de chômeur, et la mobilisation est marquée par une épuration permanente des acteurs aux propriétés sociales distinctes. En revanche, à Morlaix, une série de facteurs a favorisé l'émergence d'une forme de travail collectif permettant provisoirement le renforcement de l'identification au groupe. L'occupation continue de la mairie par le mouvement, parce qu'elle constitue le cadre structurant d'une sociabilité renouvelée et élargie, provoque une porosité des différents temps (professionnel, domestique, militant) et une mise en veille pour certains militants d'autres identifications (conjugales par exemple). À cela s'ajoute le fait que le travail militant, au contraire du cas rennais, est conçu comme espace d'investissement pour tous où, comme le dit l'auteur, le «faire-ensemble» a un sens parce que tout le monde fait. Par l'observation effectuée à Morlaix, Xavier Dunezat illustre ainsi le poids des dispositifs d'attachement au groupe (repas, témoignages-fleuves et chargés émotionnellement des expériences de chômage) sur le renforcement de l'esprit de corps et l'identification à la mobilisation.

La contribution de Michaël Voegtli explore également les luttes internes au mouvement en s'intéressant à deux associations homo-

sexuelles en Suisse. Sur la base d'une enquête par entretiens et d'archives, il montre que la première association (Dialogai) est traversée par une tension entre deux pôles, l'un axé sur la lutte contre le sida (l'association devenant antenne cantonale de l'Aide suisse contre le sida en 1985) et l'autre centré sur le développement d'activités plus communautaires et conviviales. Insérés dans l'espace associatif homosexuel et dans l'espace associatif de lutte contre le sida, les membres de Dialogai maintiennent une double stratégie de distinction, avec pour corollaire une tension entre ces deux éléments de l'identité collective du mouvement. Par rapport à l'espace associatif homosexuel, l'auteur montre que les militants effectuent un travail politique visant à souligner les compétences spécifiques qu'ils possèdent dans le domaine de la lutte contre l'épidémie et à contrer les velléités d'autres mouvements à se positionner comme acteurs de la lutte antisida. Au niveau interne, la tension sur les objectifs prioritaires de la lutte, peu visible avant la mise à disposition des multithérapies en 1996, devient manifeste à partir du moment où l'urgence de la mobilisation antisida commence à décroître et que les motifs d'adhésion à la cause se transforment du fait du renouvellement militant des membres. La crise que connaît l'association autour de 1997 conduit une partie des membres les plus anciennement engagés à l'*exit*, et le pôle sida perd pendant un temps de sa centralité. Les transformations de l'espace associatif homosexuel, avec la création d'une nouvelle association venant directement concurrencer Dialogai sur le pôle communautaire et convivial, vont toutefois contribuer à nouveau au renforcement des militants qui entendent prioritairement consacrer leur engagement à la lutte contre l'épidémie. L'étude de la seconde association (Juragai), créée plus récemment, permet à Michaël Voegli de souligner les liens entre les caractéristiques sociales des membres et les enjeux et objectifs du mouvement. Composée en majorité d'individus peu politisés dont la participation représente un primo-engagement, Juragai est initialement conçue comme espace protégé de sociabilité où l'activité politique tournée vers l'extérieur est très peu présente. C'est à la faveur des premières manifestations publiques (notamment la Pride), que les membres vont progressivement être davantage politisés et qu'ils vont alors concevoir l'activité militante comme lutte pour la visibilité.

Deux contributions s'attachent à l'étude de la crise identitaire que connaît le Parti socialiste français. Philippe Aldrin et Thierry

Barboni reviennent sur la réorganisation du siège national du Parti socialiste au début des années 1990 et plus précisément sur les effets qu'elle provoque au niveau de la transformation de l'identité des permanents salariés de l'entreprise partisane. Se fondant sur un travail ethnographique et archivistique exhumant de nombreux documents inédits, les auteurs mettent au jour un processus de dépolitisation progressive de l'activité des permanents salariés qui s'articule à une bureaucratisation de leur fonction. Pour montrer comment se modifie le rôle du permanent salarié – évoluant du *militant professionnel* au *salarié encarté* – les auteurs dégagent plusieurs éléments liés à la fois à la position du parti dans le champ politique et aux enjeux qui y sont propres (défaites électorales, législation sur le financement public des partis...) mais aussi aux remaniements internes qui découlent largement de cette conjoncture historique. Sur ce point, la double rationalisation organisationnelle et juridique du siège du parti conduit à une spécialisation entre tâches administratives et juridiques, ainsi qu'à une transformation des logiques de recrutement des permanents, et donc des caractéristiques sociales valorisées. Les auteurs montrent que, jusqu'aux années 1990, les permanents étaient recrutés avant tout parmi les militants, dont l'expérience militante constituait le seul capital politiquement valorisable dans le parti. L'identité de ces militants professionnels, soulignent Philippe Aldrin et Thierry Barboni, était constituée par un mélange d'origine modeste, de fidélité, de dévouement et de reconnaissance d'une mémoire militante partagée. Avec la réorganisation du siège opérée en 1993 et l'introduction d'outils inspirés du *management*, le recrutement s'opère sur des critères liés aux besoins de l'organigramme fonctionnel de l'entreprise politique. Les procédures de recrutement délaissent le critère de l'engagement militant ou même de l'adhésion des postulants au PS. À cela se superposent les effets d'une seconde réforme, après la défaite du candidat socialiste au premier tour de l'élection présidentielle, qui contribue à faire émerger une problématique salariale dans l'entre-soi militant. L'externalisation d'une partie du travail militant au profit d'acteurs bénéficiant d'un haut niveau de diplôme et directement liés à la personne des élus locaux ou nationaux provoque en effet un fort sentiment de relégation chez les permanents du siège. La lutte syndicale de ces permanents a pour effet de substituer une dialectique direction-salarié à l'entre-soi militant. L'identification au rôle de permanent salarié s'est ainsi, en quinze ans, considérablement modifiée.

Alors que la contribution de Philippe Aldrin et Thierry Barboni se focalise sur les permanents du siège du Parti socialiste français, l'analyse de Rémi Lefebvre aborde la crise de l'entreprise partisane en se situant du côté des militants. L'auteur montre que l'identité militante socialiste se fragilise sous l'influence de plusieurs facteurs. Tout d'abord, il évoque la difficulté du parti à administrer et unifier un sens politique, phénomène qui découle largement de la pratique du pouvoir depuis les années 1980 et qui provoque une série de « dissonances cognitives » affectant le sens donné par les militants à leur engagement. Rémi Lefebvre souligne à cet égard que les débats nourris autour du « projet » socialiste sont tout à la fois le signe de cette fragilisation d'un nous et qu'ils participent dans le même temps à l'entretenir. Ensuite, Rémi Lefebvre mentionne les modifications de l'entre-soi socialiste, de plus en plus présenté et ressenti par les militants comme une exacerbation de la concurrence interne qui, si elle n'est pas nouvelle, apparaît de moins en moins contrebalancée par des liens partisans davantage axés sur la sociabilité et la convivialité. L'auteur analyse alors très finement les « bricolages identitaires » et les formes de distance au rôle militant susceptibles d'expliquer le maintien de l'engagement malgré ce « malheur militant ». Que ces bricolages passent par l'indiscipline ou encore par la multipositionnalité militante permettant d'être en même temps « en dehors et au-dedans du PS », ils reposent à chaque fois sur une tentative de gestion de cette fragilisation de l'identité militante. À cela s'ajoute encore la difficulté à rompre avec cet attachement qui, au cours du temps et malgré les déceptions, a été constitué en élément essentiel de l'identité personnelle. Pour ces militants, le désengagement est d'autant plus difficile que la reconversion militante devient plus ardue, dans la mesure où la « constellation socialiste » se limite de plus en plus au seul parti. La contribution de Rémi Lefebvre ne fait cependant pas qu'analyser les mécanismes du désenchantement militant, mais souligne aussi que le malheur militant peut se traduire par le désir de s'investir, qui en raison des diverses gratifications retirées par exemple de la participation aux luttes de courants internes au parti, qui à l'occasion de campagnes électorales où les rangs se resserrent face à l'extérieur. C'est lors de ces moments, véritables dispositifs d'attachement au collectif, que « l'esprit de corps » se trouve raffermi, ce d'autant que la sociabilité partisane tend à s'étioler et que l'organisation ne joue plus le rôle intégrateur qu'elle avait par le passé.

Le troisième axe, *faire voir*, se concentre sur l'image sociale des identités collectives, leur visualisation aussi bien que leur visibilité dans l'espace public et médiatique. Ici, l'articulation entre identités attribuées et revendiquées est au cœur des rapports qui se nouent entre l'image que des mouvements ou des organisations entendent donner d'eux-mêmes auprès d'un large public et les présentations qu'en font les intermédiaires, notamment les médias et les journalistes, dont la fonction consiste à produire des interprétations du monde social et politique. En matière de construction des identités, les médias peuvent être considérés comme un lieu privilégié où se croisent, se côtoient, s'appuient ou se contredisent les identités officiellement dotées de sens (par exemple les catégorisations étatiques) et les identités que tentent d'affirmer des acteurs sociaux mobilisés. Pour des individus et des groupes, il est en effet difficile de rendre publique une cause ou d'imposer une nouvelle image d'un collectif en dehors de cette sphère spécialisée dans la publicisation: un évitement supposerait de développer des stratégies et des canaux de publicisation parallèles, comme le montre une contribution à propos des mouvements contre la précarité en Italie. Si les médias constituent une source spécifique d'assignation identitaire, plusieurs interrogations restent à poser: en fonction de quels schèmes les médias construisent-ils «l'identité» de ceux dont ils parlent, c'est-à-dire comment opèrent-ils le travail de sélection et de représentation des groupes qu'ils dépeignent en images et en mots? Dans quelle mesure les groupes concernés s'identifient-ils plus ou moins – et plutôt moins que plus, semble-t-il – à ces représentations et y réagissent-ils? Peut-on par ailleurs véritablement faire l'hypothèse que les attentes des médias ont contribué à faire advenir de nouvelles formes d'action collective? En se plaçant ensuite du côté des groupes et des individus mobilisés, on peut prolonger la réflexion au-delà des seuls médias sur ce que signifie et par quels moyens peut se construire une identité publiquement avantageuse propre à susciter l'identification des individus potentiellement mobilisables et à neutraliser ou contrer des identités concurrentes ou stigmatisantes. Les différentes contributions mettent plus finement au jour ces différentes dimensions.

La sociologie des mobilisations a constaté sans équivoque que l'apparition sur les scènes publiques et médiatiques participe du devenir d'un mouvement, d'une organisation, d'une manifestation. D'où une perspective d'étude déjà bien défrichée qui comptabilise

les actions dont parlent les médias et examine comment ceux-ci sélectionnent les mouvements sociaux dignes d'intérêt⁴⁷. Cette dimension médiatique a par la suite été développée essentiellement dans deux directions. L'une porte sur la façon dont les médias et les journalistes *cadrent* les mobilisations, leur donnent sens et les interprètent dans un contexte politique donné, sachant que l'espace médiatique n'est pas homogène, mais segmenté par spécialités (les rubriques), par types de médias (presses/médias audio-visuels) et par leur espace de couverture (médias régionaux/nationaux)⁴⁸ et que le cadrage repose sur certains principes de sélection par les médias de porte-parole des mobilisations⁴⁹. L'autre analyse les effets du passage par et dans les médias sur les répertoires d'action et leurs usages, ainsi que sur les canaux de mobilisation auxquels recourent les mouvements sociaux⁵⁰.

Nous pouvons retenir ici que la couverture des médias rend sensible ou accroît les enjeux de présentation de soi des mouvements et des organisations militantes, même si ceux-ci ne se limitent pas aux médias, arènes et recours certes puissants, mais pas uniques. De plus, les effets de ces dispositifs de publicisation et de médiatisation sur les mouvements et les organisations restent à approfondir. Par conséquent, il paraît pertinent de multiplier les angles du questionnement. Les quatre contributions ici réunies s'y attachent. Elles cherchent à retracer les conditions dans lesquelles s'élaborent et circulent des représentations corporelles et langagières identifiant des types de groupements et d'acteurs amenés à se mobiliser. Elles interrogent les modes de figuration, d'expression et de prise de parole qui structurent l'espace public et médiatique, autant de

47. Pour des classiques, cf. Richard Kielbovics, Clifford Scherer, «The Role of the Press in the Dynamics of Social Movements», in Louis Kriesberg (dir.), *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, Greenwich: JAI Press, 1986, pp. 71-96. Harvey Molotch, «Media and Movements», in John D. McCarthy, Mayer Zald (dir.), *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge: Winthrop, 1979, pp. 71-93.

48. Éric Neveu, «Médias, mouvements sociaux, espaces publics», *Réseaux*, N° 98, 1999, pp. 17-85. Éric Neveu, *Sociologie du journalisme*, Paris: La Découverte, 2001. Éric Neveu a notamment montré que les journalistes locaux prenaient plus de précautions que leurs collègues des médias nationaux pour couvrir en l'occurrence des manifestations d'agriculteurs vu leur insertion dans un même espace social régional et qu'ils agissaient comme des médiateurs donnant aux mobilisés et aux pouvoirs publics des informations sur les intentions des uns et des autres notamment en ce qui concerne l'usage de la violence. Cf. Éric Neveu, «Engagement et distanciation. Le journalisme local face à un mouvement social», in Daniel Cefai, Dominique Pasquier (dir.), *Les sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris: PUF, 2003, pp. 443-468.

49. Todd Gitlin, *The Whole World is Watching. Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley: University of California Press, 1980.

50. Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, Paris: Minuit, 1990.

formats qui configurent les interventions de ceux qui essaient de s'y faire entendre. Plus marginalement, elles s'intéressent aux divergences d'interprétation et aux conflits que peuvent susciter ces images publiques et à leurs conséquences sur la dynamique interne et externe des mobilisations.

Les débats télévisés représentent un excellent exemple de ces modes de publicisation des opinions. Ils sont peut-être même le format le plus explicitement dévolu à cette fonction, au point que leurs ressorts et leurs agencements en viennent à échapper aux spectateurs que nous sommes⁵¹. La contribution de Pierre Lefébure met en évidence une transformation majeure de ces dispositifs, qui portent désormais moins sur la sélection des acteurs légitimés à y participer que sur les interactions et le type d'arguments qui se nouent entre trois figures-clés d'intervenants : l'acteur politique, l'expert et le « citoyen-témoin », figure apparue récemment pour incarner notamment les problèmes, les demandes et les questions des « profanes ». À partir d'une vaste analyse de corpus de débats, l'auteur montre non seulement que ces différentes catégories sont invitées à mobiliser des registres d'argumentation distincts (le citoyen-témoin devant par exemple se référer essentiellement à son expérience personnelle), mais analyse aussi et surtout les prescriptions assignées à ces trois rôles, ainsi que les sanctions en cas de transgression. Il apparaît, non sans surprise, que le citoyen-témoin peut dans certaines circonstances faire prévaloir sa légitimité (et, par extension, celle de ses récriminations ou incompréhensions) face aux experts et aux politiques. Au regard de la thématique de cet ouvrage, peut-on en déduire que l'absence de ressources politiques ou scientifiques peut être compensée, voire devenir un avantage dans un genre particulier de confrontation télévisée ? On peut supposer que de tels renversements restent sporadiques, qu'ils résultent avant tout de compétences individuelles et qu'ils ne suffisent pas à forger un nouveau répertoire collectif de protestations ou d'actions.

Selon leur degré de consolidation et les caractéristiques de leurs membres (formation ou longévité militante), les groupes mobilisés sont certainement dotés de ressources différenciées pour contrôler leur image publique. Cette différenciation se marque notamment

51. Éric Darras, « Les bienséances de l'échange politique. Naissance d'une tribune politique télévisuelle », *Politix*, N° 37, 1997, pp. 9-24.

par les relations, plus ou moins serrées ou émaillées de relais, que les groupes entretiennent avec les journalistes. Peut-on dès lors affirmer, en suivant les chemins classiques des logiques de la représentation et de la délégation, que les groupes stigmatisés ont plus de risque de voir l'image qu'ils entendent donner d'eux leur échapper et être tronquée, s'ils réussissent à lever les barrières de l'invisibilité? Vu l'importance généralisée prêtée à la communication et la vision hyperstratégique qui entoure son maniement, comment anticipent-on ou réagit-on au sein d'un mouvement social aux comptes rendus et aux photographies qui paraissent dans les médias?

Une configuration fréquemment étudiée consiste à observer comment des groupes ouvertement contestataires, porteurs de discours contraires à ceux majoritairement diffusés dans les médias, utilisent toute ou partie de la panoplie des institutions journalistiques existantes, sans pour autant renoncer à faire transiter leurs messages par des canaux alternatifs, hétérodoxes. Alice Mattoni analyse la façon dont les mouvements qui se sont formés en Italie pour dénoncer la précarité cherchent à infléchir par leur vision plus critique et sociale les discours journalistiques ayant assimilé précarité et flexibilité à la modernité. Les membres vont notamment centrer les activités du mouvement sur l'organisation d'événements susceptibles d'attirer les journalistes – le principal étant la EuroMay Day Parade –, tout en caractérisant l'univers des médias comme étant lui aussi marqué par la précarisation de ceux qui y travaillent. L'auteure, qui a assisté à la préparation de ces manifestations publiques à travers une observation ethnographique innovante dans l'étude de la publicisation des mouvements sociaux, indique que l'accès aux médias «traditionnels» occupe une part active dans la division du travail au sein du mouvement. Cela suppose une connaissance de la diversité des médias, ainsi qu'une maîtrise de leur logique de fonctionnement, atouts que possèdent notamment ceux des membres qui ont un parcours professionnel culturel et artistique. La deuxième partie de la contribution répertorie les usages de technologies comme le web et le portable, qui servent à organiser les actions avec rapidité, mais surtout à en assurer une large diffusion et un commentaire quasiment en temps réel. Le tout contribue à la mise en réseau de collectifs dispersés autour d'un objectif et d'une identité. Quant à savoir si ceux-ci se consolident dans une certaine durée ou deviennent plus éphémères, la question reste posée.

Julie Sedel, quant à elle, s'intéresse à l'image publique d'une cité en tant que son contenu suscite conflits et mobilisations pour en redéfinir positivement l'identité. En l'occurrence, il s'agit d'un reportage tourné dans une ville de la banlieue parisienne suscitant une série d'insatisfactions aussi bien chez diverses catégories d'habitants et associations de quartier que parmi les autorités. Cette émission seule n'a pas suffi, mais fut plutôt le catalyseur d'anciennes expériences négatives accumulées sur des dizaines d'années dans les transactions des habitants et des représentants de la cité avec les médias. L'intérêt principal de la contribution est de remarquer que les premiers concernés ont réagi sur le même registre médiatique et symbolique: ils ont créé un service de communication au sein de la Municipalité, au risque de rigidifier les modes d'expression identitaires et les répertoires des revendications des habitants. Sur le plan de la généralisation théorique, ce cas n'indique pas qu'il y ait un rééquilibrage des échanges entre sources et journalistes à la suite de la création de ce nouveau service, ni que les journalistes soient court-circuités ou pris à leur propre piège⁵². Tout dépend encore des caractéristiques de ceux qui y travaillent (anciens journalistes ou chargés de relations publiques, employés ou responsables d'un autre service municipal) et de la manière dont ils considèrent leur rôle: faire la promotion de la ville ou contrôler ceux qui en terniraient les représentations.

Les discussions qui surgissent lors de l'élaboration de labels et de logos, de brochures, d'affiches, de conférences et d'articles de presse ou à propos du bien-fondé de recourir aux médias ou de diffuser telle information peuvent avoir des effets rassembleurs ou diviseurs sur une organisation militante. Elles peuvent aussi s'avérer chronophages et reléguer au second plan d'autres moyens d'action. Dans quelle mesure les organisations militantes sont-elles conduites non seulement à assurer une certaine cohérence «idéologique» entre les membres, par des principes de socialisation et de présélection culturelle et politique des adhérents, mais aussi à se préoccuper de l'image «physique» qu'elles renvoient par l'intermédiaire de leurs membres? Cette prise en compte de

52. La couverture médiatique des mobilisations catégorisées comme émeutes ou révoltes, en l'occurrence de jeunes, a fait l'objet d'une attention particulière dans le cadre de l'étude de la problématisation de l'insécurité. Cf. A. Peralva, Éric Macé, *Médias et violences urbaines. Débats politiques et construction journalistique*, Paris: La Documentation française, 2002; Laurent Bonelli, «La reformulation médiatique de la sécurité», in Laurent Bonelli, *La France a peur, une histoire sociale de l'insécurité*, Paris: La Découverte, 2008.

l'incarnation corporelle est dérangeante à plus d'un titre, comme le note Alexandre Lambelet dans sa contribution, car elle éveille le soupçon que l'analyste vise à naturaliser ou à essentialiser des caractéristiques physiques pour les corrélérer avec des dispositions à militer dans un milieu déterminé plutôt que dans un autre. Or, le point décisif ne se situe pas là, mais consiste à examiner si et comment le capital physique ou corporel – dont les limites sont certes délicates à fixer par rapport à des compétences comme la prise de parole en public ou l'adéquation entre la prestance et la fonction – joue un rôle dans les dispositions à s'investir pour une cause et donc dans les carrières militantes et les logiques de leur transformation. En attirant l'attention sur cette dimension laissée dans l'ombre, l'auteur rappelle que l'apparence corporelle des militants a revêtu une dimension identitaire centrale pour certains mouvements (Black Panthers ou mobilisations d'invalides par exemple). Cette analyse invite d'ailleurs à examiner plus globalement comment les organisations ou mouvements assurent une congruence entre la figure personnelle de leurs militants et les orientations qu'ils mettent en avant. Elle aborde aussi la question de l'apparence physique comme ressource avantageuse ou désavantageuse au sein d'une entreprise militante.

Cette dimension «faire voir» ouvre donc un vaste terrain d'investigation pour une sociologie des mobilisations attentives aux principes et aux logiques d'identification qui s'y déploient. Afin de resserrer cette thématique, nous l'avons focalisée sur les possibilités qu'ont certains groupes stigmatisés de retourner l'image négative qui les accompagne lorsqu'ils parviennent à sortir de l'indifférence et à accéder à l'attention publique. La façon dont les médias traitent les groupes peu présents dans l'arène publique demande encore à être approfondie. En particulier, les logiques journalistiques apparaissent en partie captives de dilemmes similaires à ceux rencontrés par les sociologues (misérabilisme/revalorisation angélique), de sorte que les groupes ou individus stigmatisés fluctuent entre deux attitudes, selon leurs modalités d'institutionnalisation. L'une consiste à cultiver une certaine défiance, voire une franche ignorance, face à l'univers médiatique, à ses règles explicites et implicites, attitude qui conduit à le contourner, non sans paradoxe ou difficultés, puisqu'il n'est plus de répertoires d'action qui échappent à son emprise. L'autre consiste à relever le défi de la bataille symbolique qui se livre au niveau médiatique, dans l'espoir peut-être un peu vain,

selon les contextes, de s'en sortir à son avantage, soit en recourant à des moyens analogues à ceux des journalistes (formatage des communiqués de presse, diffusion d'images), soit en se réappropriant certaines logiques journalistiques (scoop, usages de modes de mobilisation originaux), soit encore en professionnalisant la communication, au risque d'approfondir les logiques de délégation au sein du groupe mobilisé. En définitive, contre une analyse peut-être parfois trop médiacentrée, cette troisième partie s'attache plus à restituer les enjeux de communication et de visibilité des mobilisations en se plaçant au niveau des relations internes et externes aux groupes mobilisés : faire voir et se faire voir comme conditions pour se faire entendre.

PREMIÈRE PARTIE

FAIRE SENS

LES ENJEUX DE L'IDENTIFICATION

LE CAS DE LA MOBILISATION AUTOUR DE LA LOI GENEVOISE
SUR LE PARTENARIAT

MARTA ROCA | ESCODA

À Genève, l'approbation de la loi sur le partenariat par le Grand Conseil, en février 2001, trouve son origine en 1995 dans la mobilisation de Guy et Jean-François, couple gay binationnel confronté à l'impossibilité de vivre légalement ensemble. Cette impossibilité tient au fait que l'octroi d'un permis de séjour n'est pas prévu pour le partenaire étranger d'un couple homosexuel dont l'autre membre est de nationalité suisse. En effet, un tel permis est uniquement octroyé par le mariage, accessible alors aux seuls couples hétérosexuels. Guy et Jean-François se sont donc confrontés au droit régissant la présence sur le territoire national sans y trouver les « moyens opérants »¹ leur permettant de vivre légalement l'un avec l'autre à Genève.

Dans un premier temps en effet, avec l'aide de M^e Garbade, avocat actif dans le domaine de la reconnaissance des droits en faveur des homosexuels, le couple s'est attaché à obtenir un permis de séjour sur la base des possibilités offertes par la Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE)². L'autorisation est cependant refusée par l'Office cantonal de l'emploi et le couple s'engage alors dans une procédure de recours qui a peu de chance d'aboutir et qui, de fait, n'aboutira pas. Il est remarquable de préciser ici que

1. Bruno Latour, *La fabrique du droit. Une ethnographie du Conseil d'État*, Paris: La Découverte, 2002.

2. Le droit suisse offre la possibilité à certains étrangers qui veulent s'établir en territoire helvétique de leur accorder un permis de séjour s'ils poursuivent des études, participent d'un regroupement familial ou bénéficient d'un contrat de travail. Guy n'envisage pas de faire des études. Le regroupement familial est limité aux couples mariés, et donc hétérosexuels. L'unique possibilité pour le couple est donc l'établissement d'un contrat de travail. Cette voie semble la plus pertinente pour le couple, d'autant que Jean-François est le patron d'un studio d'enregistrement. Leur avocat propose donc de faire les démarches auprès de l'Office cantonal de l'emploi pour engager Guy comme « vendeur-représentant », cela afin, grâce à l'établissement d'un contrat de travail, de lui permettre d'obtenir un permis de séjour en bonne et due forme.

Guy et Jean-François, comme leur avocat, n'ont pas d'emblée fait de leur situation une « affaire »³ impliquant la question homosexuelle. Ils ont tenté de mobiliser une voie juridique sans invoquer un déni de droit et un manquement à l'égalité. Ils ont, en d'autres termes, essayé de faire avec le droit positif, sans s'identifier publiquement comme homosexuels. La nature de leur relation n'était pas invoquée dans leur demande initiale, cet aspect n'intervenant que plus tard, dès le moment où le couple entreprend de traduire sa situation dans les termes d'une cause plus générale, expression d'une *aspiration à la reconnaissance*⁴. Se constitue sur la base de cette « affaire » un collectif militant ad hoc revendiquant la mise en place d'un dispositif juridique inédit portant initialement sur l'institutionnalisation des couples homosexuels et s'étendant, ensuite, à l'ensemble des couples « de fait ».

Notre propos, dans cette contribution, visera à rendre compte des ressorts et des dynamiques liés à l'émergence et à la construction progressive d'une cause. Suivre les détails de cette histoire particulière nous permettra ainsi d'éclairer les difficultés et enjeux relatifs au passage d'un problème n'engageant qu'un faible nombre de personnes (il s'agit au départ d'une histoire d'amour) à la confection d'une cause collective, l'un et l'autre se mélangeant en rassemblant des « identifications dites difficiles », telles que l'homosexualité. En d'autres termes, il s'agira ici d'analyser le passage entre des attentes normatives bafouées – une situation personnelle problématique symbolisée par l'impossibilité de vivre légalement ensemble – et une action revendicative. Réunies au sein d'une petite association, les personnes mobilisées élaborent une revendication mettant l'accent, dans un premier temps, sur un déni de reconnaissance des homosexuels, qui s'élargit ensuite à l'ensemble des couples non mariés. La dynamique et les contraintes de cette *lutte pour la reconnaissance*⁵ ont pour effet d'infléchir les motifs publics⁶ de l'action. La part identitaire de la revendication s'étiole peu à peu sous le poids d'une série de dimensions : agenda

3. Luc Boltanski, *L'amour et la justice comme compétences*, Paris : Métailié, 1990.

4. Mark Hunyadi, « La justice distributive au miroir de la reconnaissance », in Mark Hunyadi, Marco Giugni (dir.), *Sphères de reconnaissance*, Paris : L'Harmattan, 2003, pp. 23-60.

5. Axel Honneth, « Intégrité et mépris. Principes d'une morale de la reconnaissance », *Recherches sociologiques*, N° 2, vol. 30, 1999, pp. 11-22.; Axel Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris : Éditions du Cerf, 2000.

6. Daniel Cefaï, Danny Trom (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*, Paris : EHESS (coll. « Raisons pratiques »), N° 12, 2001.

idéologique de l'avocat, construction stratégique de la lutte, anticipation des soutiens, notamment des parlementaires genevois qui, à terme, sont appelés à voter la loi sur le partenariat.

DE L'ÉPREUVE DE L'AVEU À L'ENGAGEMENT POLITIQUE

Après avoir échoué dans leur demande de permis de travail auprès de l'Office cantonal de l'emploi, Guy et Jean-François révèlent leurs liens amoureux et dévoilent le fond de leur problème: leur relation est vécue dans la clandestinité et sans droits reconnus. L'institution du mariage, pourvoyeuse de droit, notamment d'un permis de séjour, leur est interdite.

Lorsque le couple entame une action en justice afin de pouvoir s'installer de plein droit à Genève, la mention de la composante identificatoire spécifiant la qualité de leur lien a été décisive. Avant de faire de leur amour empêché une affaire publique, en pointant vers le problème public⁷ des discriminations frappant les «couples homosexuels» et les «couples binationaux», le couple et leur avocat n'attaquent en effet pas frontalement le cadre institutionnel et juridique qui génère le mépris et le déni d'égalité dont ils estiment faire l'objet en tant qu'homosexuels. Dans un premier temps donc, ils ne mettent pas en question l'absence de reconnaissance dont fait l'objet l'homosexualité. C'est pourquoi ils s'essayeront tout d'abord à un *bricolage juridique*⁸, sans contester ni dénoncer frontalement l'impossibilité de vivre ensemble dans laquelle ils sont tenus du fait du déni de reconnaissance de l'homosexualité et de l'absence de prise en compte de la valeur des relations amoureuses entre personnes homosexuelles⁹. Pourtant, à partir de l'instant où ils font de leur amour une affaire publique¹⁰, ce qui suppose que

7. Comme le soulignent D. Trom et B. Zimmermann, «les problèmes publics sont constitués dans des moments de mobilisation collective marqués par l'indécision, le tâtonnement, le désaccord. En se stabilisant, ils se muent en entités consistantes et acquièrent cette naturalité qui caractérise un rapport durable au monde. C'est à ce titre qu'ils pourront être activés comme de véritables cadres, cognitifs et pratiques, dans des processus ultérieurs de mobilisation, permettant de thématiser des situations vécues comme problématiques, de passer d'un «trouble» éprouvé à un «problème» constitué.» Danny Trom, Benedicte Zimmermann, «Cadres et institution des problèmes publics. Le cas du chômage et du paysage», in Daniel Cefai, Danny Trom (dir.), *op. cit.*, p. 282.

8. Marta Roca i Escoda, *Mise en jeu et mise en cause du droit dans le processus de reconnaissance des couples homosexuels. Le cas de la confection de la loi sur le partenariat dans le canton de Genève*, thèse de doctorat, Université de Genève, 2006.

9. François Delor, «Homosexualité et reconnaissance: le corps du mépris», *Recherches sociologiques*, N° 2, vol. 30, 1999, pp. 119-138.

soit déclarée publiquement leur homosexualité, ils libèrent du même coup un opérateur politique et juridique d'importance: se pose en effet alors la question de l'égalité des sexualités et des relations amoureuses devant la loi.

Mettre en avant leur amour homosexuel, ce n'est pas seulement l'avouer publiquement, mais c'est aussi faire de lui la raison principale qui soutient leur demande et règle leur appel au droit. Cette épreuve de l'aveu – et du «coming out» – a une forte *implication personnelle* mais elle a aussi, et d'emblée, une *portée politique*. De la sorte, il se fait que c'est donc une *aspiration à la reconnaissance*¹¹ qu'ils formulent, aspiration qui n'était pas pleinement activée dans leurs premières démarches puisqu'elle demeurait cachée. Ce dévoilement, même s'il est certainement liée à une forme de *coming out* libérateur, ne va pas sans politiser leur dossier, puisqu'il autorise à faire de leur situation un «cas» disposé à s'insérer dans la thématique générale de l'égalité et dans le problème public de la lutte contre les discriminations. Dès lors, leur objectif est généralisable, puisqu'il a trait à l'amour entre deux personnes *homosexuelles* qui ne peuvent vivre ensemble pour cause d'un traitement différencié et inégalitaire des relations hétérosexuelles et homosexuelles. Il s'agit en outre d'un problème public qui est déjà bien vivant, proprement armé et bien identifié au niveau fédéral¹². Toutefois, il faut remarquer que cette politisation est loin d'être immédiate. En dépit du fait que les deux protagonistes invoquent la qualité homosexuelle de leur relation amoureuse, les instances juridiques ne reconsidèrent pas pour autant leur demande de permis sur cette base, pas plus que le Conseil d'État chargé de statuer sur le recours qui lui est adressé. Sans prêter attention à la reformulation opérée par le couple et leur avocat, le Conseil d'État motive en effet son refus de l'octroi du permis de séjour sur foi de motifs «économiques» relatifs au pays d'accueil.

10. (Note de la p. 51.) Il faut remarquer que ce qui est en jeu pour Guy et Jean-François – et pour les couples homosexuels en général – c'est bien l'amour qu'ils ressentent l'un pour l'autre. Le problème auquel ils sont confrontés, celui qui va les mobiliser, c'est l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent d'épanouir le genre de relations se tenant dans cette «sphère de l'amour». Axel Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, *op. cit.* Et ils vont s'appuyer sur l'attachement émotionnel largement répandu aux bienfaits qui s'offrent dans cette sphère primaire de l'amour pour sensibiliser le public et faire de leur problème une question d'intérêt public.

11. Mark Hunyadi, *op. cit.*

12. En 1995, les associations homosexuelles suisses avaient déposé une pétition nommée «Les mêmes droits pour les couples de même sexe».

Face aux réponses négatives des diverses autorités, le couple réagit tout d'abord en interpellant les médias et en se présentant à eux sous les traits de victimes d'une incompréhension ou d'un manque de sérieux dans le traitement de leur demande, désormais réorientée vers la question des couples homosexuels. Leur situation est relatée dans les journaux genevois *GHI* et la *Tribune de Genève* le 5 octobre 1995. L'article de la *Tribune de Genève*, en leur donnant la parole, configure la situation comme celle de deux personnes victimes d'une injustice du fait de leur homosexualité: « Si nous étions hétérosexuels, nous nous serions déjà mariés! Et il n'y aurait plus de problème. » Comme nous l'avons dit auparavant, le fait d'avouer leur homosexualité amène le couple à une dénonciation publique du traitement dont il s'estime victime en regard de la situation des couples hétérosexuels sur la question du mariage.

Fort du recadrage opéré, le couple fait appel à l'association Dialogai¹³, afin que leur situation soit inscrite dans une cause plus large (celle du partenariat pour les couples gay) associant cette revendication à celle portée par le collectif militant. S'ils mettent toujours en avant leur situation concrète, celle-ci a néanmoins changé de nature, ou plutôt de description et d'identification, dans le cours de leur mobilisation. Maintenant, elle se donne à voir comme un cas *exemplaire*, par ailleurs déjà rendu public, et qui mériterait donc d'être appuyé par cette association très reconnue au niveau cantonal. Dialogai répond le 6 octobre 1995 d'une manière pour le moins sceptique. Selon elle, le lien avec la création d'un partenariat pour les couples homosexuels n'est pas suffisamment identifiable ou exemplaire, attendu que leur demande est présentée devant les autorités dans le cadre de la législation sur le séjour et l'établissement des étrangers. Les propriétés de leur histoire, et de son devenir, en l'état d'un « dossier » traité en justice sans mention de l'homosexualité des plaignants, illustrent imparfaitement selon Dialogai la cause dans laquelle Guy, Jean-François et

13. L'association gay genevoise Dialogai a été fondée en 1982. Cette association s'est notamment engagée dans la politique de prévention sida. Elle deviendra *Antenne cantonale de la lutte contre le Sida* au milieu des années 1980, en bénéficiant ainsi d'une institutionnalisation et d'une reconnaissance publique accrue. Cf. Marta Roca i Escoda, « De l'illégitimité à l'expertise: Une association homosexuelle genevoise au cœur de la mise en œuvre de la politique de prévention du Sida », in Fabrizio Cantelli, Steve Jacob, Jean-Louis Genard (dir.), *Les constructions de l'action publique*, Paris: L'Harmattan (coll. « Logiques Politiques »), 2006, pp. 79-97. Voir également le chapitre de Michael Voegtli dans le présent volume.

leur avocat entendent se glisser. De ce fait, on peut dire que, pour l'association, leur *cas* ne présente pas les propriétés adéquates: il s'accroche bien mal à la «cause» des «couples homosexuels» et au problème public des «discriminations» dont ils font l'objet. Autrement dit, il n'est de la sorte pas clairement identifiable.

Face à ces deux réponses négatives, intervenues sur deux des scènes a priori les plus concernées par leur demande (la scène juridique et la scène militante), le couple ne baisse cependant pas les bras. Admettant, sur la base des remarques formulées par Dialogai, que leur affaire est confuse et peu identifiable, le couple s'engage dans la voie d'une protestation publique en témoignant de sa situation lors d'une émission de la Télévision suisse romande (TSR). Comme le relèvera plus tard l'une des protagonistes de la mobilisation collective, Katherine, «ils étaient avec Garbade, ils ont fait recours et ça n'a pas fonctionné. Donc cette émission de télévision c'était le dernier cri, le dernier sursaut»¹⁴.

CONSTRUCTION DES CAUSES ET MONTÉES EN GÉNÉRALITÉ

Face aux refus d'entrer en matière opposés par la justice et par l'association Dialogai, le couple engage dès lors une double mobilisation. D'une part, on l'a vu, il conduit une dénonciation publique du traitement en justice de leur problème en essayant de s'attacher les médias sur la base de cette situation de «couple homosexuel» auquel le droit de bénéficier d'un permis de séjour est dénié. D'autre part, le couple, ou plutôt leur avocat, envisage une diversité de solutions juridiques, d'abord en fouillant le droit pour en exhumer différents «moyens»¹⁵, puis en proposant par la suite une «convention de Partenariat» ad hoc¹⁶. Ce double niveau de mobilisation oblige rapidement le couple à quitter la posture

14. Entretien avec Katherine, juin 2005.

15. Suivre le fil des énoncés et des procédures juridiques pour conduire une mobilisation a un coût non négligeable, car il s'agit d'une activité hautement spécialisée qui requiert une maîtrise du langage juridique et exige, parfois, l'invention de nouvelles catégories à prétentions juridiques, notamment lorsque le droit n'offre pas des «moyens opérants». Cf. Bruno Latour, *op. cit.*

16. Il est important de souligner que les trois protagonistes continuent à chercher des solutions proprement juridiques à leur problème. M^e Garbade imagine d'abord une solution qu'il qualifie lui-même «d'économique et de simple», en s'inspirant de dispositifs juridiques à l'œuvre dans d'autres contextes nationaux et de conventions de partenariat élaborées par la doctrine juridique et par diverses associations homosexuelles allemandes. Il établit donc une «convention de partenariat» disposant, à ses yeux, d'une «certaine valeur» juridique, en ce qu'elle se veut équivalente à l'établissement d'une «société simple» telle que l'on en trouve maints exemples en droit privé.

dénonciatrice pour s'engager plus fermement dans une démarche propositionnelle qui se présente, à ses yeux, comme étant plus « constructive ».

Leur proposition évolue vers la conception d'un objet législatif, un projet de loi, et la constitution d'un collectif ad hoc destiné à le porter jusqu'à l'arène parlementaire. Deux nouveaux acteurs s'impliquent dans cette mobilisation naissante aux côtés des trois premiers protagonistes. Il s'agit d'Eve et de Katherine, confrontées à un problème analogue et qui prennent contact avec Guy et Jean-François après avoir vu l'émission de télévision de la TSR¹⁷.

Cette rencontre est à l'origine de la constitution d'un collectif (une association) et contribue à amplifier l'horizon d'action ainsi qu'à dépersonnaliser la revendication. Ce n'est plus un couple singulier qui est en jeu, ce ne sont pas non plus seulement « des » couples homosexuels, mais bien « les » couples homosexuels qui doivent être concernés par la mobilisation en faveur d'une nouvelle loi. Cette rencontre s'offre donc également comme la confirmation que leur situation particulière recèle un potentiel de généralisation, qu'elle est identifiable et qu'elle est même édifiante, bref qu'elle exemplifie de belle façon un problème collectif qui vaut pour un ensemble indéfini de couples. En définitive, l'adhésion d'Eve et de Katherine dément en partie le scepticisme manifesté par Dialogai quant au potentiel de mobilisation de l'affaire de Guy et Jean-François et quant à la capacité de leur situation à être identifiée d'une façon qui se prête à la revendication.

Dans un premier temps, les deux couples et l'avocat décident de créer une structure militante provisoirement nommée « Comité de soutien concernant le couple Jean-François et Guy », qui voit le jour lors d'une assemblée constitutive le 17 novembre 1995. Il s'agit pour ce comité de rendre visible et identifiable cette cause sur la scène médiatique et politique. Signe de la volonté du comité d'opérer une montée en généralité, il décide très vite de modifier le nom de l'association pour y gommer toute référence à Guy et Jean-François. Lors de la première assemblée, une nouvelle

17. Eve et Katherine, formant elles-mêmes un couple homosexuel, ont déjà été très concrètement confrontées, dans leur proche entourage amical et familial, à la question des « couples homosexuels binationaux ». Les démarches entreprises par ces deux femmes dans le passé, ainsi que d'autres situations vécues, les disposaient à entendre le témoignage de Guy et Jean-François, mais aussi à saluer leur volonté de rendre leur cas public.

dénomination est adoptée: Comité de soutien pour un statut juridique de partenariat pour tous les couples (CSJPC). À ce changement de dénomination s'associe un argumentaire de nature juridique s'appuyant sur la reconnaissance par la Cour européenne des droits de l'homme «que les rapports homosexuels peuvent être à l'origine du droit au respect de la vie privée»¹⁸. La lutte puise sa légitimité dans l'universalité des droits humains, sorte de «passerelle sémantique»¹⁹ permettant de dépasser positivement des expériences personnelles négatives afin de les faire cheminer vers une cause sans égale en termes de portée et de généralité²⁰.

La mobilisation se traduit tout d'abord dans la constitution d'un nouveau collectif. Reposant dans un premier temps sur une organisation plutôt informelle et peu structurée, l'association prend ensuite corps à travers son nom, son sigle et ses statuts, mais aussi et surtout à travers l'énonciation d'une philosophie et la désignation de ses buts, autant d'opérations destinées à contrôler son apparition publique, à spécifier son action, ses soutiens et son «public»²¹. Ensuite, il s'agit pour le collectif en voie de constitution de consolider les motifs permettant de concrétiser une aspiration générale en une revendication publiquement exprimable. De ce fait, l'action collective en faveur de cette cause implique l'élaboration d'un sens partageable, de sorte que la cause exhibe des propriétés mobilisatrices communément identifiables. Car l'action, outre qu'elle requiert une base motivationnelle pouvant être nourrie par l'expérience du mépris et des dénis de reconnaissance²², doit aussi savoir s'ouvrir une voie et soutenir sa propre voix (*voice* dans le sens de Hirschman²³) en publiant des motifs

18. Rapport de la première assemblée. N° 1, vol. 1 du «Journal d'information» de novembre 1995. Il faut préciser que dans le planning de l'assemblée il est envisagé de faire un *Journal d'information* régulier pour tenir au courant les membres du comité. Ce journal aura une vie très brève, il sortira seulement deux numéros, le deuxième datant de janvier 1996.

19. Axel Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, op. cit.

20. Margarita Sanchez-Mazas, Marta Roca i Escoda, «La dimension politique de la reconnaissance: clés de lecture de l'action collective à partir de la théorie d'Axel Honneth», in *Vivre ensemble au 21^e siècle*. Actes du colloque de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles: Publications de l'Institut de sociologie, 2007, pp. 275-289.

21. Cf. John Dewey, *Le public et ses problèmes*, Publications de l'Université de Pau: Farrago/Éditions Leo Scheer, 2003 [première édition, 1984]. Conjointement à ce travail de nomination qui «individue» l'association pour le public, un logo est créé pour marquer symboliquement et graphiquement l'existence et l'identité du comité. Celui-ci intègre le sigle CSJPC, sigle qui surmonte le dessin de deux figures jointes dans un cercle et qui évoquent le yin et le yang. Mais, en l'état, le nom du comité et son logo ne marquent pas très explicitement la visée politique et ne disent rien de l'esprit qui est censé animer le collectif naissant.

22. Axel Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, op. cit.

légitimes, reconnaissables et engageants²⁴. Il revient alors aux acteurs impliqués de doter l'action d'une signification commune, de décider ensemble de ce qui est souhaitable et de réfléchir aux conditions de félicité et de réalisation de leurs souhaits en s'inquiétant, notamment, du degré de réceptivité du public et des meilleures façons d'attirer son attention, de le concerner et d'obtenir son soutien.

La constitution d'un collectif politique passe donc par différentes phases. Tout d'abord, le moment de la rencontre²⁵ permet la mise en commun d'expériences négatives révélant des situations d'injustices touchant aux valeurs de la communauté politique, ainsi qu'en témoignent Guy et Jean-François lors de la première rencontre du CSJPC. Ensuite, il s'agit d'interpréter la situation, en l'espèce comme révélatrice de la discrimination dont sont victimes les couples homosexuels, interprétation qui renvoie à une situation d'injustice²⁶ nourrissant l'activation d'émotions et de sentiments moraux face à une situation perçue comme problématique et engageant de ce fait une rupture avec l'ordre « normal » des choses. Cette reformulation opérée par le collectif permet alors d'élargir la perspective à d'autres discriminations que celles relevant du séjour et de l'établissement des étrangers. À cet égard, l'intervention de Katherine à l'occasion de la première assemblée est exemplaire :

« En effet, lors d'un décès de l'un des partenaires non mariés, le survivant risque de tout perdre dans le cas où la famille fait valoir

23. (Note de la p. 56.) Alfred O. Hirschman, *Défection et prise de parole*, Paris: Fayard, 1995 [première édition, 1975].

24. Danny Trom, « Grammaire de la mobilisation et vocabulaires de motifs », in Daniel Cefai, Danny Trom, *Les formes d'action collective. Mobilisations dans les arènes publiques*, Paris: EHESS (coll. « Raisons pratiques »), N° 12, 2001, pp. 99-134.

25. Plusieurs études portent sur les réseaux sociaux préexistants à l'enrôlement des militants dans la défense d'une cause. Ces études s'intéressent aux réseaux sociaux mais aussi à l'influence que leur structuration exerce sur les modalités concrètes d'engagement des personnes dans un collectif (cf. Marco Giugni, *Entre stratégie et opportunité. Les nouveaux mouvements sociaux en Suisse*, Zurich: Seismo, 1995; Lilian Mathieu, *Comment lutter? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris: Textuel, 2004.). La constitution du CSJPC n'a pas été au départ le seul fruit d'un réseau préexistant militant, comme pourrait l'être le réseau de sociabilité homosexuelle genevois. Le couple gay n'était pas membre d'une association militante homosexuelle, et son avocat, qui lui était membre de Dialogai, préconisait plutôt, à la suite du refus de l'association, une démarche spécifique. Guy, Jean-François, Eve, Katherine et M^e Garbade solliciteront des amis ou connaissances directement concernés par la question des couples homosexuels. Ces personnes entretiennent des liens amicaux préalables.

26. Emmanuel Renault, *L'expérience de l'injustice. Reconnaissance et clinique de l'injustice*, Paris: La Découverte, 2004.

son droit de réserve! Dans le cadre d'une hospitalisation, il faut savoir que c'est au bon vouloir du médecin concerné de renseigner le partenaire sur l'état de santé de son compagnon ou de sa compagne, car, légalement, seule la famille est autorisée à demander la levée du secret médical. Ces deux exemples parmi d'autres démontrent que ceci doit changer. Si nous demandons un statut juridique du partenariat pour tous les couples c'est afin de faire cesser des drames douloureusement vécus au quotidien mais ignorés du public la plupart du temps.»²⁷

Dernier moment de constitution d'un collectif, le cadrage de la situation doit se traduire dans une revendication appropriée permettant une lisibilité publique des problèmes rencontrés capable de soutenir l'action. C'est ainsi que le collectif discute d'une proposition de loi assurant la reconnaissance juridique des couples homosexuels. Encore faut-il mesurer le degré d'acceptabilité d'une telle revendication. L'enjeu pour le collectif est qu'il doit constituer conjointement le problème et sa solution, attendu que la solution contribue à constituer le problème. On s'oriente alors vers un dispositif juridique concernant *l'ensemble des couples* et non plus les seuls couples homosexuels, dans une perspective englobante qui s'affronte à la dimension identitaire de la revendication.

LA REVENDICATION À L'ÉPREUVE DE L'IDENTITÉ

Dans son ouvrage *La souffrance à distance*, Luc Boltanski souligne que pour relever d'une politique et nourrir une cause publique, un cas ne peut-être présenté «tel quel»²⁸. Il doit être désingularisé pour atteindre un niveau de généralité, puis recontextualisé pour s'inscrire dans des processus globaux susceptibles de lui conférer une identité publique stable²⁹. De fait, la constitution du comité procède d'une telle logique. Guy et Jean-François soulignent d'ailleurs que celui-ci est né de leur rencontre avec le couple d'Ève et de Katherine, et que celle-ci a contribué à désingulariser leur

27. *Journal d'information*, N° 1, vol. 1, novembre 1995 de ladite assemblée.

28. Luc Boltanski, *La souffrance à distance*, Paris: Métailié, 1993.

29. Ainsi, les dénonciations qui trouvent leur origine dans des situations locales concrètes doivent être, pour avoir quelques chances d'être audibles, liées à des causes publiquement reconnues comme disposant d'une dimension collective. Cf. Luc Boltanski (avec Yann Darré et Marie-Ange Schiltz), «La dénonciation», *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 51, 1984, pp. 3-40; Luc Boltanski, *L'amour et la justice comme compétences*, op. cit.

propre situation. La représentation d'un couple gay et d'un couple lesbien s'inscrit dans une « montée en généralité »³⁰ à propos de la question *des* couples homosexuels autour de laquelle peuvent se rassembler et s'identifier différentes personnes en tant qu'elles se trouvent dans des situations relativement similaires. D'une certaine façon, ce n'est d'ailleurs pas le couple gay qui, pris dans son problème concret avec la justice, déplacera l'affaire vers une cause généralisable, mais bien davantage Katherine. En voyant le sujet télévisuel consacré au couple gay, cette dernière a en effet fait le lien avec une série d'éléments de sa biographie personnelle l'amenant à préciser la position du comité :

« Alors nous on s'est dit : il faut absolument qu'il existe un statut juridique pour les couples homosexuels qui permette aussi aux couples homosexuels de pouvoir vivre ensemble quand ils en ont envie, et d'avoir une protection juridique. »³¹

Toutefois, la montée en généralité effectuée par le comité sur la question homosexuelle s'avère rapidement problématique. L'exigence de désingularisation et de généralisation apparaît plus complexe qu'il n'y paraît de prime abord. En effet, selon les personnes réunies lors de l'assemblée, constituer et orienter l'action sur la seule base de la question homosexuelle risquait de contribuer à une « ghettoïsation » ou, à tout le moins, pouvait exposer le « comité » à une telle accusation. Inquiets de cette possibilité, et craignant que celle-ci ne mine la constitution et la réception publique de leur cause, les membres du comité vont donc être amenés à élargir encore plus leur revendication en direction de la mise en place d'un *partenariat* non pas seulement pour les couples homosexuels mais pour l'ensemble des couples de fait. La mémoire des « fâcheux précédents »³² à l'occasion desquels l'homosexualité a été pénalisée et réprimée, à peine une décade auparavant³³, de même que la considération de la visée de l'universalité du droit, poussera dès lors le collectif à concevoir cette demande plus large et plus englobante.

30. Luc Boltanski, Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris : Gallimard, 1991.

31. Entretien avec Katherine, juin 2005.

32. Joan Stavo-Debaugé, « Les vices d'une inconséquence conduisant à l'impuissance de la politique française de lutte contre les discriminations », Première partie, *Carnets de Bord*, N° 6, 2003, pp. 19-36.

Cette reconceptualisation de l'action semble émaner de Katherine, à quoi s'ajoute une considération stratégique, comme le souligne Guy :

«Et c'est vrai qu'on s'est dit qu'au niveau politique cela pouvait poser un problème, dans le sens où on n'aurait pas le soutien de tous ces partis politiques concernant la famille. Voilà, et c'est vrai que moi je n'avais pas pensé à ça et Katherine m'a dit: 'Changeons et faisons en sorte qu'il soit un partenariat valable aussi bien pour les couples homosexuels que pour les couples hétérosexuels qui ne veulent pas se marier.' Et donc on avait en effet plus de chances.»³⁴

C'est en adoptant une logique de dénonciation des injustices frappant les couples non mariés, quels qu'ils soient, qu'est réclamée l'ouverture du projet en direction des couples hétérosexuels qui refusent de se marier: «Guy et Jean-François sont des pionniers ouvrant la voie à une légalisation du partenariat pour tous les couples et c'est pourquoi nous avons décidé de les soutenir. Si je dis partenariat pour tous les couples, c'est qu'il n'existe actuellement aucun statut juridique protégeant les couples non mariés. Bien sûr, les couples hétérosexuels peuvent se marier mais, paradoxe de la législation actuelle, les couples hétérosexuels suisses-étrangers sont obligés de se marier afin de rester ensemble! Une convention légalisée du partenariat s'adresse donc à un public beaucoup plus vaste que celui imaginé au départ.»³⁵

Considérant qu'un «problème public» est défini comme une «manière partagée, plus ou moins stabilisée, de thématiser une situation perçue comme problématique», on comprend que l'usage des termes, des catégories et des formulations puisse constituer un enjeu de premier plan. Comme le soulignent Trom et Zimmermann: «Cette thématisation passe par la création ou l'usage de catégories (de personnes, d'actes, d'objets, de situations, d'événements). En particulier, cette catégorisation définit des classes

33. (Note de la p. 59.) En 1981, le mouvement homosexuel genevois manifeste pour réclamer l'abolition des dispositifs qui soutiennent les répressions dont les personnes homosexuelles font l'objet. Sont notamment visés les registres d'homosexuels, l'abolition de l'article 194 du Code pénal suisse prévoyant la majorité sexuelle à 16 ans dans le cadre des relations hétérosexuelles et à 20 ans s'agissant des relations homosexuelles; ainsi que l'abrogation du *certificat de bonne vie et mœurs* (document qui peut être montré aux employeurs et aux bailleurs refusant systématiquement les homosexuels, prostituées, toxicomanes et ex-prisonniers).

34. Entretien avec Guy, juin 2005.

35. *Journal d'information*, N° 1, vol. 1, novembre 1995.

plus ou moins extensives de choses ou de personnes affectées par un problème et susceptibles de bénéficier d'un traitement public en tant que membres de ces classes.»³⁶ En ce sens, lorsque ce qui fait problème est progressivement identifié et qualifié, s'ouvre la spécification d'une catégorie de personnes, plus ou moins extensive, virtuellement affectées par ce problème et intéressées à son contrôle. Il est alors nécessaire de trouver non seulement le descripteur qui permet de figurer la classe des personnes concernées, mais aussi d'arrêter le vocabulaire, les identificateurs et les catégories les plus appropriés pour soutenir et incarner la demande d'un traitement public. Ainsi, conjointement à la spécification du sujet de l'action, «tous les couples», Katherine proposera un terme jugé plus adéquat, celui de «partenariat», susceptible de donner un objet à la lutte collective et d'être accueilli par le langage juridique.

Ce terme doit avoir, simultanément, un sens juridique et un sens militant. Par ailleurs, il s'agit aussi d'écarter la notion de «concubinage» dont la signification ne convient pas totalement à la lutte, attendu qu'elle se réfère plutôt, outre sa connotation péjorative, à des unions «de fait» engageant un couple hétérosexuel: «Il s'agit d'une union réservée exclusivement pour l'homme et la femme, ce qui est différent avec le partenariat, puisque celui-ci est une association entre deux individus (...). Le mot partenariat, venant de l'anglais *partnership* et signifiant association, est un mot qui nous a semblé plus adéquat que le mot concubinage, qui, lui transporte une image religieuse péjorative et dont la définition restreint encore une fois le couple au stéréotype puisqu'il signifie une union libre entre une femme et un homme. Le mot partenariat est plus large, non sexué et va au-delà du stéréotype femme-homme.»³⁷

Toujours selon Katherine, cette terminologie répond à des considérations tactiques ainsi qu'au désir de chercher une voie plus consensuelle, évitant de donner l'impression que le «comité» s'engage dans la voie d'un «combat» opposant «minorité» et «majorité»³⁸: «Ne pas être agressif lors de notre combat. Qu'il n'y a pas de fanatisme homo mais qu'il s'agit d'un combat social.

36. Danny Trom, Benedicte Zimmermann, *op. cit.*, p. 283.

37. *Journal d'information*, N° 1, vol. 1, novembre 1995.

38. Cette posture, disons consensuelle, nous l'avons aussi trouvée retracée dans le *Journal d'information* du CSJPC avec la rubrique nommée «Philosophie du comité de soutien» qui explicite la volonté du comité et l'esprit de son action: «Nous souhaitons que le comité adopte une philosophie de lutte pour défendre sa cause et renonce par ce fait à l'idée de combat contre la société.»

Comment les gens sont prêts à réagir devant cette situation? Il faut prendre conscience que ce combat ne concerne pas que les homos mais également les hétéros non mariés. Il faut que le comité de soutien ne soit pas exclusivement homo.»³⁹

De fait, la position de Katherine et plus généralement du comité s'inscrit dans un débat plus large. Au début de l'année 1995, en effet, les associations homosexuelles déposent une pétition intitulée «Les mêmes droits pour les couples de même sexe». De façon résolument réactive, l'UDF (Union démocratique fédérale) lance une pétition mimétiquement opposée à la précédente libellée «Pour une famille saine et contre l'égalité juridique des couples homosexuels». De même en France, le débat public commence à être marqué par les controverses à propos du Pacs, qui fera l'objet d'un projet de loi adopté en décembre 1998. Les membres du comité anticipent donc l'impact éventuellement négatif d'une revendication limitée aux seuls homosexuels. Ce faisant, tout à sa recherche d'acceptabilité, et en quête d'une identité positive et consensuelle, le collectif porte ainsi l'accent sur un vocabulaire inclusif qui le rapproche de la majorité de la population. Il sera alors question de «relations humaines», de «l'amour», de «tous les couples».

Dès lors que le comité réoriente son action pour lui donner une portée plus englobante, l'action individuelle en justice du couple gay va devoir s'effacer. La cause collective plus générale se concrétise très rapidement dans l'élaboration d'un projet de loi rédigé par M^e Garbade portant sur l'établissement d'une «convention de partenariat». Tout laisse à penser que l'avocat avait déjà élaboré ce projet, et qu'il a vu dans la constitution du «comité de soutien» pour l'affaire de Guy et Jean-François le cadre d'action le plus propice et le plus adéquat. Du reste, le «comité» se transformera très vite en «comité pour le partenariat», ce qui achève la désidentification de l'association de l'affaire du couple de Guy et Jean-François. En mars 1996, ceux-ci retirent leur recours en justice.

La repolarisation de l'action autour de la proposition et de la mise en valeur d'un projet de loi auprès des premiers intéressés, à savoir les députés, facilite alors la structuration et le déploiement des démarches du «comité pour le partenariat», à partir d'un «cadre de motifs»⁴⁰ déjà bien consolidé. Ainsi en va-t-il, par

39. *Journal d'information*, N° 1, vol. 1, novembre 1995.

40. Danny Trom, *op. cit.*

exemple, de la formulation des buts de l'association, qui empruntent au « vocabulaire de motifs » du droit et qui permettent de ne pas nourrir de clivages entre une « minorité » (homosexuelle) et une « majorité » (hétérosexuelle) : « L'association a pour but d'œuvrer pour l'égalité de traitement des couples non mariés de tous les sexes avec les couples mariés et la reconnaissance juridique du partenariat hors mariage indépendamment du sexe des partenaires. »⁴¹

Ce souci de ne pas apparaître comme une association « communautaire » est redoublé par un autre souci qui, lui aussi, témoigne de la volonté du « comité » de ne creuser aucun clivage, partisan en l'occurrence, et de ne pas apparaître publiquement comme participant d'une mobilisation oppositionnelle menant un combat de parti ou catégoriel – volonté congruente avec l'horizon de généralité d'une législation, puisque c'est une avancée législative qui est en question pour le « comité ». Le comité n'entend négliger aucun allié putatif et vise à rassembler l'ensemble des courants politiques, de sorte à asseoir une large plateforme de soutien et à profiler un texte qui se rende acceptable par tous.

Dès lors, le comité adopte un autre mode d'action (relevant du lobbying parlementaire) où il se conçoit désormais comme un *porteur* faisant circuler l'ébauche d'un projet auprès d'hommes politiques qui se chargeraient, à leur tour, de le relayer et discuter dans leur parti⁴². C'est dans cette perspective que se crée en novembre 1997 le Groupement pour la reconnaissance du partenariat (GREPA), qui se substitue au CSJPC, entérinant de fait la nouvelle direction donnée à cette action collective. L'objet principal de la mobilisation sera dès lors incarné par le projet de loi, adopté par le Grand Conseil en février 2001.

FAIRE AVEC LE DROIT, FAIRE CONTRE LE DROIT, CONFECTIONNER LE DROIT

Avec ce bref aperçu de l'histoire d'une mobilisation concrètement suivie dans ses méandres, nous avons voulu empiriquement retracer le chemin qui va de situations problématiques jusqu'à l'action revendicative. Ainsi que nous l'avons vu à travers la description de

41. *Journal d'information*, N° 2, vol. 1, janvier 1996.

42. La recherche de contacts avec des députés du Grand Conseil a été lancée très rapidement. C'est essentiellement M^e Garbade qui s'en est occupé, en s'appuyant néanmoins sur l'identité collective du comité.

l'action du CSJPC-GREPA, l'action collective doit aussi savoir s'ouvrir une voie et soutenir sa propre voix en publiant, auprès du public qu'elle vise à intéresser, des motifs qui soient par et pour lui légitimes, identifiables et engageants. De ce fait, nous sommes partis d'une situation on ne peut plus singulière pour en suivre les transformations.

Au moyen de cet exemple, on a vu comment les acteurs essaient de contrôler la faisabilité, l'identifiabilité et l'interprétation de leur action par le public à qui celle-ci s'adresse. Ainsi, élargir la classe des personnes concernées par leur lutte, c'est aussi s'efforcer d'offrir à l'attention publique un objet, un « problème public », susceptible d'être aisément identifiable et de rencontrer un soutien ample. Dans le travail de constitution de la bonne cause, ils « inventent » donc un objet inédit, un objet qu'ils estiment capable de résister aux différentes épreuves et critiques politiques qu'il ne manquera pas de susciter, dès lors qu'il sera libéré dans l'espace public, puis livré aux jugements du public pertinent, en l'occurrence les parlementaires du Grand Conseil genevois. Dans l'analyse, on voit donc que l'action militante use d'un ensemble de logiques d'identification et de désidentification en fonction des publics visés par l'action et de l'anticipation – nécessairement incomplète – des effets de ces identifications en fonction des contextes sociopolitiques où celles-ci s'effectuent. Et *a contrario* de l'idée communément établie selon laquelle on construirait un problème public pour énoncer *ensuite* une solution, le cas du partenariat cantonal montre que c'est tout autant, sinon plus, la manière dont les militants du CSJPC-GREPA élaborent une solution (sous la forme d'un projet de loi) qui permet de donner un cadre d'interprétation et de formalisation au problème des « couples non mariés ». L'adoption de la loi sur le partenariat en février 2001 est sans doute en grande partie le reflet de la réussite de cette entreprise de désingularisation de la cause et de montée en généralité sur la base d'un cas particulier. Mais aussi de la proximité politique qu'offre le modèle politique cantonal qui permet aux membres du GREPA de s'adresser directement aux députés susceptibles d'être intéressés par la demande de la loi en question et de suivre celle-ci au long du processus parlementaire. Dès lors, les actions des membres du CSJPC-GREPA vont se coordonner en vue d'une élaboration législative, centrée sur le projet de loi sur le partenariat destinée aux couples non mariés. Mais la

«lutte pour la reconnaissance» a dû prendre le chemin, en partie, d'une «lutte pour la méconnaissance», dans la mesure où la dimension homosexuelle de la lutte a été gommée pour permettre, paradoxalement, une avancée des droits pour les couples de même sexe.

UN SABRE À DOUBLE TRANCHANT

THÉORIES ET USAGES DE LA CASTE DANS LE MOUVEMENT ANTICASTE
DES DALITS

NICOLAS JAOUÏ

«L'acte de magie sociale qui consiste à tenter de produire à l'existence la chose nommée peut réussir si celui qui l'accomplit est capable de faire reconnaître à sa parole le pouvoir qu'elle s'arroge par une usurpation provisoire ou définitive, celui d'imposer une nouvelle vision et une nouvelle division du monde social.»¹

Peut-on prendre appui sur des consciences et des solidarités de caste pour lutter contre la caste? Tel est le problème – ou le paradoxe – auquel se confronte depuis un siècle la mobilisation des *dalits* («intouchables»), où la question «intouchable» et la problématique de caste qui lui est liée mêlent de façon inextricable des dimensions de classe, d'ethnicité et de religion, elles-mêmes associées à des idéologies instituant des hiérarchies entre ces différentes catégories d'appartenance. En dépit d'une configuration sociale et culturelle spécifique, le paradoxe consistant à articuler une mobilisation anticaste à une conscience et des solidarités de caste n'est pas aussi exotique qu'il pourrait sembler de prime abord. Pensons par exemple à l'importance que le marxisme accordait à la conscience de classe du prolétariat dans l'opposition au système capitaliste, générateur des classes sociales et donc du prolétariat lui-même². L'ouvriérisme (qui prône une identification à la classe ouvrière) illustre bien le paradoxe. Et sa

1. Pierre Bourdieu, «L'identité et la représentation», In *Langage et pouvoir symbolique*, Paris: Seuil, 2001 [1982], p. 286.

2. Balibar évoque à ce sujet le problème de la «négativité radicale» de l'identité de la classe ouvrière, qui repose sur «l'incompatibilité de ses intérêts et de son existence même avec ce développement dont elle est précisément le produit». Cf. Étienne Balibar, «De la lutte des classes à la lutte sans classes?», in Étienne Balibar, Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris: La Découverte, 1997, p. 223.

relation au marxisme peut aider à penser les liens entre théories et usages de la caste dans le mouvement anticaste.

Plus largement, ce paradoxe est constitutif de la mobilisation des groupes stigmatisés, souvent contraints de prendre appui sur les catégories imposées dont il s'agit précisément de s'émanciper. La nécessité d'avoir prise sur le réel pour le transformer explique que ces mobilisations se saisissent des images péjoratives associées à un groupe pour exhiber les symboles de la violence des hiérarchies dominantes. Comme le suggère Pierre Bourdieu dans la citation mise en exergue, la « magie » de l'opération symbolique consistant à s'appuyer sur les stigmates pour produire de la fierté tient pour partie aux aspects performatifs de toute mobilisation protestataire, où il s'agit de transformer la victime en acteur de l'éradication des injustices sociales. La classe ouvrière se voit alors dotée d'un « rôle historique » dans la chute du capitalisme ; les homosexuel-le-s se donnent pour mission de faire tomber certains tabous liés à la sexualité, de la même façon que les militants *dalits* se désignent comme les pourfendeurs d'un système social archaïque au nom des valeurs modernes dont se réclame l'Inde indépendante, évoquant à cet égard le fait que leur leader – Ambedkar (1891-1956) – a dirigé la rédaction de la Constitution.

Les mobilisations des groupes stigmatisés ont ainsi en commun de devoir produire la subjectivité du groupe autour d'une identité « difficile », parce que fondée sur un stigmaté. Telle est la problématique explorée dans cette contribution à partir des débats suscités dans la mobilisation des *dalits* à propos des usages pragmatiques des identités et des allégeances de caste. En dépit de ses spécificités, cette mobilisation a produit des théories d'expériences militantes, qui offrent de nouvelles perspectives d'analyse des questions plus universelles relatives à la lutte des dominés.

Les *dalits* représentent 16,2% de la population indienne. Ils concentrent des taux de pauvreté et d'analphabétisme importants, mais c'est l'intouchabilité, stigmaté lié à la position subalterne occupée dans la hiérarchie de caste, qui sert à les définir. Officiellement désignés par le terme de *Scheduled Castes* (« castes répertoriées »), les *dalits* bénéficient depuis 1935 de mesures de discrimination positive. La catégorie « *dalit* », toutefois, fut l'objet d'une lutte entre les intelligentsias *dalits*, partisans d'un statut de minorité, et le mouvement nationaliste, opposé à l'officialisation de

cette division sociale. Bien qu'elle ait été promue par les militants du mouvement d'émancipation à la faveur d'une politisation de l'identité *dalit* et qu'elle soit considérée comme un acquis historique, cette catégorie n'a jamais cessé de susciter des débats, non seulement avec les partisans de l'intégration à la majorité hindoue via une stratégie culturelle de «sanskritisation»³, mais également au sein même du mouvement d'émancipation où l'on craignait que les revendications identitaires ne conduisent à la réification de l'intouchabilité et ne fassent obstacle à la remise en cause des divisions sociales fondées sur la caste. La catégorie «*dalit*» que ce mouvement d'émancipation est parvenu à imposer de façon récente dans le langage courant signifie littéralement «écrasé» ou «broyé». De ce fait, en soulignant la violence de la société de castes, cette définition militante constitue un acte profondément politique d'auto-énonciation et d'émancipation: il permet au groupe de s'arroger le pouvoir symbolique de se définir lui-même et de contester les définitions dominantes en même temps que le contrôle social qui y est associé. Alors que la catégorie *Scheduled Castes* – fruit d'un compromis – relève d'une terminologie administrative volontairement neutre et politiquement correcte, le terme «*dalit*», équivalent politisé, recèle une critique de la société de castes et véhicule, au moins dans les intentions initiales, un idéal de société sans castes tout en marquant une certaine fierté à l'égard de l'appartenance à ce groupe défini, en dehors de lui, par la caste. L'usage scientifique de cette catégorie est donc problématique a priori. Désormais passée dans le langage ordinaire, celle-ci renvoie aussi à ses usages politiques, sanctionnés par les victoires du Bahujan Samaj Party (BSP) à partir des années 1990. La difficulté est double: si, d'un côté, cette catégorie est le fruit d'une reformulation politique du stigmate que le groupe se réapproprie pour dénoncer la violence symbolique et l'injustice sociale qui lui sont associées, de l'autre, son usage courant peut conduire à banaliser le stigmate et donc à le reproduire plus qu'à le dénoncer. Cette difficulté confronte donc aussi l'analyste aux limites des luttes symboliques des dominés.

3. Le sociologue indien Srinivas a, dès les années 1950, défini la sanskritisation comme l'imitation culturelle des hautes castes par les basses castes à des fins de prestige et de mobilité sociale. Voir Mysore Narasimhaচার Srinivas, *The cohesive role of sanskritization and other essays*, New Delhi: Oxford University Press, 1989.

Dans le champ des études indianistes, les analyses de la capacité des *dalits* à lutter à la fois *contre* et *par* la caste restent assez proches des termes du débat public indien. De fait, ces analyses produisent des expertises tantôt hostiles, tantôt favorables à la catégorisation, sans réellement engager de réflexion sur les contraintes pesant sur les dominés dans leur action de transformation du système de classement qui les assigne à leur position dominée.

Selon une conception pessimiste, les mobilisations identitaires des *dalits* n'ont fait qu'exacerber la conflictualité des rapports de caste sans pour autant améliorer la condition matérielle des plus pauvres. Dénonçant les ressorts «castéistes» des mobilisations *dalits*, l'anthropologue Robert Deliége souligne «leur part de responsabilité dans les poussées de violence qui frappent le pays». Il les réduit ainsi à leur principale contradiction qui est de prétendre «faire disparaître la caste tout en s'appuyant sur elle», alors que selon lui, «toute lutte qui prend la caste pour objet principal ne peut que réifier et renforcer celle-ci»⁴. Se référant à *Dalit Voice* (publication favorable à une politisation de la caste, bien que contestée au sein de la mouvance *dalit*), l'auteur tente de discréditer l'ensemble d'un courant idéologique qui, en réalité, apparaît bien plus riche et diversifié à l'égard de cette question politique complexe. Cette position, fortement empreinte de jugements de valeur et dont la légitimité scientifique est contestable, répond certes à une rhétorique conservatrice dominante dans le débat public en Inde, selon laquelle la politique plébéienne est toujours associée à des fantasmes d'intrusion et de décadence. Toutefois, pour l'anthropologue Jackie Assayag, assimiler les usages de la caste en politique à un facteur de «castification» de la vie politique renvoie à une image épidémiologique peu rigoureuse⁵.

Dans les milieux académiques, cette conception négative et pessimiste des usages de la caste est d'ailleurs devenue minoritaire. Prévaut désormais plutôt une appréciation soulignant le caractère démocratique et bénéfique des luttes des *dalits*. Dès 1970, le politiste Rajni Kothari, pionnier des études sur la caste en politique, en parlait déjà comme d'un facteur d'ancrage de la démocratie dans la réalité du paysage social indien⁶. Il en va de même de

4. Robert Deliége, «Préface», in Djallal-G. Heuzé, *Des intouchables aux dalits. Les errements d'un mouvement d'émancipation dans l'Inde contemporaine*, Paris: Aux lieux d'être, 2006, pp. 10-11.

5. Jackie Assayag, «Les fabriques de la caste: société, État, démocratie», in Christophe Jaffrelot (dir.), *L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours*, Paris: Fayard, 2006, pp. 471-495.

Christophe Jaffrelot pour qui les mobilisations des basses castes ont contribué à la démocratisation de la classe dirigeante indienne, consacrant ainsi les avancées de «la démocratie par la caste»⁷. En outre, même s'il est indéniable que les mobilisations des basses castes ont altéré la distribution sociale du pouvoir, une telle formule ne doit pas faire oublier que les mobilisations «par la caste» sont également imprégnées d'une idéologie anticaste.

Alors que les partisans de la sanskritisation et ceux de la «dalitisation» se sont fondamentalement opposés sur le sort théorique réservé à la caste en tant que système hiérarchique (la caste désignant alors la hiérarchie des quatre *varna*), ils ont été moins clairs à propos des *jati*, unités endogames auxquelles sont également associées des professions traditionnelles *varna*⁸. Pour ces militants, les *jati* et leurs autorités, qu'il s'agisse d'autorités traditionnelles (les *panchayat*) ou d'associations modernes, ont en effet offert une médiation stratégique avec ces milieux populaires.

Nous proposons ici une analyse de cette problématique selon une logique chronologique. Dans un premier temps, nous abordons la genèse de la question intouchable dans le contexte colonial où la représentation indigène était conçue sur des bases communautaires, permettant alors aux élites subalternes de s'en saisir pour contester la représentativité des élites nationalistes issues des hautes castes. Dans cette lutte à propos de la représentativité, deux visions se sont alors affrontées : celle réformiste des hautes castes,

6. (Note de la p. 70.) Rajni Kothari (dir.), *Caste in Indian Politics*, New Delhi: Orient Longman, 1970. À l'issue de la première participation du Bahujan Samaj Party à une coalition gouvernementale en Uttar Pradesh, il souligna à nouveau le rôle positif d'une telle mobilisation des consciences de caste des milieux défavorisés dans l'échec infligé «au nationalisme hindou». Voir aussi Rajni Kothari, «The Rise of the BSP and the Renewed Debate on Caste», *Economic and Political Weekly*, 25-6, 1994.

7. Christophe Jaffrelot, *Inde: la démocratie par la caste. Histoire d'une mutation sociopolitique (1885-2005)*, Paris: Fayard, 2005.

8. En Inde, la notion de «caste» est un terme imprécis qui renvoie à deux niveaux de réalité, l'un empirique (les *jati*) et l'autre plus idéologique (les *varna*). Les *jati* sont des groupes endogames auxquels sont généralement associés une profession traditionnelle, alors que les quatre *varna* (*brahmanes* – prêtres, *kshatriyas* – guerriers, *vaishyas* – commerçants et *shudra* – serviteurs) sont des catégories abstraites et hiérarchisées que l'on trouve dans les textes brahmaniques. Chaque *jati* locale est identifiée à une *varna*, à l'exception des *jati* «intouchables», qui sont reléguées hors du système. Les réformateurs hindous en ont tiré parti pour assimiler l'intouchabilité à une «excroissance» (Gandhi parlait d'une «verruve») non reconnue par le système des *varna*, et donc pour ôter toute légitimité religieuse à l'intouchabilité (ce qui fut également une façon de mettre la religion hindoue hors de cause). Contrairement au mouvement d'émancipation *dalit*, ces réformateurs entendaient non seulement lutter contre l'intouchabilité, mais également réhabiliter le système des *varna* en le purgeant de l'intouchabilité, son aspect le moins défendable.

soutenant un projet de réaménagement de la société de castes, et celle abolitionniste d'Ambedkar, visant la disparition de toute forme de hiérarchie fondée sur la caste.

Dans un deuxième temps, nous évoquerons la période de l'indépendance durant laquelle sont mises en place les politiques de discrimination positive associées à la catégorie de *Scheduled Castes*. Nous analyserons comment ces politiques sont alors redéfinies d'un point de vue idéologique comme des ressources pour la lutte d'émancipation et la conquête démocratique du pouvoir, et cela dans un contexte de politisation intense suivant les désillusions d'une période initiale d'adhésion au modèle gandhien des élites.

Dans un troisième temps, nous reviendrons sur les débats contemporains au sein même du mouvement *dalit* concernant le bien-fondé et les limites des usages pragmatiques des catégories de castes mobilisées pour lutter contre le système des castes.

GENÈSE COLONIALE DE LA QUESTION INTOUCHABLE

GANDHI ET LES «HARIJAN»: UNE APPROCHE PATERNALISTE

C'est au cours des années 1920 que plusieurs leaders régionaux des *Depressed Classes*⁹, contestant la possibilité d'être représentés par des leaders extérieurs à leur groupe, revendiquèrent un statut de minorité et une représentation distincte au sein des institutions coloniales¹⁰. Mettant à profit le passage, en 1928, de la Commission Simon¹¹, ils lui soumièrent cette revendication malgré le mot d'ordre de boycott lancé par le mouvement nationaliste, ce qui valut aux leaders des *Depressed Classes* une campagne de dénigrement dans la presse vernaculaire. La stigmatisation fut à son apogée au moment où Gandhi contesta par une grève de la faim la décision britannique d'accorder un statut de minorité aux seuls

9. Catégorie alors en vigueur pour désigner un ensemble de communautés défavorisées de bas statut, qui englobe les «intouchables», mais également d'autres basses castes. Une bourgeoisie émergea au XIX^e siècle de ces milieux plébéiens grâce à certaines occasions liées aux activités traditionnelles des *jati* (comme notamment le cuir en ce qui concerne la bourgeoisie *chamar*), ainsi qu'à des possibilités de recrutement dans l'armée pour certaines *jati* ciblées (c'est le cas des *mahars*, qui avaient leur propre régiment). Une intelligentsia, souvent éduquée dans les institutions missionnaires, émergea de ces milieux et s'impliqua dans les questions de représentation politique.

10. Shanti Swarup Gupta, *The Scheduled Castes in Modern Indian Politics. Their emergence as a Political Power*, New Delhi: Munshi Ram Manohar Lal Publishers, 1985.

11. Commission formée de parlementaires britanniques en visite officielle dans les différentes provinces indiennes pour entendre les représentants des communautés.

dalits, les *Depressed Classes* non «intouchables» s'étant entre-temps désolidarisées de cette demande par crainte d'hériter du stigmate associé à «l'intouchabilité». Face à Gandhi, qui mettait sa propre vie en jeu, le leader national des *Depressed Classes*, Ambedkar, dut accepter l'annulation de cette mesure, qui présentait pourtant à ses yeux de solides garanties. Cet épisode fut à l'origine d'une césure durable entre le mouvement d'émancipation *dalit* et le nationalisme indien: le premier reprochait au second son parti pris *brahmanique*, alors que ce dernier dénonçait la collusion (assimilée à une trahison) des leaders *dalits* avec les pouvoirs coloniaux. Au stigmate social de l'intouchabilité s'ajoutait ainsi un stigmate politique à l'encontre du mouvement d'émancipation *dalit*.

À la suite de sa grève de la faim, Gandhi intégra dans son action la question de l'intouchabilité en lançant une campagne intensive de sensibilisation de l'opinion publique, fondée sur un programme de travail social préconisant l'hygiénisme, l'éducation primaire et la sanskritisation. En recourant à un nouveau terme, *harijan* («peuple de Dieu»), il entendait rendre les *dalits* plus acceptables aux yeux des hautes castes, renvoyant à celles-ci une image charitable d'elles-mêmes plutôt que celle d'opresseurs, comme l'induisait l'usage du terme «*dalit*» utilisé jusque-là par les réformateurs hindous. À l'instar de Gandhi, ces réformateurs entendaient conserver le système de castes, mais en le transformant par des politiques sociales destinées à le rendre compatible avec une société moderne. Ils étaient cependant moins affirmatifs que Gandhi dans leur dénonciation des méfaits de l'intouchabilité, comme en témoigne leur recours au terme «*dalit*» plutôt qu'à celui de *harijan*, qui devint l'appellation officielle synonyme de *Scheduled Castes* dès les premiers gouvernements provinciaux du Congrès en 1937. Pour autant, après l'indépendance, cette appellation fut également rejetée par les militants *dalits*. Ceux-ci voyaient dans les réformes le symbole du paternalisme gandhien, accusé de réduire les intouchables – considérés comme des déviants à intégrer par l'inculcation d'une hygiène et d'un mode de vie «convenables»¹² – en objets passifs de la charité des hautes castes, et cela au détriment d'une attitude qui, comme celle d'Ambedkar, dénonçait les méfaits de l'intouchabilité elle-même¹³. En outre, la campagne de Gandhi

12. *Constitution of the Harijan Sewak Sangh*, Delhi: Harijan Industrial Home, 1935.

13. Bhimrao Ramji Ambedkar, *What Congress and Gandhiji Have Done to the Untouchables*, Bombay: Thacker & Co., 1945.

comportait également une dimension culturelle et religieuse: il s'agissait de promouvoir un hindouisme sanskritisé en s'opposant aux coutumes syncrétiques des milieux populaires, notamment à tout ce qui pouvait révéler des emprunts à l'islam. Les récits de visites de quartiers *dalits* par des notables des hautes castes, publiées dans le magazine *Harijan* fondé par Gandhi, témoignent à cet égard d'un mélange de compassion, de dégoût et de préjugés moraux sur la plèbe.

AMBEDKAR ET L'ANNIHILATION DE LA CASTE

Alors que Gandhi compare l'intouchabilité à une «verru» qu'il suffirait de «soigner» sans pour autant remettre en cause le système des *varna*, Ambedkar élabore au même moment sa théorie du système des castes selon laquelle l'intouchabilité et la caste constituent un seul et même phénomène, en quelque sorte consubstantiel à l'hindouisme¹⁴. En 1936, il publie *Annihilation of Caste*, ouvrage qui exprime le rejet de l'hindouisme aussi bien que les tentatives de le réformer, celles-ci n'étant pour lui qu'une façon détournée de préserver un système sur lequel repose la domination des hautes castes. Dans ce texte, Ambedkar se dit fondamentalement hostile au système des quatre *varna* et à l'idée même de caste. Il s'oppose ainsi clairement aux réformistes hindous, favorables de leur côté à son maintien via leur projet de société «néovédique» sanctionnant l'existence des castes comme marque du «génie» de la fabrique sociale indienne. Pour lui, l'adaptation de la caste à la modernité est illusoire: «Vous ne pouvez rien bâtir sur des fondations de caste. Vous ne pouvez pas bâtir de nation, vous ne pouvez pas bâtir de moralité. Tout ce que vous bâtirez sur les fondations de la caste se fissurera et ne formera jamais un tout.»¹⁵ Sa condamnation de la caste se focalise principalement sur l'idéologie hiérarchique des *varna* et le statut de la *jati* y occupe une place secondaire. Même s'il s'y oppose aussi théoriquement, en la considérant comme une partie intégrante de la caste, dans la pratique, la *jati* est cependant tolérée comme une réalité avec

14. Christophe Jaffrelot, *D' Ambedkar. Leader intouchable et père de la Constitution indienne*, Paris: Presses de Sciences Po, 2000.

15. Bhimrao Ramji Ambedkar «Annihilation of caste». In Vasant Moon (éd.), *Dr. Babasaheb Ambedkar writings and speeches*, vol. 1, Bombay: Government of Maharashtra, 1979 (1936). Ma traduction de l'anglais.

laquelle il faut composer pour mener à bien tout projet de transformation sociale.

En théorie, les réformateurs hindous souhaitent d'ailleurs eux aussi voir disparaître la *jati*, de façon à abolir le principe d'hérédité de la caste, auquel ils entendent substituer un test d'aptitudes déterminant la *varna* de chaque individu¹⁶. Cependant, ils se sont en fait aussi appuyés sur les nouvelles organisations de *jati* des *Depressed Classes*, dont ils ont encouragé la création. D'une façon similaire, Ambedkar n'hésite pas non plus à mettre à contribution ces organisations de *jati* dans sa mobilisation. Ainsi par exemple, en 1936, il convoque une grande conférence de caste des *mahars* (sa propre *jati*), pour y annoncer son projet de conversion collective¹⁷, prenant ainsi le contre-pied de Gandhi qui mène parallèlement campagne pour l'ouverture des temples brahmaniques aux *dalits*. La conférence *mahar* réunit à la fois leurs autorités traditionnelles (les *panchayat*) et leurs intelligentsias modernes, c'est-à-dire tout ce que la *jati* compte comme personnages influents. Ambedkar endosse ainsi un rôle de chef de la *jati*, qui lui est acquis au sein des *mahars* en vertu de sa position de leader national, de son engagement pour l'émancipation et de son niveau d'éducation exceptionnel (il a obtenu un double doctorat et un diplôme d'avocat à New York et à Londres). D'une manière pédagogique et pour affirmer sa ferme opposition au système de castes, il commence par rappeler, dans son discours, la dimension problématique de cet objectif politique avec le recours à une conférence de *jati*, précisant en outre qu'il vise à unifier l'ensemble des *dalits* en favorisant la fusion, grâce à la conversion, des différentes *jati* en une minorité religieuse homogène. Aussi convie-t-il toutes les *jati* de *dalits* à se réunir autour de ce projet à l'occasion de conférences où celles-ci pourraient décider d'y adhérer en toute souveraineté.

La fondation successive de deux partis politiques par Ambedkar avant l'indépendance traduit le passage d'une stratégie plaçant les castes en dehors du champ électoral à une mobilisation par la

16. Dayanand Saraswati, le fondateur de l'*Arya Samaj*, précisait même qu'il aurait lieu à 25 ans. Celui qui au cours de ce test ferait preuve de connaissances intellectuelles serait déclaré *brahmane*; celui qui disposerait de la force physique, *kshatriya*; celui qui montrerait son sens du voyage et des affaires, *vaishya*; les autres (sous-entendus les moins aptes) deviendraient *shudra*. Il n'y aurait donc plus d'«intouchables», chacun étant intégré dans une des quatre *varna*. Ce projet de réforme associait donc la méritocratie moderne au maintien d'une hiérarchie des fonctions.

17. En 1935, Ambedkar crée un choc en déclarant publiquement qu'il ne mourra pas hindou, évoquant sa future conversion tout en laissant planer un doute sur le choix de la religion.

caste. Le premier, l'Indian Labour Party fondé en 1936, est un parti travailliste dont l'objectif est de regrouper l'ensemble des classes laborieuses (en particulier les ouvriers de Bombay issus de différentes castes et religions). Écartant stratégiquement la mobilisation par la caste, ce parti échoue cependant dans sa tentative de mobiliser les ouvriers non *dalits* lors des élections de 1937, ces derniers étant réticents à porter leur voix sur un leader *dalit*. Devant cet échec, Ambedkar fonde en 1942 la Scheduled Castes Federation qui, comme son nom l'indique, entend désormais fédérer l'électorat des *Scheduled Castes*¹⁸. À l'exemple des Provinces unies (qui deviendra l'Uttar Pradesh à la suite de l'indépendance), le parti utilise alors le relais des organisations et des autorités traditionnelles de *jati* pour s'implanter¹⁹.

À la fin de sa vie, Ambedkar se distancie de nouveau de la mobilisation par la caste. D'une part, il travaille à la fondation du Republican Party of India, qui entend à nouveau représenter l'ensemble des milieux défavorisés sans se limiter aux seuls *dalits*. Ce parti est créé à l'occasion des élections de 1957, c'est-à-dire quelques mois après son décès. D'autre part, il se consacre à la conversion collective des *mahars* au bouddhisme, qui a lieu en octobre 1956 à Nagpur. Le choix du bouddhisme, qu'il redéfinit à l'aune des principes et des idéaux philosophiques des Lumières, est assorti d'une explication historique de l'intouchabilité comme résultat de la réaction brahmanique contre le règne bouddhiste. Les derniers irréductibles ayant refusé de se soumettre aux brahmanes auraient selon lui été faits «intouchables»²⁰. Ainsi comprise, l'intouchabilité devient donc de nature plus politique qu'ethnique. Selon Ambedkar, la lutte contre la caste au nom du bouddhisme permettrait aux «intouchables» de renouer avec leur identité historique. Théoriquement, un *dalit* converti n'est plus un *dalit*, mais un bouddhiste. Il doit alors renoncer à tout sentiment d'appartenance de caste, de même qu'au bénéfice des quotas qui, selon la Constitution, ne s'appliquent pas aux bouddhistes²¹. Dans la pratique, cependant, un *dalit* converti restait perçu comme tel, de même qu'il continuait à s'identifier à sa *jati* et à s'en réclamer auprès de l'administration pour bénéficier des quotas.

18. Christophe Jaffrelot, *Dr Ambedkar, op. cit.*

19. Rawat Ram Narayan Singh, «Making claims for power: A new agenda in Dalit politics of Uttar Pradesh, 1946-1948», *Modern Asian studies*, vol. 37, N° 3, 2003.

20. Bhimrao Ramji Ambedkar, «The Untouchables. Who were they and how they became Untouchables?», in Vasant Moon (éd.), *Dr. Babasaheb Ambedkar writings and speeches*, vol. 7, Bombay: Government of Maharashtra, 1990.

**TAIRE OU DIRE L'INTOUCHABILITÉ ?
LES DJLEMMES DE LA LUTTE ANTICASTE DES DALITS DEPUIS
L'INDEPENDANCE. JAGJIVAN RAM, LEADER «HARIJAN» MALGRÉ LUI**

Les leaders *dalits* ralliés au parti du Congrès raflent la grande majorité des sièges réservés aux candidats des *Scheduled Castes*, au détriment des ambedkaristes auxquels ils s'opposent au nom de l'intégration sociale dans l'hindouisme. Ces élus cooptés restent ambigus du point de vue de leur rapport à la caste. Leur chef de file, Jagjivan Ram, qui détient un poste ministériel de façon quasi constante jusqu'à la fin de l'état d'urgence (1977), est à la tête de ce réseau d'élus *dalits* qu'il avait mis en place dès les années 1930 pour affronter politiquement Ambedkar dans les circonscriptions réservées²². Il s'était alors appuyé sur un réseau d'organisations de *jati* des *chamars*, un ensemble de *jati* régionales associées au travail du cuir. Ces derniers représentent une population importante en Inde du Nord: ils sont par exemple 12% de la population d'Uttar Pradesh, l'état le plus peuplé de l'Inde, où ils représentent également 60% de la population des *dalits*. Cette stratégie de cooptation des leaders *chamars* avait ainsi permis au parti du Congrès de réduire l'influence électorale d'Ambedkar sur les *mahars* du Maharashtra. À la suite du départ de celui-ci du premier gouvernement de l'Inde indépendante, Jagjivan Ram devient en quelque sorte le faire-valoir du régime concernant la lutte contre l'intouchabilité, qui se réduit à une rhétorique superficielle, dépourvue de moyens et de volonté politique. Sa principale action consiste alors à mettre en place un réseau clientéliste d'élus et de fonctionnaires *dalits*. Grâce à la maîtrise qu'il exerce sur les investitures aux sièges réservés, ainsi que sur l'attribution des bourses universitaires et des emplois réservés, il parvient à contrôler les votes de la communauté. Son réseau reste par ailleurs dominé par les *chamars* d'Inde du Nord. Tout en acceptant tacitement un rôle de représentant des

21. (Note de la p. 76.) Selon la Constitution indienne, seuls les hindous et les sikhs peuvent être admis dans la catégorie des *Scheduled Castes*, et donc éligibles aux bénéfices de la discrimination positive. Cette mesure, obtenue par les milieux hindous conservateurs de l'assemblée constituante, était destinée à prévenir les conversions. Dans les faits, les convertis bouddhistes continueront à bénéficier des quotas en se déclarant hindous. En 1964, le RPI mènera une grande agitation pour faire reconnaître les droits des *dalits* convertis aux quotas, demande finalement accordée par le gouvernement central en 1990.

22. Dès les élections de 1937, les *dalits* bénéficient d'un pourcentage de sièges réservés dans les assemblées élues, ce qui implique qu'un certain nombre de circonscriptions leur sont réservées. Toutefois, ils sont élus par l'ensemble de la population et ne sont donc pas des représentants exclusifs des *dalits*.

Scheduled Castes au sein de l'appareil d'État, il tente de conquérir une légitimité politique en se démarquant de ce rôle de leader communautaire. Le sécularisme, idéologie officielle adoptée par l'Inde indépendante, considère en effet toute référence à la religion et à la communauté (et par extension à la caste) dans la sphère publique comme intrusive et même dangereuse, du fait des événements liés la partition auxquels le communautarisme religieux a mené. Un des collaborateurs de Jagjivan Ram (un sikh) du parti du Congrès à Kanpur, où il faisait de fréquentes visites, m'a assuré qu'«il vous menaçait avec sa canne si vous insinuiez qu'il était le leader des harijan»²³. Il avait pourtant échafaudé sa carrière sur l'acceptation tacite de ce rôle. Dans *Caste Challenge in India*, où il prend une position radicale contre la caste, il omet toute mention d'Ambedkar et des luttes dont il est pourtant lui-même le produit indirect en tant que ministre *dalit* du gouvernement et gestionnaire des politiques de discrimination positive. Paradoxalement, il va jusqu'à s'appuyer sur le gandhisme pour préconiser une mesure administrative d'interdiction pure et simple des castes²⁴.

Les contradictions du premier représentant officiel des *dalits* dans l'Inde congressiste sont emblématiques des problèmes auxquels se heurte la stratégie de sanskritisation des élites *dalits*, qui consistait à s'intégrer au sein d'une bourgeoisie dominée par les hautes castes en effaçant l'appartenance à un milieu stigmatisé et en se démarquant des représentants de ces milieux. L'échec politique de Jagjivan Ram contribuera du reste à la désaffection progressive des *dalits* vis-à-vis du parti du Congrès. Alors qu'il fut un des principaux collaborateurs d'Indira Gandhi sous l'état d'urgence, il quitte le gouvernement en 1977 pour marquer sa désapprobation à l'égard de la politique menée durant cette période – destruction de bidonvilles, camps de travaux forcés, politique de stérilisations mâles par vasectomie²⁵ – dont les *dalits* (et les pauvres en général) ont particulièrement souffert. Mais bien que la coalition du Janata Party dans laquelle il entre lui ouvre la perspective d'un poste de premier ministre, la promesse est trahie pour des raisons de caste. Charan Singh, leader des *jats* (une *jati* intermédiaire de paysans aisés d'Inde du Nord) s'y oppose en effet

23. Interview de Harbans Singh Balla, 13 mai 2000, Kanpur.

24. Jagjivan Ram, *Caste Challenge in India*, New Delhi, : Vision books, 1980.

25. Sur la condition intouchable à cette période, voir le roman social de Rohinton Mishtry, *L'équilibre du Monde*, Paris: Albin Michel, 2008.

avec une grande fermeté, tant en raison de sa propre aspiration à ce poste, que de son dédain pour un «intouchable»²⁶. Aux yeux des *dalits*, cet échec symbolisera l'impasse de la stratégie d'intégration sociale et renforcera une perspective politique de nature plus communautaire.

LA RÉSURGENCE DE L'IDENTITÉ DALIT

Marginalisé politiquement (à l'exception de succès localisés du RPI en Uttar Pradesh dans les années 1960), l'ambedkarisme subsiste après le décès de son leader comme mouvement socioculturel antibrahmanique dans certains bastions géographiques et de *jati*, avant de se renforcer et de se radicaliser au cours des années 1970. Ce renouveau est marqué non seulement par le bilan négatif de l'Inde indépendante en matière sociale, mais aussi par la critique adressée aux élites *dalits*, accusées d'avoir bénéficié des politiques de discrimination positive sans pour autant en assumer la contrepartie, essentielle aux yeux d'Ambedkar, par un engagement politique et social solidaire²⁷. C'est dans ce contexte que les Dalit Panthers, fondées en 1972, accusent le parti ambedkariste (RPI) et la bourgeoisie *mahar* d'avoir rompu avec la masse des déshérités de leur communauté. Comme leur nom en témoigne, ils s'inspirent du radicalisme noir américain des Black Panthers et s'efforcent, à leur exemple, de relier le marxisme à la problématique de la discrimination raciale²⁸. Cette nouvelle idéologie, qui mêle caste et classe, est symbolisée par le terme «*dalit*» (opposé sémantiquement à «*harijan*»), qui signifie l'opprimé du point de vue de la classe et sans restriction d'appartenance de caste. En réalité, ce terme continue à désigner les *Scheduled Castes* et le mouvement échoue à mobiliser en dehors des bastions traditionnels de l'ambedkarisme (en particulier, les *mahars* au Maharashtra, et les *chamars* dans les bastions ambedkaristes d'Inde du Nord).

L'autre organisation qui émerge de façon significative est celle des fonctionnaires *dalits*: la Backward and Minorities Castes

26. Max Jean Zins, *Histoire politique de l'Inde indépendante*, Paris: PUF, 1992.

27. Sur la genèse et les usages de cette éthique ambedkariste, voir Nicolas Jaoul, «Le point de vue des *dalits* sur les quotas d'embauche de l'administration», *Droit et Cultures. Revue d'Anthropologie et d'Histoire*, vol. 50, N° 1, 2007, pp. 63-87.

28. Lata Murugkar, *Dalit Panther movement in Maharashtra. A sociological appraisal*, Bombay: Popular Prakashan, 1991.

Employees Federation (BAMCEF). Comme son nom l'indique, elle ne se limite pas aux fonctionnaires *dalits*, mais recrute également dans les milieux de basse caste (OBC)²⁹ et les minorités. Dans les faits, elle reste cependant dominée par les *dalits*, et plus particulièrement par les *chamars* d'Inde du Nord, une communauté nombreuse représentant 60% de l'ensemble des *Scheduled Castes* en Uttar Pradesh) et qui compte un grand nombre de fonctionnaires. Kanshi Ram, son fondateur, est un ingénieur *chamar* du Ministère de la défense. Tout en reprenant chez les Dalit Panthers la critique des élites *dalits*, il se démarque de leur politique de confrontation qu'il juge irresponsable en regard de la vulnérabilité des villageois *dalits* et mise plutôt sur le développement d'une conscience politique auprès des fonctionnaires, qui disposent des ressources économiques et scolaires nécessaires à la création d'un mouvement de masse.

Ce mouvement des fonctionnaires *dalits* contribue à redéfinir la problématique de caste à partir de leur expérience de la mobilité sociale. Alors que, dans les villages, la position de caste recoupe celle occupée dans l'économie agraire, les discriminations à l'encontre des fonctionnaires *dalits* continuent de s'exercer en dépit de leur inscription dans la petite bourgeoisie urbaine. De la sorte, ces discriminations ne leur apparaissent plus comme le résultat de l'exploitation économique et de la misère, mais comme le produit du stigmate lié à leur seule appartenance de caste. Les analyses d'Ambedkar sur la spécificité de l'inégalité de caste par rapport à d'autres formes d'inégalités trouvent ainsi chez ces fonctionnaires une résonance particulière. Dans son manifeste intitulé *The Chamcha Age* («L'ère des vendus»)³⁰, Kanshi Ram insiste alors sur l'importance de réinscrire la question de la caste dans le débat public et dénonce ceux qui, à l'instar des élus *dalits* du parti du Congrès, prétendent l'éradiquer des consciences en la passant sous silence³¹, contribuant ainsi à la reproduction insidieuse d'une

29. Les *Other Backward Castes* sont un ensemble de *jati* intermédiaires (regroupées dans la *varna* des *shudra*) éligibles à des mesures de discrimination positive dans l'emploi public. Elles sont estimées à 52% de la population par le rapport Mandal qui préconise ces mesures (1979) appliquées à partir d'un jugement de la Cour suprême de 1992 (qui introduit un critère économique), bien qu'une étude statistique récente (2007) du National Sample Survey Organization les estime à 41%.

30. *Chamcha* est un terme d'argot syndicaliste, qui désigne le «jaune». Littéralement, le terme vient de *chamach*, «cuillère»: c'est donc l'image de celui que les puissants nourrissent à la cuillère.

domination de caste vidant la démocratie indienne de son contenu social. Les *bahujan* («la multitude»), qui est définie comme l'ensemble des milieux de basses castes, des *dalits* et des minorités – c'est-à-dire l'ensemble de la population à l'exclusion des trois hautes *varna* – doivent selon lui mettre à profit leurs solidarités, leurs réseaux et leurs consciences communautaires pour venir à bout de la domination politique des hautes castes. La catégorie de caste est activée ici pour renverser les élites traditionnelles selon une perspective la concevant désormais moins comme un instrument de domination que comme «un sabre à double tranchant», c'est-à-dire une arme que les victimes peuvent retourner contre les oppresseurs :

«Dans le passé, la caste était étalée ouvertement et les restrictions de caste étaient très strictement observées [...]. Au cours du 19^e siècle, une révolte contre ce système néfaste commença. Si bien que vers 1950, elle commença à devenir un sabre à double tranchant, coupant dans les deux sens. Les hindous de haute caste sentirent le danger, si bien qu'ils firent enlever la colonne de la caste des recensements. Aujourd'hui, pour avoir une information authentique et enregistrée, on est donc obligé d'aller regarder dans les recensements de 1931. Aujourd'hui la caste est bel et bien là. Mais c'est de manière déguisée. Les castes dirigeantes, étant en minorité, n'en parlent pas beaucoup, mais elles sont en position de la pratiquer en secret et en faveur de leurs propres castes. Non seulement ça, mais il est devenu à la mode chez les castes dirigeantes de parler ouvertement contre elles et de la pratiquer en secret, spécialement afin de conserver les leviers du pouvoir dans leurs mains. Regardez la performance de Nehru, il a fait élire 47% de brahmanes à la Lok Sabha [Parlement national] au moment où son régime était à son apogée lors des élections parlementaires de 1957.»³²

En 1984, Kanshi Ram fonde le Bahujan Samaj Party (BSP, littéralement «le parti de la communauté de la multitude») dans le but de combattre le parti du Congrès. Comme le rappellent souvent les militants, il avait l'habitude d'évoquer auprès d'eux

31. (Note de la p. 80.) Kanshi Ram, *The Chamcha Age. An Era of the Stooges*, New Delhi, 1982.

32. *Ibid.*, p. 132.

son projet de refonte sociale avec l'aide d'un stylo. Jusqu'à présent, disait-il, la société indienne avait été, comme le stylo, en position verticale. Une minorité, représentant 15% de la population (les hautes castes), constituait la partie supérieure, et faisait reposer ses privilèges sur l'oppression de la *bahujan samaj*. Les *dalits*, tout en bas, étaient les premières victimes. En prenant démocratiquement le pouvoir, ils pouvaient renverser la situation. Mais, plutôt que d'inverser la domination, la « mission » des ambedkaristes était de créer une situation égalitaire où la société, à l'instar du stylo qu'il faisait alors pivoter, se retrouverait à l'horizontale. Avec l'ironie et l'assurance qui le caractérisaient et qui faisaient son charisme aux yeux de ses adeptes, il affirmait que les hautes castes devraient alors être traitées comme une minorité et bénéficier à ce titre de la discrimination positive. Cette rhétorique, exprimant un fantasme de vengeance sociale, était fondée sur l'idée que les *dalits*, une fois au pouvoir, gouverneraient de façon démocratique, sans infliger aux oppresseurs les traitements qu'ils avaient eux-mêmes subis. Tout en faisant valoir de cette façon une supériorité morale des opprimés, Kanshi Ram ne se privait pas d'appuyer sa mobilisation sur des slogans hostiles aux membres des hautes castes. Dans ses discours publics, il leur demandait de quitter ses meetings. Mayawati, ancienne institutrice et numéro deux du parti, criait, quant à elle, des slogans provocateurs qui, comme « *Chamari hon, kumari hon, tumhari hon* » (« Je suis une *chamar*, vierge et à toi »), dénonçait la violence sexuelle subie par les femmes *dalits* de la part des hommes des hautes castes, incitant ainsi à briser les tabous et convenances qui avaient jusque-là imposé le silence sur ces crimes.

Dans leurs efforts pour mobiliser les personnes éduquées de leur entourage, les militants eurent spontanément recours aux réseaux matrimoniaux de *jati*. Un militant de la BAMCEF de Kanpur, ingénieur *chamar* originaire de l'est de l'Uttar Pradesh, affirme ainsi qu'il s'est mis à fréquenter plus assidûment les mariages organisés au sein de sa *jati* dans sa région d'origine, dans un but de propagande et pour y nouer des contacts avec les personnes scolarisées³³. La mise à contribution des *jati* dans une perspective identitaire s'est généralisée à partir de 1986 et est devenue une dimension importante de la stratégie du parti pour s'opposer au nationalisme hindou du BJP (Bharatiya Janata Party – Parti du

33. Interview de S. P. Tyagi, mars 2000, Kanpur.

peuple indien) et à sa volonté de cristalliser, au nom de l'unité religieuse des hindous, un vote hostile à la communauté musulmane. Les militants *dalits* sont alors incités à recréer les anciennes organisations de *jati* issues de la période coloniale et tombées en désuétude après l'indépendance. Ces initiatives sont plus exactement destinées à mobiliser au-delà de la seule base *chamar* du parti et à faciliter une adhésion en masse des milieux *dalits* non *chamars*, traditionnellement moins exposés à l'ambedkarisme, plus dépendants des professions traditionnelles et de l'économie de caste dans les villages et plus portés à la sanskritisation et au consensus. Au-delà de ces *dalits* non *chamars*, il s'agit également de coopter les *jati* des milieux des basses castes les plus défavorisées (catégorisées comme *Most Backward Castes*), notamment leurs élites subalternes (professions libérales, intellectuels, ingénieurs, fonctionnaires, entrepreneurs...), et de leur donner une plus grande visibilité au sein du parti, au travers par exemple de la valorisation de figures historiques issues de ces *jati* et qui sont érigées en symboles identitaires.

Ironiquement, le recours aux organisations de *jati* par le BSP s'avère lui-même à double tranchant, dans la mesure où cette stratégie est également mise en œuvre par des partis rivaux (notamment le Samajwadi Party, socialiste, et le BJP, nationaliste hindou) qui, afin de capter le vote des *dalits*, misent sur les rancœurs des autres *jati dalits* à l'encontre des *chamars*, accusés de dominer le BSP à leur seul profit. Le Scheduled Castes Morcha («front des SC»), mis en place par le BJP, constitue par exemple une confédération de leaders de ces organisations de *jati*, qui imitent la stratégie du BSP en donnant une coloration idéologique (mais nationaliste hindoue) à ces symboles. Bien qu'actif dans plusieurs États du Nord, c'est dans l'Uttar Pradesh – État du Nord où les *dalits* représentent 22% de la population – que le BSP parvient véritablement à percer dès la fin des années 1980. En décembre 1993, il arrive pour la première fois au gouvernement dans le cadre d'une alliance. En 1995, Mayawati, une ancienne institutrice *chamar*, forme un gouvernement avec le soutien (tactique et idéologiquement contre-nature) des nationalistes hindous. L'expérience sera renouvelée à deux reprises (1997 et 2002), avant que le BSP ne remporte les élections seul et avec une large majorité en mai 2007. Dès 1993, cette conquête politique d'un état phare de la politique nationale (l'Uttar Pradesh compte un sixième de la population indienne et envoie une proportion égale de députés au Parlement national) a un très fort impact

symbolique. Les médias commencent alors à adopter la terminologie militante, substituant le terme « *dalit* » à « *harijan* » et accréditant de ce fait la vision conflictuelle de la caste. Lors de ma première enquête de terrain au printemps 1995, au moment de la première participation gouvernementale du BSP, j'ai ainsi pu constater la façon dont le vocabulaire courant s'était aligné sur les nouvelles équations du pouvoir. Les élites anglophones et urbaines de haute caste rencontrées dans les villes de Kanpur et Lucknow devaient, pour la première fois, composer et se familiariser, grâce notamment à la presse anglophone évoquant de façon inédite la critique ambedkariste de la caste, avec une terminologie nouvelle, imposée d'en bas, comme « *dalit* », « *bahujan* » ou même « *manuvadi* »³⁴, ce dernier terme incriminant davantage et plus directement les mentalités hiérarchiques des dominants.

CONTROVERSES MILITANTES

LES DÉBATS SUR LES USAGES DE LA JATI

Loin de susciter le consensus dans le mouvement ambedkariste, la stratégie identitaire est l'objet d'un vigoureux débat, qui porte à la fois sur la place à accorder aux identités de *jati*, mais aussi, plus récemment et d'une façon plus surprenante, sur le bien-fondé d'une identité *dalit*.

Certains leaders dalits préconisent de relier les identités de *jati* des *dalits* à un héritage préaryen, selon une idéologie constituant l'antithèse raciale au nationalisme hindou : les hindous de haute caste sont assimilés aux envahisseurs aryens, tandis que la plèbe hindoue est considérée comme descendante des populations conquises et asservies par la caste. La publication anglophone *Dalit Voice* consacre une rubrique régulière à ce thème. Préconisant une stratégie fondée sur l'adaptation du léninisme au contexte de la caste, ce magazine favorise l'exacerbation des tensions sociales à travers une rhétorique antiaryenne ouvertement raciste, qui présente du reste des similitudes avec l'antisémitisme européen³⁵.

34. Littéralement, *manuvadi* signifie « partisan du règne de Manou », en référence à l'auteur d'un corpus de lois brahmaniques datant du I^{er} siècle de notre ère et émanant d'une école conservatrice, où la ségrégation des *shudra* (*dalits* compris) et des femmes est codifiée.

35. Djallal-G. Heuzé, *Des intouchables aux dalits. Les errements d'un mouvement de libération dans l'Inde contemporaine*, Paris : Aux lieux d'être, 2006.

Bien que cette idéologie présente un argumentaire robuste face au nationalisme hindou, elle tend également à se retourner contre l'identité *dalit*, en induisant une logique de fractionnement identitaire que *Dalit Voice* pense cependant pouvoir contenir par l'exacerbation de l'ethnicité et de la rhétorique antibrahmane. Cette conception raciale avait déjà été développée dans les années 1920 par les premiers idéologues des *Depressed Classes*, qui s'inspiraient des théories raciales de la caste développées par l'ethnologie coloniale, mais elle fut désapprouvée par Ambedkar qui la trouvait simpliste et non fondée historiquement.

Dans les cercles ambedkaristes plus orthodoxes, les perspectives de *Dalit Voice* sur l'identité de *jati* sont désavouées au profit d'une stratégie de conversion au bouddhisme. Comme évoqué plus haut, Ambedkar y voyait non seulement la possibilité pour les *dalits* de différentes *jati* de s'unir en fusionnant dans un même ensemble égalitaire, mais aussi de disposer d'un socle religieux propice aux idéaux rationnels et modernes et permettant, contrairement selon lui à l'hindouisme, de fonder une communauté nationale débarassée des castes. Même si les conversions de masse au bouddhisme se font désormais fréquentes et parfois spectaculaires, très rares sont les convertis qui ne se marient pas au sein de leur *jati*. De rares intellectuels éclairés de la bourgeoisie *dalit* réalisent bien ce type d'unions entre *dalits* bouddhistes de *jati* différentes, mais elles constituent des cas aussi peu fréquents qu'« exemplaires ». Paradoxalement, l'adhésion au bouddhisme préconisée par Ambedkar est le plus souvent la marque identitaire d'une *jati*, par exemple chez les *chamars* d'Uttar Pradesh et les *mahars* du Maharashtra, fiers d'appartenir à une caste de pourfendeurs de la caste.

NOUVELLES CONTROVERSES AUTOUR DE L'IDENTITÉ DALIT: LES DÉSAVEUX D'UNE PANTHÈRE

Les débats contemporains sur la pertinence du terme « *dalit* » illustrent de nouveau les contradictions et les questionnements travaillant le mouvement ambedkariste, qui témoignent des difficultés que rencontre toute tentative de transformer une société depuis ses marges³⁶.

36. Comme le note également Martin Fuchs à propos du bouddhisme, « Buddhism and dalitness: dilemmas of religious emancipation », in Surendra Jondhale, Johannes Beltz (dir.), *Reconstructing the World: B. R. Ambedkar and Buddhism in India*, New Delhi: Oxford University Press, 2004, pp. 283-300.

Alors que la notion était valorisée par les militants *dalits* tant qu'elle était associée à une lutte pour imposer une définition d'eux-mêmes, son passage dans l'usage courant pose désormais problème dans les cercles ambedkaristes où l'on craint que l'objectif de supprimer la caste soit de plus en plus relégué au second plan, au profit d'une logique identitaire cloisonnée, ne faisant pas justice aux aspirations plus universelles d'Ambedkar. Je fus surpris d'entendre une telle mise en garde de la part de Bapurao Pakhiddey, avocat et leader historique des Dalit Panthers en Inde du Nord, lors de ma visite à son domicile de New Delhi fin 2004. Alors que j'avais toujours été reçu avec sympathie, en tant qu'universitaire étranger, par les militants ambedkaristes, il se montra critique envers ma démarche de chercheur sur la question intouchable et s'offusqua du rôle des chercheurs étrangers dans la diffusion de la problématique de la caste hors de l'Inde, qui aboutissait selon lui, par exemple, à ce que la visite du président de la République indienne R. K. Narayan au président Jacques Chirac en 2000 soit décrite dans le *Figaro* par le gros titre « Un intouchable à l'Élysée ». Ce titre avait non seulement suscité un tollé dans la presse indienne, mais avait effectivement été ressenti comme une humiliation par les militants *dalits* eux-mêmes, pour qui il résonnait comme un violent rappel du stigmate hors des frontières indiennes. Même si telle n'était pas l'intention du journal français, qui visait plus probablement à mettre en évidence le décalage entre l'origine sociale et la fonction, Bapurao Pakhiddey avait aussi raison de souligner que l'invocation de l'intouchabilité conférait à l'article une tonalité exotique et sensationnaliste à caractère commercial. De son point de vue, les Dalit Panthers avaient certes repris le terme « *dalit* » dans leur manifeste, sans toutefois le limiter aux seuls « intouchables », mais au contraire pour le redéfinir comme renvoyant à l'ensemble des opprimés indiens. Le mouvement Dalit Panthers restant confiné aux milieux *dalits*, il constatait avec amertume que le terme « *dalit* » – comme celui de « *harijan* » – avait fini par devenir synonyme d'« intouchable », mais avec une connotation politiquement correcte qui, tout en laissant aux *dalits* le choix d'y recourir, leur permettait d'éviter celui plus explicite d'« intouchable ». Son discours n'était cependant pas exempt de contradictions. Paradoxalement, son livre publié dans une petite maison d'édition ambedkariste en 2001, qu'il m'offrit et me dédicaça à l'issue de l'entretien, est intitulé *The Emancipation of the*

Dalits, not «*Untouchables*»³⁷. Les revirements de cet intellectuel *dalit* illustrent clairement les dilemmes d'un mouvement face à la gestion d'un stigmaté et l'on comprend, à la lecture de l'ouvrage, que le rejet récent du terme «*dalit*» est lié à ses usages contemporains par la société civile internationale, désormais mobilisée sur la question intouchable après l'avoir longtemps ignorée.

En prévision de la conférence internationale de Durban contre le racisme en septembre 2000, une campagne fut orchestrée par un collectif dominé par des ONG occidentales implantées dans les milieux de chrétiens *dalits* d'Inde du Sud, la National Dalit Human Rights Campaign, dont l'objectif était de faire reconnaître, contre l'avis du Gouvernement indien, le fait que la discrimination de caste était équivalente à une discrimination raciale³⁸. Marginalisés dans cette campagne, les milieux ambedkaristes d'Inde du Nord et de la diaspora, partisans des conversions au bouddhisme, ont contesté l'appropriation du terme «*dalit*» par ces ONG chrétiennes, soupçonnées de visées prosélytes concurrentes. Dans son livre, Pakhiddey s'offusque en outre de l'isolement de la question intouchable et de son assimilation à un problème de racisme. Selon lui, la théorie d'Ambedkar considère l'intouchabilité comme une manifestation particulière du problème plus général des castes, de sorte que la question intouchable ne saurait être résolue tant que le phénomène de la caste n'est pas éradiqué dans sa totalité. Ainsi, participant à la commission préparatoire de la conférence mondiale contre la discrimination raciale qui eut lieu à Genève en mai 2000, l'auteur s'oppose à d'autres représentants *dalits* qui, par pragmatisme et pour s'inscrire dans la thématique retenue, soulignent l'aspect racial de l'intouchabilité. L'un d'eux, cité par Pakhiddey, affirma même : «*Nous sommes les intouchables de l'Inde et devons être traités comme les «Intouchables».*»³⁹ Se référant à Ambedkar, Pakhiddey prit la parole au cours de ces débats pour souligner au contraire le caractère idéologique de la société de castes : «*L'intouchabilité est une punition infligée à une certaine masse de gens et pas une caste en soi. Le système de caste ne peut pas être considéré comme s'étant développé en tant que moyen de*

37. Bapurao Pakhiddey, *The emancipation of the Dalits (not «Untouchables»)*, New Delhi: Dr. Ambedkar Mission Foundation, 2001.

38. En raison de la pression du Gouvernement indien, cette demande fut refusée, mais la NDCHR fit une campagne remarquée en marge de la conférence de Durban, qui marque le début d'une collaboration entre organisations *dalits* et ONG occidentales.

39. Bapurao Pakhiddey, *op. cit.*, p. 212.

prévenir le mélange des races ou comme moyen de maintenir la pureté du sang. (...) La caste est une notion, c'est un état d'esprit. (...) C'est un problème religieux qui appelle une solution religieuse.»⁴⁰ Et l'auteur d'insister sur le fait que sa critique globale de la société de castes s'oppose à une conception selon laquelle les *dalits* seraient les seules victimes du système de caste, conception qui d'après lui ressort du rapport de Human Rights Watch intitulé *Broken people* (expression qui constitue une traduction possible de *dalit*) et qui fait désormais référence à propos de la dénonciation de la condition intouchable par la société civile internationale. En affirmant que si «les quatre *varna* sont libres de choisir et de changer leur occupation, les *dalits* ont généralement été confinés aux structures occupationnelles dans lesquels ils sont nés»⁴¹, ce rapport élude la thèse ambedkariste pour qui les dominants n'infligent pas qu'aux *dalits*, mais à la société dans son ensemble, et y compris à eux-mêmes, les effets néfastes de leur idéologie hiérarchique.

Le discours des professionnels occidentaux de la défense des droits de l'homme tendrait ainsi, selon Bapurao Pakhiddey, à représenter les *dalits* comme des victimes reléguées au statut dévalorisant d'objet d'une mobilisation prise en charge par d'autres et de ce fait dépossédées de leur combat. Et ce discours contredirait ainsi l'aspiration des militants à se présenter comme vecteurs d'une croisade morale contre les injustices de caste et à se proclamer hérauts d'une philosophie universelle, en elle-même génératrice d'une certaine fierté. Laisée à l'initiative d'organisations-relais en Occident, la communication de cette campagne internationale véhiculerait en outre une image du *dalit* qui n'obéit plus, dans le contexte indien, à la problématique de l'émancipation. Du reste, le contenu sémantique du terme «*dalit*» se rapproche, dans cette version occidentalisée, du sens charitable que Gandhi avait donné à «*harijan*».

La notoriété du leader historique dans les milieux de la société civile internationale explique probablement aussi le fait que cette campagne ait effacé les traces de la critique effectuée naguère par Ambedkar. Afin de mieux toucher la sensibilité de l'opinion occidentale, les *dalits* sont présentés comme des victimes misérables et vulnérables. Leurs porte-parole, au bénéfice d'une certaine ascen-

40. *Ibid.*, pp. 215-216.

41. Human Rights Watch, *Broken people. Caste violence against India's «Untouchables»*, 1999, p. 25. Ma traduction de l'anglais.

sion sociale mais dont l'idéologie vindicative et la posture relativement agressive cadrent mal avec cette image, sont généralement écartés du tableau. Pakhiddey note ainsi (à propos du rappel des origines «intouchables» du président de la République indienne en visite à l'Élysée), que «dans ce type d'étiquetage, les réussites des *Scheduled Castes* et *Schedules Tribes* (...) dans différents champs, incluant la politique, la culture et les arts, sont totalement ignorés»⁴². Il est d'ailleurs intéressant de noter que la communication des ONG sur la question *dalit* fait la part belle à des photographies de femmes et d'enfants, qui correspondent mieux à l'image recherchée.

Dans l'ensemble, cette campagne publique internationale autour de la cause *dalit* recourt aux ressorts de la victimisation. Pour mieux sensibiliser l'opinion publique occidentale, elle reproduit l'image biblique d'un peuple martyrisé, très opposée à celle (promue par la métaphore fondatrice des panthères *dalits*) de l'opprimé prêt à en découdre pour défendre sa dignité. Alors qu'il exprimait l'émancipation et la révolte, le *dalit* devient, une fois réinterprété à la faveur des stéréotypes misérabilistes de l'Occident, le récipiendaire idéal de l'indignation morale et de la charité, offrant ainsi aux occidentaux les bénéfices symboliques d'un engagement dépouillé de ses dimensions politiques. Après avoir constitué un outil de lutte politique contre la caste, l'usage occidental de l'intouchabilité est ressenti par les acteurs de cette lutte comme une forme de dépossession qui les enferme aux yeux du monde dans une condition détestée.

CONCLUSION

Malgré ses ambiguïtés du point de vue des usages de la caste, ainsi que ses tensions idéologiques croissantes, le mouvement *dalit* reste aujourd'hui la principale force de contestation des inégalités de caste. Borner ce mouvement à une nouvelle forme de «castéisme à rebours» est réducteur. Outre le fait d'importer certains préjugés de la bourgeoisie indienne dans le champ scientifique, cela revient à dénier tout crédit au courant anticaste présent de longue date dans cette société. Il n'y a pas de légitimité du point de vue des sciences sociales à considérer comme insignifiantes les voix dominées

42. Bapurao Pakhiddey, *op. cit.*, p. 224.

du seul fait de leurs contradictions. À l'inverse, on ne saurait se contenter de consacrer les victoires symboliques des *dalits* (comme je l'ai fait en utilisant le terme « dalit » dans cet article) sans prendre acte des contradictions liées aux usages stratégiques d'un stigmaté.

Prenant l'initiative de briser un tabou en énonçant elle-même le stigmaté, la mobilisation des *dalits* a fait le pari de le transformer en un emblème de la violence de caste. Sa prouesse symbolique a consisté, en défiant l'ordre social et symbolique depuis la marge, à fonder une fierté militante sur l'aspect héroïque d'un tel défi. Mais, pour reprendre l'expression de Kanshi Ram, principal promoteur d'une mobilisation politique à la fois *contre* et *par* la caste, l'histoire récente montre que le « double tranchant » de la caste est lui-même à double tranchant. Le dominé qui pensait pouvoir s'en servir pragmatiquement court le risque d'être pris au piège d'un processus symbolique qui lui échappe, dès lors que sa terminologie passe dans l'usage courant. Lorsqu'un terme comme « *dalit* » se vulgarise, c'est qu'une bataille sémantique a été remportée. Mais l'exemple des *dalits* montre qu'en parvenant à imposer une problématique dans l'espace public, le groupe mobilisé risque également de s'en trouver dessaisi et de la voir dénaturée, notamment lorsque des porte-parole extérieurs à la mobilisation s'approprient la cause politique pour la retraduire en termes « humanitaires » : le groupe stigmatisé perd le bénéfice symbolique de son initiative contestataire pour se retrouver de nouveau simplement réduit à un statut dévalorisant de victime.

Comme l'illustre le fait que certains ambedkaristes rejettent désormais cette identité *dalit*, préférant être désignés comme bouddhistes, l'opération symbolique consistant à manier un stigmaté comporte d'autant plus de risques que ces groupes restent dépourvus du pouvoir symbolique d'imposer *leur* vision du monde social en dehors de leurs propres cercles politiques et idéologiques. Pour reprendre les termes de Bourdieu, les luttes symboliques des dominés courent ainsi le risque de s'en tenir aux « divisions » objectivées par leurs luttes, et de perdre en chemin les « visions » qui ont pour objectif de transformer le monde. Plus exactement, le risque est que les catégories militantes, une fois réinvesties par le sens commun, perdent leur potentiel subversif en étant jugulées par la force d'inertie de la pensée dominante et de ses préjugés.

COMMÉMORATION OU INVENTION DE LA TRADITION

LES RESSORTS MÉMORIELS DE L'IDENTIFICATION PARTISANE
DANS L'EXTRÊME DROITE ITALIENNE

STÉPHANIE DECHEZELLES

L'intention du présent article est d'apporter un éclairage sur les processus d'identification partisane, en postulant l'importance de l'analyse des conditions d'appropriation ou d'intériorisation de références et de symboles par les militants, comme gages d'une homogénéisation et d'une conformation – même minimale – au collectif. Les travaux portant sur l'action collective mettent de plus en plus l'accent sur le rôle des identités, comme cause (raison) et causes (combats) des engagements¹. Mot fourre-tout, mot-valise, l'identité contient sans doute toutefois plus de pièges qu'elle ne résout de problèmes, à plus forte raison lorsqu'elle est investie par des discours plurivoques et des acteurs différemment situés dans l'espace social. Il est ainsi notoire qu'aussi bien les acteurs académiques que médiatiques, politiques et militants fassent usage de manière routinisée d'un même vocable qui cristallise autant d'enjeux de revendication et de labellisation². À l'essentialisme ou à l'instrumentalisation du terme *identité*, il nous semble donc préférable d'opposer la dimension socialement construite de l'*identification*, tout en lui reconnaissant des effets sur les croyances et actions des acteurs³. L'identification partisane ici étudiée sera alors entendue comme un ensemble de dispositifs et de références collectivement construits, mis en œuvre par les partis ou les organisations partisans, et visant à provoquer un processus d'attachement, d'assimilation et d'appropriation par ses membres militants.

1. Lilian Mathieu, *Comment lutter? Sociologie et mouvements sociaux*, Paris: Textuel, 2004.

2. Claude Dubar, *La crise des identités*, Paris: PUF, 2001, p. 111.

3. Rogers Brubaker, «Au-delà de l'identité», *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 139, 2001, pp. 66-85; Martina Avanza, Gilles Laferté, «Dépasser la «construction des identités»? Identification, image sociale, appartenance», *Genèses*, N° 61, 2005, pp. 134-152.

Certes catégorique, l'invitation du sociologue italien Alessandro Pizzorno à analyser l'activité politique en substituant «à une logique de l'utilité une logique de l'identification»⁴, présente l'avantage de mettre le doigt sur une dimension pourtant essentielle du militantisme: le travail de construction et d'imposition de matrices collectives à même de servir de *dispositifs d'identification* et destinées à servir de supports à des processus d'homogénéisation collective au sein d'une organisation socialement, culturellement, géographiquement plurielle. Or, on peut regretter que l'approche par les *processus d'identification* et les usages sociaux des identités politiques soit (trop) peu utilisée dans les travaux sur les partis. Malgré tout le bénéfice d'une étude attentive des modes d'homogénéisation internes aux partis, ce sont le plus souvent les partis communistes qui ont été redevables d'une telle approche⁵, notamment pour comprendre le passage du surinvestissement militant au désengagement progressif⁶.

Or, même une fois admis que ces dispositifs et ces références ne sauraient être des ensembles ni homogènes ni déliés des luttes internes pour leur définition et contrôle⁷, il convient de s'attacher à ce qui fait sens et groupe dans les partis politiques. Loin de n'être que des pourvoyeurs de candidats ou de programmes politiques, les partis constituent aussi «des ateliers d'identités et d'imaginaires collectifs», qui proposent chacun un «récit identitaire», c'est-à-dire «une trame de sens, un réseau dense de représentations et d'intrigues, de normes et de valeurs, de codes symboliques et de signes naturalisés»⁸ que leurs membres sont appelés à s'approprier.

4. Alessandro Pizzorno, «Sur la rationalité du choix démocratique», in Pierre Birnbaum, Jean Leca (dir.), *Sur l'individualisme*, Paris: Presses de la FNSP, 1986, pp. 330-369, pp. 365-366.

5. David Kertzer, *Politics and Symbols: the Italian Communist Party and the Fall of Communism*, New Haven: Yale University Press, 1996; Julian Misch, *Structuration et désagrégation du communisme français 1920-2002. Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, thèse de science politique, EHESS, 2002; Nathalie Ethuin, «De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990)», *Politix*, N° 63, 2003, pp. 145-168. Pour une exception sur les extrêmes droites: Daniel Bizeul, *Avec ceux du FN. Un sociologue au Front national*, Paris: La Découverte, 2003.

6. Voir notamment Bernard Pudal, «Gérard Belloin, de l'engagement communiste à l'auto-analyse», in Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris: Belin, 2005, pp. 155-170; Catherine Leclercq, «Raisons de sortir». Les militants du parti communiste français», in Olivier Fillieule, 2005, *op. cit.*, pp. 131-153.

7. Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris: PUF, 1997.

8. Michel Hastings, «Partis politiques et administration du sens», in Dominique Andolfatto, Fabienne Greffet, Laurent Olivier (dir.), *Les partis politiques. Quelles perspectives?*, Paris: L'Harmattan, 2001, pp. 21-36, pp. 22-23 en particulier. Voir aussi: Frédéric Sawicki, «Les partis politiques comme entreprises culturelles», in Daniel Cefaï (dir.), *Cultures politiques*, Paris: PUF, 2001, pp. 191-211.

Chaque récit identitaire précise et codifie ce qui est juste et injuste, bon et mauvais, interne et externe, ordonné et désordonné, élevé et petit, relatif et absolu. Les membres du groupe disposent alors de critères explicites inclusifs et exclusifs d'identification⁹, qu'ils sont ensuite (plus ou moins) libres de valider (*loyalty*), de contester (*voice*), voire de rejeter (*exit*). En effet, l'usage du terme *identification* suggère que ces différentes dimensions du processus n'occulent pas la possibilité d'une réversibilité (la désidentification) et sont susceptibles de varier selon une échelle d'intensité (une identification plus ou moins forte). On posera alors l'hypothèse de travail que l'analyse des manières et évolutions dont un parti constitue son récit mémoriel, ainsi que la compréhension de ses conditions sociales de réception et d'appropriation complètent les travaux existant sur les modes d'entrée dans les carrières militantes.

Parmi les principaux éléments servant de support aux dispositifs d'identification partisane figurent la question des origines et des ancêtres, les références temporelles, les lectures de l'histoire (passée et à venir)¹⁰. Ils forment tous ce qu'on peut appeler un «*légendaire partisan*» qui alimente l'univers militant de héros, d'événements à commémorer, de faits à exhumer ou à inhumer, d'ancêtres glorieux à célébrer, etc. Ils permettent d'homogénéiser les représentations individuelles en une «*mémoire collective*»¹¹ et d'unifier des expériences disparates autour d'un même combat. Elles ne sont pas arbitrairement choisies mais proviennent plutôt d'une sélection cumulative et d'un travail de naturalisation de souvenirs et d'oublis, de mensonges et de silences, de particularités locales, du type de leadership, etc. Tous ces contenus mémoriels revêtent une plus ou moins grande importance en fonction des organisations. Dans le cadre de cet article, c'est l'arrivée au pouvoir en Italie au printemps 2001 de formations classées à l'«*extrême droite*» (Alleanza nazionale et la Lega Nord) et de matrices idéologiques profondément différentes qui nous a offert l'occasion de tester la validité d'une approche par les cultures militantes¹².

9. Luc Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris: Minuit, 1982, p. 257.

10. John Coakley, «Mobilizing the past: nationalist images of History», *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 10, N° 4, 2004, pp. 531-560.

11. Marie-Claire Lavabre, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris: Presses de la FNSP, 1994.

12. Les résultats de cette enquête sont consignés dans Stéphanie Dechezelles, *Comment peut-on être militant? Sociologie des cultures politiques et des (dés)engagements. Les jeunes militants d'Alleanza nazionale, Lega Nord et Forza Italia face au pouvoir*, thèse de science politique, Sciences Po Bordeaux, 2006.

Alleanza nazionale (AN) est l'héritière du Movimento sociale italiano (MSI), lui-même constitué dès 1946 par d'anciens cadres de la République sociale italienne (régime fantoche aux mains des nazis pour le nord de la Péninsule de 1943 à 1945) prônant un retour aux sources national-révolutionnaires du fascisme, mais dont un certain nombre de positions idéologiques ont été abandonnées lors du congrès fondateur de Fiuggi (1995)¹³. La Lega Nord (LN) est une fédération de ligues régionales apparues dans le nord du pays au cours des années 1980, qui se distingue par la mutabilité de ses positions (du régionalisme à l'indépendantisme puis au fédéralisme à l'écossaise) et par la radicalité des discours de son leader Umberto Bossi et de ses membres (xénophobie, rejet de l'islam, homophobie...). Coalisées et menées par Silvio Berlusconi, ces organisations restent au pouvoir toute une législature (de mai 2001 à avril 2006) pour la première fois dans l'histoire de la République italienne¹⁴. Or, si les travaux de sciences sociales se sont penchés sur les raisons du succès électoral de la coalition menée par Berlusconi en 2001, les organisations partisans qui la composent demeurent largement des «boîtes noires». Les bonnes raisons de s'identifier à ces partis et d'en devenir militant ont donc été largement occultées. Plus spécifiquement, la population constituée par leurs jeunes militants (15-30 ans) est très peu étudiée. Pour cette raison et pour d'autres (les jeunes se trouvent plus que les «adultes» dans des situations d'indétermination statutaire; ils entretiennent à l'égard du politique un rapport fragile de désenchantement/engouement¹⁵), étudier ceux qui, parmi eux, s'engagent et militent *malgré tout* semble à même d'apporter un éclairage heuristique sur ce qui se joue/se noue dans l'engagement et l'identification à un parti politique. Pour mener à bien ce projet, une

13. La question de la classification exacte d'Alleanza nazionale est régulièrement posée. Le leader, Gianfranco Fini, opère depuis le milieu des années 1990 un recentrage de son parti vers des positions plus conservatrices que d'inspiration fasciste, ce qui a notamment permis au parti de gagner en crédibilité et en succès électoraux. Néanmoins, une partie de l'organisation – dont les jeunes – entérinent du bout des lèvres certaines positions du secrétaire national et la formation idéologique des militants reste fortement ancrée dans la «tradition» néofasciste. Certains travaux ont par ailleurs montré l'orientation national-révolutionnaire de bon nombre de jeunes cadres et élus d'Alleanza nazionale: Piero Ignazi, «La force des racines. La culture politique du Mouvement social italien au seuil du gouvernement», *Revue française de science politique*, N° 6, vol. 44, 1994, pp. 1014-1033 et Roberto Chiarini, Marco Maraffi (dir.), *La destra allo specchio. La cultura politica di Alleanza nazionale*, Venise: Marsilio, 2001.

14. Une précédente alliance s'était révélée payante en mars 1994 mais le premier gouvernement Berlusconi s'effondrait au bout de neuf mois, à la suite de deux motions de censure votées, entre autres, par les parlementaires de la Lega Nord.

15. Anne Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, Paris: Presses de Sciences Po, 2001.

campagne d'enquêtes a été menée pendant le second gouvernement Berlusconi auprès de jeunes militants des organisations de jeunesse (Azione giovani pour AN et Movimento giovani padani pour la LN)¹⁶, dans deux régions septentrionales façonnées par une histoire et une politique locale singulières: la Vénétie «blanche» (marquée par la Démocratie chrétienne) d'une part et l'Émilie-Romagne «rouge» (dominée par le Parti communiste italien) d'autre part.

Si les organisations de jeunesse d'AN et de la LN se caractérisent par des dispositifs et des récits identitaires différents, les dynamiques des processus d'identification apparaissent quant à elles similaires. En effet, l'analyse comparée des documents des organisations et des récits d'engagement de jeunes militants suggère que ce mécanisme identificatoire repose non seulement sur l'appropriation collective de récits mémoriels partisans, mais aussi sur le partage préalable d'une socialisation et de trajectoires familiales semblables, qui prédisposent à un mode spécifique d'intériorisation et de valorisation de ces mêmes récits. C'est donc l'articulation des deux éléments qui permet et actualise l'identification partisane. Comprendre cette articulation implique que l'on ne peut se contenter d'un simple inventaire des causes mémorielles défendues par les organisations partisanses mais qu'il faut saisir aussi la manière dont les jeunes militants les relaient et les défendent. C'est pourquoi, outre la revue des principaux combats mémoriels servant de supports à l'identification partisane, il conviendra de se pencher sur les conditions et mécanismes présidant à l'appropriation militante de références qui font écho à une expérience biographique familiale. En définitive, il s'agira de montrer à quel point le récit identitaire construit par l'organisation s'articule à partir des histoires intimes en leur procurant un cadre de fixation et d'expression.

LA CONSTRUCTION DE CAUSES MÉMORIELLES COMME DISPOSITIFS D'IDENTIFICATION

Chaque organisation construit un groupe fictif auquel il assigne la défense de causes qu'il considère comme fondamentales. De

16. En 2001 et 2002, une trentaine d'entretiens semi-directifs approfondis pour chacune des deux organisations partisanses de jeunesse, soit 60 en tout, ont été réalisés. À ce corpus s'ajoutent de multiples documents militants juvéniles de nature différente (affiches, tracts, fanzines, sites internet) recueillis de 2000 à 2006, ainsi que des sessions d'observation directe.

véritables combats mémoriels sont ainsi érigés en luttes politiques. Ces combats sont les vecteurs d'une identification collective en permettant aux membres du groupe de se reconnaître des affinités et des objectifs communs, et de s'agréger autour de luttes identitaires fortes, chaque organisation défendant jalousement ses combats mémoriels.

ALLEANZA NAZIONALE: L'IDENTIFICATION PARTISANE PAR LA MÉMOIRE PARTAGÉE

Au sein d'Azione giovani, l'organisation de jeunesse d'AN, la période faisant l'objet des plus importants investissements militants se situe chronologiquement entre le régime fasciste et les Années de Plomb. Les modes d'action qu'adopte l'organisation en vue de défendre ses causes mémorielles sont multiples et cycliquement répétés. Dès leur entrée dans le groupe, les jeunes militants sont soumis à un apprentissage culturel de type célébratif. N'étant pas conçues comme des activités strictement internes, les multiples cérémonies du souvenir ou commémorations auxquelles ceux-ci sont appelés à participer scandent les actions du groupe en les rappelant périodiquement à leur impératif devoir de mémoire. Parmi les commémorations les plus importantes, on trouve celles dédiées aux *infoibati* de la zone frontalière nord-orientale avec l'ex-Yougoslavie. Il s'agit pour l'organisation de dénoncer la mort de civils italiens dont serait directement coupable l'armée de Tito dans les territoires occupés par Benito Mussolini (Istrie, ville de Fiume, îles du Quarnaro et côtes de Dalmatie)¹⁷. Sont alors utilisés à des fins militantes les faits particulièrement troubles relevés durant la période de la fin du conflit: des milliers de civils, hommes et femmes, enfants et vieillards, bien portants et invalides sont précipités, pour beaucoup vivants, menottés et alourdis de pierres, dans des gouffres naturels (*foibe*) formés par l'érosion de la roche d'origine karstique qui caractérise cette zone géographique. Outre la diffusion de documents à visée pédagogique, l'organisation

17. À partir du 25 juillet 1943, fin du régime fasciste, ces territoires passent sous contrôle allemand et de nombreux groupes de résistants se constituent. Les plus nombreux et structurés sont les garibaldiens communistes italiens et les communistes slaves, qui combattent ensemble à partir de 1944. L'arrivée de troupes cosaques, caucasiennes, turkmènes et allemandes d'un côté, anglaises, américaines et russes de l'autre, puis l'effondrement du régime nazi, rendent la zone très difficile à gérer. Du 1^{er} au 3 mai 1945, les troupes yougoslaves entrent dans Trieste, Gorizia et Fiume, et entament une vaste opération de déportation et d'exécution de milliers d'Italiens.

convie ses membres à des cérémonies commémoratives, en particulier celle qui a lieu tous les ans à Trévise le 10 février (institué Jour du souvenir par une loi de mars 2004) en mémoire de ces « victimes des *foibe* », afin de polariser l'attention sur la « cruauté » de ceux que les adversaires du parti persistent à considérer comme les « libérateurs » du joug nazi. De manière générale, les jeunes militants d'AN sont socialisés et appelés à perpétuer un discours de remise en cause de la vision héroïque des *Partigiani*, construite selon eux par l'historiographie communiste, et tendant à occulter les crimes dont ces derniers se seraient rendus coupables sous couvert de vouloir s'opposer aux dictatures nazie et fasciste. Les jeunes d'Azione giovani estiment donc avoir pour devoir de mettre au jour ces « mensonges » et de promouvoir une politique mémorielle dite de « pacification nationale », en établissant une équivalence morale entre les morts des deux « camps »¹⁸.

D'autres événements sont l'objet d'activités militantes commémoratives destinées à servir de dispositifs d'identification par les valeurs censées en émerger (courage, abnégation, sacrifice). C'est par exemple le cas des membres du régiment de parachutistes Folgore de l'Afrika Korps de Rommel qui affronta lors de la bataille d'El Alamein (du 23 au 29 octobre 1942), la 8^e armée alliée de Montgomery. Ayant entraîné le « sacrifice inutile » des troupes italo-allemandes, cet épisode de la Seconde Guerre mondiale est propice à la construction d'un discours à forte charge émotionnelle qui doit exalter la gloire dont se seraient couverts ces héros¹⁹. Transposés dans le monde contemporain, ces jeunes combattants parachutistes sont invoqués dans les documents destinés aux jeunes militants pour leur servir d'exemples²⁰. Cette action de panthéonisation de Grands Hommes du fascisme auxquels sont exhortés à s'identifier les jeunes militants ne concernent pas uniquement les hommes de Rommel mais tous ceux qu'ils s'assignent à imiter : des idéologues ou politiques fascistes (Mussolini,

18. « XXV avril 1945 – XXV avril 2005. Après 60 ans, La haine ça suffit! Signe toi aussi pour la pacification nationale. Souvenir des morts des deux côtés. Programmation d'initiatives culturelles pour approfondir le thème de la Guerre civile. Création d'un monument pour les morts de la RSI ou inscription des noms sur les monuments déjà existants », tract AG, 2005.

19. Sur le rôle des dispositifs émotionnels dans l'engagement des jeunes militants de l'« extrême droite » italienne, voir Stéphanie Dechezelles, « Héritiers fascistes et orphelins padans en Italie », in Christophe Traïni (dir.), *Émotions... Mobilisation!*, Paris: Presses de Sciences Po, 2009, pp. 217-235.

20. « 60^e anniversario della battaglia di El Alamein, 1942-2002 », tract AG, 2002; « El Alamein: Eroi...? Forse, ma senza bandiera », tract AG, 2002.

Codreanu, Primo de Rivera, Degrelle, Brasillach) ou l'ancien secrétaire du MSI, Giorgio Almirante. Parmi les personnages auréolés d'une certaine gloire auxquels les jeunes sont incités à rendre un vibrant hommage figure le juge sicilien antimafia Paolo Borsellino, mort dans un attentat à l'explosif en 1993. Ainsi, à l'occasion du 10^e anniversaire de sa mort, des documents rappelant sa vie et son combat sont l'objet de publications internes²¹. Sa vie et son courage sont érigés en modèles à suivre. Au-delà de l'exemplarité du combat de ce magistrat, c'est en particulier en raison de ses liens avec le MSI qu'il est glorifié²². Ainsi, outre la forte légitimité dont bénéficie la lutte antimafia, c'est aussi les liens forts qu'entretenait Paolo Borsellino avec le parti qui expliquent sa forte présence dans la formation et la propagande des jeunes d'AN²³.

L'évocation du souvenir ou l'organisation de conférences au cours desquelles sont produits les récits héroïques d'ainés, qu'ils aient une expérience du fascisme ou de la République sociale, ou bien qu'ils aient connu l'époque des combats de rue fréquents avec des militants membres du Parti communiste italien ou de groupes d'«extrême gauche» au cours des années 1970-1980 font partie intégrante des ressources qui renforcent, par la désignation d'adversaires abjects, l'identification des jeunes à l'idéologie d'Azione giovani. Dans ce cadre, le répertoire le plus couramment utilisé consiste à dresser des listes de jeunes de l'organisation antérieure, le Fronte della gioventù, en les présentant comme des «martyrs», tombés sous les coups de leurs ennemis politiques. Ces listes sont ensuite régulièrement diffusées par les sections et servent à raviver sans cesse la flamme de la cause politique, en exhortant les jeunes à imiter ceux qui les ont précédés. Au-delà de l'incantation mémorative, de tels comptages funèbres appuient souvent aussi des revendications locales cherchant à obtenir que soit donné à des rues ou à des places le nom de l'un ou de plusieurs de ces morts²⁴. Ces demandes visent une monumentalisation politique et une

21. *Antimafia: una rivoluzione culturale da destra*, dossier Ag, 2004; «Paolo Borsellino, una fiaccola accesa nel buio della notte», *Quaderno di formazione politica*, document Ag, 2004.

22. Et plus encore avec son organisation étudiante, le Fronte universitario azione nazionale, auquel il s'inscrit en 1959 dès son entrée à la faculté de Droit et pour lequel il est élu représentant étudiant.

23. Par opposition, on note l'absence de documents sur d'autres fonctionnaires victimes de la mafia (les juges Giovanni Falcone et Rocco Chinnici, ou le commissaire Beppe Montana).

24. Sergio Raffaelli, «Les noms de rue», in Mario Isnenghi (dir.), *L'Italie par elle-même. Lieux de mémoire italiens de 1848 à nos jours*, Paris: Éditions Rue d'Ulm, 2006, pp. 125-154.

mise en mémoire de lieux investis émotionnellement par et pour le groupe qui permettent de circonscrire des espaces de recueillement collectif²⁵.

Au sein de l'organisation de jeunesse d'AN, plus que dans le parti lui-même, un grand nombre des activités militantes ont pour objectif de raviver une mémoire politique. Le ressort de l'identification y repose sur l'obligation morale d'assurer la continuité et la perpétuation intergénérationnelle. Les principales activités militantes juvéniles sont donc orientées vers la révérence collective. Les jeunes militants sont ainsi incités à pratiquer un militantisme du souvenir hypertrophique qui implique la célébration continue d'une époque glorieuse révolue et de héros magnifiés auxquels ils sont appelés à s'identifier. Si le processus encourageant à l'identification à des héros ou à un âge d'or se retrouve également chez les jeunes militants de la LN, les supports diffèrent beaucoup.

LEGA NORD :

L'IDENTIFICATION PAR L'INVENTION DE LA TRADITION PADANE

La LN se distingue dans le paysage partisan italien par son entreprise de construction d'un État-nation indépendant inédit, regroupant les régions septentrionales sur la base d'une supposée origine ethnique différente des populations du Sud. Aux Romains, Étrusques, Grecs ou Albanais méridionaux s'opposeraient donc les Lombards et Vénètes d'origine celte. Au sein de la LN, le passé fait en effet l'objet d'un très important effort d'« invention de la tradition »²⁶ visant à prouver la « réalité » de la Padanie, région traversée par le Pô, et la « vérité » sur les racines des peuples padans²⁷. Cette construction vise à expliquer les différences entre un Sud mafieux et arriéré et un Nord riche et travailleur pour, *in fine*, apporter une caution supposément scientifique afin de légitimer les revendications autonomistes du parti. Ainsi, malgré la ténuité des éléments sur lesquels ils fondent leurs origines, les jeunes militants de la LN investissent beaucoup dans un double travail de construction

25. Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, Paris : Gallimard, 1993.

26. Eric Hobsbawm, Thomas Ranger (éds), *The Invention of Tradition*, Cambridge : Cambridge University Press, 1993.

27. L'historiographe de la Padanie à la Lega Nord est Gilberto Oneto dont les principales publications d'invention historique sont *L'invenzione della Padania. La rinascita della comunità più antica d'Europa*, Bergame : Foedus Editore, 1997 et sa revue bimestrielle fondée en 1995, *Quaderni padani*.

d'une *uchronie* padane et d'un récit imaginaire de l'organisation²⁸. Les moyens utilisés par l'organisation de jeunesse de la LN ne diffèrent pas tant de ceux mis en œuvre par le parti lui-même sur le fond mais surtout sur la forme et l'intensité. En effet, alors que la période d'intense invention padaniste par le parti «adulte» s'étiole à partir de la seconde moitié des années 1990, ce sont les jeunes qui reprennent le flambeau. Cette entreprise aboutit certes à un récit valorisant pour les jeunes, mais elle constitue aussi un moyen d'attirer de nouveaux soutiens en retraduisant, dans des termes alternatifs en Italie, les slogans antiméridionaux ou xénophobes. Les jeunes léghistes investissent une symbolique, une iconographie, mais aussi une sociabilité militante liées à la chevalerie ou dérivée d'une certaine «celtitude mania» (tournois, fêtes, concerts, défilés en costumes, jeux de rôle...). Ces activités sont d'autant plus importantes chez les jeunes de la LN que les responsables sont convaincus que c'est par des événements à première vue non politiques qu'ils pourront gagner la sympathie de jeunes que la politique rebute. William Wallace, héros de *Braveheart* (Mel Gibson, 1995) – film préféré d'Umberto Bossi – mais surtout chef de guerre écossais opposé au roi anglais Edward I^{er} est l'objet de multiples usages. La superproduction hollywoodienne (ses kilts, ses tatouages et ses maquillages guerriers) nourrit abondamment l'iconographie du site web, des affiches et des tracts des *Giovani padani*.

Tandis que les principaux partis de la République italienne, de 1946 à aujourd'hui, se positionnent, de manière contrastée mais continue, par rapport au régime fasciste et à la Résistance (laïque ou religieuse, communiste, socialiste ou démocrate-chrétienne), la LN et son organisation de jeunesse introduisent des références identitaires différentes. Ainsi, en faisant appel aux «barbares» et non aux Romains, et en occultant le régime de Benito Mussolini, elles substituent à la romanité positive dans l'histoire italienne ainsi qu'au clivage antifascisme/anticommunisme un récit identitaire alternatif. Les faits historiques, la «grandeur de Rome», qui sont ordinairement l'objet de fierté sont ici décrits de manière à susciter le ressentiment, l'aversion, le mépris, l'hostilité. Au-delà

28. C'est par exemple la rédaction collective d'un «roman» au style chevaleresque et fantastique, chargé d'évoquer de façon légendaire les plus grandes étapes de la constitution du *Movimento giovani padani*: Massimiliano Capitanio (dir.), *Tutto nasce all'improvviso, non certo per caso*, 2003.

du renversement de cette perspective normalisée, le récit proposé par le parti léghiste et son organisation de jeunesse est composite dans ses références historiques, des populations celtes aux cités-États médiévales, mais aussi dans le message appelant à l'identification des individus. En effet, ce dernier est ambivalent : il peut être valorisant lorsqu'il est fait appel aux Communes libres résistant à l'empereur Frédéric I^{er} de Hohenstaufen (dit « Barbe-rousse ») au XII^e siècle²⁹, mais aussi compassionnel lorsque évoquées les injustices qu'auraient supportées les peuples non romains du nord de la Péninsule sous domination romaine. L'usage d'un registre victimaire par les léghistes est ainsi censé permettre à ceux qui s'estiment être des « perdants de l'histoire » d'y puiser les sources d'une identification positive. C'est ainsi que les documents visant à rendre publiques les causes du parti comme ceux destinés à la formation militante insistent sur la colonisation et l'exploitation subies depuis la Rome antique jusqu'à la Rome républicaine d'aujourd'hui par les honnêtes et frustrés populations celtes et protovénètes installées depuis les âges du Bronze et du Fer dans la plaine fertile du Pô.

Les Padans se distingueraient par ailleurs de leurs voisins méridionaux par une ancestrale tradition du travail (caractérisée par la *voglia di lavorare*, cette ardeur au travail qui leur serait propre), ainsi que par l'influence du calvinisme nord-européen qui aurait pénétré la Péninsule par les liens commerciaux et culturels entre les pays germaniques et les régions septentrionales italiennes. Les florissantes cités-États du Nord et la Sérénissime République de Venise sont instrumentalisées comme témoignages que le Nord a depuis longtemps fait la preuve de sa supériorité économique. Des rencontres sont organisées autour de l'histoire de la Cité des Doges où interviennent des élus locaux et des responsables d'associations culturelles. Un livret, présentant l'ordre institutionnel et administratif de la République de Venise, a été conçu et édité par le mouvement juvénile de la LN-Vénétie pour l'anniversaire de la fin du régime des Doges (1797)³⁰. Enfin, un travail de réécriture du processus par lequel l'État vénitien a été intégré – de force, selon les

29. Le nom du parti s'inspire directement du nom officiel de l'union des communes libres de Lombardie et de la province véronaise autour de Milan en mai 1167 contre les vellétés dominatrices de l'empereur germanique.

30. « La Serenissima Repubblica Veneta. 697-1797 », Movimento giovanile della LN – Liga veneta, 1997.

jeunes léghistes – au royaume italien par les « *plebisciti farsa* » (les plébiscites de comédie) qui lui sont liés a été entamé. Tandis que l'Italie est décrite comme un accident de l'histoire, la Padanie est présentée comme une évidence et une nation éternelle dont la naissance se perd dans les siècles. La Padanie sert donc de support à l'invention d'un âge et d'un eldorado perdus, utilisés pour susciter des soutiens.

Les jeunes léghistes trouvent dans ces origines rêvées la justification de leurs revendications, en particulier l'indépendance de la Padanie dont la richesse actuelle serait le produit des différences ethniques entre peuples du Nord et peuples du Sud, différences qui – selon eux – produiraient leurs effets dans le domaine économique et social. L'indépendance de la Padanie est alors présentée comme un dû et non comme un épiphénomène folklorique. Ainsi, malgré les flottements temporels et les licences avec l'histoire des récits des organisations léghistes, le fil rouge d'une supposée soif de liberté et d'indépendance des peuples du Nord apparaît nettement. Les Padans se caractériseraient par leur combat incessant contre l'oppresseur centralisateur et les victimes d'un processus unitaire inachevé, en s'appuyant par exemple sur les travaux de sciences sociales dont ils détournent l'objectif initial pour en faire des ressources légitimatrices³¹. S'estimant injustement traités de « riches égoïstes » pour leur antiméridionalisme et leur xénophobie, ils cherchent à renverser le stigmatisme en arguant qu'ils s'érigent contre l'occupation abusive des terres de leurs ancêtres et l'oppression économique pluriséculaire dont ils seraient victimes. Les léghistes ne seraient ainsi pas ceux qui refusent la redistribution des richesses vers les zones les moins développées, mais au contraire les justes et hospitaliers padans qui ne cherchent qu'à protéger leurs spécificités culturelles au même titre que les « nations » basque, irlandaise ou catalane.

Dans les deux organisations, la production et la diffusion d'un récit mémoriel permettent d'établir des liens avec des ancêtres idéalisés. Ce tissage d'un fil mémoriel entre des ancêtres glorieux et

31. Pour légitimer leurs thèses, les léghistes utilisent le livre (discuté) dirigé par Robert Putnam, *La tradizione civica nelle regioni italiane*, sorti en 1993 lorsque la LN est en pleine ascension électorale. Selon Putnam et son équipe, la réforme institutionnelle des années 1970-1980 aurait plus réussi dans le Nord du pays car, depuis le Moyen Âge, s'opposent deux cultures pérennes, l'une solidaire et civique au nord et l'autre, amoraliste et individualiste au sud. Voir le travail de Michel Huyseume, *Modernità et secessione. Le scienze sociali e il discorso della Lega Nord*, Rome: Carocci, 2004.

les militants du temps présent repose sur l'imposition par les organisations d'un impératif devoir de mémoire. Comprendre dans quelles conditions ces combats mémoriels sont appropriés par les jeunes militants implique de saisir les conditions qui président à la réception de ces dispositifs d'identification. Il convient pour ce faire de relever dans quelle mesure les mémoires édifiées au sein des institutions partisans sont d'autant plus facilement appropriées par les uns et les autres qu'elles recouvrent les expériences qui ont marqué les trajectoires des individus et de leur famille.

L'ARTICULATION ENTRE MÉMOIRE MILITANTE ET MÉMOIRE FAMILIALE COMME PROCESSUS D'IDENTIFICATION

Les dispositifs d'identification produits par les organisations partisans ne s'imposent pas comme des cadres de manière abstraite et surplombante. Construits par des acteurs mobilisés, ils entrent également au contact d'individus socialement inscrits dans plusieurs espaces et biographiquement différents. C'est au point de jonction entre dispositifs et trajectoires individuelles que se jouent les processus d'identification.

ALLEANZA NAZIONALE: LA POLITIQUE EN HÉRITAGE

À AN, la culture partisane fonctionne sur la *réactivation* et la commémoration permanente de souvenirs et de modèles politiques passés, auxquels les jeunes sont exhortés à s'identifier. La spécificité dans ce parti est que les jeunes militants établissent des liens très forts entre ces grands hommes et leurs propres ascendants: tous également courageux, tous également admirables. Du parti à la famille, la transmission et l'identification se renforcent l'une l'autre. L'éducation par les « anciens », militants ou parents, est primordiale dans les deux cas, car c'est par elle que perdure la tradition³². La transmission d'une « tradition familiale »³³ et la transmission d'une tradition partisane s'interpénètrent par le fait que beaucoup de grands-parents et de parents des jeunes militants

32. Francesco Germinario, *Da Salò al governo. Immaginario e cultura politica della destra italiana*, Turin: Bollati Boringhieri, 2005.

33. Anne Muxel, Annick Percheron, «Histoires politiques de famille: premières illustrations», *Life Stories/Récits de vie*, N° 4, 1988, pp. 59-73; Annick Percheron, «Socialisation et tradition: transmission et invention du politique», *Pouvoirs*, N° 42, 1987, pp. 43-51.

d'AN se sont eux-mêmes souvent engagés en politique par le passé et qu'ils ont transmis cette expérience politique et/ou militante à leurs descendants au travers de récits biographiques. Benito (Forlì-Cesena) explique ses ascendances fascistes et les souvenirs d'enfance qu'il associe à l'engagement de son père dans le MSI: «Je me suis approché du parti parce que j'ai une tradition de famille [...]. Je me souviens que quand j'étais petit, à 6 ou 7 ans, avant que mes parents ne se séparent, mon père m'emmenait au MSI pour les Épiphanies fascistes. Ce sont des petits souvenirs, des flashes que j'ai. Je me souviens des sacs pleins de jouets et de la flamme [emblème] du MSI. Et puis je me souviens aussi de certains personnages liés au parti parce que, de temps en temps, mon père m'emmenait avec lui et me les présentait.» De la même façon, Enrico (Forlì-Cesena) précise que son grand-père fasciste avait participé à des chantiers dans l'Afrique orientale italienne d'alors en Éthiopie et que l'orientation politique est «une chose qui s'est transmise de père en fils, de génération en génération». Le processus d'identification au parti fonctionne donc ici par une indexation de l'histoire familiale sur l'histoire nationale, et inversement. Dès lors, faire l'éloge du fascisme ou du MSI répond à celui qui est rendu aux membres de sa famille et réciproquement.

La culture mémorielle au sein d'Azione giovani est donc marquée par la transmission d'un héritage censé se réactiver à chaque génération. Le jeune militant d'AN est alors appelé à raviver et à revivre de manière palingénésique l'engagement de ses aînés familiaux et partisans. Que ce soit dans l'organisation ou dans le cercle des proches, la politique est avant tout présentée et vécue comme une «affaire de famille» que les jeunes sont chargés de transmettre à leur tour. De véritables dynasties militantes au sein des familles des jeunes d'AN fournissent à ces derniers des personnages intimes auxquels s'identifier. Podestats (les maires nommés) sous le Fascisme, militants du MSI ou du Fronte della gioventù après la Libération, nombreux sont les proches parents des jeunes interviewés qui constituent de véritables héros politiques que les jeunes admirent et cherchent à imiter. Alessandro (ex-AN, Forlì-Cesena) est également fier de pouvoir dire: «Ma famille aurait été qualifiée il y a cinquante ans de famille fasciste. Mon arrière-grand-père a été dirigeant du Parti fasciste, mon grand-père a fait de la politique avec le Movimento sociale, mon père aussi et moi, pendant quelques années j'ai été dans le MSI [...]. L'un de mes arrière-grands-pères

a suivi Garibaldi [...]. Mes aïeux étaient les seigneurs de Bertinoro [...] ils sont évoqués dans le quatorzième Chant du Purgatoire de Dante.» Fille d'un militant du MSI et d'une mère inscrite à AN, sœur d'une militante d'Azione giovani, Elena (Vicence) est aussi petite-fille et petite-nièce de volontaires dans la guerre d'Espagne aux côtés des franquistes. Elle évoque longuement l'engagement passé de sa famille et notamment de son arrière-grand-oncle Constantin, décoré de la « médaille d'argent de la valeur militaire », volontaire pour la guerre d'Espagne, devenu sous-officier instructeur de la première école militaire éthiopienne de l'armée italienne: « Faire partie du MSI pour moi, c'était aussi naturel que faire partie de ma famille. »

En outre, la proximité historique des événements auxquels le groupe militant fait référence permet à l'*héritier* d'avoir une prise directe avec les faits passés utilisés par le parti car vécus par des parents et grands-parents, eux-mêmes souvent plus diplômés que la moyenne de leur époque ou inscrits dans des professions stabilisées ou à responsabilité (professions libérales, enseignants du secondaire, fonctionnaires, membres des forces armées ou de l'ordre...). Ils ont donc pu faire l'objet de récits mémoriels, facilitant après coup l'identification à la cause ou au parti. Gianluca (Ravenne) précise ainsi qu'il s'est rapproché du parti, lorsqu'un jour, des jeunes du Fronte della gioventù qui tenaient un stand à Ravenne l'ont invité à voir un film sur les victimes des *foibe*. Or, c'est parce qu'un de ses grands-pères a été précipité dans l'un de ces puits qu'il s'est senti interpellé et qu'il a ensuite commencé une activité militante. De nombreux jeunes d'AN témoignent ainsi que leur activisme politique n'est ni le fruit du hasard ni le produit d'une stratégie, mais bien plutôt l'aboutissement logique d'un engagement de leurs ascendants et d'un héritage politique. Ce même activisme constitue la preuve irréfutable que le *fil* dynastique (politique et biologique) ne se rompt pas; l'engagement passé renaît et se perpétue à travers eux. Ainsi culture partisane et culture familiale se confondent largement et se renforcent mutuellement pour aboutir à un processus d'identification quasiment totale entre parti, histoire nationale et histoire familiale. L'amplitude de la trame chronologique à laquelle se réfèrent les jeunes militants à propos des origines de leur famille démontre donc une forte *capacité* mémorielle, entendue à la fois comme contenu et compétence à se souvenir des parents et des grands-parents avant

leur propre naissance (lieux et dates de naissance, trajectoires scolaires et professionnelles, histoire du couple parental, etc., voire pour certains la génération des arrière-grands-parents) mais qui repose sur des éléments d'explication proprement sociologiques. Au-delà de l'abondance de souvenirs et d'éléments factuels, c'est aussi la capacité à mettre en récit et le sens de la narration de cette mémoire familiale qui distinguent les jeunes militants d'AN. La capacité mémorielle dérive donc de la socialisation partisane et de la socialisation familiale dans lesquelles la commémoration du passé et la continuité vis-à-vis de ce passé sont érigées en principes fondamentaux.

LEGA NORD: DES MÉMOIRES ORPHELINES

Au sein de la LN, aussi bien quantitativement que qualitativement, la capacité à évoquer l'histoire des proches mais aussi l'histoire politique italienne se caractérise par l'étroitesse. Par ailleurs, une certaine pudeur vient redoubler cette mémoire lacunaire. Professions des grands-parents, orientations politiques des parents pendant la Première République, principales étapes de la vie sociale des deux générations précédentes... les entretiens auprès des jeunes de la LN contrastent beaucoup avec ceux des jeunes d'AN. Si les seconds abondent en détails et éprouvent une certaine jubilation à l'idée d'évoquer leurs ascendants, les premiers traduisent souvent une gêne et une absence de précision, allant parfois jusqu'au sentiment de vacuité mémorielle. À la question «Pourrais-tu parler de ton histoire familiale?», Valerio (Plaisance) répond: «Je ne sais pas si j'en ai une... [...]. Alors mes grands-parents... J'en ai connu qu'un seul. Ma grand-mère paternelle est morte il y a plus de dix ans et les autres sont morts très jeunes de maladie et... qu'est-ce que je pourrais te dire?» À cette même question, de nombreux autres militants interrogés sont à la peine ou ne parviennent pas au même degré de précision que ceux d'AN.

Les récits mémoriels des jeunes militants de la LN se distinguent également par l'absence d'orgueil ou d'héroïsme tirés des souvenirs de leurs ascendants familiaux, très fréquemment engagés eux-mêmes en politique. Si les jeunes d'AN éprouvent de la fierté à l'égard de leurs parents militants, les jeunes de la LN semblent s'être plutôt appropriés leur rejet de la politique. Militer, même à

la LN, constitue pour beaucoup une source de dissonance avec leurs proches, qui leur ont surtout transmis le sentiment d'injustice et de souffrances inutilement créées par cette même politique. Les souvenirs des jeunes léghistes sont en effet teintés des malédictions provoquées bien malgré eux par des décisions et des événements sur lesquels leurs familles considèrent n'avoir eu aucune prise. La transmission des souffrances injustement subies apparaît alors beaucoup plus clairement que celle d'éléments plus généraux sur la biographie des ascendants. Si l'évocation précise du passé est souvent ardue, le ressentiment est lui, au contraire, plus net. Loin d'être l'occasion d'une autosatisfaction ou de procurer le sentiment d'être « bien à sa place dans l'histoire » nationale, les bribes mémorielles familiales des jeunes militants de la LN dépeignent le plus souvent un monde des « petits », des « sans-grade » qui subissent les assauts des « grands », des « puissants ». Leur rappel permanent de la « tradition », d'autant plus efficace qu'elle demeure floue, semble correspondre à une forme contemporaine de *catonisme*³⁴ exaltant à l'envi l'honnêteté des petites gens, des « sans-grade et sans histoires », et faisant d'eux les dépositaires de la véritable sagesse. Les jeunes de la LN tendent alors à contester toutes les productions intellectuelles légitimes pour, à l'inverse, mettre en lumière l'histoire méconnue des « hors-jeu » et des « hors temps » du politique, sans témoins, sans archives, sans traces, ceux qui n'ont rien dit et rien écrit, ombres d'une histoire muette.

En parallèle, l'invention d'une identité padane s'appuie à la fois sur une histoire *uchronique*, d'un temps inexistant, qui répondrait à un territoire *utopique*, un espace qui n'existe pas. Mais, loin de constituer uniquement un détournement de l'idiotie alpine par les léghistes³⁵, cette création identitaire tient, car elle repose sur des vacances mémorielles individuelles. En effet, les jeunes militants de la LN ont en commun de présenter une « mémoire familiale » fragmentaire et victimaire (et non pas exhaustive et héroïque comme à AN). Au cours des entretiens, il apparaît nettement que les mémoires des jeunes de la LN buttent sur l'absence. Le sens ordinaire de l'histoire des militants du Movimento giovani padani s'actualise dans le constat d'un contraste irréversible entre passé et

34. Enzo Pace, *La nation italienne en crise*, Paris : Bayard, 1998, p. 102.

35. Linda De Matteo, « La stigmatisation de l'idiotie montagnarde et son détournement par la Lega Nord », in Olivier Ihl, Janine Chêne, Éric Vial, Ghislain Waterlot (dir.), *La tentation populiste en Europe*, Paris : La Découverte, 2003, pp. 146-158.

présent, entre présent et futur. Lorenzo (Ferrare) avoue ainsi ses craintes: «La tradition populaire, il ne faut pas la perdre [...] être lié à ma terre, ça peut partir des plus petites choses... Le fait que la Commission européenne veut éliminer les produits typiques de l'Émilie-Romagne, le Parmesan, le jambon, toutes ces choses typiques que nous fabriquons, ce qui vient de nous. Je n'aime pas que l'on change cela pour des bureaucraties qui détruisent tout ce qui a toujours existé, la petite chose, le petit village. [...] J'ai peur qu'on perde tout, déjà avec tous ces mélanges de races et de peuples.» Les jeunes militants ne semblent donc n'avoir d'autre possibilité que de faire appel à un flou historique et culturel.

Du double point de vue biographique et politique, les jeunes héritiers fascistes doivent assurer la perpétuation itérative et *palin-génésique* d'un engagement familial et d'une histoire partisane, qui tendent à se nourrir mutuellement. À la LN, les ruptures biographiques mémorielles rendent possible l'investissement d'énergies et d'actions militantes dans l'invention *pangénésique* d'une «tradition» padane. N'appartenant pas à un «fonds mémoriel» de première main, n'ayant été vécu ni par les proches ni par les membres du parti, la civilisation celte et la période médiévale peuvent être utilisées comme support d'identification militante, dont les conditions de possibilité résultent en grande partie d'une forme d'amnésie sociale qui ressort des témoignages des jeunes de la Lega Nord. L'histoire devient alors, pour ces jeunes militants, un palimpseste vide sur lequel ils sont encouragés à écrire «leur» histoire dans les limites imposées par le parti. Articulée à des identités sociales fragilisées ou en désagrégation (enrichissement fulgurant, passage d'un monde de la ruralité à la sururbanisation, vastes transformations socioprofessionnelles), la mémoire des jeunes léghistes apparaît orpheline et donc prompte à se doter de figures légendaires et tutélaires auxquelles s'identifier. C'est donc au point d'articulation entre dispositifs développés par les organisations et mémoires individuelles que s'actualisent les processus d'identification partisane. Resterait à savoir si ces derniers sont ou non spécifiques aux jeunes de l'«extrême droite» italienne et si les Italiens se distinguent par des modes caractéristiques de construction mémorielle et d'identification partisane, affectés notamment par les événements traumatiques de leur histoire contemporaine.

LA DÉCOUVERTE OU L'IGNORANCE

CONTRIBUTION À L'ÉTUDE DES OPÉRATEURS D'ALTERNATION
DANS LA FORMALISATION DES IDENTITÉS MILITANTES

GILDAS RENOU

«Tu te découvres Breton comme il n'est pas permis de l'être. Tu penses que ton pays ça existe, bon Dieu, terriblement. Tu te récupères. Tu te regardes en face. Tu te décolonises. Tu es Berbère, Kabyle, Breton.»¹

Parmi les sociologies de l'action collective, les théories des «nouveaux mouvements sociaux» (NMS) ont été les premières à réhabiliter le thème de l'identité contre l'hégémonie des explications par la rationalité instrumentale². Cette réhabilitation, caractérisée par d'hypothétiques diagnostics portant sur les «besoins du sujet contemporain» et les «valeurs de la post-modernité»³, s'est inscrite dans une floraison plus ample de travaux de sciences sociales faisant référence à la notion d'identité. Ce mouvement a aussi nourri de vives critiques; certains auteurs considèrent que «les sciences sociales et humaines ont capitulé devant le mot identité»⁴. Les recherches actuelles les prennent en compte et visent à user de cette terminologie avec plus de rigueur, en s'appuyant sur des catégories issues de la sociologie de l'action,

1. Phrase attribuée au poète Xavier Grall (1930-1981), citée par Gwendal, étudiant, lors d'un entretien.

2. Jean L. Cohen, «Strategy or Identity», *Social Research*, N° 4, vol. 52, 1985.

3. Parmi les théories des NMS, le modèle d'Alberto Melucci semble le plus articulé. Voir Alberto Melucci, *Nomads of the present. Social movements and individual needs in contemporary society*, Philadelphia: Temple University Press, 1989. Pour une présentation, voir Daniel Céfai, *Pourquoi se mobilise-t-on? Les théories de l'action collective*, Paris: La Découverte, 2007 (chap. 8). Pour une tentative de mise en œuvre, Debra King, «Operationalizing Melucci: Metamorphosis and Passion in the Negotiation of Activists' Multiple Identities», *Mobilization*, N° 1, vol. 9, 2004, pp. 73-92.

4. Rogers Brubaker, «Au-delà de l'identité», *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 139, 2001, pp. 66-85. L'historien fait référence à une phrase de George Orwell: «La pire chose qu'on puisse faire avec les mots, c'est de capituler devant eux.»

de l'histoire et de la psychologie sociale⁵. Dans ce sens, de précieuses synthèses récentes exposent la diversité des usages pertinents de cette terminologie, mais aussi ses pièges potentiels pour l'étude de l'action collective⁶. Parmi les options possibles, le présent texte choisit de s'inscrire dans une approche privilégiant l'analyse des divers processus d'*identification sociale*, plutôt que le repérage d'identités substantielles. En refusant l'essentialisme identitaire⁷, nous nous attacherons à rendre compte de la pluralité discursive des identifications personnelles dans la participation à un mouvement social. Le concept d'identification est à cet égard précieux. Usuellement utilisé pour désigner les modalités d'assignation, par les autorités, d'une appartenance à un groupe humain défini⁸, il sera envisagé ici comme la mise en forme par les agents sociaux de ce qu'ils *sont* pour rendre compte à autrui de ce qu'ils *font*. L'identification désignera donc les divers processus de production discursive d'un *soi* et invitera à porter l'attention sur les modalités d'élaboration et d'expression d'une stabilité et d'une consistance de la personne et des groupes d'affiliation⁹. Ces *misés en forme d'identités*, logiquement virtuelles mais pratiquement efficaces, contribuent, c'est notre hypothèse, à donner sens, cohérence et

5. La psychologie sociale américaine marquée par le pragmatisme est probablement la plus précieuse. Voir Sheldon Stryker, Peter J. Burke, « The Past, Present and Future of an Identity Theory », *Social Psychology Quarterly*, N° 4, vol. 63, 2000, pp. 284-297, qui développe le concept suggestif de « *self-verification* ». Voir aussi Sheldon Stryker, « Identity Competition: Key to Differential Social Movement Participation », in Sheldon Stryker, Timothy J. Owens, Robert W. White (éds), *Self Identity and Social Movements*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 2000.

6. Parmi une littérature anglophone abondante, nous renvoyons à deux synthèses récentes et divergentes, issues du domaine de la sociologie des mouvements sociaux: James Jasper, Francesca Polletta, « Collective Identity and Social Movements », *Annual Review of Sociology*, vol. 27, 2001, pp. 283-305; John McAdam, David Snow, « Identity Work Processes in the Context of Social Movements. Clarifying the Identity/Movement Nexus », in Sheldon Stryker, Timothy J. Owens, Robert W. White (éds), *Self Identity and Social Movements*, *op. cit.*, pp. 41-67. Voir aussi l'article de référence de Rogers Brubaker, « Au-delà de l'identité », *op. cit.*

7. Comme y invita jadis Anselm L. Strauss dans Anselm L. Strauss, *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, traduction française, Paris: Métailié, 1992 [édition originale en anglais, 1959], surtout le chapitre 1. Voir aussi l'ouvrage de Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris: Fayard, 1996, qui contient des développements décisifs pour une sociologie politique des identités déprise de tout substantialisme (voir le chapitre III: « La cité imaginaire »).

8. L'identification désigne dans cet usage un mouvement exogène. Voir notamment l'article de Rogers Brubaker, « Au-delà de l'identité », *op. cit.* Dans cette optique, un ouvrage collectif récent dirigé par Gérard Noiriel, *L'identification. Genèse d'un travail d'État*, Paris: Belin, 2007, étudie différentes technologies d'assignation d'une « identité » par différents pouvoirs d'État à toute ou partie de sa population (cartes d'identité, actes de naissance, etc.).

9. Voir l'exposition du pluralisme des agences humaines (les « régimes d'engagement ») développée par Laurent Thévenot dans son ouvrage, *L'action au pluriel: sociologie des régimes d'engagement*, Paris: La Découverte, 2006.

lisibilité tant au monde social qu'aux différentes expériences personnelles¹⁰.

L'objet qui sera étudié empiriquement est l'identification bretonne¹¹ telle qu'elle apparaît investie, assumée et endossée par de jeunes militants dans des récits de vie recueillis par entretien. Les personnes interrogées y relatent les conditions et les raisons de leur engagement dans un petit mouvement associatif et syndical. Âgées de 18 à 25 ans, elles traversent la phase de construction identitaire délicate de l'entrée dans l'âge adulte. Toutes sont (ou ont récemment été) des étudiants dans les Universités de Rennes (Ille-et-Vilaine). Le corpus rassemble les récits de la quasi-totalité des militants d'une section, soit 34 parmi les 38 membres actifs de la section rennaise du syndicat étudiant¹². Après avoir présenté les particularités du mouvement étudié, nous mettrons en évidence l'imprécision des contours de l'appartenance sur laquelle repose cet engagement et les contraintes paradoxales qui pèsent sur l'assomption de l'identification à la Bretagne. Nous analyserons ensuite quelques figures de récits élaborés par les militants pour rendre compte des raisons et des causes qui les ont fait « devenir Breton » à leurs propres yeux, les amenant à s'engager dans ce syndicat. Le concept d'*opérateur d'authentification et de conversion* sera proposé pour analyser la transformation des identifications valorisées, d'après les récits autobiographiques recueillis dont nous citerons des extraits. Nous plaçons au final pour une attention portée aux dispositifs proprement discursifs de compte rendu de la conversion identitaire par les agents. Ainsi outillée conceptuellement, l'analyse peut plus facilement rendre visible la familiarisation partagée de certains schèmes discursifs, qui semble au principe de la possibilité de coexistence entre une pluralité d'investissements, souvent discordants, que les engagements individuels dans un mouvement social occasionnent.

10. Cette préoccupation rejoint celle de Michael Voegtli, exposée dans : « Du Jeu dans le Je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence », *Lien social et Politiques*, N° 51, 2004, pp. 145-158. L'auteur y invite à repenser le phénomène des « ruptures biographiques » en s'aidant de la perspective sociologique en termes de « carrière » (*career*) lancée par Howard S. Becker.

11. Nous visons ici indifféremment l'identification à l'entité « Bretagne » ou au groupe humain des « Bretons ».

12. Les entretiens autobiographiques d'une durée moyenne de deux heures et demie ont permis de recueillir de nombreux récits oraux des conditions et raisons de l'entrée en militantisme de ces étudiants, ainsi que sur la mise en récit de leur trajectoire personnelle par rapport à leur famille d'origine.

UN MOUVEMENT SOCIAL DE LA « JEUNESSE BRETONNE »

Ce texte sollicite les matériaux d'une enquête inédite¹³ portant sur une petite organisation étudiante: l'Union des étudiants de Bretagne – Dazont, une fédération de syndicats étudiants qui s'est développée à partir de 1989, à Rennes, puis dans d'autres villes universitaires: Nantes, Brest, Saint-Brieuc, Vannes et même Paris. Elle a disparu au début des années 2000. Rapidement après sa création, le syndicat rencontre un fort succès. Les listes Dazont obtiennent des scores élevés lors des différentes élections étudiantes des universités bretonnes. À Rennes, des réseaux militants liés par de fortes relations sociables et amicales internes se forment sur les différents sites universitaires. L'enquête de terrain nous apprend que les réseaux militants fonctionnent de manière assez étanche. Seul le fondateur, Christophe, possède une connaissance directe de chacun des membres de la structure. Même si ce dernier n'est plus étudiant (il a suivi un cursus en économie), il anime en pratique la structure militante, en rédigeant des synthèses et des projets collectifs, en organisant des week-ends de séminaire... Il bénéficie d'une véritable *aura*, sans doute imputable à son statut de fondateur du mouvement et de rédacteur des textes constitutifs.

Le succès, certes relatif et momentané¹⁴, de ce mouvement peut surprendre. Les syndicats étudiants sont avant tout en France des instances de socialisation politique. Ils sont informellement, mais solidement, articulés aux filières d'accès aux partis politiques et constituent *de facto* des viviers de sélection partisane. De nombreux responsables syndicaux étudiants sont devenus des élus politiques, à gauche comme à droite. L'UNEF-ID, redevenue UNEF en 2001¹⁵, a traditionnellement été un pont vers le Parti socialiste.

13. Gildas Renou, *Moment étudiant, moment militant. Engagement et militantisme à l'Union des étudiants de Bretagne*, mémoire d'Études politiques, dirigé par B. François, faculté de Droit de l'Université Rennes-1. Les données ethnographiques obtenues par observation ne seront mentionnées que de façon allusive. De même, les données recueillies sur les propriétés sociales des membres ne feront pas ici, faute de place, l'objet de compte rendu. Les prénoms ont été changés. Toutefois, nous avons maintenu la distinction parfois significative entre les prénoms celtiques et les prénoms romans (Pierre devient Paul, Tangi devient Gireg, par exemple). L'auteur de ces lignes remercie M. Demeuré-Vallée, sans la bienveillance duquel ce travail n'aurait pu voir le jour, ainsi que les militants qui ont donné du temps et des paroles à cette enquête. Les années écoulées n'enlèvent rien à la gratitude qui leur est due. Il exprime enfin sa reconnaissance à A. Dehar, M. Hadjiisky, J. Michel, M. Voegli et M. Surdez pour leurs précieuses suggestions.

14. Malgré la disparition du mouvement, les principaux animateurs sont toujours en relation et ont poursuivi, quoique selon des modalités différentes, des carrières militantes pour la plupart en lien avec la Bretagne.

L'UNI¹⁶ est un lieu de formation de futurs élus ou collaborateurs politiques de partis de droite. Or, le syndicat Dazont n'a aucune « incitation sélective » (Mancur Olson) de ce type à offrir à ses membres : aucune carrière politique ne peut être escomptée¹⁷. Le seul parti breton ayant une représentation électorale est l'UDB (Union démocratique bretonne), un microparti lié aux réseaux régionalistes souvent issus du Parti socialiste unifié (PSU). Mais il incarne, aux yeux des animateurs de Dazont, un vrai contre-modèle. Ils parlent des « *UDébiles* » en désignant les membres du parti régionaliste. L'autre parti breton, Emgann, est encore plus petit. Fondé en 1983, il se revendique nationaliste, marxiste et partisan de l'action directe. Il n'a pas une meilleure presse auprès des animateurs de Dazont qui considèrent qu'il dégrade l'image du militantisme breton, en mimant les mouvements armés de libération nationale des pays du Sud. Le projet de Dazont se présente comme « associatif », mais avec des finalités en réalité plus larges. « Notre principal problème à nous, en tant que fondateurs, était d'aider les copains [les nouveaux membres] à se défaire de l'idéologie de l'Éducation nationale. » (Christophe, fondateur.) Interrogé sur cette phrase, Christophe explique que « se défaire des références culturelles de l'administration de l'Éducation nationale », qu'il considère de façon révélatrice comme une « idéologie », constitue une étape décisive dans le processus de désinvestissement de l'identification personnelle à la République française¹⁸.

La singularité de ce syndicat est en effet qu'il se veut être un syndicat « identitaire » si l'on en croit ses tracts et sa charte. Il n'entend donc pas s'inscrire sur l'échiquier politique en miniature du syndicalisme étudiant. Il prétend d'abord constituer une association politique fondée sur l'amicalité des relations et revendiquant

15. (Note de la p. 112.) L'UNEF (Union nationale des étudiants de France) s'est scindée en 1971 entre, d'une part, l'UNEF-US devenue UNEF-ID, proche du PS, et, d'autre part, l'UNEF-Renouveau devenue UNEF-SE, proche du PCF. Ces deux organisations se sont réunies en 2001.

16. L'UNI (Union nationale interuniversitaire) est née après Mai 1968 en vue de créer une structure estudiantine soutenant le pouvoir gaulliste.

17. Pour Christophe, le fondateur, réinterrogé a posteriori : « Ce qui me frappait, c'était l'incompréhension totale des cadres de l'UNEF-ID par rapport à Dazont ! Ils ne comprenaient pas qu'on puisse faire du syndicalisme étudiant sans avoir des arrière-pensées de carrière dans la tête. Les ressorts de l'engagement n'étaient pas les mêmes. Eux, ils avaient clairement une ambition politique à 18 ans. D'ailleurs, plusieurs d'entre eux sont devenus des pontes du PS (...) aujourd'hui. Moi, je me souviens que j'avais finalement plus d'atomes crochus avec les gens de l'UNEF-SE [souvent de sensibilité communiste], alors qu'avec moi la distance idéologique était plus grande, mais il y avait quelque chose qui nous rapprochait au niveau de valeurs non exprimées (...) » (septembre 2006.)

18. Entretien avec Christophe, *ibid.*

une forme d'apolitisme. Mais en adoptant un nom issu de la langue bretonne celtique – *dazont* signifie « avenir » –, les fondateurs souhaitent rassembler la jeunesse estudiantine bretonne autour d'un futur commun. Dans les tracts distribués, les étudiants qui se sentent appartenir à cette entité sont invités à rejoindre Dazont. Ce qui caractérise avant tout l'engagement dans ce mouvement social n'est donc pas prioritairement l'anticipation de « rétributions », même si l'inscription dans des réseaux de sociabilité et d'amitiés peut en être envisagée comme une des formes. L'analyse des entretiens révèle que les phénomènes de conversion identitaire à cette classe d'appartenance vague (la Bretagne ou la jeunesse bretonne) sont massifs et centraux dans les trajectoires d'engagements étudiées. S'il s'en tient à la boîte à outils utilitariste proposée par la théorie de la mobilisation des ressources¹⁹, l'analyste des mouvements sociaux se trouve démuné pour étudier ce phénomène. Il importe donc d'élaborer des outils d'analyse ajustés qui justifieront un détour par le domaine de la sociologie de la conversion religieuse.

Il convient préalablement de préciser les manières dont les discours recueillis construisent une affiliation avec l'entité Bretagne. Les principaux animateurs de Dazont partagent de fortes critiques à l'égard des formes traditionnelles d'expression politique (partisane ou non) de l'identité bretonne léguées par les générations antérieures. Dans leurs discours convergents à ce sujet, Dazont constitue davantage qu'un simple syndicat étudiant ou un groupe d'intérêt. Le syndicalisme étudiant est envisagé comme la première étape d'une future reconstruction du mouvement breton par sa jeunesse, sur des bases nouvelles. Un texte écrit lors de la fondation en 1989²⁰ appelle à la « création d'un véritable mouvement social de jeunesse capable de contrer le pouvoir d'État [...]. Leurs initiatives tendent vers l'autonomie de la société civile, vers la démocratie locale. » Une charte identitaire ayant la vocation de texte idéologique de référence est établie plusieurs années après la fondation de l'organisation étudiante. C'est l'occasion d'exprimer « les valeurs partagées » par les membres de ce mouvement. L'objet de

19. Voir l'article fondateur de John McCarthy, Mayer N. Zald, « Resource Mobilization and Social Movements: a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, N° 6, vol. 82, 1977, pp. 1212-1241. Voir la critique de Nick Crossley, *Making Sense of Social Movements*, Buckingham: Open University Press, 2002, pp. 77 ss.

20. Texte sans titre, ni date, ni signature remontant, selon l'un de ses auteurs revendiqués, à 1989.

l'organisation est de «développer une coordination matérielle et intellectuelle autour de la place et du rôle des jeunes dans la société bretonne». «Face aux structures étatiques classiques (...), Dazont opte pour l'autonomie de la société civile, seule garante d'une démocratie vécue.» Enfin, Dazont s'engage à «développer une démarche d'autocentrage qui consiste à recréer ses propres références afin de recréer une force de responsabilisation et de participation sociale»²¹. D'après l'enquête, la formulation de ces textes a été difficile en raison des profonds désaccords mutuels. Le résultat est une définition minimale de l'objet du mouvement: la réappropriation par la jeunesse bretonne de son propre avenir, aux dépens de l'appareil étatique centralisé qui aurait tendance à confisquer le pouvoir et à décourager les initiatives émanant de la société civile. Si la critique du «système politique et idéologique français» est nette, la nature positive du caractère breton du mouvement reste dans l'ombre. Dans ses tracts et affiches, l'organisation se pose très précisément *contre* l'État français vu comme une machine administrative homogénéisatrice et un instrument de standardisation des territoires. Mais l'actant expressément mobilisé – «la jeunesse bretonne» – reste dans une indétermination frappante dans tous les textes constitutifs. Les liens avec les partis politiques régionalistes (l'UDB) ou nationalistes (POBL ou Emgann) ne sont plus abordés. Le lourd héritage historique du mouvement nationaliste breton, l'Emsav²², est absent. Dazont ne se revendique ni nationaliste ni régionaliste, sortant ainsi de l'alternative structurant les débats idéologiques du mouvement breton depuis le début du siècle. Une seule référence historique est revendiquée par les textes fondateurs de Dazont. Il s'agit d'Émile Masson, nationaliste breton lettré et dreyfusard, promu par Christophe²³ comme la figure politique la plus positive du mouvement breton²⁴. Il appartient à la génération nationaliste bretonne qui précède le fourvoiement de l'option fasciste.

21. Charte de Dazont, Coordination nationale de la jeunesse de Bretagne, 1994.

22. Prononcer «emsao», c'est-à-dire «renaissance» en breton.

23. Avant de créer le syndicat étudiant Dazont, Christophe avait créé une association de réflexion politique baptisée «Club Émile Masson».

24. Le professeur d'anglais Émile Masson (1869-1923) était un militant anarcho-syndicaliste qui tenta, à partir des années 1912, de concilier le mouvement internationaliste socialiste et anarchiste avec le mouvement national breton dans une perspective fédéraliste. Voir Émile Masson, *Les Bretons et le socialisme*, Paris: François Maspéro, 1972 [première édition, 1912], livre significativement réédité par François Maspéro en 1972, en pleine période de rencontre entre courants régionalistes et gauchisme politique.

Il existe donc une difficulté proprement discursive à articuler l'identité bretonne avec un régime de généralité politique légitime acceptable par le plus grand nombre. L'identification individuelle à la Bretagne n'est pas une donnée ethnique, historique ou linguistique évidente ou naturelle, quoi qu'en disent les militants qui s'y identifient. Elle doit être authentifiée par des outils sociaux (nous les appelons des «opérateurs») qui permettent l'expression, tant pour soi que pour les autres, de l'appartenance personnelle à cette entité faiblement légitime dans les espaces sociaux quotidiens des agents. Or, les instances institutionnelles de certification de cette identité (comme les partis), qui peuvent remplir ce rôle, sont dévaluées aux yeux des militants. Un rappel historique s'impose pour comprendre les conditions sociales des difficultés d'assomption de l'identification bretonne et la nécessité d'un bricolage discursif.

Au cours du XIX^e siècle, malgré la grande instabilité politique nationale, la région bretonne connaît un mouvement assez continu d'intégration renforcée à l'espace étatique, notamment par le développement de la scolarité obligatoire en langue française et l'interdiction de parler breton à l'école. La pratique de la langue et des formes culturelles bretonnes décline alors massivement. C'est à cette période que le mouvement nationaliste breton connaît son essor essentiel, animé par de jeunes lettrés renforcés dans leur rejet du nationalisme français par le traumatisme de la Première Guerre mondiale qui tua un nombre considérable de jeunes appelés bretons, souvent envoyés en première ligne. Rassemblé autour des journaux comme *Breiz Atao*, l'Emsav s'est ensuite politiquement disqualifié. Ses animateurs ont en effet généralement pris pour modèles puis pour alliés, à partir des années 1930, les partis fascistes italien et allemand²⁵. Ces événements jouent encore aujourd'hui un rôle important pour les jeunes militants de Dazont. Ils rendent particulièrement coûteuse l'assomption individuelle de l'identité politique bretonne qui aboutit fréquemment à la stigmatisation de «fasciste» ou de «collabo» par les autres étudiants²⁶. Cette tendance à la stigmatisation est cependant atténuée par un fort revivalisme favorable à la culture traditionnelle

25. Quelques dizaines de militants nationalistes ont, pendant l'Occupation allemande, créé une milice (la Bezen Perrot) qui traquait les résistants dans les maquis bretons. Elle se chargea aussi de garder l'immeuble rennais de la Gestapo, fréquemment pris pour cible par des attentats de résistants. De nombreux nationalistes bretons ont été condamnés à la Libération pour faits de collaboration. Beaucoup se sont exilés.

26. Nous avons pu l'observer *de visu* au cours de l'enquête de terrain.

bretonne, qui s'est développé à la fin des années 1960 autour des mouvances autogestionnaires qui réhabiliteront le régionalisme breton²⁷. Les années 1970 ont en outre été marquées en Bretagne par de grandes manifestations d'opposition à l'implantation de centrales nucléaires²⁸ par les courants autogestionnaires et par une invitation à « vivre et travailler au pays », un slogan du PSU. Les bals de danses traditionnelles (*fest-noz*) ont refléuri, relançant dans le même mouvement la pratique d'instruments comme la bombarde ou l'accordéon diatonique²⁹. Dans les années 1980 et 1990, les formes traditionnelles bretonnes ont été intégrées de façon croissante à la vie culturelle et aux diverses politiques publiques locales du patrimoine, dans un processus conjoint d'*institutionnalisation* et de *folklorisation* de ce qui tend à être réduit à des « pratiques culturelles » facilitées par l'action publique. Pour autant, l'identité bretonne est politiquement neutralisée par ce mouvement, au sens où elle n'a pas été ouvertement mise en compétition ou en opposition avec l'identité française, mais ramenée à un patrimoine culturel commun.

Lorsqu'ils énoncent publiquement leur forte identification à la Bretagne, les militants de Dazont se distinguent de leur environnement étudiantin immédiat au sein duquel les bretonnants sont souvent raillés, voire stigmatisés. Dans leur famille, leurs parents manifestent fréquemment quelque inquiétude face à des choix d'orientation universitaire (comme l'apprentissage de la langue bretonne) qui leur semblent contre-productifs sur le plan professionnel. De nombreux interviewés évoquent la désapprobation de leurs parents face à leur militantisme. Loin d'être donnée, l'identification bretonne résulte le plus souvent d'un parcours compliqué et douloureux, selon les récits recueillis; ce moment

27. Sur cette période, dans une perspective marquée par la sociologie de Touraine: voir Louis Quéré, *Jeux interdits à la frontière. Essai sur les mouvements régionaux*, Paris: Anthropos, 1978.

28. L'opposition à l'implantation des centrales nucléaires en Bretagne (dont le projet de centrale à Plogoff, finalement abandonné) s'écrivait, de façon privilégiée entre 1970 et 1985 environ, en langue bretonne. En témoigne la prolifération des autocollants apposés sur les automobiles: « *Nukleell, Nan Trugarez!* » (« Nucléaire, non merci! »).

29. De nombreux artistes ont renforcé la légitimité culturelle de la musique bretonne. Citons la musique instrumentale d'Alan Stivell (harpiste) ou Dan Ar Braz (guitariste), les textes chantés par Gilles Servat, Tri Yann, Yan-Fanch Kemener et Denez Prigent. Les années 1990 ont marqué l'acmé du succès des musiques bretonnes qui ont alors connu une forte diffusion au-delà des limites de la Bretagne. En 1996, Dan Ar Braz représentait ainsi la France au concours Eurovision de la chanson, avec un titre à la gloire des écoles primaires en langue bretonne *Diwanit Bugale*).

d'épreuve est narré comme la « découverte » individuelle d'une appartenance fondamentale, trop longtemps oubliée, comme enfouie. Ainsi Cyril, qui a grandi dans la Sarthe, région où n'a jamais été parlée la langue bretonne, suit des études de langue bretonne. Il évoque les débuts de ce qu'il appelle sa « prise de conscience » en ces termes : « Je m'apercevais que l'école jacobine montrait comme « bien » ce qui ne l'était pas. La justice devenait injustice. Au début, je n'avais droit qu'à des railleries [quand il se réclamait de l'identité bretonne alors qu'il était au lycée]. Mes thèses fédéralistes et de respect des communautés régionales étaient considérées comme ridicules. Les gens tiennent à leur nation une et indivisible. Mais je n'ai pas lâché le morceau. »³⁰ Les parcours sont en effet souvent énoncés sur le mode de la « prise de conscience », comme le fruit d'un processus solitaire d'opposition.

Les récits d'identification bretonne des jeunes militants de Dazont font en effet état d'une double opposition autour de deux schèmes privilégiés. La première s'appuie sur le *schème générationnel*. Les parents sont souvent accusés de s'être complètement assimilés à des Français. Leurs enfants souhaitent *a contrario* renouer un fil intergénérationnel rompu par une forte identification aux générations des grands-parents et arrière-grands-parents. Ceux-ci, souvent paysans illettrés, retrouvent à leurs yeux une dignité culturelle. La seconde opposition repose sur un *schème territorial*. L'identification bretonne impliquée dans l'engagement à Dazont peut conduire, si elle est poussée au terme de sa logique, à un rejet des acquis de l'État républicain français. De ce fait, les militants développent souvent une argumentation complexe concernant leur rapport à la citoyenneté française, à l'université et à une langue française qui leur est pourtant toujours maternelle. L'habileté des principaux animateurs à manier différents registres de l'identité bretonne (« culturelle », « linguistique », « politique », « juridique », etc.) et leur capacité à incarner les orientations des différents contenus identificatoires dans leurs discours publics sont remarquables. Elle explique partiellement cette coexistence surprenante.

Les modalités par lesquelles les militants racontent le processus de conversion identitaire – que l'on peut caractériser d'*alternation*³¹ – présentent de frappantes régularités, alors même que ces militants

30. Après ses études universitaires de breton, Cyril est devenu professeur de langue bretonne dans un lycée rennais.

déclarent, pour la plupart, n'avoir jamais parlé entre eux de leur « carrière », tant intellectuelle qu'esthétique, de militant breton. Nous avons identifié une communauté d'apprentissage et de maîtrise de certains cadrages discursifs déterminés qui apparaissent de façon récurrente dans les entretiens. Cette forte communauté de cadrages peut d'abord s'expliquer par l'adoption d'un ensemble de pratiques qui sont charriées avec l'entrée en syndicalisme, à Dazont: le suivi de cours de langue celtique à l'université ou en cours du soir, la pratique de musique ou de danse bretonne, les sorties vespérales dans des lieux de sociabilités comme le bar celtique la Cité d'Ys. Le militantisme à Dazont repose donc sur une certaine conversion, comparable à celle opérée dans la secte bouddhiste étudiée par David Snow³², pour laquelle le temps passé en fréquentations sociables homogénéisantes peut expliquer une partie de la convergence discursive. Mais, l'entrée dans un nouveau groupe de sociabilité ne semble pas épuiser la totalité de l'explication des alternations étudiées. En effet, celles-ci apparaissent d'après les discours recueillis, comme fortement médiatisées par des formes culturelles, davantage que par des rencontres de personnes. La maîtrise rudimentaire des cadrages semblent davantage un préalable à l'entrée dans les groupes de sociabilités qu'un strict effet de la fréquentation de ces derniers³³, ce que conforte la récurrence

31. (Note de la p. 118.) Ce terme est développé par Peter Berger et Thomas Luckmann dans leur ouvrage, *La construction sociale de la réalité*, Paris: Méridiens-Klincksieck, 1986 [édition originale en anglais, 1966], p. 214. Ces auteurs proposent une théorie proprement sociologique – et pas seulement psychologique – d'une modification de l'identité sociale d'un individu. Ils mettent en évidence l'insuffisance de l'explication par l'expérience vécue dans le processus de conversion entendue comme un cas particulier d'un phénomène plus large, la « transformation radicale de la réalité subjective » qu'ils nomment « alternation » (*ibid.*). La dimension *psychique* n'explique rien, selon eux, du processus *social* de la conversion. Ce qui est déterminant est l'intégration d'une expérience subjective dissonante dans le système des croyances jusqu'alors tenues pour vraies. Le terme « alternation » a d'abord été proposé par Peter L. Berger au début des années 1960 dans Peter L. Berger, *The Precarious Vision*, Garden City, N. Y.: Doubleday, 1961 et dans Peter L. Berger, *Invitation to Sociology*, Garden City, N. Y.: Doubleday, 1963, pp. 54 ss. Ce concept nous semble provenir de la lecture du psychologue William James, *The Varieties of Religious Experience: a Study in Human Nature Being the Gifford Lectures on Natural Religion Delivered at Edinburgh in 1901-1902*, New York: The Modern Library, 1902. On trouve des occurrences de cette notion dans les *lectures* (chapitres II et XX, notamment. L'usage de ce concept est resté jusqu'à présent cantonné au domaine de la sociologie de la religion. Voir notamment Kenneth R. Jones, « Paradigm Shifts and Identity History. Alternation as a Form of Identity Management », in Hans Mol (éd.), *Identity & Religion*, Beverly Hills: Sage, 1978, pp. 59-82.

32. David Snow, *Shakubuku: A Study of the Nichiren Shoshu Buddhist Movement in America, 1960-1975*, New York: Taylor & Francis, 1993.

33. Cette hypothèse est née de l'observation (durant l'enquête ethnographique) du fait que les nouveaux venus qui parviennent à s'inscrire durablement dans le réseau militant maîtrisent d'emblée les schèmes d'identification. Même si nous ne faisons pas ici souvent référence au travail d'enquête par observation, il importe de souligner l'intérêt, pour ce type d'investigation, de la conjugaison de l'observation ethnographique et du recueil d'entretiens biographiques.

des récits qui décrivent l'antériorité chronologique du recadrage identitaire solitaire sur l'inscription dans un groupe de sociabilité. On peut tenter de se doter d'un outil d'exploration de cette piste en envisageant une appréhension élargie de la notion de « carrière »³⁴. Elle permettra de comprendre les modalités qui expliquent que la lecture de certains livres ait grandement facilité, en les formalisant, les opérations de conversion identitaire de ces jeunes militants. Une quête identitaire, ayant la lecture pour terrain privilégié, semble en effet avoir souvent précédé, dans le temps de la « carrière de conversion », l'entrée du futur militant dans les divers groupes de sociabilités bretonnes. Il importe donc de s'intéresser à ce que nous appelons des *carrières de familiarisation*³⁵ et à des *formes symboliques* qui mettent en scène l'entité « Bretagne ».

DES OPÉRATEURS DE CONVERSION ET D'AUTHENTIFICATION

L'analyse des 34 entretiens biographiques recueillis nous amène à faire l'hypothèse suivante: l'expérience articulée de la conversion individuelle à l'identification bretonne résulte en partie de la familiarisation, dans les parcours biographiques des militants étudiés, avec ce que nous nommerons des *opérateurs de conversion et d'authentification*. Ceux-ci permettent aux militants d'énoncer a posteriori, sous une forme discursive cohérente, une affiliation publique à l'entité bretonne. La validation – au moins partielle – de cette hypothèse nous conduira à nuancer un postulat dominant de la sociologie de la transformation identitaire qui conçoit la conversion comme découlant de l'affiliation à un nouveau groupe de sociabilité de référence. La sociabilité interactionnelle dans un milieu favorable direct a certes une importance indéniable dans l'entretien quotidien des schèmes cognitifs. Mais elle n'épuise pas l'explication de l'intégralité des processus d'authentification de la nouvelle identification. Dans le cas étudié, le rôle d'opérateurs narratifs particulièrement importants peut être mis en évidence.

Les récits oraux recueillis abondent de références à des chocs de lecture, et cela alors que notre questionnaire n'invitait pas à expliciter

34. M. Voegtli, « Du Jeu dans le Je... », *op. cit.*

35. Le concept de *familiarisation* est entendu ici en un sens fort, en élargissant aux formes symboliques le sens précisé par Laurent Thévenot dans son travail sur les objets usuels et plus généralement sur l'importance des « entours » dans l'action humaine. Voir Laurent Thévenot, « Le régime de familiarité. Des choses en personne », *Genèses*, vol. 17, septembre 1994, pp. 72-101.

la carrière de lecteur du sujet interrogé. Les types d'ouvrages sont cependant fort divers. «La lecture d'historiens comme Suzanne Citron³⁶ a été très importante, parce que cela m'a démontré les rouages de l'imposition du moule français», dit par exemple Cédric. Raphaël a eu d'autres lectures: «D'abord, j'ai commencé à m'intéresser à la culture bretonne par le biais de jeux de rôle qui mettaient en scène des univers fantastiques inspirés des légendes celtes. [...] J'ai potassé en dilettante pas mal de bouquins sur l'histoire de la Bretagne et sur les critiques de l'État-nation, sur les problématiques de la décentralisation, [...] que j'ai trouvés à la bibliothèque.» Pour Anaïg, c'est la lecture de la littérature bretonne contemporaine («Xavier Grall, Jakez Riou, Yvon Le Men...»), souvent fortement empreinte de mysticisme, qui a, selon elle, concouru le plus à sa «conscience d'appartenir à la nation bretonne»³⁷.

Bien souvent, par crainte d'un excès d'idéalisme qui surévaluerait l'importance des idées conscientes dans l'engagement³⁸, l'analyse sociologique s'intéresse peu aux parcours de lecteurs des personnes impliquées dans une action collective, alors que des outils d'exploration sont désormais disponibles³⁹. Le rôle particulier des objets culturels dans les processus d'identification est généralement mésestimé. Or, dans les cas étudiés, la fascination pour les légendes celtiques connues, médiatisées par les jeux de rôle ou la lecture de livres d'histoire particulièrement saisissants, paraît engendrer des effets identificatoires importants⁴⁰. Ces configurations pratiques

36. Suzanne Citron est une historienne qui a critiqué les présupposés politiques de l'enseignement scolaire de l'histoire de France. Elle s'est intéressée à l'accord tacite entre le projet républicain jacobin et l'historiographie conservatrice, dans leur commune sous-estimation de la destruction des identités régionales par l'unification nationale française royale, impériale et républicaine. Voir Suzanne Citron, *Le mythe national. L'histoire de France en question*, Paris: Éditions de l'Atelier, 1991, et Suzanne Citron, *L'histoire de France autrement*, Paris: Édition de l'Atelier, 1992.

37. Originaire du centre de la Bretagne, fille d'agriculteurs, Anaïg suit une licence de Lettres. Elle souhaite devenir institutrice dans sa région d'origine. «Ma vocation» est de «vivre avec des enfants, accomplir ma foi et mon amour du Seigneur, en enseignant dans une école catholique, en générant de la vie dans le village par l'intermédiaire de l'école».

38. On qualifiera alors les récits d'illusions rétrospectives, assimilables à des artefacts propres au dispositif de l'entretien autobiographique. Mais on peut explorer ce matériau très riche sans pour autant considérer qu'il dit le dernier mot sur les carrières militantes étudiées, en l'envisageant comme révélant des modalités d'appropriation de récits, de schèmes et de cadrages cognitifs.

39. Voir notamment Gérard Mauger, Claude Poliak, Bernard Pudal, *Histoires de lecteurs*, Paris: Nathan, 1999.

40. «À 12-13 ans, je me suis senti frustré de ne pas avoir de culture locale, de ne pas avoir d'appartenance à un pays autre que la France. Alors j'ai lu des trucs sur les programmes d'action du PSU, sur l'autogestion, sur la volonté de vivre au pays, d'utiliser la tradition pour l'avenir. Et puis je me suis intéressé à l'histoire de la Bretagne, à l'histoire de l'Emsav, aux légendes et contes bretons, [...] à Morvan Lebesque qui était nantais comme moi.» (entretien avec Yvan, maîtrise d'histoire, Rennes-2.)

placent en effet l'agent dans une position d'investissement subjectif des identifications à la Bretagne et à son passé. Luc évoque ainsi un objet culturel qui s'est avéré déterminant dans sa carrière de Breton. « Il y a eu un événement déclencheur à mon sentiment d'être Breton. C'était au lycée, quand j'avais 15 ans. J'ai emprunté comme ça une méthode de breton dans une bibliothèque. Puis, dans une grande surface, j'ai acheté un exemplaire pour moi, pour apprendre sérieusement le breton vannetais. Après, j'ai vraiment commencé à être révolté contre l'empêchement de parler breton, contre l'obligation de vivre dans l'ignorance de sa culture. Être breton fait partie de mon identité. Vivre dans l'ignorance de ma culture me paraît impensable. Mais je ne veux pas avoir un rapport folklorique ou rétrograde à la Bretagne. »

Ces discours laissant apparaître des processus solitaires et inquiets d'identification (souvent soudaine, d'après les comptes rendus) à la Bretagne sont fréquents dans le corpus. Ils confortent notre hypothèse, selon laquelle l'identification à un collectif d'appartenance ne semble pas passer nécessairement par l'inscription dans des groupes humains sociables, comme le privilégie David Snow dans une veine marquée par l'interactionnisme symbolique⁴¹. De la même façon que la sociologie des sciences et des techniques fait pleinement entrer les objets dans la vie sociale, la sociologie des identifications politiques peut gagner à prendre au sérieux les modalités concrètes par lesquelles les récits, en tant que mises en forme du réel, peuvent contribuer à la configuration de la vie sociale, ici à la détermination des collectifs auxquels les agents sociaux sont attachés par des chaînes discursifs.

Parmi les objets culturels les plus massivement cités par les militants de Dazont dans leur parcours de prise de conscience, il importe de souligner la fréquence remarquable d'un texte intitulé *La découverte ou l'ignorance*. Ce texte est spontanément cité dans plus de la moitié des entretiens et constitue à ce titre, d'après l'enquête, un opérateur d'authentification privilégié. Il s'agit du texte d'une chanson interprétée par le groupe musical nantais Tri Yann. Ce texte est la reprise, sur un mode parlé avec un accompagnement musical

41. David A. Snow, Burke Rochford, Steven K. Worden, Robert D. Benford, « Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation », *American Sociological Review*, N° 4, vol. 51, 1986, pp. 464-481, p. 476 en particulier. Les travaux de David A. Snow et Robert D. Benford ont cependant représenté une avancée intellectuelle considérable par rapport aux modèles antérieurs de la conversion militante, très objectivistes.

lancinant, d'un passage de l'ouvrage *Comment peut-on être Breton?*, publié en 1970. La plupart des militants connaissent mal son auteur, Morvan Lebesque, militant nationaliste nantais avant 1940, devenu journaliste au *Canard enchaîné* après la guerre. En général, ils ont écouté la chanson avant de se procurer le livre en format de poche. Souvent, ils déclarent être tombés « par hasard » sur cette chanson ou ce livre. Bien entendu, ce hasard est relatif : il faut encore se retrouver dans la situation d'avoir accès à cet ouvrage, puis de le feuilleter. La récurrence des témoignages de jeunes militants rendant compte de l'importance de ce texte dans leur parcours personnel de prise de conscience conduit à interroger des partis pris de la recherche sur les identifications. Celle-ci sous-estime en effet l'efficacité performative particulière des formes symboliques et des récits, en les diluant dans des mécanismes sociologiques plus aisément objectivables, ou ressortissant à des logiques plus traditionnellement considérées comme politiques. Cet enjeu pose donc un délicat problème de traitement à l'analyse. La sociologie s'est habituée à ne pas prendre au sérieux les discours ordinaires faisant état d'une « prise de conscience » individuelle d'identités de classe, nationales, etc.⁴². Il est certes indéniable que le dispositif de la prise de conscience repose sur une séparation sociologiquement ruineuse entre un moi a priori authentique (conscient) et un moi inauthentique ou « aliéné ». Mais le passif du vieux débat sur la conscience de classe a hélas conduit à ignorer l'attention pour l'étude des dispositifs pratiques qui concourent à la fabrication d'une authenticité identitaire publiquement énonçable.

Le texte de Morvan Lebesque constitue ainsi un opérateur particulièrement puissant de la conversion identitaire. Les militants interrogés parlent souvent à son propos de « choc », de « coup de tonnerre ». Sa lecture paraît agir souvent comme un accélérateur

42. Ainsi Luc Boltanski, par ailleurs sensible aux formes concrètes d'appropriation d'identités sociales, dénonçait « combien il serait inexact de décrire la relation que les agents entretiennent avec leur groupe, et leur agrégation au groupe, dans la logique de la prise de conscience, qui suppose un monde social composé de quelques types fondamentaux clairement distincts des autres. » (Luc Boltanski, *Les cadres*, Paris : Minuit, 1982, p. 487.) Il discutait ici la théorie marxiste de Georg Lukacs, *Histoire et conscience de classe*, Paris : Minuit, 1960 [édition originale en allemand, 1923]. L'élaboration rigoureuse d'un rapport résolument critique à la conscience subjective comme instance sociale est la marque scientifique de la plupart des courants des sciences sociales, notamment dans leur opposition aux présupposés proprement sociologiques des discours philosophiques (voir la critique radicale de « l'anthropologie imaginaire du subjectivisme » de Sartre par Pierre Bourdieu dans son ouvrage, *Le sens pratique*, Paris : Minuit, 1980, pp. 71 ss.).

d'alternation. Ce texte parvient, par la structure de son récit et l'identification qu'il suggère, à universaliser la proposition de l'auteur en construisant une identification négative (l'inauthenticité du Breton qui méconnaît son essence véritable, pas encore intellectuellement «décolonisé») et une identification positive: l'authenticité du Breton qui assume fièrement son appartenance à une histoire plurimillénaire. La découverte de la «bretonnité» apparaît aussi comme le résultat d'une véritable initiation, au sens anthropologique du terme. C'est particulièrement frappant dans le cadre d'autres références mentionnées par les militants interrogés, notamment dans ces phrases citées en exergue de ce texte, attribuées au poète Xavier Grall et décrites par un militant comme génératrices pour lui d'un choc particulièrement intense.

Quelques extraits d'entretiens donnent une mesure de la fréquence de la citation du texte de Lebesque parmi les récits des militants et la place qu'il y occupe. Plus largement, ils permettront d'aborder l'exploration de son dispositif si particulier, qui concourt fortement à la figuration de la conversion/alternation pour l'agent lui-même. Pierre est originaire de l'est de la Bretagne, où l'on n'a pas parlé la langue bretonne depuis près de dix siècles. Il s'est longtemps investi dans les groupes de jeunesse catholiques. «Quand j'étais au lycée, mon frangin m'a présenté à un type, le frère d'Erwan [de Dazont] dont le père est un militant breton FLB et qui était catho en plus. Avec ce type, j'ai découvert le mouvement breton [...] puis je me suis inscrit en cours de breton en classe de première [au lycée].» Il prend alors conscience de son identité bretonne, il lit Morvan Lebesque. Il déclare à ce sujet: «J'avais l'impression d'avoir été castré à la naissance quand j'ai découvert ce que c'était d'être Breton. J'étais à la recherche de quelque chose dans le milieu catholique, quand j'ai découvert ce qu'on m'avait vraiment caché. C'était comme si on m'avait dépossédé de quelque chose et que je n'avais à présent pas le choix que de me battre pour cela.»⁴³ Ysabelle est une militante qui vient d'un milieu favorable à la culture traditionnelle bretonne (elle pratique la harpe celtique). Pour elle aussi, le texte de Morvan Lebesque a eu une importance apparemment déterminante: «Cette lecture a marqué le passage de l'affectif à la théorisation», dit-elle, confirmant l'hypothèse du caractère capital de la

43. Pierre, étudiant en deuxième année à la faculté d'Histoire (Université Rennes-2). Il est, au moment de l'entretien, vice-président étudiant de l'Université Rennes-2 sous l'étiquette Dazont.

formalisation. «De la Bretagne, j'en ai beaucoup discuté avec mon père [président d'un centre culturel breton et membre d'Emgann]. [...] Moi, je suis plus pour un régime fédéral. Pour que la France reconnaisse les minorités. Mes premières idées sur la Bretagne remontent au lycée. Avant, j'étais opposée à tout ça, par esprit de contradiction. C'était en terminale, j'ai lu un livre de Morvan Lebesque: *Comment peut-on être Breton?* Je l'ai lu, parce que c'était l'un des seuls livres en français de la bibliothèque de mes parents. Cette lecture a marqué le passage de l'affectif à la théorisation. Après, il y a eu la musique et les *fest-noz*. Mais c'est secondaire.»

Gwendal, qui outre son prénom porte un patronyme à forte consonance celtique, a aussi été durablement marqué par Morvan Lebesque. «Pendant les grandes vacances, à 10 ou 11 ans, je lisais des bouquins sur les Chouans [les contre-révolutionnaires des Marches de Bretagne (1792-1795)]. C'était de la propagande anti-républicaine, d'accord, mais c'était un début. Je m'identifiais aux Chouans. En fait, j'ai été Chouan, de 11 à 14 ans. Le côté noblesse et catholicisme, l'attachement à la terre et au patrimoine me plaisaient, car cela faisait référence à un monde que je connaissais bien: la famille de ma mère. À 14 ans, j'ai lu un livre d'architecture bretonne. J'y ai trouvé les noms de Mordrel et de Breiz Atao⁴⁴. Alors j'ai cherché ce que ça pouvait bien être que ces types. Un jour je suis allé à un concert de Tri Yann, et là, encore un choc, la chanson *La découverte ou l'ignorance*. Donc à 16 ou 17 ans je deviens nationaliste breton. Mais de droite. Tendance Yann Fouéré⁴⁵. Je suis passé à gauche après avoir lu le livre de Morvan

44. Olier Mordrel (1901-1985), pseudonyme d'Olivier Mordrelle, a été l'un des animateurs du mouvement nationaliste breton dans les années 1920 et 1930 au sein de Breiz Atao puis du parti nationaliste breton (PNB). Dès 1933, le PNB arbore comme symbole la croix gammée et se déclare solidaire du nouveau Gouvernement allemand national socialiste. En septembre 1939, il considère que les Bretons n'ont pas à soutenir la France dans sa guerre contre l'Allemagne. Il tente de profiter de l'Occupation pour faire avancer la cause bretonne. Soutenu par la propagande nazie, il se réfugie en Allemagne après le débarquement de 1944, puis au Brésil et en Irlande après la capitulation de mai 1945 avant de recevoir l'autorisation de rentrer en France en 1972. Il a été membre du réseau intellectuel de la Nouvelle Droite, le groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE). Voir Olier Mordrel, *L'essence de la Bretagne*, Guipavas: Kelen, 1977. Pour une histoire de l'Emsav, voir l'ouvrage d'Alain Déniel, *Le mouvement breton. 1919-1945*, Paris: François Maspero, 1976.

45. Yann Fouéré (1910-2005) a dirigé un journal nationaliste entre 1941 et 1944. Condamné pour faits de collaboration en 1946, il s'enfuit en Irlande pour revenir en 1955, une fois sa peine annulée. Il anime à partir de cette époque un mouvement régionaliste de droite (le Mouvement pour l'organisation de la Bretagne) puis Strollad ar Vro dans les années 1970. Il fut emprisonné en 1975-1976 pour complicité dans les attentats terroristes du FLB (Front de libération de la Bretagne). Il fut, à la fin de sa vie, président d'honneur du principal parti nationaliste: le POBL (Parti pour l'organisation d'une Bretagne libre).

Lebesque, *Comment peut-on être Breton?*⁴⁶. Les cours de philo de terminale m'ont fait découvrir le structuralisme. Cela a été très important. Marx et Lénine aussi. La poésie de Xavier Grall⁴⁷, c'était à la même époque. Grall, c'est le seul type qui pourrait me faire croire en Dieu.» Sébastien mentionne aussi *La découverte et l'ignorance*, quand il évoque les conditions par lesquelles il a été sensibilisé à la «question bretonne». «Au lycée, à Rennes, j'écrivais dans un fanzine anarchiste, antimilitariste et antifasciste qui s'appelait *J'accuse* [au lycée Émile-Zola de Rennes]. Un jour, on a fait un dossier spécial «combat breton». Je ne m'y connaissais pas, mais j'ai vu que c'était un combat difficile. Alors, je me suis senti proche, parce que ce qui m'intéresse, c'est le combat pour les plus faibles, même si ce n'est pas le mien. J'ai commencé à écouter la musique des Tri Yann, j'ai lu Morvan Lebesque. Je suis devenu anti-étatiste. J'ai commencé à penser que vivre à l'endroit d'où l'on vient, ce n'est pas condamnable. [...] Je voulais faire partie d'un truc clairement à gauche, qui ne soit ni jacobin, ni centralisateur, qui soit un peu libertaire, qui ait des méthodes un peu drôles, un peu activistes. (...) J'ai des idées libertaires et un lieu où agir: la Bretagne. Aujourd'hui, après toutes ces années à Dazont, je me sens appartenir à l'Emsav. Au départ, je ne me sentais pas Breton. Aujourd'hui, si. J'ai le sentiment d'appartenir à une famille finalement assez unie, à une volonté de *Risorgimento*.»⁴⁸ Romuald, étudiant breton «exilé» en Provence pour ses études déclare avoir souffert d'une stigmatisation de son origine bretonne. Il a pris le parti de l'assumer. Dans cette stratégie, l'ouvrage de Morvan Lebesque lui a visiblement apporté un encouragement. «C'est surtout à l'IEP [d'Aix-en-Provence] que j'ai pris conscience de mon identité bretonne. Là-bas, à Aix, j'étais vraiment révolté par tous les clichés anti-Bretons, du type Bécassine, et plus généralement antirégionalistes des savoirs enseignés et des autres étudiants. C'est à cette époque que j'ai lu Morvan Lebesque, ça m'a pas mal marqué. En étant en Provence, j'ai vraiment pris conscience de mon identité.»

46. Morvan Lebesque, *Comment peut-on être Breton?*, Paris: Seuil, 1970. Maurice Lebesque (1911-1970) prit un prénom breton dès les années 1930-1940, alors qu'il était journaliste dans la presse nationaliste.

47. Xavier Grall (1930-1981), poète et écrivain, fut journaliste dans la presse chrétienne (*La Vie Catholique*) puis nationaliste (*La Nation Bretonne*).

48. Sébastien, titulaire du CAPES d'histoire, est objet de conscience à l'Université Rennes-2, au moment de l'entretien. Il a suivi antérieurement un parcours universitaire d'histoire.

Il a, à cette époque, rédigé un mémoire sur «Le Front de libération de la Bretagne ou la tentation de l'action directe». L'objet de recherche choisi semble la marque de la revendication publique de son attachement à cette identification assignée au départ par autrui, comme un stigmate⁴⁹ qu'il a peu à peu publiquement assumé.

Bertold, étudiant en licence de Linguistique, cite également la lecture de Lebesque dans son parcours marqué d'abord par un intérêt linguistique pour la langue bretonne. «Mon sentiment d'appartenance à la Bretagne vient du fait que j'ai passé toutes les vacances de mon enfance chez mes parents, dans le Finistère. Ensuite je me suis intéressé à la langue bretonne. D'abord par intérêt grammatical, parce que j'adore la grammaire [...]. Puis je me suis penché de plus près sur la musique bretonne et j'ai appris à jouer de la bombarde. J'ai lu Morvan Lebesque, un choc. Tout ça vers 16 ou 17 ans.» Les paroles de Briec, étudiant en Arts, confirment le caractère marquant de cette lecture chez un jeune issu d'un milieu familial favorable à la culture bretonne. Le cadrage robuste proposé par le texte – la beauté de la vie au pays contre la laideur du moule parisien anonyme – en fait une ressource qui semble aider les bretonnants culturels à mettre en récit les liens qui les attachent à la Bretagne. «Ma mère, lorsqu'elle était au lycée, à Brest, fréquentait le milieu militant breton. Elle a été marquée par le livre de Morvan Lebesque. Elle a eu la sagesse de ne pas vouloir imposer ses idées à son fils et ne m'a pas envoyé dans une école Diwan. C'est au lycée que j'ai commencé à m'intéresser à la Bretagne. J'ai lu pas mal de livres. Morvan Lebesque justement, mais aussi des trucs comme *L'Histoire générale de la Bretagne et des Bretons*⁵⁰. Et c'est venu petit à petit, aussi en discutant avec des gens, pour apprendre à agir en rapport avec des idées. J'aime vachement mon pays, vraiment je l'adore. Et je ne trouve pas normal que notre culture ne soit pas respectée. C'est ce que dit Morvan Lebesque. On a le droit à notre identité et à refuser le moule de la France qui nous est imposé par Paris.»⁵¹ Les conversions identitaires analysées sont liées à la rencontre avec des récits à large teneur *performative*⁵², en ce qu'ils font ce qu'ils disent, comme

49. Au sens d'Erving Goffman, *Stigmates*, Paris: Minuit, 1975.

50. Yannick Pelletier, *Histoire générale de la Bretagne et des Bretons*, Nouvelle librairie de France, 1990.

51. Briec, étudiant en première année à l'école d'ingénieurs INSA de Rennes.

52. John L. Austin, *Quand dire, c'est faire*, Paris: Seuil, 1973.

dans un baptême. Ceux-ci fournissent les formes discursives qui aident à opérer l'adoption d'une nouvelle appartenance, plus profonde. Voici un extrait significatif du texte de Lebesque, dont l'analyse succincte précisera cette dernière hypothèse :

«Le breton est-il ma langue maternelle? Non: je suis né à Nantes où on ne le parle pas. Est-ce que je le parle? Rarement, et pas assez bien pour l'écrire. Suis-je même Breton? Vraiment, je le crois et m'en expliquerai. Mais de «pure race», qu'en sais-je et qu'importe? Vous n'êtes donc pas raciste? Ne m'insultez pas. Séparatiste? Autonomiste? Régionaliste? Tout cela, rien de cela. Au-delà. Mais alors, nous ne nous comprenons plus. Qu'appellez-vous Breton? Et d'abord, pourquoi l'être? [...] Français d'état civil, je suis nommé français, j'assume à chaque instant ma situation de Français; mon appartenance à la Bretagne n'est en revanche qu'une qualité facultative que je puis parfaitement renier ou méconnaître. Je l'ai d'ailleurs fait. J'ai longtemps ignoré que j'étais Breton. Je l'ai par moment oublié. Français sans problème, il me faut donc vivre la Bretagne en surplus ou, pour mieux dire, en conscience: si je perds cette conscience, la Bretagne cesse d'être en moi; si tous les Bretons la perdent, elle cesse absolument d'être. La Bretagne n'a pas de papiers. Elle n'existe que dans la mesure où, à chaque génération, des hommes se reconnaissent Bretons. À cette heure, des enfants naissent en Bretagne. Seront-ils Bretons? Nul ne le sait. À chacun, l'âge venu, la découverte ou l'ignorance [*ici finit la chanson des Tri Yann*]. Mais, par un juste retour des choses, cette identité qu'on nous dénie retrouve une rigueur qui manque aux cartes officielles. Expulsés du cadastre, nous retrouvons par force cette conscience en nous. Comment peut-on être Breton? On ne le peut pas. Et pourtant nous le sommes. Il nous faut donc perpétuellement nous interroger, à moins de vivre sans nous comprendre; au fond de nous, nous découvrons cette différence surprenante; nous l'analysons, nous en débattons; elle devient une expérience [...] telle qu'à chaque génération, il se trouve toujours des Bretons pour la vivre et se la raconter entre eux. Et toujours [...] ils en viennent au même récit: les rencontres passionnées, les premiers réflexes excessifs ou puérils, l'exaltation et le déchirement, puis le passage des sentiments à la raison, le long mûrissement de l'idée bretonne. Enfin, la conclusion: être Breton signifie bien au-delà, servir de son mieux son temps et les hommes. Car cette conscience devient pour beaucoup

d'entre nous engagement politique - et logiquement, engagement à gauche. Par le dépassement d'un sentiment breton primaire, elle s'élève à la politique générale et nous fournit une clef pour mieux la comprendre. Loin de retrancher, elle rassemble; elle signe des écrits ou des actes étrangers à la Bretagne, accordés au mouvement du monde. Nous lui donnons un nom, l'*Emsav*: réveil, résurrection. Définition d'une patrie, mais aussi de la démocratie, toutes deux inséparables. Paradoxalement, sa mort civile atteste la Bretagne. Nous la pensons, donc elle est.»⁵³

Ce texte est donc le théâtre d'un surprenant «*cogito* identitaire»: «Nous la pensons, donc elle [la Bretagne] est.» Il est nourri par de nombreuses références implicites (ainsi le titre renvoie à Montequieu, «Comment peut-on être Persan?»). Surtout, son dispositif littéraire repose sur une dramatisation originale qui amène son lecteur ou auditeur à désinvestir une identité dévaluée (l'identité française) pour investir une identité plus désirable, plus noble (l'identité bretonne). L'identité française apparaît au lecteur comme une identité de papier (avec son champ lexical: «cadastre», «cartes officielles», «mort civile»...). L'identité bretonne se révèle par contraste une identité collective aussi noble que fragile. Elle ne vit que par la conscience individuelle avant tout *volontaire* de chacun de ses membres qui, devenu adulte, doit se déterminer dans un acte solennel qui engage bien davantage que sa seule personne. La personne qui entend ou lit ce texte se retrouve dans une situation particulière, disposant du pouvoir insoupçonné de perpétuer la chaîne intergénérationnelle de l'identité bretonne. Ce pouvoir est simultanément une injonction – dramatique – à choisir en connaissance de cause, à assumer l'inscription dans une identité millénaire. Fermer les yeux sur cette «différence» signifiera ne pas faire partie des rares élus qui, privilégiés, «à chaque génération» «vivent et se racontent entre eux» cette différence. Accepter l'inscription dans cette histoire séculaire c'est faire le choix de la découverte, c'est-à-dire de l'authenticité; la renier est celui de l'ignorance volontaire, de l'inauthenticité, sur un mode inspiré par

53. Morvan Lebesque, *Comment peut-on être Breton?*, op. cit.

la terminologie de Jean-Paul Sartre. Le refus de l'inscription dans la chaîne sera la marque d'un manque de courage, d'une faute morale: le Breton ignorant sera assimilable à un renégat, voire un traître. D'où l'alternative dramatique: la découverte *ou* l'ignorance. Dans la phase de construction identitaire qu'est l'entrée dans l'âge adulte, cette offre d'une affiliation élective proposée par le texte met à la disposition du lecteur un récit particulièrement efficace permettant d'asseoir et de renforcer son identité subjective. En offrant des mots valorisants pour formuler l'identité, il fonctionne comme un puissant opérateur d'authentification de l'appartenance. Le caractère minoritaire du sentiment d'être Breton confère une dimension presque aristocratique, aussi irréductible qu'intime («au fond de nous, nous découvrons cette différence...»). Rendu acceptable avec les attentes de jeunes adultes par les idéaux revendiqués de transformation sociale et démocratique, la glorification de cette noblesse fragile renforce encore le caractère désirable de l'affiliation proposée. En outre, la fin du texte cité construit à la fois une rationalité et un balisage commun à un parcours de vie dont les étapes sont données comme partagées à tous ceux qui refusent l'ignorance («ils en viennent au même récit», «à chacun, l'âge venu»): de la découverte «primaire» jusqu'à l'action politique «accordée au mouvement du monde». Par ces différentes techniques discursives, ce texte apparaît donc comme un puissant producteur d'identification collective. On mesure à présent l'intérêt sociologique de la prise au sérieux de l'efficace propre de certaines formes symboliques dans les carrières d'identification et, partant, l'intérêt de leur analyse interne, même sommaire, qui permet de dégager les conditions de familiarisation avec des cadrages susceptibles d'être réutilisés ultérieurement dans de nombreuses situations. Sans la lente familiarisation discursive avec ces cadrages vagues mais largement communs, non seulement les identifications personnelles à la Bretagne seraient plus faibles (car l'expression discursive d'une identification concourt fortement au sentiment subjectif de son existence⁵⁴), mais aussi la coordination entre les militants de Dazont serait moins aisée.

Le cadrage véhiculé par le texte de Lebesque est en effet repris implicitement dans la plupart des tracts rédigés et distribués par

54. Nous retrouvons ici un résultat conjoint de linguistique de l'énonciation, de la psychologie constructiviste et de l'ethnométhodologie.

Dazont qui s'en tiennent à l'expression d'une opposition Français/Breton. La mise en scène de ce couple structural semble à lui seul faire sens: aucune définition explicite de la «bretonnité» ne peut être dégagée. Dès lors, les animateurs du mouvement peuvent, comme nous l'avons vu, ne jamais définir *institutionnellement* le sens de la «bretonnité» et ne jamais répondre aux questions qui obligerait à davantage de clôture identitaire. Faut-il être né en Bretagne pour être Breton? Faut-il apprendre la langue bretonne, cette langue celtique du rameau «brittonique»? Les «gallos» (c'est-à-dire les locuteurs de la langue galloise, langue romane dialectale de Bretagne orientale) font-il partie du «peuple breton»? Ces questions restent en suspens. Ce qui constitue le consensus minimal parmi les membres de Dazont c'est la légitimité de l'usage discursif du couple sémantique France/Bretagne. Ce schème sert d'outil dont chaque membre, chaque militant peut se saisir, en fonction de ses projections et références personnelles. Le simple jeu d'opposition entre *France-Paris-centralisme-facticité* et *Bretagne-authenticité* constitue un cadrage structural qui peut sembler, en première analyse, faible et peu mobilisateur. Mais son caractère sous-optimal n'est qu'apparent. En effet, ce cadrage mobilise au final plus largement et plus efficacement que ne le ferait un cadre plus précis. Deux raisons l'expliquent. D'abord, il s'appuie avant tout sur une définition de l'adversaire. Le jacobinisme parisien est une hydre à mille têtes contre laquelle la mobilisation est bien commode. Il permet surtout de laisser dans l'ombre la définition *positive* de ce qui structurerait le «*nous*» (régionalisme, nationalisme, etc.). Il offre aussi un objet suffisamment vague et désirable (la Bretagne, son histoire millénaire, sa musique, ses paysages, etc.⁵⁵) pour que les trajectoires individuelles et les références de chacun puissent projeter des investissements d'affects aussi puissants que variés.

55. Notons que le caractère imaginaire sinon fantasmatique de l'identification est abordé spontanément par certains militants. «Ce qui me frappe aussi, c'est le nombre de lieux sacrés en Bretagne. Les mégalithes [comme les alignements de menhirs de Carnac], les 3000 calvaires. La musique traditionnelle qui est très marquée par le sacré. [...] Tout cela fait rêver les enfants. C'est impressionnant. Moi, gamin, cela me fascinait. Je le sentais là, le sacré, et pas dans la messe du dimanche.» Christophe, entretien, septembre 2006.) On peut mettre cette phrase en relation avec celle de Xavier Grall citée par un autre militant: «On ne naît pas Breton, on le devient à l'écoute du vent, du chant des branches, du chant des hommes et de la mer.»

Cette esquisse d'analyse des carrières de familiarisation avec des cadrages identificatoires, qui semblent agir comme des *dispositifs d'authentification de soi*, gagnerait à être poursuivie et approfondie dans d'autres enquêtes, pour mesurer sa contribution à la compréhension des processus et des technologies de qualification sociale du soi. La mise en relief d'une des propriétés du mouvement social étudié permettra, pour finir, de circonscrire partiellement la portée de cette piste. Dans cette petite organisation, il importe en effet de souligner l'importance du rapport *direct* de la personne engagée avec le collectif abstrait d'appartenance (la Bretagne). Dans ce rapport, l'institution du syndicat ne semble avoir qu'une place marginale. Dazont se caractérise par une institutionnalisation faible, au sens où elle est caractérisée par l'absence de constitution d'une instance spécialisée à laquelle aurait été accordée une magistrature quant à l'énonciation de la définition légitime de l'entité « jeunesse bretonne »⁵⁶. Au contraire, chaque militant s'y voit reconnaître un accès quasi égal à l'entité de référence, puisque cet accès est collectivement reconnu comme avant tout subjectif, voire émotionnel sinon intime (comme dans de nombreux mouvements religieux non hiérarchiques). Les incertitudes quant aux formes institutionnellement légitimes de la « bretonnité » dans l'organisation ont probablement fragilisé la pérennisation organisationnelle du syndicat étudiant. Mais cette sous-institutionnalisation a pu aussi avoir, simultanément, des effets paradoxalement positifs sur l'engagement individuel et sa diversité, en évitant le développement d'un sentiment de dépossession politique, source de démotivation et de désengagement.

56. L'engagement à Dazont n'était pas soumis, pour cette raison, aux mêmes contraintes que la participation à un mouvement dont les régimes de légitimité de l'engagement individuel sont fortement codifiés et contrôlés par des instances institutionnelles déterminées, comme dans le cas des partis communistes étudiés par Claude Penner et Bernard Pudal (Claude Penner, Bernard Pudal, *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris: Belin, 2002). La sociologie de l'engagement a eu souvent tendance à prendre pour étalon de référence implicite des organisations fortement structurées autour de rôles spécialisés dans la définition (tendanciellement monopolistique) de la légitimité institutionnelle. Or, celles-ci ne constituent qu'une partie des situations d'engagement et de militantisme.

DÉSACTIVER LES FONCTIONS IDENTITAIRES DE « LA LANGUE » : L'IDENTIFICATION DES PRATIQUES LINGUISTIQUES À L'OMBRE DE L'IDENTITÉ LINGUISTIQUE NATIONALE

FRÉDÉRIQUE NIEL

L'article 2 de la Constitution française énonce que « la langue de la République est le français ». Par cet article, l'État a affirmé en 1992 la place de « la langue » comme mode identificateur de la nation, à côté du drapeau ou de l'hymne. Si l'objectivation constitutionnelle de ce nationalisme linguistique peut sembler tardive, celui-ci s'est en fait naturalisé dans les pratiques, par le biais du système scolaire, notamment, qui, depuis « l'école de la III^e République », est chargé d'inculquer le français, d'assurer l'unification linguistique du territoire et l'imposition du « monolinguisme d'État ». Cette objectivation constitutionnelle pourrait illustrer, à elle seule, la valeur intensément symbolique conférée en France aux biens linguistiques¹, et la Constitution assure ici pleinement son pouvoir d'emblématisation². Mais si l'article 2 réaffirme juridiquement le principe d'une unité linguistique nationale en proclamant tacitement la « victoire » du français (inclusion) face aux langues historiques que sont devenues les « langues régionales », « dialectes » ou « patois » (exclusion), cette victoire n'allait pas de soi et elle est récente. Les langues régionales ne sont devenues « minoritaires » qu'à partir de l'entre-deux-guerres³ et cette minorisation semble donc dans les faits moins éclatante que ne l'informe « l'histoire naturelle »⁴.

1. Pierre Bourdieu, « L'économie des échanges linguistiques », in *Langage et pouvoir symbolique*, Paris: Seuil, 2001, pp. 57-151; Vincent Dubois, « La langue, ressort et enjeu de la force symbolique de l'État », in *Action publique et processus d'institutionnalisation. Sociologie des politiques culturelle et linguistique, et du traitement bureaucratique de la misère*, mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches en sociologie, Université de Paris I, 2001, pp. 45-147.

2. Bernard Lacroix, « Les fonctions symboliques des constitutions: bilan et perspectives », in Jean-Louis Seurin (dir.), *Le Constitutionnalisme aujourd'hui*, Paris: Economica, 1984, pp. 186-199.

3. François Héran, Alexandra Filhon, Christine Deprez, « La dynamique des langues en France au fil du XX^e siècle », *Population et Sociétés*, N° 376, 2002.

4. Michel Dobry, « L'illusion de l'histoire naturelle », in *Sociologie des crises politiques*, Paris: Presses de la FNSP, 1992, pp. 61-79.

Représentation commune de l'histoire, généralement véhiculée par les élites politiques et bureaucratiques, les médias et les militants régionaux, elle décline les questions linguistiques sous la forme de luttes pugilistiques entre communautés idéologiques imaginées⁵: «jacobins» tenants d'une identité linguistique nationale, d'une part, et «communautaristes» représentants de régionalismes identitaires, d'autre part. Les questions linguistiques demeurent ainsi très largement sous l'emprise de la problématique de «l'identité», qui plus est d'une identité linguistique d'État dans laquelle chacun est censé se reconnaître et se comprendre⁶, à moins qu'elle ne se trouve contestée par des identités linguistiques régionales perpétuées ou réinventées.

Si la réussite de l'imposition du monolinguisme d'État est à nuancer, et cela d'autant que les langues de l'immigration sont aujourd'hui appelées à supplanter les langues régionales, la problématique de l'identité constitue tout autant un obstacle épistémologique⁷ que cet article vise à surmonter. Pour tenter de se départir de ce mode de construction, il suffit de prendre acte du fait qu'au moment où «la langue» est consacrée par la Constitution, le critère linguistique est lui intégré dans la «statistique d'État» (types de langues et effectifs de locuteurs). Or, cette intégration est loin de légitimer l'argument d'autorité constitutionnel du monolinguisme d'État, puisqu'elle contribue, à l'inverse, à officialiser une diversité linguistique incompatible avec la vision naturalisée du citoyen locuteur idéal. Ce paradoxe constitue selon nous l'occasion d'analyser moins ce qui oppose l'affirmation d'une *identité* linguistique nationale à l'*identification* des pratiques linguistiques de la population que les limites d'une lecture du problème linguistique longtemps restée essentialiste et idéologique⁸. L'analyse des

5. Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris: La Découverte, 2002.

6. Qui émane de l'essentialisme de l'identité nationale reposant sur deux arguments majeurs, la permanence et la similitude: Yves Déloye, «La Nation entre identité et altérité. Fragments de l'identité nationale», in CURAPP, *L'identité politique*, Paris: PUF, 1994, p. 284.

7. Comme le soulignent Martina Avanza et Gilles Laferté: «Opposés entre usages communs et scientifiques, brouillés au sein même des mondes savants, les sens du terme identité semblent trop ambigus, trop écartelés, pour satisfaire aux exigences de l'analyse scientifique», Martina Avanza, Gilles Laferté, «Dépasser la «construction des identités»? Identification, image sociale, appartenance», *Genèses*, N° 61, 2005, p. 136.

8. C'est précisément dans cette optique que nous adhérons ici à l'emploi de «l'identification» comme catégorie analytique retenue par Martina Avanza et Gilles Laferté pour rompre avec une lecture réifiante et statique de «l'identité» (Martina Avanza, Gilles Laferté, «Dépasser...», *op. cit.*, pp. 140-142).

opérations qui visent à instituer la langue en critère officiel d'identification des populations permet bien plus d'observer les impensés de « l'État linguiste » dans sa prétention à l'imposition d'un ordre social linguistique, et de souligner l'épuisement du modèle explicatif de l'État-nation. Plus précisément, les opérations d'identification et de classification des langues ne luttent pas seulement contre la domination étatique par une action de redistribution des hiérarchies linguistiques légitimes⁹, elles contribuent aussi à imposer une vision renouvelée des questions linguistiques en France qui n'est pas davantage cantonnée au sentimentalisme et au registre du patrimoine ou du folklore. En dévoilant le refoulement étatique des déterminations sociales des langues, en désacralisant les fonctions symboliques de la langue, elles œuvrent plus précisément à redéfinir les rapports entre l'État et la « société linguistique » : la langue n'est plus une identité en soi et un mode d'affirmation (ou de contestation) de l'identité nationale, elle est reclassée comme une « pratique » socialement incarnée. L'identification ne recouvre alors qu'imparfaitement l'identité collective, plus encore, elle contribue à la desservir.

Si la « mise en statistiques » des langues et des locuteurs constitue un problème historique structurel¹⁰ en partie lié au fait que les « minorités » n'ont pas d'existence en droit français, celle-ci va connaître un destin politique particulier dans la période charnière des années 1950-1990. Différentes scènes, aux enjeux et aux logiques spécifiques de fonctionnement (européenne, militante et scientifique), se forment en interaction avec l'État bureaucratique au cours de cette période, et participent de l'institutionnalisation progressive d'une connaissance officielle sur les langues. Nous étudierons successivement comment le travail de désactivation des fonctions identitaires de la langue que ces scènes opèrent doit moins à une stratégie commune et de coopérations entre elles qu'à des tentatives plus ou moins autonomes qui recouvrent néanmoins une même spécificité : leur position frontière entre différents univers sociaux. C'est sans doute à ce prix, celui d'un positionnement

9. Stratégie qui consiste, suivant la formule de Pierre Bourdieu, à « faire et défaire des groupes » : Pierre Bourdieu, « L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 35, 1980, p. 65.

10. Pour plus de détails, on se permet de renvoyer à notre travail : Frédéric Niel, *Les vicissitudes de l'État linguiste ou comment les langues minoritaires deviennent l'objet d'une politique sociale linguistique. Contribution à une sociologie historique du capital informationnel d'État*, thèse de science politique, Université d'Amiens, 2007.

non stato-centré, qu'elles en viennent à concurrencer les enjeux identitaires des langues¹¹.

AUX FRONTIÈRES DE LA SCIENCE ET DU MILITANTISME : DES PIONNIERS MARGINAUX

C'est à partir des années 1950 que la question des langues régionales accède à l'agenda politique. Depuis la III^e République, certains instituteurs ont adhéré à la thèse pédagogique d'un « enseignement de compromis » entre la langue française et les langues régionales, de même que des enseignements officiels et alternatifs en langues régionales se sont organisés sur le territoire. Ces pratiques locales favorisent, en partie et par ricochet, un travail parlementaire aboutissant en 1951 au vote de la loi Deixonne qui autorise l'enseignement facultatif des « langues et dialectes locaux ». Cette politique éducative ne comblera cependant que très partiellement un « silence statistique »¹² observé depuis la fin du XIX^e siècle. La réactivation du problème de l'identification des langues et des locuteurs prend en réalité sa source dans le militantisme linguistique qui se forme à la même période charnière de l'après Seconde Guerre, et qui lutte pour une inversion du stigmate dialectal et la reconnaissance publique des langues minoritaires à la faveur de la détention par ses membres d'un certain capital culturel (poètes, écrivains, musiciens, instituteurs, universitaires). C'est plus particulièrement au sein du mouvement occitan que cette demande officielle est définie dès les années 1950, et qu'elle cherchera à être diffusée sur les deux terrains de la science et du politique au cours des années 1980.

Le mouvement occitan représente un cas exemplaire dans la structuration du militantisme linguistique en France (alsacien, basque, breton, etc.), lui-même issu d'un ensemble de transformations sociopolitiques majeures telles que l'accélération de l'exode rural, le problème du développement des régions, la décolonisation ou encore les événements de Mai 1968 et la contestation des idéologies dominantes¹³. Robert Lafont est un des pionniers du

11. Cet article a bénéficié de la relecture de Bernard Voutat. Je le remercie ici pour ses critiques précises et constructives.

12. François Héran, « Les langues et la statistique publique. Des comptages du Second Empire au volet linguistique de l'enquête Famille », *VEIE*, 130, 2002, p. 54.

13. Sur ces différents facteurs, voir notamment Henri Mendras, *La seconde Révolution française*, Paris : Gallimard, 1994.

mouvement occitan de gauche, né autour de l'Institut d'études occitanes (IEO) créé en 1949 et du Comité occitan d'étude et d'action (COEA) qu'il fonde en 1962. Si, par le biais de ces organisations, Robert Lafont s'est illustré en théoricien¹⁴ de la revendication occitane et d'un régionalisme de gauche dénonçant la domination de l'État-nation sur les minorités en France et le « colonialisme intérieur », ses prises de position pour la production d'une statistique officielle des langues sont, elles, restées méconnues. Dès 1952, il propose, en tant que secrétaire général de l'IEO, un projet d'enquête visant à mesurer les pratiques linguistiques des locuteurs occitans :

« Il nous suffit très concrètement de dresser un tableau des « circonstances » qui ont déterminé et déterminent la situation de l'occitan, et d'enregistrer d'autre part les comportements des usagers linguistiques. Entre ces deux tableaux les relations de cause à effet doivent être évidentes. Et la statistique nous donnera, pour les affirmer, une sûreté suffisante. »¹⁵

Comme on peut le lire ici, il n'est pas directement question d'identité linguistique, mais de « comportements » ou d'« usagers » de la langue occitane. La mise à distance avec un discours identitaire n'est pas anodine mais constitue le révélateur d'une stratégie de distinction progressivement opérée par Robert Lafont avec les militants occitans opposés à ce projet susceptible de discréditer, par les chiffres, la cause linguistique, comme le montre leur réaction : « Cette enquête ne nous sera pas favorable. »¹⁶ La stratégie de distinction est en réalité corrélée à l'ascension et à la reconversion professionnelles de cet enseignant du secondaire, pionnier dans l'enseignement de l'occitan, qui va rejoindre l'Université en soutenant une thèse en 1967, puis accéder à la chaire de linguistique romanistique, langues et littératures occitanes de l'Université de Montpellier. Autrement dit, le projet d'enquête, qu'il soumet à

14. Robert Lafont, *Sur la France*, Paris: Gallimard, 1967; *La révolution régionaliste*, Paris: Gallimard, 1967; *La revendication occitane*, Paris: Flammarion, 1974; *Autonomie. De la Région à l'autogestion*, Paris: Gallimard, 1976.

15. Robert Lafont, « Remarques sur les conditions et les méthodes d'une étude rationnelle du comportement linguistique des Occitans », in Robert Lafont, *Quarante ans de sociolinguistique à la périphérie*, Paris: L'Harmattan, 1997, p. 12, initialement publié dans *Annales de l'IEO*, N° 11, 1952, pp. 41-45.

16. Rapportée par Robert Lafont, « Trente ans de sociolinguistique occitane (sauvage ou institutionnelle) », in Robert Lafont, *Quarante ans de sociolinguistique...*, *op. cit.*, p. 31.

l'IEO et qui ne verra jamais le jour, répond à des enjeux de construction d'un manifeste scientifique pour l'étude du rapport langue-société, dont il va devenir le chef de file: la «sociolinguistique occitane». Inspirée de la «sociolinguistique catalane», science experte appliquée à l'analyse des rapports de domination et des conflits linguistiques (castillan/catalan) qui émerge de l'autre côté de la frontière sous le régime franquiste, la sociolinguistique occitane va se former autour d'un groupe de recherche de l'Université de Montpellier. Son programme épistémologique est fondé sur l'analyse des institutions d'injonctions à la norme linguistique (administrations, scolaires et littéraires, médias) ayant contribué à produire des jugements sociopolitiques stigmatisants, et pas uniquement à l'encontre de la langue occitane – pensée comme un cas extrême – et des langues régionales, mais également de certaines formes de parlers populaires, paysans et ouvriers, le tout visant à mettre en exergue un phénomène de «culpabilité sociologique»:

«On trouvera un sentiment de culpabilité maximal dans les communautés paysannes qui prolongent un état du XIX^e siècle: souvenir d'une lutte scolaire contre l'occitan [...], trace du traumatisme subi à l'entrée de l'école par des garçons et des filles qui y prenaient le premier contact avec le français et étaient souvent punis pour ne pas le comprendre ni le pratiquer; peur constante de mal parler le français; sentiment de relégation sociale alourdi du malaise économique, de la pauvreté.»¹⁷

Armée d'une théorie des classes sociales et d'une épistémologie psychanalytique, cette conceptualisation sociologique du problème linguistique est à réinscrire dans l'état du champ scientifique français des années 1960. Plus précisément, elle prend part à l'*aggiornamento* (notamment structuraliste) de disciplines à prétention scientifique participant de la rupture entre les facultés des sciences, qui concourent à la rationalisation de l'ordre établi, et les facultés des sciences humaines et sociales (linguistique, psychologie, sociologie, ethnologie), qui doivent leur émergence à une interprétation de la crise sociale des événements de Mai et

17. Robert Lafont, «Un problème de culpabilité sociologique: la diglossie franco-occitane», *Langue Française*, N° 9, 1971.

viennent disputer le discours légitime sur le monde social et l'État¹⁸, en objectivant par exemple ici des formes de «traumatismes linguistiques». Ce faisant, ce n'est plus tant le projet de constitution d'une statistique des langues qui intéresse ici l'analyse, que l'avant-garde scientifique qui la porte et qui participe de l'extraction du problème linguistique de l'opposition entre «identité nationale» et «identités régionales».

Il convient cependant de relativiser la résonance politico-scientifique conquise par la sociolinguistique occitane qui reste condamnée à un isolement provincial. Il suffit pour s'en convaincre de relater deux entreprises, à la fois pionnières et avortées, de nationalisation du recensement des minorités linguistiques. Elles ont été conduites au début des années 1980 au sein d'instances de pouvoir scientifique et politique, par l'entremise d'un autre universitaire proche de Robert Lafont, Henri Giordan. Le premier projet concerne le CNRS qui, depuis sa création, a attribué à la dialectologie le monopole de la production de connaissances sur les langues régionales. Henri Giordan, alors maître de recherches au CNRS et issu du militantisme occitan, va tenter d'imposer le point de vue de l'avant-garde sociolinguistique au sein du département des Sciences de l'homme et de la société, en soumettant un projet d'Action thématique programmée (ATP) «langues et cultures régionales et/ou minoritaires». Parce qu'il ambitionne de généraliser la recherche sociolinguistique à la connaissance des minorités linguistiques en France, ce projet se révélera subversif pour l'organisme national de la recherche et essuiera un échec, comme en témoignent les arguments avancés dans une lettre de la direction scientifique adressée à l'auteur du projet:

«Naturellement, dans les sciences humaines et sociales, et plus particulièrement quand il s'agit de l'étude de communautés qui sont traversées de courants divers, il est parfois difficile de réunir les conditions qui permettent le déroulement de la recherche scientifique avec les caractéristiques de sérénité et d'objectivité qui doivent être les siennes. En l'occurrence le développement de certaines formes de militantisme et de situations conflictuelles va à l'encontre de ces nécessités. [...] Il est ainsi apparu que les

18. Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris: Minuit, 1984, pp. 88-96.

conditions politiques – au sens large – d'une action incitative de recherche sur ce thème n'étaient pas à l'heure actuelle réunies.»¹⁹

Le second projet se déroule dans le champ politico-administratif (Matignon et Ministère de la culture). En 1983, Henri Giordan est l'auteur du rapport public: *Démocratie culturelle et droit à la différence*²⁰. Son accession au statut d'expert résulte d'une histoire politique spécifique dans laquelle certains militants des langues minoritaires se sont rapprochés du Parti socialiste dans les années 1970, et en sont devenus les compagnons de route au cours de la campagne présidentielle pour alimenter l'agenda partisan sur la régionalisation et la question minoritaire. La victoire des socialistes en 1981, et les ressources politiques ainsi accumulées par Henri Giordan, expliquent en partie sa contribution intellectuelle à la refondation de la politique culturelle du gouvernement. Son rapport poursuit alors le même projet d'identification des pratiques linguistiques effectives de la population. Il définit d'abord une «liste officielle» qui agrège les langues régionales aux nouvelles langues minoritaires que sont devenues les langues de l'immigration: «Les minorités culturelles sans implantation territoriale (communautés d'étrangers et de travailleurs immigrés de la première génération, communautés de réfugiés, communautés formées par des citoyens français (juive, tsigane, arménienne)» et «les minorités culturelles implantées territorialement (allemand, flamand, breton, basque, catalan, corse, occitan, domaines franco-provençal et d'oïl, langues des DOM-TOM).»²¹ Il préconise ensuite la mise en place d'une commission d'expertise étatique pour combler les lacunes informationnelles et légitimer la production de connaissances officielles par des pionniers comme Robert Lafont:

«Face au sérieux et à l'urgence de ce large ensemble de besoins, ressentis à différents niveaux, le tableau que l'on pourrait dresser de l'état de la recherche dans ce domaine serait d'une pauvreté affligeante. [...] Aucune grande entreprise ne se préoccupe d'analyser le fonctionnement de telle ou telle langue minoritaire.

19. Lettre du directeur scientifique adjoint du département des SHS du CNRS à Henri Giordan, 29 juillet 1983, AN 19880353, art. 20, dossier «Conseil national des langues et cultures régionales».

20. Henri Giordan, *Démocratie culturelle et droit à la différence. Rapport au ministre de la Culture*, Paris: La documentation française, 1983.

21. *Ibid.*, p. 52.

[...] L'examen du fonctionnement actuel des différences linguistiques dans la société française est le fait de pionniers pourvus de moyens dérisoires. Le développement de ces études est le plus souvent le fait de francs-tireurs travaillant de façon isolée.»²²

Le rapport Giordan aboutit en 1986 à la mise en place du Conseil national des langues et cultures régionales (CNLCR). Rattachée au premier ministre et réunissant des personnalités appartenant à des sphères différentes (hauts fonctionnaires, élus, intellectuels et universitaires), cette instance, pour inédite qu'elle soit, va cependant se révéler éphémère et marginalisée. Parce que son objet se heurte à l'ordre linguistique légitime, elle incarne ces « fausses structures »²³ de discussion ne permettant pas de naturaliser l'impératif de concentration d'une connaissance d'État sur les langues. Au final, ces deux projets rendent compte d'une stratégie de généralisation et de nationalisation du problème de l'identification des pratiques linguistiques de la population, problème porté par des pionniers périphériques dont la position d'entre-deux entre le militantisme et la science explique à la fois les échecs à s'imposer durablement dans l'État bureaucratique, et la prétention à quantifier, non pas des identités linguistiques (nation *vs* régions), mais des langues comme réalités socialement incarnées: « Lafont racontait avoir lutté des années pour obtenir la réalisation d'enquêtes, à la fois contre les pouvoirs publics et contre les militants: car chacun craignait que les résultats n'aillent pas dans son sens. »²⁴ Or, il s'avère que ce problème n'est pas le seul fait d'acteurs périphériques et qu'il suscite l'attrait d'autres scènes placées à une autre échelle, européenne cette fois.

AUX FRONTIÈRES DU « NATIONAL » ET DU « SUPRANATIONAL » : LA FORCE DE FRAPPE EUROPÉENNE

La question linguistique a d'emblée représenté un enjeu saillant pour la rationalisation d'un ordre politique européen, et ce tant

22. *Ibid.*, p. 67.

23. Pour reprendre la formule de Jacques Lagroye, appliquée à certains comités ou commissions dépourvus de véritables moyens, et qui témoignent du pouvoir de production factice de l'État. Jacques Lagroye, *Sociologie politique*, Paris: Presses de Sciences Po/Daloz, 1997, p. 472.

24. Jean-Michel Éloy, « D'où vient et où mène la question de l'évaluation quantitative de la vitalité? », in *Évaluer la vitalité. Variétés d'oïl et autres langues*, Amiens: Centre d'Études picardes, 1998, p. 15.

sous l'effet de contraintes pratiques (langues nationales, langues de travail, traduction), qu'en vertu d'une philosophie de l'action : les notions de « diversité linguistique », « plurilinguisme » ou « multilinguisme » exprimant en raccourci à la fois un idéal communicationnel communautaire, une stratégie de pacification de la coexistence linguistique et un mode de légitimation de la construction européenne. La définition de normes de protection des minorités linguistiques constitue un volet exemplaire de cette politique européenne qui achoppe sur le modèle du nationalisme linguistique, tout autant qu'elle tente de se positionner dans le concert des organisations supranationales et dans la mondialisation des enjeux linguistiques. Elle va plus précisément se cristalliser sur une convention protectionniste, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (1992), lancée dans les années 1970 par le Conseil de l'Europe et l'Union européenne²⁵. Deux arguments, que nous privilégierons ici, permettent alors d'établir la contribution de la scène européenne à un retournement dans la gestion politique des rapports sociaux linguistiques : l'un tient à la portée même de la convention, l'autre à une dimension, largement occultée, qui démontre l'emprise exercée par le centre de force européen dans le champ de l'expertise nationale. Dans chacun des cas, la définition et la circulation de normes européennes participent de la désactivation des fonctions identitaires de la langue et de l'actualisation sociale des questions linguistiques²⁶.

Si la Charte doit en partie son existence à une subtilité normative qui consiste à dépolitiser les enjeux linguistiques nationaux en déplaçant la codification des langues régionales du « droit des minorités » vers le « droit culturel et du patrimoine »²⁷, on peut déceler une ambiguïté majeure dans la troisième partie du texte. Cette dernière, en effet, recense les différents secteurs auxquels les recommandations protectionnistes sont, en pratique, susceptibles de s'appliquer : « enseignement », « justice », « autorités administratives et services publics », « médias », « activités et équipements

25. Sur les effets de l'effondrement des régimes communistes de l'Europe de l'Est dans l'actualisation de la question européenne des minorités (nationales, ethniques, religieuses et linguistiques), voir notamment Antony Alcock, *A History of the Protection of Regional Cultural Minorities in Europe*, Basingstoke : Macmillan, 2000.

26. Pour un bilan épistémologique des différents travaux portant sur la circulation internationale des idées, voir Pierre-Yves Saunier, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, N° 57, 2004, pp. 110-126.

27. Fabrine Thuillier, « La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires », in Jacques Chevallier (dir.), *L'identité politique*, Paris : PUF-CURAPP, 1994, p. 479.

culturels», «vie économique et sociale», «échanges transfrontaliers»²⁸. «La culture» représente *in fine* un secteur parmi d'autres qui, s'ils sont respectivement porteurs d'enjeux spécifiques, n'en demeurent pas moins l'indice que les langues minoritaires assurent ici des fonctions «ordinaires» et sociolinguistiques, plus qu'identitaires: l'ordre juridique européen restaure l'usage public de langues historiquement refoulées dans la sphère privée. L'atteinte au monopole et à l'autonomie de secteurs corporatistes et régaliens, comme la justice ou les services publics, explique, avec celle à «l'intégrité nationale», la crispation de l'État français et son refus de ratifier la Charte. Si les négociations gouvernementales (1989-1996)²⁹, monopolisées par le Ministère de l'intérieur, sont de ce point de vue restées «consensuelles et silencieuses»³⁰, il existe cependant un second ordre de mesure de l'emprise exercée par les valeurs européennes.

Parce qu'elle offre un indicateur probant de la réaffirmation du principe d'unité nationale face à l'eupéanisation, la résistance de la France a corrélativement porté à dévaluer le poids de contraintes, autrement juridiques, induites par la Charte et relatives à la constitution d'une statistique européenne des langues minoritaires. En 1991, un an avant l'ouverture de la Charte à la signature des États-membres, le Conseil de l'Europe a en effet demandé aux administrations nationales concernées de participer à un système d'informations en coopération et de se conformer à de premières formes de conventions de mesure, parmi lesquelles: «l'indication des langues régionales ou minoritaires existant dans votre pays» et «la situation de fait (régions ou villes dans lesquelles les langues sont parlées; nombre approximatif de personnes parlant ces langues)»³¹. S'il fonde son argument sur un enjeu juridique en amont, cet appel à la production d'un capital informationnel européen est en congruence avec la formation d'un marché international des savoirs sur les langues tissant des liens entre «multilinguisme» et «mondialisation». Il faut en premier lieu rappeler que,

28. Conseil de l'Europe, *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*, Strasbourg: Conseil de l'Europe, 1992, pp. 4-9.

29. À la lecture des archives du premier ministre et du Ministère de l'intérieur: AN 19950276, art.1-2; AN 19940285, art. 5.

30. Haroun Jamous, *Sociologie de la décision. La réforme des études médicales et des structures hospitalières*, Paris: Éditions du CNRS, 1969.

31. Lettre du secrétaire général du Conseil de l'Europe à la Direction générale des collectivités locales du Ministère de l'intérieur, 11 février 1991, AN 19940285, art. 5.

depuis les années 1980, le Parlement européen a exercé un ensemble de pressions sur la Commission pour que celle-ci mette en œuvre une politique experte visant à collecter et à centraliser des données³². Cela a conduit, d'abord à la publication de rapports³³, ensuite à la formation du réseau Mercator (réseau de recherche et service d'information des langues régionales et/ou minoritaires de l'Union européenne), fédérant les compétences de juristes et de linguistes de différents pays, et cela indépendamment des administrations nationales. Ce réseau a dès lors contribué à dénationaliser la production de connaissances sur les langues minoritaires, c'est-à-dire à l'affranchir des enjeux idéologiques, à chaque fois spécifiques, liés aux frontières nationales. Cette autonomisation est elle-même ancrée dans des enjeux d'imposition du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne sur la scène internationale où circulent des valeurs linguistiques à vocation universelle. L'Unesco s'est, de ce point de vue, construite une position centrale. Elle est au principe de la diffusion d'un discours écologique sur les «langues menacées» ou «*Endangered Languages*», qui aboutira en 1996 à la publication d'un livre rouge durcissant les scénarios alarmistes et les prophéties sur la «mort des langues», ou la «perte pour l'humanité» de la moitié de 6000 langues du monde³⁴.

On comprendra alors que la Charte trouve en partie sa source d'inspiration dans cette doctrine internationale et protectionniste. Si, comme on l'a souligné précédemment, le contenu juridique de la Charte participe de la réincarnation sociale de la question des langues minoritaires en distinguant les différents secteurs dans lesquels celles-ci sont susceptibles d'être pratiquées, ce processus de «mise en social» est retraduit, au plan informationnel, par l'argument vitaliste et la dénonciation d'une politique contre-providentielle des États :

«La situation démographique de ces langues régionales ou minoritaires présente une grande diversité, allant de quelques milliers de locuteurs à plusieurs millions. [...] Toutefois, ce que

32. Gaetano Arfé, *Résolution sur une charte communautaire des langues et cultures régionales, et sur une charte des droits des minorités ethniques*, Parlement européen, 1-965/80, 16 octobre 1981; Willy Kuijpers, *Résolution sur les langues et cultures des minorités régionales et ethniques de la Communauté Européenne*, Parlement européen, C318, 30 octobre 1987.

33. Commission of European Communities, *Linguistic Minorities in Countries Belonging to the European Community*, Luxembourg: Office for Official Publications of E. C., 1986.

34. *Unesco Red Book on Endangered Languages*, Unesco Publishing, 1996.

beaucoup d'entre elles ont en commun, c'est un degré plus ou moins grand de précarité. [...] Les menaces qui pèsent aujourd'hui sur ces langues régionales ou minoritaires tiennent souvent au moins autant au poids inévitablement uniformisateur de la civilisation moderne, [...], qu'à l'indifférence de leur environnement ou à une politique d'assimilation de l'État.»³⁵

La Charte représente ainsi un instrument par lequel transitent des enjeux supranationaux de définition de critères, de seuils de minorisation et de mortalité linguistiques. À partir des années 1990, elle incarne donc une épreuve de ralliement des gouvernements nationaux pour concentrer un ensemble de ressources informationnelles rares. L'État français n'échappe pas à la demande d'expertise du Conseil de l'Europe, mais sa stratégie défensive consiste à monopoliser les « chaînes de traduction »³⁶ dans la construction d'une « statistique » européenne. En 1992, le Ministère de l'intérieur enrôle des hauts fonctionnaires « experts », et plus précisément des préfets. Leurs rapports d'enquête témoignent alors d'une très forte hétérogénéité dans les façons de rapporter les situations linguistiques locales (taux de pratiques, catégories de locuteurs) et d'un émiettement patent des sources d'informations³⁷. Le caractère improvisé de cette expertise, de même que les difficultés d'estimation dont font continûment part les préfets, constituent d'une certaine manière un « contre-feux » pour l'État gardien du monolinguisme, qui admet presque son « impuissance » dans le rapport final adressé au Conseil de l'Europe :

« Faire un état des lieux de ces langues régionales se révèle difficile à de multiples égards. Outre la rareté des enquêtes officielles effectuées par le passé, c'est surtout l'existence d'obstacles juridiques qui empêche une connaissance approfondie du nombre et du degré de pratique des locuteurs des langues régionales. [...] Ces enquêtes ne dissipent certainement pas toutes les incertitudes mais dans un domaine où il est difficile d'avoir une vue

35. Conseil de l'Europe, *Rapport explicatif relatif à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires*, Strasbourg: Éditions du Conseil de l'Europe, 1992, p. 1.

36. Pour reprendre la formule utilisée par Delphine Nivière pour rendre compte des entreprises de quantification à différentes échelles de l'action publique, voir son ouvrage, « Négocier une statistique européenne: le cas de la pauvreté », *Genèses*, N° 58, 2005 p. 47.

37. AN 19950276, art. 1, dossier « enquête auprès des préfets et des administrations concernées sur la situation des langues régionales en France, avril-juin 1992 ».

synthétique et objective de la situation, ces données sont sans doute les plus fiables.»³⁸

Si cette contrainte à l'identification de la société linguistique française demeure à l'état confidentiel, elle n'en contribue pas moins à désacraliser le rapport symbolique que l'État entretient avec les langues en l'enjoignant à produire des données chiffrées. En raison de la position intermédiaire qu'il occupe, le champ de force européen pousse d'une certaine façon à redéfinir la gestion politique des rapports sociaux linguistiques: le classement statistique, vecteur d'énoncés alarmistes internationaux inspirés de la problématique du «risque»³⁹, chasse le classement national-identitaire. Affranchi des schèmes du nationalisme linguistique, il travaille, par l'expertise, à sa propre construction «d'État européen» et à la structuration de nouvelles formes de régulation politique⁴⁰.

AUX FRONTIÈRES DE L'ÉTAT: LES LINGUISTES ET LE STATISTICIEN

Les effets politiques exercés par les deux scènes précédemment étudiées ne sont pas instantanés mais s'exercent par ricochet. Ces deux conjonctures ont, de toute évidence, préparé le terrain à la concrétisation d'une statistique linguistique d'État. Le premier effet, lié à la Charte, présente les traits d'une structure d'opportunités politiques dans laquelle la linguistique et la statistique vont respectivement réaliser un coup de force. Le second effet, lié à la sociolinguistique, doit à l'identité scientifique des acteurs qui parviendront à institutionnaliser, dans les marges de l'État, une nouvelle fonction de politiques linguistiques, et avec elle à subvertir le modèle de l'État-nation linguiste. Ce processus observable à partir de la fin des années 1990, montre comment l'identification de la société linguistique française, non seulement ruine le modèle identitaire de «la langue» par une redistribution des hiérarchies linguistiques légitimes, mais encore repose sur une stratégie de reclassement de cet objet dans des enjeux sociaux, plus que symboliques.

38. *Les langues régionales en France*, rapport au Conseil de l'Europe, 1992, archives du centre de documentation de la DGLFLF, dossier «Charte des langues régionales (1992-1996)».

39. Sur l'inflation de cette question dans les sociétés contemporaines, voir Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris: Aubier, 2001.

40. Yves Dezalay, «Multinationales de l'expertise et «dépérissement de l'État», *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 96-97, 1993, p. 4.

C'est à la faveur d'un changement politique que le dossier de la Charte va être rouvert par l'État français. L'alternance de 1997 qui voit la formation du gouvernement de Lionel Jospin offre la possibilité à des linguistes, insérés dans des réseaux de gauche – Pierre Encrevé et Bernard Cerquiglini – de se constituer en experts légitimes du cabinet du nouveau ministre de la Culture, Catherine Trautmann. Dans cette configuration très spécifique, tenante de la ratification de la Charte, une première action est menée en 1999. Le binôme de linguistes publie, dans un rapport public – *Les langues de France* – la première liste officielle de langues pratiquées en France⁴¹. Cette liste élève à 75 le nombre de langues, et elle doit en partie cet effectif à l'intégration des langues des DOM-TOM et de l'immigration. Sa réception politique créera la surprise, tant elle semble affecter l'ordre linguistique légitime, comme en témoignent Bernard Cerquiglini et un autre linguiste :

« Cette liste qui est très longue a beaucoup étonné. Quand Claude Allègre [ministre de l'Éducation] a reçu mon rapport, il a dit : « Cerquiglini est devenu fou ! » Non, non, pas fou. »⁴²

« Le rapport Cerquiglini a été un choc, dans le milieu ça été un choc. La question était un choc, la réponse était un choc. »⁴³

Une seconde opération est ensuite conduite par la statistique, et plus particulièrement par le directeur de l'Institut national des études démographiques (INED), François Héran. À l'occasion de la modernisation du recensement national de 1999, le statisticien, sous l'effet conjugué de la position d'autorité qu'il occupe et du « scoop » que peut représenter une telle opération, va y intégrer des indicateurs de mesure de la « transmission familiale des langues et des parlers » : 6700 intitulés de langues sont alors déclarés, 400 catégories répertoriées. Si la stratégie de délitement consiste, dans chacun des cas, à réfuter par les chiffres la vision binaire qui oppose « la langue française » aux « langues régionales », et à ce titre les langues de l'immigration offrent une ressource rare pour « faire nombre », reste que la linguistique et la statistique s'accordent sur

41. Bernard Cerquiglini, *Les langues de France*, Rapport au ministre de l'Éducation nationale et à la ministre de la Culture, 1999.

42. Entretien avec Bernard Cerquiglini, Paris, mai 2003.

43. Entretien avec Olivier Baude, Paris, juin 2002.

un autre point de vue qui vise à instituer la langue en catégorie sociale. D'abord, dans le cadre du rapport sur *Les langues de France*, les linguistes cherchent à « agir sur les représentations », et par là même à désactiver les fonctions identitaires de la langue, en confrontant le nationalisme linguistique et ses catégories de classement territorial (nation *vs* régions), à la réalité des pratiques linguistiques valorisée par les sciences humaines :

« Ce rapport touchait fortement aux représentations, qui est vraiment mon obsession, c'est-à-dire que je suis frappé par ce que j'appelle le « monolingisme fictionnel français », comme si on ne parlait qu'une langue en France. Pour des raisons historiques complexes, une langue autre que le français paraît adversaire. Et toute l'altérité linguistique est sentie comme un adversaire. »⁴⁴

« Les langues sont des biens universels de l'esprit humain nullement liées à des lieux ou à des cultures, contrairement à la croyance communément répandue. [...] Le lien entre la langue, la culture et le territoire est une erreur défensive. Aucune langue n'est « par nature » régionale ou territoriale. »⁴⁵

Dans le cadre de l'enquête statistique ensuite, François Héran revêt moins l'ethos du statisticien d'État travaillant sur des nomenclatures consacrées, que celui du statisticien social pour lequel les outils de quantification servent à la construction de problèmes sociaux⁴⁶, et donc ici à la naturalisation de la langue en classe de mesure des populations (comme l'âge, le sexe, le diplôme, etc.) :

« Le caractère éminemment sensible des découpages linguistiques n'avait plus rien de singulier par rapport à l'ensemble des nomenclatures que le praticien de la statistique sociale était amené à manipuler. Les praticiens de la statistique publique avaient suffisamment intégré ce type de problématique pour être capables d'aborder sereinement la plupart des pratiques sociales. »⁴⁷

44. Entretien avec Bernard Cerquiglini, Paris, mai 2003.

45. Pierre Encrevé, « L'arabe et le berbère sont nos deux premières langues minoritaires », *Pouvoirs Locaux*, N° 31, 1996, pp. 59-63.

46. Alain Desrosières, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris : La Découverte/Syros, 2000, pp. 284-288.

47. François Héran, « Les langues et la statistique publique... », *op. cit.*, pp. 60-61.

Cette naturalisation va cependant s'avérer bien fragile face à l'argument d'autorité constitutionnel (« la langue de la République est le français »), qui est mobilisé en 1999 pour trancher définitivement sur l'incompatibilité de la Charte⁴⁸. L'opposition qui se dessine alors est pourtant moins la preuve d'un échec de la politique d'identification, que le signe d'une concurrence qui s'objective au sein de l'État. Les savoirs ponctuels dont sont porteuses les deux enquêtes vont, en effet, être convertis en savoirs permanents avec la mise en place d'un « observatoire des pratiques linguistiques » au Ministère de la culture. Si cette instance doit la validité de sa création à une solidarité tissée à terme entre la linguistique et la statistique, elle représente avant tout la conquête scientifique d'une compétence bureaucratique, qui avait déjà été tentée par la sociolinguistique occitane au début des années 1980 (CNLCR). Là est le second effet qu'il convient de relever.

Pierre Encrevé occupe une position centrale dans la configuration experte qui se forme à la fin des années 1990 (conseiller du cabinet de Catherine Trautmann). S'il n'appartient pas à la sociolinguistique occitane, il prend pourtant bien part à l'invention du mouvement sociolinguistique depuis les années 1960, mais en tant que chef de file d'une autre école qui y monopolise les positions dominantes. Cumulant un ensemble de capitaux scientifiques (EHESS-Paris, relations avec Pierre Bourdieu et Noam Chomsky), cette école se distingue de la sociolinguistique occitane par son autonomisation du militantisme linguistique. Elle a plus particulièrement émergé au sein du département de Linguistique de l'Université de Vincennes, fondée à l'issue de Mai 1968 et dans laquelle s'est formée une avant-garde intellectuelle en rupture avec la discipline (normative et descriptive) qui concourt à la légitimation de l'ordre linguistique établi. Le manifeste politico-scientifique construit par l'école de Pierre Encrevé recouvre ainsi la vision critique qui prévaut au sein de la sociolinguistique occitane (vision sociologique de la langue et des « pratiques linguistiques », formes de violence symbolique exercée par l'État et l'école), à la différence qu'il parvient à s'imposer durablement dans le champ bureaucratique à la fin des années 1990 par le biais de l'observatoire.

48. Par la décision du Conseil constitutionnel, N° 99-412, du 15 juin 1999, la Charte sera jugée incompatible avec la Constitution.

Il convient cependant de relativiser le statut de cette instance qui est condamnée à évoluer aux frontières de l'État, et plus particulièrement entre la société linguistique (enquêtes de terrain sur les pratiques linguistiques) et la pensée du monolinguisme d'État. Bien qu'elle mobilise, par le biais d'appels d'offres, l'ensemble des équipes sociolinguistiques des laboratoires français, elle reste marginalisée au sein du Ministère de la culture et dispose de peu de marge de manœuvre décisionnelle, luttant « pour durer » au gré des changements politiques et remaniements ministériels. La position spécifique qu'elle occupe alors, affublée par certains de « poil à gratter de la Culture », peut être définie comme subversive en tant qu'elle use, au travers des données qu'elle produit, contre l'État de la liberté relative que lui assure l'État⁴⁹. Non seulement elle travaille à institutionnaliser, dans les politiques linguistiques légitimes, une fonction d'identification des langues, mais encore elle concurrence la fonction d'émblématisation nationale de la langue, et avec elle le modèle de l'État-nation, en dévoilant les formes d'insécurité linguistique de la population et en plaidant pour des « droits sociaux linguistiques » :

« C'est, en France, une forme pathologique de la passion de l'égalité : uniformiser, assimiler, ramener à l'unité sous le signe du même, dont l'école a été le lieu d'exercice par excellence : des enfants parlant tous exclusivement la même langue, quelle que soit leur maternelle. Le monolinguisme d'État, poussé à ce point, est une violence permanente, et une négation des droits linguistiques de la personne. »⁵⁰

Cette sorte de *realpolitik* sociolinguistique, qui doit en partie sa construction au recours à la sociologie, est à cet égard révélatrice de l'efficacité sociale d'une éthique scientifique et critique qui lutte contre ce qui est perçu comme une mise à mal de l'État-social⁵¹ et qui travaille à inventer un autre ordre social linguistique.

49. Pour reprendre ici l'hypothèse de Pierre Bourdieu quant à la position occupée par certaines franges des sciences sociales, Pierre Bourdieu, « Esprits d'État. Genèse et structure du champ bureaucratique », in Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques*, Paris : Seuil, 1994, pp. 106-107.

50. Pierre Encrevé, « À propos des droits linguistiques de l'homme et du citoyen », conférence *Rencontres en langue des signes*, Paris : EHESS, 16 décembre 2005.

51. En particulier autour de Pierre Bourdieu, voir pour exemple Pierre Bourdieu, *Les usages sociaux de la science. Pour une sociologie clinique du champ scientifique*, Paris : INRA Éditions, 1997 ; Pierre Bourdieu, *Contre-feux*, Paris : Liber/Raisons d'Agir, 1998.

VERS LA FORMATION D'UNE « CONSCIENCE SOCIALE » LINGUISTIQUE ?

Au terme de cette analyse, force est de constater que, sur le terrain de la langue, les pratiques d'identification ne vont pas de soi autant qu'elles ont été contournées par l'analyse classique des politiques linguistiques (« une nation, une langue, un territoire »), en raison des impensés véhiculés par la pensée d'État linguistique, ou de l'emprise exercée par le paradigme national, qui portent à relire les enjeux de luttes linguistiques comme des enjeux identitaires unifiés (identité nationale/régionalismes identitaires). C'est en ce sens que le regard porté sur les différentes scènes qui n'adhèrent pas à une vision identitaire de la langue permet d'appréhender, sous un angle autrement que symbolique, le rapport que l'État est en quelque sorte tenu d'entretenir, si ce n'est plus « concrètement » au moins par les chiffres, avec les langues. Il ne s'agit pas de considérer que les données chiffrées sont dépourvues d'enjeux symboliques, mais qu'elles participent ici d'une construction plus sociologique qu'idéologique du traitement politique des questions linguistiques.

« L'identification » de la société linguistique française, qui se caractérise par des difficultés, des échecs, des coups, des politiques marginalisées, et qui est par là même rarement visible « à l'œil nu », offre d'abord une catégorie d'analyse féconde pour opposer à la rationalité de la vision essentialiste « un processus (et non un état) toujours incertain »⁵². Ensuite, si les différentes scènes étudiées font des usages différenciés du travail d'identification sous l'effet des enjeux sectoriels qui les mobilisent respectivement (construction européenne ou définition scientifique des politiques linguistiques), dans chacun des cas, les questions linguistiques subissent une sorte de reclassement des catégories du « national » aux catégories du « social ». Elles contribuent en cela à désactiver les fonctions identitaires de la langue et militent non pas exclusivement pour la remise en cause de la domination étatique en fondant la preuve d'une diversité linguistique, mais également pour une gestion étatique renouvelée des rapports sociaux linguistiques, décentrée de l'opposition « langue française » *vs* « langues régionales ». Enfin, ce « jeu » sur les limites de l'État-nation est en congruence avec le statut souvent frontière de ces scènes. Les passages qu'elles articulent

52. Martina Avanza et Gilles Laferté, « Dépasser la « construction des identités »... », *op. cit.*, p. 140.

– du militantisme à la science, du national au supranational, de l'État à la société linguistique – rendent compte du phénomène de gouvernement à distance que l'État a, pour des enjeux d'intégration nationale, historiquement entretenu avec les langues. Ces scènes « comblent » alors en quelque sorte la distance entre la pensée d'État linguistique et la réalité des usages des langues. Elles révèlent surtout toute la modernité de la notion de « régime d'expertise » dégagée par Abram de Swaan dans sa sociologie historique de l'État-providence: la position intermédiaire de certaines sphères d'activités sociales contribue, selon lui, à allonger et renforcer les chaînes d'interdépendance sociale et, partant, à produire une sorte de « conscience sociale »⁵³.

53. Abram de Swaan, *Sous l'aile protectrice de l'État*, Paris: PUF, 1995, pp. 310-337.

DEUXIÈME PARTIE

FAIRE CORPS

ORGANISATION DU TRAVAIL MILITANT, LUTTES INTERNES ET DYNAMIQUES IDENTITAIRES: LE CAS DES « MOUVEMENTS DE CHÔMEURS »¹

XAVIER DUNEZAT

Comment analyser les « mobilisations de « sans »² – d'identifications dites difficiles – en termes de dynamiques identitaires? Nous souhaiterions ici tester le caractère heuristique de l'approche de l'identité sociale proposée par Claude Dubar³ en croisant ce mode de théorisation avec une sociologie des mouvements sociaux qui interroge le fait militant en termes de rapports sociaux (sexe, race, classe). Les rapports sociaux traversent-ils les groupements mobilisés et, si oui, dans quelle mesure les luttes internes qui en sont le signe enrayent-elles la formation et la pérennité d'un groupe mobilisé, d'un mouvement social, au sens ici d'action collective concertée en faveur d'une cause⁴?

Selon Dubar⁵, l'identité sociale doit être pensée comme « une articulation de deux processus identitaires hétérogènes ». D'une part, « chacun est identifié par autrui », se voit attribuer une identité (pour autrui). D'autre part, chacun réagit à cette identification soit en l'acceptant, soit en la refusant, « l'incorporation de l'identité par

1. Cet article est issu d'une communication intitulée « Chômeurs en lutte et sans-papiers en lutte : « groupe mobilisé » et luttes internes ». Faute de place, nous avons délaissé ici les dynamiques identitaires (racisées) dans une mobilisation de sans-papiers qui fait l'objet d'une nouvelle enquête ethnographique depuis 2005.

2. Sur les mobilisations de chômeurs et chômeuses, voir notamment Olivier Fillieule (dir.), *Sociologie de la protestation*, Paris: L'Harmattan, 1993; Didier Demazière, Maria-Teresa Pignoni, *Chômeurs: du silence à la révolte*, Paris: Hachette, 1998; Sophie Maurer, *Les chômeurs en action (décembre 1997-mars 1998). Mobilisation collective et ressources compensatoires*, Paris: L'Harmattan, 2001; Valérie Cohen, *Chômage et mobilisation collective. Processus de formation et tentative d'affirmation d'une force contestataire*, thèse de sociologie, Université Paris X Nanterre, 2003. Sur les mobilisations de « sans », voir notamment Xavier Crettiez, Isabelle Sommier (dir.), *La France rebelle. Tous les foyers, mouvements et acteurs de la contestation*, Paris: Michalon, 2002; Daniel Mouchard, « Les mobilisations des « sans » dans la France contemporaine: l'émergence d'un « radicalisme autolimité? », *Revue française de science politique*, vol. 52, N° 4, 2002, pp. 425-447.

3. Claude Dubar, *La socialisation*, Paris: Armand Colin, 2002.

4. Erik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris: La Découverte, 2005.

5. Claude Dubar, *op. cit.*, pp. 109-113.

les individus eux-mêmes» ne pouvant «s'analyser en dehors des trajectoires sociales par et dans lesquelles [ils] se construisent des «identités pour soi». Et Dubar d'ajouter que c'est «par et dans l'activité avec d'autres [...] qu'un individu est identifié et qu'il est conduit à endosser ou à refuser les identifications qu'il reçoit des autres et des institutions».

Si l'on suit ce mode de théorisation au moment d'analyser les mobilisations de sans en termes de dynamiques identitaires, sans doute faut-il se demander comment «chaque société construit son altérité en fonction de son projet national, définit ses codes de la différence à travers les concepts élaborés pour désigner l'Autre, par sa classification et sa catégorisation»⁶. Autrement dit, les mobilisations de sans sont d'abord le produit de la formation de principes de classement du monde social, de processus par lesquels tout un travail est effectué pour *identifier* au sens de définir, étiqueter, classer, etc. En France, les évolutions dans le comptage et l'indemnisation des chômeurs et chômeuses ou dans le travail législatif de fabrication des sans-papiers dessinent le cadre structurant de la production sociale de l'altérité de sans, d'identités pour autrui de sans. Nous délaissions ici cette dimension contextuelle⁷.

De même, sans doute faut-il aussi inscrire les mobilisations de sans dans le «paysage recomposé des minorités actives» qui, dans les années 1990, auraient procédé de nouvelles formes de «stratégies» par lesquelles un travail de reconstruction du sens de l'action aurait abouti à des dynamiques identitaires favorables à la mobilisation. *S'identifier* en tant que chômeur ou en tant que sans-papiers, faire émerger des identités pour soi de sans, tel aurait été l'enjeu du travail orchestré par certains «militants professionnels» au travers d'un répertoire d'actions original et une forme de «pragmatisme radical»⁸. Parce que l'acte d'attribution de l'identité «ne peut s'analyser en dehors des systèmes d'action dans lesquels l'individu est impliqué et résulte de «rapports de force» entre tous les acteurs concernés»⁹, nous questionnerons ici cette approche

6. Riva Kastoryano (dir.), *Les codes de la différence. Race – Origine – Religion – France – Allemagne – États-Unis*, Paris: Presses de la FNSP, 2005, p. 17.

7. Pour les chômeurs et chômeuses, voir Christian Topalov, *Naissance du chômeur, 1880-1910*, Paris: Albin Michel, 1994; Didier Demazière, *Le chômage. Comment peut-on être chômeur?*, Paris: Belin, 2003.

8. Isabelle Sommier, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris: Flammarion, 2003.

9. Claude Dubar, *La socialisation, op. cit.*, p. 113.

qui tend trop souvent à postuler une appropriation sans heurt de l'identité de sans *durant la mobilisation*.

Nous souhaiterions ainsi *analyser, au sein des mobilisations de sans, les processus de construction des identités en tant qu'enjeux et produits des «luttés dans la lutte»*¹⁰. En effet, selon notre approche, les mobilisations sont traversées par des rapports de force – des rapports sociaux – dont la prise en compte est incontournable dans l'analyse des dynamiques identitaires, entendues comme le double processus de production des identités pour autrui et des identités pour soi. L'hypothèse est ici que les rapports sociaux hétérogénéisent ces dynamiques identitaires dans le champ militant, *y compris au sein d'une même mobilisation*.

Cette hypothèse est issue de la littérature de plus en plus étendue qui interroge et fait travailler le constat de la coexistence, *dans et par l'action collective*, d'acteurs aux propriétés sociales distinctes, tant en France¹¹ qu'aux États-Unis¹². D'une part, il s'agit de dépasser la dichotomie classique entre entrepreneurs de protestation et simples protestataires pour ancrer socialement les appartenances et les trajectoires militantes. D'autre part, plusieurs travaux invitent à croiser les appartenances sociales (de sexe/genre, de race/ethnicité, de classe, d'orientation sexuelle, d'âge...) au moment d'analyser les mobilisations¹³.

Pour penser les mobilisations de sans, nous recourons plus particulièrement à la théorisation de Kergoat¹⁴: si l'on suit cette approche, l'identité sociale ne peut être pensée indépendamment des rapports sociaux qui, en tant que processus de fabrication des groupes sociaux, créent des marqueurs à partir desquels – via la division du travail – des identités sont attribuées (identités pour

10. Xavier Dunezat, *Chômage et action collective. Luttés dans la lutte. Mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*, thèse de sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2004.

11. Danièle Kergoat, *Les ouvrières*, Paris: Sycomore, 1982; Josette Trat, «La lutte des assistantes sociales: un mouvement de femmes salariées conjugué au masculin», *Futur Antérieur*, Paris: L'Harmattan, 1994, pp. 103-134; «Hommes et femmes dans le mouvement social», *Cahiers du GEDISST*, N° 18, Paris: L'Harmattan, 1997; Lilian Mathieu, *Mobilisations de prostituées*, Paris: Belin, 2001; Sophie Maurer, *op. cit.*

12. Myra Marx Ferree, «The Political Context of Rationality: Rational Choice Theory and Resource Mobilization», in Aldon D. Morris, Carol McClurg Mueller (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven/Londres: Yale University Press, 1992, pp. 29-52; Doug McAdam, «Gender as a Mediator of the Activist Experience: The Case of Freedom Summer», *American Journal of Sociology*, vol. 97, N° 5, 1992, pp. 1211-1240; «Gender and Social Movements», *Gender & Society*, vol. 12, N° 6, 1998; vol. 13, N° 1, 1999; Rachel L. Einwohner, Jocelyn A. Hollander, Toska Olson, «Engendering Social Movements. Cultural Images and Movement Dynamics.», *Gender & Society*, vol. 14, N° 5, 2000, pp. 679-699.

autrui) et des identités sont appropriées (identités pour soi). Et, rapports sociaux obligent, des rapports de domination sont en jeu dans ces processus d'attribution et d'appropriation identitaires.

Ainsi, dans notre approche, une mobilisation est a priori définie comme la mise ensemble (ou non) d'acteurs aux propriétés sociales distinctes *et* multiples, comme un espace-temps de coexistence (ou non) d'identités pour autrui distinctes *et* multiples, compte tenu de la transversalité des rapports sociaux fondamentaux (sexe, classe, race) *dans la société française actuelle*.

Cependant, notre construction identitaire ne s'épuise pas dans le cadre structurant des rapports sociaux fondamentaux. Afin de tenir compte du fait que le champ militant suppose et suscite une forme de travail spécifique – le «travail militant»¹⁵ –, nous le théorisons aussi comme un espace-temps dans lequel émergent des appartenances spécifiques du fait même de la participation à ce champ. Il s'agit de l'appartenance militante pour laquelle nous distinguons les «militant-e-s⁺» et les «militant-e-s⁻», catégories produites par les luttes internes au champ militant. Cette distinction repose sur la dotation en *capital militant*, défini comme «un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes»¹⁶. Toute mobilisation est donc aussi a priori définie, dans notre approche, comme la mise ensemble (ou non) de militant-e-s⁺ et de militant-e-s⁻, compte tenu des trajectoires militantes des protestataires qui se

13. (Note de la p. 157.) Danièle Kergoat, Françoise Imbert, Hélène Le Doaré, Danièle Sénouier, *Les infirmières et leur coordination. 1988-1989*, Paris: Lamarre, 1992; Bernice McNair Barnett, «Invisible Southern Black Women Leaders in the Civil Rights Movement: The Triple Constraints of Gender, Race, and Class», *Gender & Society*, vol. 7, N° 2, 1993, pp. 162-182; Rachel L. Einwohner, «Gender, Class, and Social Movement Outcomes. Identity and Effectiveness in Two Animal Rights Campaigns», *Gender & Society*, vol. 13, N° 1, 1999, pp. 56-76; Jules Falquet, «Trois questions aux mouvements sociaux «progressistes». Apports de la théorie féministe à l'analyse des mouvements sociaux», *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 24, N° 3, 2005, pp. 4-16; Xavier Dunezat, *Chômage et action collective...*, *op. cit.*; Sabine Masson, *Les femmes indiennes au Chiapas (Mexique): un mouvement féministe postcolonial? Tzome Ixuk: étude de cas d'une coopérative de femmes tojolabales*, thèse de sociologie, Université Paris 8 et Université de Lausanne, 2005; Elsa Galerand, *Les rapports sociaux de sexe et leur (dé)matérialisation. Retour sur le corpus revendicatif de la Marche mondiale des femmes de 2000*, thèse de doctorat en sociologie, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et Université du Québec à Montréal, 2007. Il faut relever dans cette dynamique de recherche la centralité des approches en termes de rapports sociaux de sexe ou de genre. Voir Xavier Dunezat, «Le traitement du genre dans l'analyse des mouvements sociaux», *Cahiers du Genre*, numéro hors-série, 2006, pp. 117-141.

14. (Note de la p. 157.) Danièle Kergoat, «Le rapport social de sexe. De la reproduction des rapports sociaux à leur subversion», *Actuel Marx*, N° 30, 2001, pp. 85-100.

15. Xavier Dunezat, *Chômage et action collective...*, *op. cit.*, pp. 143-147.

16. Frédérique Matonti, Franck Poupeau, «Le capital militant. Essai de définition», *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 155, 2004, pp. 5-11, p. 8 en particulier.

rejoignent. Ces catégories d'identification ne sont pas étanches aux autres rapports sociaux et aux autres champs d'activité, en particulier domestiques et professionnelles. Ainsi, le capital culturel et/ou une position socioprofessionnelle élevée renforcent – ou compensent – le capital militant, et nous intégrons cela dans la distinction des deux catégories de militant·e·s. Enfin, nous distinguons militant et militante, car ces catégories sont aussi marquées par les rapports sociaux de sexe.

Toute mobilisation est donc pensée ici comme un espace-temps de travail militant et, si l'organisation de ce travail prend la forme d'une spécialisation des tâches, alors nous postulons que des rapports sociaux se sont reconfigurés, autrement dit que des groupes sociaux sont recréés et des processus de domination rejoués *dans et par la mobilisation*.

Dès qu'un mouvement social émerge, une certaine sociologie de l'action collective tend à postuler que identité pour autrui et identité pour soi convergent, voire se superposent. Par exemple, les mobilisations de sans témoigneraient d'une appropriation de l'identité de sans par les mobilisé·e·s. Ce postulat conduit à négliger les décalages qui peuvent émerger entre identité pour autrui et identité pour soi *durant la mobilisation* (cf. *infra*).

L'analyse de ces décalages, plus ou moins forts selon les mobilisations, et de leurs sources suppose un détour par les *luttés internes* au mouvement social, luttes théorisées ici comme le produit et la source des *identités distinctes et multiples* qui coexistent au sein du groupe mobilisé. Les dynamiques identitaires, *durant une mobilisation*, forment un processus complexe dont l'intelligibilité ne s'épuise pas dans la seule prise en compte des éléments de contexte ou encore du travail des « entrepreneurs de protestation » pour faire émerger une mobilisation. En concentrant le regard sur l'*organisation du travail militant*, nous plaiderons pour une sociologie qui rend leur caractère vivant et structurant aux *pratiques sociales in situ*, ici aux pratiques militantes qui se déploient une fois la mobilisation lancée, qui la font et qui la défont. En particulier, en distinguant « travail séparé » et « travail collectif », nous montrerons que *la coexistence d'acteurs aux propriétés sociales distinctes et multiples, dans une même action collective, n'a pas d'effet uniforme quant à la possibilité pour ces acteurs de « tenir ensemble »*. Les dynamiques identitaires – qui concernent aussi les militants professionnels – ne s'arrêtent pas aux

portes de la mobilisation : elles la traversent parce qu'elles sont indissociables des luttes qui la traversent.

Nous illustrerons notre propos à partir d'une enquête ethnographique comparative dans les mobilisations de chômeurs et chômeuses en France. Elle s'est déroulée, de janvier 1998 à avril 1999, dans deux actions collectives locales, à Morlaix dans le Finistère et à Rennes en Ille-et-Vilaine.

Ces actions collectives observées participaient de la dynamique nationale, lancée par les organisations nationales de chômeurs, qui a été identifiée comme « le mouvement des chômeurs de 1997-1998 »¹⁷. Ce mouvement a été homogénéisé à partir de revendications en termes de revenus et d'un répertoire d'actions structuré autour de l'occupation continue (nuit et jour) de bâtiments publics (Agences nationales pour l'emploi, mairies...).

Notre enquête a pris la forme d'une observation participante, complétée par une soixantaine d'entretiens semi-directifs, autant de questionnaires sur les itinéraires de vie (professionnelle, familiale, militante) et une analyse de contenu des presses écrites locales.

Pour montrer que identité pour autrui et identité pour soi ne convergent pas nécessairement durant une mobilisation, nous partions de portraits sociographiques des mobilisé·e·s observé·e·s. Selon notre approche, la diversité des identités pour autrui disponibles constitue un obstacle à un processus d'identification pour soi unifié.

LES CATÉGORIES D'IDENTIFICATION SOCIALEMENT DISPONIBLES

D'abord, les « chômeurs mobilisés » n'étaient pas tous chômeurs. Les chômeurs et chômeuses représentaient trois quarts des mobilisé·e·s à Rennes, mais moins de la moitié à Morlaix, où près d'une personne sur cinq était salariée en contrat à durée indéterminée (CDI) et une personne sur quatre était inactive à la suite d'une « exclusion » du marché du travail (via les dispositifs Allocation adulte handicapée, préretraite...). À Rennes, les salarié·e·s en CDI

17. Sur la formation de cette dynamique, voir Didier Demazière et Maria-Teresa Pignoni, *Chômeurs...*, *op. cit.*

étaient plus rares et les quelques personnes inactives étaient des étudiantes.

Ensuite, les « chômeurs mobilisés » ne vivaient pas le chômage de la même manière parce que leur rapport à l'emploi et à son absence était hétérogène. À partir des entretiens, nous avons ainsi distingué quatre expériences du chômage¹⁸ qui coexistaient au sein des mouvements observés, dans des proportions variables selon les villes : l'expérience majoritaire du « chômage total »¹⁹, l'expérience du chômage choisi (davantage représentée à Rennes), l'expérience du chômage nié (repérée exclusivement à Morlaix compte tenu de la présence d'« exclu-e-s » du marché du travail), l'absence de l'expérience du chômage total (salarié-e-s, étudiant-e-s, retraité-e-s).

Enfin, les « chômeurs mobilisés » n'étaient pas que chômeurs, c'est-à-dire que 1. ils et elles étaient marqué-e-s socialement par leur position attribuée dans l'ordre des autres rapports sociaux que les seuls rapports de classe²⁰ ; 2. leur trajectoire sociale et leur inscription simultanée dans d'autres champs d'activité – domestique, militante, universitaire... – multipliaient leurs sources d'identification (pour autrui et pour soi).

Ainsi, en croisant situation sociofamiliale et rapport au travail domestique, nous avons distingué quatre expériences du travail domestique²¹ (l'abandon, le partage, l'autonomie, l'exploiteur). De même, le capital culturel – mesuré ici à partir du seul niveau de diplôme – participait de l'hétérogénéisation du groupe mobilisé et du contraste entre les deux actions collectives puisque, à Morlaix, deux tiers des mobilisé-e-s avaient un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat (contre un tiers à Rennes) et un cinquième un niveau 1 de diplôme (contre un tiers à Rennes). Enfin, les mobilisations de sans s'inscrivant dans un champ d'activité plus vaste mais poreux (le champ militant), il faut intégrer l'hétérogénéité du groupe mobilisé en termes de trajectoires militantes. Dans les deux villes, environ un tiers disposait d'un capital militant élevé, acquis pour la grande majorité par la participation à des formes militantes organisationnelles (politiques, syndicales, associatives), plus rarement par la seule participation à des mouvements sociaux.

18. Xavier Dunezat, *Chômage et action collective...*, *op. cit.*, pp. 332-367.

19. Dominique Schnapper, *L'épreuve du chômage*, Paris : Gallimard, 1994 [1981].

20. Ils et elles n'avaient pas le même âge, la tranche d'âge 18-30 ans étant la plus représentée. Ils et elles n'avaient pas le même sexe (les hommes représentant deux tiers des mobilisé-e-s).

21. Xavier Dunezat, *Chômage et action collective...*, *op. cit.*, pp. 368-392.

À Morlaix, l'appartenance à une association locale (le Comité des chômeurs et solidaires du Pays de Morlaix) domine largement et n'est concurrencée que par l'appartenance dispersée de deux hommes à des organisations de la « mouvance anarchiste ». Mais, à Rennes, l'appartenance aux organisations de chômeurs AC! et CGT²² (souvent simultanée) est concurrencée par une « mouvance anarchiste » disparate – des membres d'organisations anarchistes et des sympathisants socialisés au mode de fonctionnement d'inspiration anarchiste durant les mouvements étudiants – mais se cristallisant²³ dès les premières heures contre les organisations de chômeurs.

FORMES D'ARTICULATION ENTRE IDENTITÉ POUR AUTRUI ET IDENTITÉ POUR SOI

Ainsi, les mécanismes d'identification avaient de quoi puiser en termes de « catégories socialement disponibles »²⁴. Or, à partir du moment où le mouvement est identifié comme celui des chômeurs (sous l'effet du travail des organisations nationales de chômeurs, les médias et les institutions reprenant à leur compte cette identité pour autrui) et s'identifie – dans les tracts, les délégations, les conférences de presse – comme celui des chômeurs (sous l'effet cette fois de luttes internes qui conduisent à empêcher toute irruption d'une autre identité pour soi « collective »²⁵), la mobilisation est enfermée dans une seule identité pour autrui qui ne peut refléter la pluralité des appartenances et des trajectoires qui coexistent au sein du groupe mobilisé. Or, cette identité imposée invisibilise les autres identités pour autrui (et potentiellement pour soi) qui sont disponibles.

22. Il s'agit d'Agir ensemble contre le Chômage! et des Comités CGT des privés d'emploi. Sur ces organisations de chômeurs, voir Didier Demazière et Maria-Teresa Pignoni, *Chômeurs...*, *op. cit.*, pp. 131-190.

23. La rapidité de cette cristallisation s'explique par des positions sociales homogènes (des jeunes, des hommes), une même expérience du chômage (choisi) et une expérience universitaire récente qui a favorisé les relations d'interconnaissance.

24. Claude Dubar, *La socialisation*, *op. cit.*, p. 110.

25. En fait, tous les gens mobilisés se voient attribuer, *de l'intérieur de la lutte*, une identité de chômeurs, y compris celles et ceux qui ne le sont pas et/ou qui ne le veulent pas. Par exemple, dans les deux mouvements observés, des femmes tentent – dès les premières heures – de proposer un mode d'organisation du travail militant prenant en compte la sexuation du groupe mobilisé (crèche pour enfants, commission femmes...). Autrement dit, elles ont tenté de faire adjoindre à l'identité de chômeurs une autre identité au moins pour les chômeuses : celle de femmes. Or, elles se sont vues opposer une fin de non-recevoir au nom de : « Nous sommes tous chômeurs, que l'on soit femmes ou hommes » (et y compris par les hommes qui n'étaient pas chômeurs!).

Partant de là, on peut repérer *au sein des mobilisations de chômeurs et chômeuses* quatre types de configuration dans l'articulation entre identité pour autrui et identité pour soi. Le premier englobe celles et ceux qui ne partagent pas, *objectivement*, l'identité pour autrui de chômeur et qui ne peuvent s'identifier en tant que tel: a priori ils et elles doivent construire une identité pour soi en décalage par rapport à l'identité pour autrui des mobilisé-e-s. Le deuxième concerne celles et ceux qui sont chômeurs et ne s'identifient que comme chômeurs: il n'existe pas de décalage. Le troisième concerne celles et ceux qui sont chômeurs et ne s'identifient pas que comme chômeurs: le décalage peut surgir même s'il n'est pas automatique car il dépend du mode de gestion des identités pour soi (mise en veille ou non des autres identifications). Le quatrième concerne celles et ceux qui sont chômeurs et qui vont construire une identité pour soi contre celle de chômeur.

Lorsque les dynamiques identitaires vont s'activer via l'organisation du travail militant, on pourrait s'attendre à ce que les décalages induits par la coexistence d'acteurs aux propriétés sociales distinctes et multiples rendent plus difficile le processus d'identification pour soi à une mobilisation identifiée comme celle des chômeurs, et ce d'autant plus que les mouvements observés se caractérisent par une prise de position des hommes militants⁺ qui vont mettre en ordre l'organisation du travail militant en s'appuyant sur une identité de militant. La démarche comparative adoptée nous a permis de repérer deux dynamiques différentes, en termes de mobilisation et d'identification, même si les deux mouvements se caractérisent par une spécialisation des tâches militantes. En effet, à Rennes, la division du travail militant tend à prendre la forme d'un travail séparé qui éparpille les dynamiques d'identification et contrarie toute possibilité du collectif de tenir ensemble. Mais, à Morlaix, divers facteurs ont, *malgré tout et provisoirement*, favorisé l'émergence d'une forme de travail collectif qui a mis en veille les identifications externes ou contraires au groupe mobilisé.

FABRICATION ET LÉGITIMATION D'UNE IDENTITÉ DE MILITANT

Les mouvements observés ont donc été impulsés par les relais locaux des organisations nationales de chômeurs (AC! et CGT à Rennes) ou par une association locale monopolisant le champ

militant du chômage (le Comité des chômeurs et solidaires à Morlaix). Dans les deux cas, ce sont des hommes dotés d'un capital militant élevé – *des hommes militants*⁺ – qui se retrouvent en position d'amorcer l'action collective. En tant que porte-parole ou président de leur organisation, ces hommes militants⁺ se mettent, dès les premières heures de la mobilisation, à prescrire le travail militant et son organisation²⁶, notamment les modes de fonctionnement des assemblées générales (présidence, tour de parole, secrétariat, etc.). Or, ces hommes militants⁺ ont en commun de ne pas vivre l'expérience du chômage total, celle qui prévaut au sein du groupe mobilisé qui se constitue à leur initiative.

À Morlaix, le président de l'association locale – aidé par deux hommes militants⁺ de la mouvance anarchiste – va jusqu'à assigner certaines personnes aux tâches prescrites, tout en s'autorisant un droit de veto dans les assemblées générales (AG) au nom de son statut de président.

À Rennes, la CGT et AC! commencent par instaurer un système de bureau représentant les différentes composantes du mouvement (CGT/AC!/ Indépendants) qui prépare les orientations de l'action collective, l'AG étant seulement consultée. Ce mode de fonctionnement est l'objet d'une lutte interne immédiate menée par les hommes militants⁺ de la mouvance anarchiste avec l'appui d'autres protestataires, lutte qui débouche sur la mise en place d'un nouveau mode de fonctionnement fondé sur l'assemblée générale souveraine et décisionnelle (vote à la majorité absolue sur le principe *une personne, une voix*). Ces hommes militants⁺ impulsent la rédaction d'une charte de fonctionnement de l'AG et la mise en place de commissions, en s'inspirant – selon leurs dires dans les entretiens – de ce qu'ils avaient expérimenté (et impulsé) dans les mouvements étudiants lorsqu'ils étaient à l'université.

Ainsi, les hommes militants⁺ qui se disputent la prescription du travail militant et de son organisation ne constituent pas un groupe homogène mais ils se rejoignent au moment de s'attribuer une *identité de militant*. Celle-ci découle du décalage objectif qu'ils ressentent avec l'identité de chômeur telle qu'elle se cristallise dans l'expérience majoritaire du chômage total. Ces hommes militants⁺

26. Cette prise de position des hommes militants⁺ n'est pas une caractéristique structurelle – naturalisée parfois – de toute mobilisation mais le produit de la division du travail militant qui structure les organisations initiatrices et les schèmes de perception du mode de lancement d'un mouvement social.

ne s'attribuent pas – parce qu'ils ne peuvent s'attribuer – une identité de chômeur, mais légitiment leur présence et leur mode de participation en recourant à l'identité de militant. Et, par l'organisation du travail militant qu'ils prescrivent, cette identité trouve matière à s'exprimer grâce à la prise en charge ou l'accaparement de tâches visibles et valorisées²⁷. Le sentiment de légitimité et de compétence de ces hommes militants⁺ peut les conduire à rétorquer à un chômeur sans capital militant qui veut s'exprimer dans les médias: «N'importe qui ne doit pas parler aux médias.» Et pour gérer le décalage entre identité pour autrui (de chômeurs) et identité pour soi (de non-chômeur et de militant), ils s'assignent à un rôle de formateur des chômeurs et chômeuses qu'ils ont tendance à étiqueter comme dénué-e-s par définition d'expérience militante.

Ainsi, la légitimation d'une identité de militant est centrale dans la mise en place d'une spécialisation des tâches militantes. Or, cette dynamique semblable dans les deux mouvements observés n'a pas eu des effets identiques en termes d'identification à la mobilisation.

RENNES: LE TRAVAIL SÉPARÉ ET L'EFFRITEMENT DU GROUPE MOBILISÉ

Dès ses premières heures, le mouvement rennais est marqué par un éclatement des dynamiques d'identification, au travers d'une division du travail militant qui prend la forme d'un *travail séparé*: nous désignons ainsi le fait observé que les tâches militantes spécialisées se juxtaposent, s'accomplissent séparément, c'est-à-dire sans susciter d'être ensemble, font l'objet d'un visible désintérêt quand elles sont relatées, bref ne débouchent pas sur une appropriation collective du travail effectué.

Par ce travail séparé, les luttes internes vont cristalliser trois groupes militants au sein de la mobilisation: «CGT-AC!», «anarchistes», «indépendants» (en tant que groupe fourre-tout pour celles et ceux qui ne sont identifié-e-s d'aucun des deux autres groupes, en particulier les «simples chômeurs»).

Or, tout le processus d'identification se structure autour de l'attribution d'une identité puisée dans ces trois catégories. Face à

27. Ils participent aux délégations, répondent aux médias, président les AG, orientent le contenu des tracts et les rédigent...

cet étiquetage généralisé, le groupe mobilisé des «chômeurs», ayant du mal à exister et à structurer les identifications pour soi, s'effrite, perdant non pas des individus isolés mais des groupes d'individus aux propriétés communes dans la multiplicité des identités pour autrui (et parfois pour soi) qui coexistaient.

EFFETS DE CONTEXTE DANS L'ORGANISATION DU TRAVAIL MILITANT

Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut préciser que le mouvement rennais n'est pas parvenu à imiter les dynamiques qui, au niveau national, ont débouché sur des occupations continues (nuit et jour) d'ASSEDIC et d'ANPE. À la suite de la répression, il n'a obtenu que la possibilité d'utiliser des salles prêtées par la mairie à des heures définies (9 heures – 12 heures; 14 heures – 18 heures). Cet échec l'a conduit à recentrer son répertoire d'actions sur des occupations ponctuelles qui se terminent, de manière ritualisée, par des évacuations forcées.

Il convient d'insister sur les effets de ce contexte dans l'organisation du travail militant telle qu'elle a été formalisée sous l'impulsion des hommes militants⁺ de la mouvance anarchiste, via la charte de fonctionnement de l'AG et la mise en place de commissions.

D'abord, *le temps militant est défini sur le mode du temps professionnel* (diurne). Les AG ont lieu le matin, puis le groupe mobilisé se retrouve l'après-midi pour les commissions et/ou pour les actions. À 18 heures, chacun·e est rendu·e à sa vie habituelle et, sauf manifestation le samedi, la mobilisation s'interrompt le week-end. Or, cette organisation du temps militant tend à séparer, de manière étanche, les différents champs d'activité des individus. Le simple être-ensemble et la sociabilité qu'il permet ne sont pas pensés comme des incontournables de la mobilisation. Les mobilisé·e·s sont alors invité·e·s, par le temps laissé pour cela, à continuer de s'appropriier d'autres identités, ce qui crée des substituts rapides en cas de raté dans l'appropriation de l'identité de «chômeur mobilisé».

Ensuite, *le temps militant est défini sur le mode de l'efficacité*, ce qui est logique compte tenu de sa stricte délimitation temporelle. Or, les schèmes de perception de l'efficace qui triomphent sont ceux des hommes militants⁺. Dans les AG rennaises, devient efficace tout ce qui n'entrave pas le bon déroulement de l'ordre du

jour, structuré et ritualisé autour de la séquence: trésorerie, informations diverses, bilan de l'action de la veille, bilan de chaque commission, préparation de l'action à venir. Pour favoriser l'efficacité du déroulement de l'AG, chacun-e est invité-e à ne pas rompre l'ordre du jour, à n'aborder qu'un sujet à la fois, à ne pas parler trop longtemps, et le président de séance est jugé efficace s'il parvient à contrôler ces prescriptions. De même, on rejette les bilans collectifs et un-e référent-e est invité-e à faire une synthèse pour chaque bilan. Par cette formalisation et dans cette conception de l'efficacité, capital militant et capital culturel trouvent tout l'espace nécessaire à des reconversions réussies. En revanche, celles et ceux qui ne disposent que de leur «capital vécu» (expérience du chômage et du fonctionnement des institutions gérant le chômage, etc.) ou qui n'ont pas été socialisé-e-s à la prise de parole «efficace» ne bénéficient pas de cet espace.

Enfin, *la délimitation du temps militant et la formalisation ne favorisent pas une extension du travail militant au-delà des tâches formalisées.* Ce caractère fini des contours du travail militant a contrarié à Rennes les possibilités de reconversion des compétences professionnelles et domestiques qui auraient pu donner – au moins – à chacun-e un sentiment d'utilité.

L'ÉCLATEMENT DES DYNAMIQUES D'IDENTIFICATION ET DU GROUPE MOBILISÉ

C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter l'émergence du travail séparé qui éparpille les dynamiques d'identification rennaises. La spécialisation des tâches qui ordonne l'organisation du travail militant, *parce qu'elle prend la forme d'un travail séparé*, se traduit par une «décoexistence» à la fois synchronique et diachronique des acteurs aux propriétés sociales distinctes et multiples.

Les *jeunes hommes de la mouvance anarchiste*, récemment sortis de l'université, investissent le travail formalisé en AG et la commission actions, chargée de choisir les cibles et de préparer les occupations ponctuelles. L'identité de militant fonctionne à plein dans cette commission et se conjugue avec des pratiques virilistes déployées «spontanément» durant les occupations (petits vols, se barricader, se faire porter par les forces de l'ordre au moment de l'évacuation...), au grand dam d'autres protestataires. Par cette inscription commune dans la division du travail militant, ce

groupe est celui qui va s'identifier le moins à l'identité de chômeur. Il interrompt et dénonce, en AG, les récits individuels sur l'expérience du chômage total, récits qualifiés de « misérabilistes ». Lors des actions, il refuse un mode de présentation de soi – majoritaire – laissant transparaître une volonté d'intégration sociale dans le monde tel qu'il est perçu (capitaliste). Enfin, il construit un discours antitruvail, plus ou moins affiché, qui servira de ressort à une trajectoire sociale combinant refus de l'insertion associée à l'obtention du Revenu minimum d'insertion (RMI) et organisation d'une défense collective quand l'un est attaqué par les institutions. Ce groupe, hétérogène par l'origine sociale et le capital militant de ses membres, est celui qui « héritera » du mouvement six mois après son lancement et contribuera à homogénéiser les mobilisé-e-s en termes de sexe (10 % de femmes au lieu de 35 % au début), d'âge (rajeunissement) et d'identification militante (80 % de la mouvance anarchiste au lieu de 20 % au début).

À la suite des luttes internes initiales, les *identifié-e-s CGT/AC!* (y compris celles et ceux qui ne s'approprient pas l'étiquette) tenteront de reprendre pied en investissant les délégations et la *commission médias*. Ces tentatives se matérialiseront par l'affichage de l'identité organisationnelle face aux interlocuteurs du mouvement, affichage dont la contestation parfois violente – au nom de l'identité de chômeur mobilisé par les hommes s'identifiant militants – débouchera sur la sortie précoce des organisations initiatrices du mouvement, y compris des personnes étiquetées comme telles.

En ce qui concerne les *Indépendants*, il faut distinguer les militant-e-s⁺ et les militant-e-s.

Dans le cadre d'une sexuation des trajectoires militantes, les hommes et les femmes militant-e-s⁺ vivant l'expérience du chômage total parviendront à investir le travail militant prescrit (présidence d'AG, référent-e de commission, etc.), grâce à leur capital culturel et/ou des trajectoires professionnelles marquées par l'accès à la PCS des cadres. Combinant l'identité pour soi de chômeurs avec l'étiquetage « indépendants » (approprié par les hommes surtout), ces militant-e-s⁺ légitiment leur pleine participation au travail militant prescrit par leur absence de décalage avec l'identité pour autrui du mouvement. Tout en concurrençant les hommes militants⁺ de la mouvance anarchiste dans l'accomplissement du travail d'AG, ils et elles particularisent leur trajectoire militante par

l'impulsion de commissions (recherche d'emploi, culturelle...) et de répertoires d'actions (manifestations, rendez-vous quotidiens...) en décalage avec ceux des anarchistes. En particulier, leur désir de faire du mouvement un tremplin pour recouvrer une « dignité » et une forme de « citoyenneté » – ce qui les conduira à impulser une liste électorale – entrera en contradiction avec les intentions et les méthodes de la mouvance anarchiste. Ce conflit entre identité de militant (révolutionnaire) et identité de chômeur (citoyen) tournera à l'avantage de la première et débouchera sur une sortie – parfois à la suite de violences – des hommes et des femmes militant·e·s⁺ au chômage subi.

Enfin, les hommes et les femmes militant·e·s au chômage (mais surtout elles) expérimentent un mode de participation inactive au travail prescrit et/ou une entrée dans le travail militant (réel) par des pratiques non prescrites. Plusieurs facteurs jouent ici. D'abord, la faible quantité de tâches prescrites qui émergent les empêche de mettre au service du mouvement leurs compétences professionnelles ou domestiques par absence d'espaces de reconversion. Ensuite, privé·e·s de capital culturel et de capital militant (légitimé²⁸) par leur trajectoire, ces militant·e·s développent un fort sentiment d'incompétence par rapport au travail militant prescrit, tandis que les hommes militants⁺, en s'accaparant les tâches prescrites, les privent de tout apprentissage par la pratique. Ces deux premiers facteurs jouent dans le développement d'un fort sentiment d'ennui, non déclaré au sein du mouvement mais évoqué en entretien. Se sentant inutiles et incompétentes, ces personnes se singularisent par une présence régulière mais inactive et ponctuée de sorties collectives de l'AG pour aller fumer ou discuter à l'écart. Toutefois, certaines d'entre elles – les femmes étant ici surreprésentées – tentent des incursions dans le travail militant réel de l'AG par des pratiques non prescrites. Elles prennent la parole pour apporter un témoignage à partir de leur vécu ou pour critiquer le déroulement d'une action... Mais ce mode d'entrée n'est pas légitimé parce qu'il prend le plus souvent la forme d'une rupture de l'ordre du jour qui engendre – charte de fonctionnement et présidence de militants⁺ obligent – un rappel à l'ordre. Celui-ci provoque alors soit un retour vers le mode de

28. Le « capital vécu » de ces personnes constituait une forme de capital militant mais il n'a pas été légitimé par les hommes de la mouvance anarchiste et n'a pu être activé au sein de la mobilisation rennais.

participation inactive, soit une sortie silencieuse, soit un conflit verbal d'une telle ampleur que la personne hérétique quitte bruyamment l'AG, suivie par d'autres militant·e·s. Et ces gens ne reviennent pas toujours...

On ne peut qu'insister ici sur le fort décalage ressenti entre une identité pour soi de chômeur et l'identification que propose *de facto* le mouvement par son travail militant prescrit. Ces militant·e·s, qui avaient connu des trajectoires marquées par un chômage de longue durée et par un vécu de l'identité stigmatisée de chômeur, s'étaient mobilisé·e·s pour lutter contre cette stigmatisation. Or, c'est la mobilisation elle-même qui les renvoie à l'identité stigmatisée. Il va sans dire que ce groupe, qui « démissionnera » aussi, vivra très mal le retour à la vie « normale », car l'espoir induit par l'attente d'une mobilisation se sera évanoui... sous l'effet de la mobilisation²⁹.

Ainsi, à Rennes, le travail séparé³⁰ se traduit par des dynamiques d'identification plurielles qui concurrencent – voire s'opposent à – l'identité pour autrui du groupe mobilisé. Cela a abouti au triomphe de l'identité de militant, en fort décalage avec l'identité de chômeur qui avait présidé à la naissance de la mobilisation. Dans cette configuration, la mobilisation ne tient qu'au prix d'une épuration permanente des acteurs aux propriétés sociales distinctes et multiples jusqu'à homogénéisation du groupe mobilisé (au détriment des chômeurs et chômeuses, des femmes et des militant·e·s).

Cette épuration a suscité un sentiment de trahison lors des entretiens, en particulier chez les femmes qui – a posteriori – sont plus nombreuses à se rejoindre pour combiner l'identité pour soi (trahie) de chômeuse mobilisée avec une espèce d'identité pour soi féministe, si l'on entend par là le fait d'avoir repéré la masculinisation du mouvement, d'en faire un facteur explicatif de la trahison et de dénoncer une telle dynamique...

29. Ce groupe, repérable aussi à Morlaix, connaîtra des trajectoires professionnelles et domestiques désabusées après le mouvement. La quasi-totalité des décès (cirrhose, cancer, suicide...) ont eu lieu au sein de ce groupe après la fin de la mobilisation.

30. Et nous avons délaissé ici le signe le plus significatif du travail séparé, à savoir la non-gestion collective des formes de violence (masculine) qui se déploient au sein du groupe mobilisé rennais.

**MORLAIX:
LE TRAVAIL COLLECTIF ET LA CRISTALLISATION DU GROUPE MOBILISÉ**

La démarche comparative adoptée nous a permis de repérer une configuration très différente quant aux effets de la mise ensemble, *dans et par* la mobilisation, d'acteurs aux propriétés sociales distinctes et multiples. Comme à Rennes, le mouvement morlaisien est traversé par des dynamiques d'identification protéiformes et conflictuelles qui déboucheront *in fine* sur une extinction de l'action collective locale. Cependant, en dépit d'une prescription du travail militant et d'un accaparement des tâches valorisées par les hommes militants *, la division du travail militant dans le mouvement morlaisien a pris, pendant les deux premières semaines, la forme d'un *travail collectif*³¹ : nous désignons ainsi le fait observé que les tâches militantes spécialisées s'accomplissaient dans un espace-temps collectivisé, c'est-à-dire en suscitant un véritable être-ensemble et en faisant l'objet d'une appropriation collective qui conduisait au sentiment d'un faire-ensemble.

Comme l'ont montré les entretiens, ce travail collectif a d'abord relégué au second plan – dans les processus d'identification – les luttes internes et a suspendu le processus d'éclatement des identifications alternatives ou juxtaposées à celle de chômeur mobilisé. Celle-ci s'est imposée dans le cadre d'un mouvement dont la sociographie laissait transparaître une faible proportion de chômeurs (comparativement à Rennes) et une plus forte hétérogénéité des acteurs mis ensemble (en termes d'expériences du chômage et du travail domestique notamment).

Pour comprendre les mécanismes qui ont ainsi fait tenir *provisoirement* le collectif ensemble, il faut souligner que le mouvement morlaisien a d'abord été structuré autour d'un répertoire d'actions fondé sur l'occupation continue de la mairie, dont les modalités avaient été négociées avec le maire socialiste par l'association initiatrice. Or, cette occupation continue est au cœur du processus d'émergence du travail collectif, via la sécrétion d'un autre rapport au temps militant et d'un autre rapport au travail militant.

31. Cette expression a été reprise à une interviewée qui l'a utilisée pour caractériser la première période du mouvement local.

OCCUPATION CONTINUE ET RAPPORT AU TEMPS MILITANT

D'abord, *les différents temps (professionnel, domestique, militant) de la journée de chacun-e deviennent poreux*. On se met à dormir au mouvement (dans la mairie occupée) et à manger au mouvement (midi et soir) tandis que les activités habituelles (recherche d'emploi, travail domestique chez soi, loisirs...) ne sont plus que des activités de passage, mal délimitées temporellement, parfois délaissées. Si l'on excepte une minorité de protestataires qui ont tenu à conserver du temps pour eux, domine l'impression d'un temps quotidien joyeusement envahi par le temps militant. Du même coup, bien des identifications – conjugales, parentales... – sont mises en veille, en particulier chez les hommes en couple qui prennent appui sur leur expérience domestique d'exploiteur afin de libérer tout le temps nécessaire pour s'identifier aux seuls «chômeurs mobilisés».

Ensuite, *la formalisation du temps militant s'atténue parce que l'occupation continue permet de jouer avec les rites militants*. Ainsi, l'AG morlaisienne peut durer quatre à cinq heures, entrecoupée de cafés et parfois de soupers. Elle est structurée par un vague ordre du jour mal écrit au tableau et dont le respect est laissé au bon vouloir d'un «casse-couilles» devant faire office de président de séance. Une tentative de formalisation de commissions a avorté et l'AG est devenue l'espace-temps de tous les débats internes. De même, la distance sociale ressentie par les hommes militants⁺ par rapport à certain.e.s protestataires (identifié.e.s comme des «quasi-SDF») induit des rappels à l'ordre du jour tardifs et prudents quand une personne se laisse aller à «se raconter». Pour tenir compte de la prise de parole sur soi, les hommes militants⁺ laisseront des assemblées citoyennes – prévues le soir en fin d'AG pour inviter la population à débattre – se transformer en espaces-temps de témoignages fleuves au cours desquels les rires et les pleurs se mélangeront souvent.

Enfin et surtout, grâce à l'occupation continue, *une espèce d'être-ensemble continu permet de dégager du temps pour s'identifier et s'accepter malgré toutes les identités attribuées*. Par exemple, un électeur blanc du Front national au chômage met en veille son identification politique pour se rapprocher d'une personne sans-papiers noire lycéenne; des enseignant.e.s et des «exclu.e.s» du marché du travail se parlent pour la première fois, compte tenu de leur trajectoire de vie respective. L'occupation continue a ainsi constitué le

cadre structurant d'une sociabilité renouvelée et élargie pour chacun-e, par laquelle l'identification au groupe mobilisé des « chômeurs » a trouvé une consistance relationnelle permettant de transcender la pluralité des identités pour autrui objectivement repérables et actualisées par la spécialisation du travail militant.

Dans notre comparaison avec Rennes, le *prix du temps* est apparu central dans l'émergence d'un sentiment d'appartenance et d'identification collectives³² parce que le temps est la première denrée matérielle du faire-ensemble.

OCCUPATION CONTINUE ET RAPPORT AU TRAVAIL MILITANT

On peut repérer, dans le mouvement morlaisien, un autre rapport au travail militant qui a rendu possible ce faire-ensemble.

Il faut partir ici du constat que l'association locale rassemble l'essentiel des hommes militants⁺, ce qui simplifie la prescription du travail militant et de son organisation (les schèmes de perception de l'association ne sont presque pas concurrencés). De plus, existant depuis cinq ans, l'association a acquis une forme de savoir-faire dans l'accueil des « chômeurs ». En la matière, la *doxa* de l'association est que le mouvement a vocation à accueillir toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, y compris les personnes exclues du marché du travail.

Du coup, il paraît normal et souhaitable que le travail militant soit un espace d'investissement pour tou-te-s. Pour cela, l'association laisse les tâches se multiplier tous azimuts, se contentant parfois d'une assignation a posteriori. Certes les tâches de pouvoir sont accaparées par les hommes militants⁺ mais la sécrétion des tâches – sous l'effet de l'occupation continue – est telle que *tout le monde a du travail*. En particulier, les tâches militantes à connotation professionnelle et/ou domestique sont autant d'espaces-temps de reconversion de compétences externes au champ militant, endormies à la suite de l'absence durable d'emploi. Parfois même, compte tenu du caractère relativement inédit de l'occupation continue dans la trajectoire des hommes militants⁺, les militant-e-s⁻ apparaissent plus compétent-e-s dans l'accomplissement du travail militant prescrit. C'est le cas pour la tâche de dormir la nuit dans la mairie occupée, tâche

32. En particulier, les mobilisé-e-s ont pris le temps de gérer les violences internes qui ont déchiré – mais pas éparpillé – le collectif protestataire.

rendue héroïque par le mode de couverture médiatique. Très rapidement, les hommes militants⁺ (qui restent dormir pour contrôler le bon déroulement de l'occupation) s'épuisent tandis que plusieurs militant-e-s⁻ réactivent un savoir-faire acquis dans un emploi passé (d'infirmier-ère, de routier, etc.). De même, le « capital vécu » des militant-e-s⁻ est utilisé pour organiser des actions ponctuelles visant à résoudre les difficultés d'une personne dans ses rapports avec les institutions. Le travail collectif, c'est à la fois le fait que tous les membres du groupe mobilisé peuvent s'inscrire activement dans le travail militant et le fait que le mouvement offre à chacun-e la possibilité de se rendre utile à partir d'un sentiment de compétence dans un type de tâche.

Pour les militant-e-s, l'enjeu de la participation est en effet le passage d'un sentiment d'inutilité à un sentiment d'utilité grâce à l'action collective, grâce à n'importe quelle tâche, même exécutive, même étroitement assignée, même à connotation domestique dans le cas de certains hommes. Ici, *le faire-ensemble a un sens parce que tout le monde fait*, et peu importe que ce soit toujours les mêmes qui fassent telle tâche pourvu que chacun-e fasse. Le retour à la vie sociale des « exclu-e-s » du marché du travail (ce qui se traduit par un renoncement visible à la consommation d'alcool quotidienne) contribue, de manière déterminante, à cristalliser une forte identification au groupe mobilisé et à mettre en veille toute forme d'identification qui pourrait remettre en cause les mécanismes qui font tenir ensemble le collectif.

CONCLUSION

Ainsi, un même mouvement social peut susciter des dynamiques identitaires hétérogènes en fonction des luttes internes qui s'y déploient sous l'effet de la spécialisation des tâches militantes. Dans les mouvements observés, la coexistence d'identités pour autrui distinctes et multiples s'est traduite par des processus d'identification peu homogènes.

À Rennes, l'identité de militant a triomphé au détriment de l'identité de chômeur. La mise en place d'un travail militant séparé – sous l'effet aussi du contexte répressif – a contrarié tout processus d'identification collective au groupe mobilisé des « chômeurs ». La durée de la mobilisation – plus longue qu'à Morlaix – doit alors être relativisée par le constat de son épuration et de son

homogénéisation en termes d'identités pour autrui et d'identités pour soi mises ensemble. En revanche, l'occupation continue mormalisienne, en modifiant les rapports au temps militant et au travail militant, a suscité une forme de travail collectif. Cela a favorisé une dynamique identitaire réduisant les décalages objectifs et/ou subjectifs entre identité pour autrui du mouvement et identités pour soi.

L'organisation du travail militant apparaît donc comme une des clés permettant d'analyser non seulement les luttes internes à une mobilisation mais aussi les dynamiques identitaires dans toute la complexité de leur reconfiguration sous l'effet de la participation à un mouvement social.

LA POLITIQUE DE L'IDENTITÉ COMME ENJEU DE LUTTES

LOGIQUES DE CONSTITUTION ET DE TRANSFORMATION DU COLLECTIF
DANS DEUX ASSOCIATIONS HOMOSEXUELLES EN SUISSE

MICHAËL VOEGTLI

Cette contribution entend interroger les logiques de constructions identitaires au sein de deux associations homosexuelles et de lutte contre le sida en Suisse francophone: Dialogai dans le canton de Genève et Juragai dans le canton du Jura¹. Il s'agit ici de saisir comment s'élabore, dans un espace social hétérosexiste², une mobilisation fondée, en partie au moins, sur une «identité de sexe»³, où des groupes défendent une «politique de l'identité»⁴.

Notre analyse de l'identité collective des mouvements prend en compte trois dimensions. Premièrement, si la constitution d'une entreprise de mobilisation peut reposer parfois sur le partage au minimum d'une identification commune, il n'en demeure pas moins que l'identité collective reste un enjeu de lutte constant, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du mouvement. Deuxièmement, et c'est une dimension notamment mise en lumière par Mary Bernstein, le déploiement ou le fait d'estomper certains traits de l'identité collective peut aussi être une stratégie politique en vue de l'obtention de biens collectifs⁵. Comme le mentionne

1. Le présent texte repose sur un travail de thèse consacré à l'étude de la lutte contre le sida et des mobilisations homosexuelles en Suisse (IEPI, Université de Lausanne/EHESS, Paris).

2. «L'hétérosexisme désigne un système de domination qui hiérarchise les sexualités et fait de l'hétérosexualité la marque exclusive de la normalité.» Jean-Paul Rocchi, «Hétérosexisme», in Didier Eribon (dir.), *Dictionnaire des cultures gays et lesbiennes*, Paris: Larousse, 2003, p. 243.

3. On fait référence ici à Nicole-Claude Mathieu qui montre que l'identité de sexe est une forme collective de résistance au genre. Nicole-Claude Mathieu, «Identité sexuelle/sexuée/de sexe? Trois modes de conceptualisation du rapport entre sexe et genre», *L'anatomie politique, Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris: Côté-femmes, 1991, pp. 227-266.

4. Michael Pollak reprend ce terme de Goffman, consistant «à promouvoir simultanément la cohésion du groupe et la place qu'il occupe dans la société en s'appuyant sur son signe distinctif le plus saillant et le plus mobilisable». Michael Pollak, *Une identité blessée*, Paris: Métailié, 1993, p. 173.

5. Mary Bernstein, «Celebration and Suppression: The Strategic Use of Identity by Lesbian and Gay Movement», *American Journal of Sociology*, vol. 103, N° 3, 1997, pp. 531-565.

également Pierre Bourdieu, « la contradiction structurale qui est à leur principe condamne les mouvements issus des groupes dominés et stigmatisés à un tel balancement entre l'invisibilisation et l'exhibition, entre l'annulation et la célébration de la différence, qui fait que, comme aussi le mouvement des *Civil Rights* ou le mouvement féministe, ils adoptent selon les circonstances l'une ou l'autre stratégie en fonction de la structure des organisations, de l'accès à la politique et des formes d'opposition rencontrées »⁶. Troisièmement, on ne peut comprendre l'identité collective du groupement sans prendre en compte la variété des engagements militants en son sein. En effet, comme l'a bien montré Frédéric Sawicki, « l'engagement est toujours le produit d'une rencontre entre des dispositions et des expériences socialement construites avec un groupe ou une institution, sauf dans les moments fondateurs. C'est en ce sens qu'on peut dire que le groupe fabrique ses militants autant que l'inverse. »⁷ Ces deux éléments – identité collective et identité sociale – sont liés dans la mesure où les propriétés sociologiques des acteurs composant les cohortes militantes (coexistence et succession, luttes de pouvoir à l'intérieur des associations) vont peser sur la « politique de l'identité » du groupe. De même, les attributs de l'identité sociale, s'agissant entre autres de l'identification à une orientation sociosexuelle, s'appuient sur une structure de plausibilité⁸ composée notamment par l'association. Dans cette contribution, nous sommes contraints de traiter plus sommairement la seconde dimension, quand bien même nous tenterons de l'illustrer en partie au fil du texte.

Analyser la manière dont s'élabore et fluctue l'identité d'un collectif, c'est aussi prendre en compte l'importance du contexte de la mobilisation. Dans le cas qui nous intéresse, il est primordial de considérer l'état de l'hétérosexisme, traduit en partie par des actes homophobes ou codifié par le droit, mais il importe aussi de le concevoir en tant qu'élément subjectif qui va déterminer pour les acteurs les risques encourus à se mobiliser et, partant, la forme que va prendre la mobilisation⁹. En outre, les deux associations

6. Pierre Bourdieu, *La domination masculine*, Paris: Seuil, 1998, p. 132 (n.). Cf. sur ce point dans un autre contexte la contribution de Nicolas Jaoul dans ce volume.

7. Frédéric Sawicki, « Les temps de l'engagement. À propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement », in Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris: Belin, 2004, pp. 123-146, pp. 145-146 en particulier.

8. Peter Berger, Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, Paris: Armand Colin, 2006 [1966], p. 262.

étudiées sont à concevoir au sein de l'espace associatif homosexuel et de l'espace associatif de lutte contre le sida, deux espaces dont la structuration va peser sur les modes de constitution et de transformation du collectif¹⁰. À cet égard, les associations sont issues d'univers contrastés. Dialogai, quasi exclusivement composée de gays, est active depuis 1982 à Genève, alors que Juragai, intégrant un quart de lesbiennes, est présente dans le canton du Jura depuis 1999. Canton de faible superficie, Genève a un territoire trois fois moins étendu que le canton du Jura. En revanche, avec près de 500 000 habitants, Genève est six fois plus peuplé. Dans le cas de Genève, on parle d'un canton-ville, la moitié de la population résidant dans le chef-lieu de Genève alors que l'autre moitié gravite à la périphérie des frontières communales genevoises. Le chef-lieu du canton du Jura, Delémont, compte quant à lui 11 000 habitants¹¹. Dialogai occupe en 2005 six permanents salariés, leurs activités s'orientant à la fois vers les actions et les activités communautaires et vers la lutte contre le sida. Juragai est composée d'une petite centaine de membres, sans poste salarié, et l'on peut considérer que l'association vit grâce aux efforts d'une poignée de militants qui interviennent aussi bien pour la préparation d'activités de loisirs que pour les actions de visibilité et de reconnaissance de l'homosexualité. La prévention sida n'y apparaît en revanche pas comme une dimension aussi forte de la structuration de l'association.

DIALOGAI: TENSIONS ENTRE ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE ET ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA

Pour comprendre comment se structure Dialogai, il faut partir de l'état de l'espace associatif homosexuel au moment de sa création et voir en quoi la création de l'association est liée à la présence du

9. (Note de la p. 178.) Gregory L. Wiltfang, Doug McAdam, «The Costs and Risks of Social Activism: A Study of Sanctuary Movement Activism», *Social Forces*, vol. 69, N° 4, juin 1991, pp. 987-1010.

10. Ces deux espaces sont conçus à la suite de Pinell comme des espaces sociaux permettant «d'étudier la structure et la dynamique des relations qu'entretiennent des agents engagés dans des luttes de concurrence autour d'un objectif commun», que ce soit l'organisation de la lutte contre le sida ou de la lutte pour la reconnaissance de l'homosexualité. Patrice Pinell *et al.*, *Une épidémie politique. La lutte contre le sida en France (1981-1996)*, Paris: Seuil, 2002, p. 5.

11. Didier Eribon a montré l'importance de la ville et de ses réseaux de sociabilité, en tant que «refuge des homosexuels» et «monde social, monde de socialisation possible [qui] permet de surmonter la solitude tout autant qu'elle permet de sauvegarder l'anonymat». Didier Eribon, *Réflexions sur la question gay*, Paris: Fayard, 1994, pp. 35 et 38.

Groupe homosexuel de Genève (GHOG), actif de 1978 à 1982 et dont sont issus plusieurs membres fondateurs de Dialogai. Ce retour aux sources permet d'abord de relier l'espace associatif homosexuel au moment de la création de Dialogai à l'image sociale de l'homosexualité prévalant à cette époque. Il permet ensuite d'étudier la transformation des modes d'action et des revendications portées par le mouvement: d'une première phase de «célébration» de la différence avec l'ordre hétérosexuel dominant, où le GHOG joue sur le stigmate de l'homosexuel en tant que «fléau social», on passe progressivement avec Dialogai à un groupement qui, s'il conserve une composante politique, dispose de relais politico-administratifs, acquis dans le domaine de la lutte contre le sida, qui lui permettent également de se poser en partenaire de réformes dans le domaine du droit des gays¹².

IMAGE SOCIALE DE L'HOMOSEXUALITÉ ET CONSTITUTION D'UN ESPACE ASSOCIATIF HOMOSEXUEL EN SUISSE AU DÉBUT DES ANNÉES 1970

À l'inverse de la France où la victoire de François Mitterrand contribue à la satisfaction de nombreuses revendications des associations homosexuelles¹³, la Suisse conserve à cette époque une législation répressive à l'égard des relations de type homosexuel¹⁴. En outre, la scène homosexuelle est réduite: il existe bien quelques établissements, mais leur visibilité est restreinte et la clientèle soumise à de nombreux contrôles de police. Enfin, la presse gay reste balbutiante à la suite de la disparition de la revue du Kreis en 1967¹⁵. En Suisse romande, les regards sont tournés vers les publications

12. On retrouve sur ce point l'analyse de Mary Bernstein qui examine le «déploiement identitaire» de quatre mouvements gays et lesbiens pour montrer sous quels conditions (structuration du mouvement, accès aux structures politiques décisionnelles, type d'opposition) peut s'observer l'utilisation stratégique de la célébration ou de l'estompage des différences avec la majorité *straight*. Mary Bernstein, *art. cit.*

13. Cf. Patrice Pinell *et al.*, *op. cit.*, pp. 30-36.

14. La majorité sexuelle dans le cadre des relations homosexuelles est ainsi plus élevée jusqu'en 1992 (18 ans contre 16 ans, dans le cadre des relations hétérosexuelles). Les homosexuels étaient recensés dans des fichiers de police, donnant lieu à plusieurs manifestations, notamment à Lausanne au début des années 1980 (les fichiers de police sont supprimés officiellement dans plusieurs grandes villes au début des années 1980). Certains cantons, dont celui de Genève, inscrivaient en outre la mention «homosexuel» au Certificat de bonne vie et mœurs, empêchant en cas d'inscription l'embauche dans la fonction publique et la possibilité d'obtenir un permis de travail pour les travailleurs frontaliers étrangers.

15. À l'exception de deux publications, l'une *Hey*, publiée par l'Organisation suisse des homophiles (1972-1983) et l'autre, *Anderschume*, une publication de la Coordination homosexuelle suisse (CHOSE), qui paraît depuis la fin de l'année 1983.

françaises comme *Gai Pied* (depuis 1979), journal par ailleurs difficile d'accès même à Genève.

La structuration de l'espace associatif homosexuel avant l'apparition du sida connaît trois phases: constitution d'un *mouvement homophile* puis, en réaction, émergence de groupes plus radicaux s'inscrivant dans la mouvance de la *libération homosexuelle* (*Gay Liberation*) et, enfin, création d'*associations défendant davantage une politique de l'identité plus sectorielle ou réformiste* (*Gay Identity*)¹⁶. Les premières associations créées s'inscrivent dans la mouvance des groupes homophiles que l'on retrouve par exemple en France, et dont l'exemple le plus prégnant reste Arcadie (1954-1982). Ainsi, en Suisse alémanique, la SOH (Organisation suisse des homophiles) est fondée en 1970 à la suite de la disparition du Kreis, alors que l'association Symétrie est fondée, pour la partie francophone, à Lausanne en 1974. En réaction à ce type d'organisations, des groupes de travail homosexuels sont créés au début des années 1970, dans la lignée des Fronts homosexuels d'action révolutionnaire: 1971 à Zurich (HAZ), 1972 à Bâle (HABS) et Berne (HAB). Regroupés fin 1973 pour mener à bien certaines actions collectives sous l'égide des «Homosexuelle Arbeitsgruppen der Schweiz» (HACH – CHOSE en français¹⁷), ils collaborent ensuite avec le Groupe de libération homosexuelle (GLH) qui se constitue à Lausanne en 1977 et avec le Groupe homosexuel de Genève (GHOG), fondé en 1978. Ces associations luttent, dans une perspective révolutionnaire de transformation radicale de la société, pour la reconnaissance de l'homosexualité, et notamment pour la suppression des fichiers homosexuels de la police.

LE GROUPE HOMOSEXUEL DE GENÈVE: LA CÉLÉBRATION DE L'HOMOSEXUEL COMME FLÉAU SOCIAL

Le Groupe homosexuel de Genève (GHOG) naît en mars 1978 à l'initiative de quatre militants qui ont pour trois d'entre eux un engagement politique antérieur: deux au sein des groupes de travail homosexuel bâlois (HABS) et zurichois (HAB), l'un dans la

16. Sur ce point, cf. notamment dans le cas des États-Unis Elizabeth A. Armstrong, *Forging Gay Identity*, Chicago: University of Chicago Press, 2002.

17. La CHOSE disparaît fin 1994, après avoir fonctionné pendant un temps en parallèle avec Pink Cross, nouvelle association faitière des gays suisses créée en 1993, et en activité depuis 1994. La SOH sera incorporée à Pink Cross et dissoute en 1995.

lutte des droits civique aux États-Unis, à quoi s'ajoute une expérience militante préalable au sein d'un groupe de libération homosexuelle canadien. Pour le plus jeune, Nicolas, il s'agit d'un primo-engagement, mais il est proche des mouvements d'extrême gauche lorsqu'il effectue ses études. L'engagement au GHOG s'inscrit ainsi dans la continuité d'un combat politique qui privilégie le caractère transversal des luttes contre l'oppression, comme le relève l'un des fondateurs du groupe :

« Il y avait une conscience politique, je dirais, au niveau premier du sens politique, beaucoup plus large qu'aujourd'hui. Il y avait aussi, ce qui a beaucoup changé, les luttes étaient plutôt transversales. C'est-à-dire qu'il y avait quasiment naturellement tous les mouvements en lutte contre la société dite bourgeoise, comme on l'appelait à l'époque, qui avaient un peu des plateformes non définies mais d'accords. C'est-à-dire que c'est vrai que les femmes, les homosexuels, les gens qui luttaient contre la guerre au Vietnam se retrouvaient. Et il était un peu naturel en tant qu'homosexuel à l'époque, si on s'engageait politiquement, de se dire « je suis proche des Noirs américains » ou « je suis proche des femmes », quelque chose qui a énormément changé aujourd'hui. »¹⁸

Ces membres vont rapidement être rejoints par Francis. Membre du Living Theatre, présent à Paris en 1971 à plusieurs réunions du FHAR, puis à New York où il milite dans un groupe gay anarchiste, Francis revient à Genève fin 1977 où il entend parler du GHOG et s'y engage. Les ressources précédemment acquises vont considérablement influencer sur l'orientation politique de la lutte et les modes d'actions du groupe. Cette période est marquée par la présence de ce qu'il nomme un « commando activiste, qui tourne essentiellement autour d'actions » liées aux revendications d'autres groupes d'extrême gauche, qu'il s'agisse d'actions contre le nucléaire (avec, lors d'une manifestation, pour slogan « Ni actifs, ni passifs, ni radioactifs »), contre les fichiers de la police fédérale ou encore pour l'obtention de la semaine de 40 heures de travail (avec pour slogan, lors du défilé du 1^{er} Mai, sur une banderole rose : « 40 heures d'amour par semaine : un minimum ! »). On

18. Entretien Nicolas. Tous les entretiens ont été anonymisés.

est ici face à un mouvement qui entend célébrer la différence homosexuelle, par un jeu constant sur l'image sociale de l'homosexualité, afin de remettre en question sa stigmatisation et plus généralement l'ordre du genre.

Dans le contexte de l'époque, l'anticipation des coûts de l'activité militante influe négativement sur un recrutement élargi des membres. L'état de l'hétérosexisme pèse en ce sens sur les conditions de la mobilisation, mais aussi en tant qu'élément subjectif déterminant, pour les acteurs, les risques d'un engagement militant et, partant, la forme de la mobilisation. Pour la plupart des hommes homosexuels fréquentant la petite scène homosexuelle genevoise (les quelques bars homosexuels de l'époque), l'anticipation des coûts du militantisme pratiqué par le GHOG influe négativement sur la propension à s'engager. La difficulté de recrutement est d'autant plus grande que les militants du GHOG sont très politisés et entretiennent la mise à distance de la scène commerciale, en soulignant sa dimension mercantile: c'est ce que mentionne par exemple Francis:

« On n'entrait pas dans ces bars, sinon pour apporter des tracts [...]. Mais ça me paraissait refléter ce qu'on appelait à l'époque le ghetto, marchand, donc... ça ne m'intéressait pas. Et quand les gens sont venus, le peu de gens qui étaient dans ce groupe sont venus par des contacts amicaux et tout, mais on n'avait pas recruté dans ces lieux. Je ne sais pas, parce qu'on était une autre espèce d'homosexuels que ceux qui allaient dans les bars et qui disaient: « Bah, de toute façon le nucléaire!... »¹⁹

Le recrutement est ainsi principalement opéré sur la base des réseaux préalables d'interconnaissance, assurant de ce fait le maintien de l'homogénéité des membres au niveau idéologique et leur investissement – chargé affectivement – lors des activités de lutte.

Bénéficiant par l'intermédiaire de Francis de contacts à la Télévision suisse romande, les activistes du GHOG vont encore réaliser un film-tract dans le cadre d'une émission *L'Antenne est à vous*, qui va obtenir un énorme retentissement et provoquer des réactions virulentes, mais également susciter de très nombreuses demandes de gays pour disposer d'un lieu de soutien, de conseils et

19. Entretien Francis.

d'échange. Or, les actions du GHOG requièrent un fort investissement de la part des membres (ils ne seront jamais plus d'une dizaine), notamment en termes de visibilité, et le groupe s'essouffle progressivement au début des années 1980 :

« On croyait rencontrer des militants qui nous aideraient à développer nos idées et à aller plus loin dans l'invention de formes pour faire sauter les tabous. [...] À un moment donné, on s'est rendu compte qu'on n'arrivait pas à développer le groupe, on restait toujours ce petit noyau. [...] Je pense que le fait qu'on n'ait pas su comment s'ouvrir socialement à des activités, disons, qui ne soient pas destinées à des gens comme nous mais à des gens qui avaient plein de difficultés ou qui étaient engagés dans un itinéraire psychosexuel, socio-sexuel assez peu clair fait qu'on s'est arrêtés. »²⁰

Par ailleurs, la fin du Groupe homosexuel de Genève est à relier à des remaniements des différentes inscriptions sociales des activistes. Pour Francis, qui a alors près de 40 ans, la difficulté de recruter de nouveaux membres se conjugue avec le début d'une relation amoureuse stabilisée. Un autre militant, Nicolas, âgé de 24 ans et ayant terminé ses études déclare :

« Ce qui s'est passé, c'est d'une part, je crois, que certains des membres dont je fais partie on avait planifié... je devais partir en voyage, j'avais un grand projet de partir en Amérique, donc il y avait une partie des éléments clés qui n'étaient pas disponibles en termes de projets, activités, et d'autres qui se sont confrontés à ce moment-là à autre chose que ce que le GHOG voulait faire, c'est-à-dire plus de prise de conscience de la réalité de la situation, donc en fait qu'une grande partie des homosexuels vivait mal, vivait cachée, vivait seule et qu'il y avait manifestement un besoin de créer quelque chose qui soit moins provocant, ou qui soit moins dirigé vers la société en général et davantage vers les besoins des homosexuels. »²¹

Cette autodissolution du Groupe homosexuel de Genève va aboutir à la constitution, à la fin de cette même année, d'une

20. Entretien Francis.

21. Entretien Nicolas.

nouvelle association, Dialogai, davantage axée sur le soutien à la communauté, mais maintenant néanmoins une dimension de lutte politique pour la reconnaissance de l'homosexualité.

DIALOGAI: UNE ASSOCIATION DE SOUTIEN À LA « COMMUNAUTÉ »

Conçue en partie pour répondre aux demandes suscitées par l'émission *L'Antenne est à vous*, l'association Dialogai est fondée par deux membres du défunt GHOG. Cette association est créée pour être, comme son nom l'indique, un lieu d'écoute disposant d'une ligne téléphonique. Si les modes d'action de Dialogai sont distincts de ceux du GHOG et moins orientés vers une forte visibilité dans le champ médiatique, les revendications politiques visant une reconnaissance de l'homosexualité demeurent, notamment par une pression constante auprès des élus cantonaux. Toutefois, à côté de ce travail de lobbying, l'apparition de l'épidémie de sida et l'image publique qu'elle recouvre va provoquer un vif débat à l'interne sur le rôle que doit tenir Dialogai. La tension s'organise autour de deux conceptions: l'une repose sur la crainte de voir les quelques acquis nouvellement obtenus remis en cause par un renforcement de la stigmatisation des gays reliée à la dangerosité des modes de vie homosexuels et des luttes politiques qui y sont associées; l'autre est fondée sur la création d'une structure de soutien aux personnes atteintes afin d'éviter l'isolement social provoqué aussi bien par l'orientation sociosexuelle que par la maladie. On retrouve dans le témoignage de Nicolas l'évocation de cette tension:

«Et assez vite, alors là on devait être en 1983-1984, le sida, le cocktail sida-homosexualité est devenu un sujet de débat d'abord très chaud pas seulement à Dialogai, interne, mais a aussi montré qu'on était là placés devant une situation de crise où, en fait, quelque chose commençait à être raconté dans les débats. À l'époque on parlait de cancer gay ou de la peste homosexuelle. Et en fait aucune structure et même pas l'hôpital cantonal n'avait de réponse, parce qu'en fait on savait des choses sur ce qui se passait essentiellement aux États-Unis à l'époque, mais il y avait aucune mesure qui pouvait être prise et à l'intérieur de Dialogai, il y avait le conflit qu'il y a eu dans la plupart, je pense, des organisations homosexuelles à cette époque et beaucoup en Suisse de dire: «Mais qu'est-ce que c'est que cette histoire, est-ce que c'est

vrai, est-ce que c'est pas une invention de la CIA, est-ce qu'on veut pas détruire la liberté homosexuelle?» Et c'était chaud! Je veux dire le débat était assez chaud à l'intérieur de Dialogai de savoir si on allait vraiment prendre cette question au sérieux.»²²

Dans cette phase de débat, les militants de Dialogai s'engagent finalement pour la lutte contre l'épidémie et intègrent l'Aide suisse contre le sida (ASS)²³. Dialogai va ensuite, dès 1985, acquérir le statut d'antenne cantonale genevoise. La lutte contre le sida devient donc, parallèlement à la reconnaissance des droits des gays, l'un des éléments structurants de l'association. Au contraire d'autres associations homosexuelles helvétiques, la ligne défendue par les membres veut que les gays, par le truchement des associations, doivent être présents dans l'orientation de la politique des pouvoirs publics dans le domaine de la lutte contre le sida. Dans le journal de l'association, on peut ainsi lire en 1985:

«Sur un plan plus général, le SIDA-châtiment constitue une aubaine pour les obsédés de la répression anti-pédés. Ça fantasma déjà joliment de ce côté. Faut-il dès lors enfoncer la tête dans le sable en attendant qu'on nous tape dessus, qu'on nous mette en fiche, qu'on surveille nos bars et ferme nos saunas, qu'on nous interdise de baiser, qu'on nous mette sous tutelle et nous réduise au silence? Sûrement pas. Au contraire, les gais ont tout intérêt à participer aux structures destinées à affronter l'épidémie. Pour que chacun soit informé objectivement de ses responsabilités et des risques encourus. Pour que notre droit à vivre notre sexualité ne soit pas amputé sous prétexte de SIDA. Et enfin pour ne pas abandonner les malades à une solitude tragique, pour organiser une véritable entraide homosexuelle.»²⁴

En tant qu'antenne de l'ASS, Dialogai obtient en 1985 une subvention du Canton, puis de la Ville de Genève pour mener la prévention dans le domaine du sida. Même si elle n'abandonne pas ses

22. Entretien Nicolas.

23. L'Aide suisse contre le sida est créée le 2 juin 1985 par 14 associations homosexuelles membres de la CHOSE. Elle est rapidement approchée par l'Office fédéral de la santé publique, qui va progressivement en contrôler la structure. Dans la plupart des cantons, à l'exception du canton de Genève, on assiste ensuite à une séparation progressive entre les antennes locales de l'ASS et les associations homosexuelles.

24. Archives Dialogai, *Dialogai-Infos*, N° 2, septembre 1985.

activités plus festives à destination de la « communauté », ni son combat politique pour la reconnaissance du droit des gays, Dialogai se développe dès lors principalement dans le domaine de la lutte antisida. Grâce en grande partie aux subventions des pouvoirs publics, elle engage un premier permanent salarié en 1987 et dispose d'un local. La création du Groupe sida Genève en 1987, seconde antenne de l'Aide suisse contre le sida dans le canton, ne changera pas de manière significative l'action de Dialogai, lui permettant toutefois de légitimer son existence en recentrant ses activités de soutien et de prévention spécifiquement auprès de la population gay. Le nombre de membres s'accroît très rapidement. En 1985, l'association compte 28 membres, 4 membres au comité et 7 personnes s'occupant de la permanence téléphonique à titre bénévole. Fin 1993, les membres sont au nombre de 461, le comité compte 8 personnes et 2 permanents salariés ont pu être engagés. En 2005, l'association regroupe plus de 880 membres et 6 salariés²⁵.

Pour organiser ses activités, Dialogai dispose d'un comité et de plusieurs commissions visant à chapeauter les différents groupes centrés sur deux pôles. Le premier est constitué par le « pôle communautaire » : Gays Randonneurs, fondé en 1985 ; Gay Motards (1988) ; Chrétiens et Homosexuels (1988) ; Chœur Homogène (1993) ; Jeunes Gays (1990). Le second, peut être désigné « pôle santé-sida » : Groupe de travail sur le sida, fondé en 1985 ; Groupe Solidarité sida, fondé en 1987 pour les personnes vivant avec le VIH/sida. Si les groupes coexistent et que les activités ne sont pas toujours très distinctes entre le « pôle communautaire » et le « pôle santé-sida », il n'en demeure pas moins que le travail de l'association s'organise principalement par rapport à la lutte contre le sida et aux discriminations à l'égard des gays. Il serait fastidieux de citer ici toutes les démarches effectuées par les militants auprès des pouvoirs publics en vue d'obtenir le remboursement des traitements liés au VIH/sida, afin d'éviter les discriminations à l'embauche ou encore pour dénoncer les tentatives de levée du secret médical lors des déclarations de santé ou lors de la passation du test de dépistage²⁶. Ce travail d'information et de luttes politiques, matérialisé par les très nombreux courriers adressés aux pouvoirs publics et par de nombreuses publications²⁷, a mobilisé quantité de militants au sein de l'association.

25. Sources : Archives Dialogai, *Dialogai-Infos*, N° 18, novembre 1987, Rapports d'activités 1993 et 2005.

Ainsi, la tension entre, d'une part, des militants défendant la place de Dialogai en tant qu'association communautaire devant, certes, œuvrer dans la lutte contre l'homophobie mais en étant davantage tournée sur des activités de sociabilité et, d'autre part, des militants faisant de cette lutte contre l'homophobie et de la lutte contre le sida leurs raisons d'appartenir ne disparaît pas, mais tourne à l'avantage des seconds. Pour l'expliquer, on peut évidemment invoquer le caractère urgent de la lutte contre l'épidémie durant ces années où aucun traitement ne semble pouvoir contrer efficacement les effets de la maladie. Il faut en outre insister sur les subventions versées par les pouvoirs publics à Dialogai en tant qu'antenne cantonale de l'ASS, qui vont en effet contribuer à orienter le travail de l'association dans le domaine de la lutte contre le sida. C'est enfin durant cette période que se repèrent les luttes les plus prégnantes à propos des modes de gestion des malades par les pouvoirs publics. Dans ce domaine, par rapport aux autres associations homosexuelles, et notamment à l'association faitière Pink Cross (association des gays suisses fondée en 1993), Dialogai dispose d'une forte compétence, âprement défendue, qui la distingue des autres associations²⁸.

26. (Note de la p. 187.) On peut mentionner la rencontre avec la conseillère fédérale Ruth Dreifuss en 1993, en charge du Département fédéral de l'intérieur dont dépend l'Office fédéral de la santé publique afin de discuter de la prévention sida et de déplorer la faiblesse des moyens alloués pour la prévention auprès des gays, les luttes pour le remboursement du Retrovir (AZT) en 1992, de l'Épinavir et du Ritonavir en 1996. Par ailleurs, Dialogai aura toujours une position très critique par rapport au comité central de l'Aide suisse contre le sida, en mettant en avant la compétence de Dialogai dans les domaines de la prévention et du soutien spécifiquement liés à la population gay.

27. (Note de la p. 187.) Notamment *Les cahiers noirs* (dénonçant les conditions d'accueil des malades en milieu hospitalier), *Pour en découdre avec... Un manuel de survie avec le VIH/sida*, des brochures fréquemment actualisées sur le thème sida et assurances sociales, etc.

28. Dans cette optique, on remarquera aussi les frontières symboliques de l'association (inclusion et exclusion), qui nous renseignent sur l'évolution de l'identité collective. Les relations entre Dialogai et l'association faitière Pink Cross, sont assez parlantes. La lutte précoce de Dialogai en faveur des malades du sida donne à certains de ses membres une position d'expertise, position renforcée par l'intégration à la structure institutionnelle de l'Aide suisse contre le sida. Pink Cross, créée plus tardivement, en 1993, cherche à intervenir dans le domaine de la lutte contre le sida. Sa gestion, notamment lors de la polémique autour des transfusions de sang, la privera de toute reconnaissance d'une quelconque légitimité à intervenir dans ce domaine. Lors de cette « campagne d'exclusion », les membres de Dialogai sont particulièrement actifs. On retrouve ici un mécanisme d'exclusion analysé notamment par Joshua Gamson, « Messages of Exclusion: Gender, Movements, and Symbolic Boundaries », *Gender and Society*, vol. 11, N° 2, avril 1997, pp. 178-199.

TRANSFORMATION DU COLLECTIF : LA CRISE DE 1996-1997

Toutefois, cette situation va évoluer à partir de la fin de l'année 1996, sous la conjonction de plusieurs facteurs. En premier lieu, la mise sur le marché des trithérapies va permettre aux personnes malades d'améliorer leur santé tout en leur ouvrant de nouvelles perspectives, un nouvel « horizon d'attente ». La disponibilité de ces médicaments va en outre considérablement modifier la prévalence de l'épidémie, ainsi que son image publique. Ensuite, après plusieurs années d'attente, Dialogai peut disposer d'un nouveau local bien plus vaste que le précédent et permettant la tenue d'activités festives de grande ampleur dans le lieu même. Un nouveau type d'activités, les soirées « Genfshaft », vont en particulier rassembler une nouvelle population autour de moments festifs. Enfin, élément lié aux précédents, on retrouve plusieurs mentions, dans les archives du comité, de tensions entre les membres au sujet de la politique que doit mener Dialogai, tensions qui vont se solder par une crise ouverte.

Lors de l'élection du nouveau comité en 1997, les oppositions s'observent de manière symptomatique dans les lettres de candidature au comité : l'un des candidats, actif depuis quelques années au sein de l'association, écrit : « La lutte sida me paraît avoir été mise à l'écart. Les actions ne sont menées que durant une partie du temps des permanents alors que leur salaire, à ma connaissance, ne recouvre que le travail sida. De plus, l'association doit également œuvrer bénévolement dans ce domaine. L'ouverture sur le monde ainsi que l'accueil homosexuel sont délaissés au profit de l'argent, les locaux sont utilisés pour la rentabilité quasi exclusive et dans certains cas leur utilisation nuit gravement à notre image. »²⁹ En revanche, un jeune membre écrit : « Si le sida et sa prévention doivent rester des domaines privilégiés de l'association, les [nouveaux locaux] permettent de nouvelles et originales occupations. Dialogai a maintenant pignon sur rue, à nous d'en profiter. »³⁰ Mais la charge la plus lourde viendra sans doute de Fabrice, actif depuis plus de dix ans dans l'association, s'étant forgé une solide réputation de spécialiste dans le domaine du sida et des assurances sociales :

« La réaffirmation des bases éthiques du travail de Dialogai me paraît très importante, en particulier à propos du travail réalisé

29. Archives Dialogai, Dossier « Lettres de candidature au comité 1997 » (C2-L), lettre de Georges.

30. *Ibid.*, lettre de Johann.

dans le domaine du sida. [...] Je souhaite que nous n'oublions pas les acquis obtenus dans le contexte de notre mobilisation contre le sida. [...] La reconnaissance que nous avons obtenue pour le travail sida de la part des autorités genevoises n'est pas un mince acquis. Il implique de notre part la conscience d'une responsabilité sociale. En face de moi, chaque jour, depuis bientôt trois ans, il y a la chaise vide de Martin. Ce qui me donne malgré tout un peu d'optimisme c'est qu'aujourd'hui bon nombre de chaises ne sont pas vides. Et que l'action énergique que Dialogai a entreprise il y a juste un an pour exiger la mise à disposition sans délai des multithérapies antivirales n'y est pas étrangère... Merci quand même de vous en souvenir!»³¹

Cette crise va provoquer le départ du comité de nombreux anciens membres, dont Fabrice, et de l'un des deux permanents. Si certains anciens demeurent quelque temps encore, on constate qu'au début de l'année 1998, le comité est entièrement remodelé et qu'il intègre en majorité des jeunes gays. L'équipe des permanents subit elle aussi de fréquents *turnover*, avec de nombreux départs et transformations des cahiers des charges.

On voit ici à quel point la mise sur le marché des multithérapies, en permettant, d'une part, une amélioration de la santé des personnes atteintes par le virus et, d'autre part, la transformation de l'image publique de la maladie, peut peser sur la redéfinition de l'identité collective du groupe, provoquant des luttes entre la génération des premiers militants, issus du GHOG ou présents dès les débuts de Dialogai, et la nouvelle génération moins sensibilisée à la problématique du sida. La défection des premiers n'est cependant pas à appréhender sous le seul prisme de divergences idéologiques, mais également comme un signe de l'absence de reconnaissance du travail fourni par les militants réunis autour de la cause sida. On peut en ce sens parler d'un processus de *désidentification*, autrement dit d'un remaniement de l'identité sociale des militants qui passe par une recomposition et une différenciation de leurs insertions sociales. L'ambiance assassine régnant dans les comités conduira également à une défection progressive des membres.

31. Archives Dialogai, Dossier «Lettres de candidature au comité 1997» (C2-L), lettre de Fabrice.

32. Catherine Leclercq, «Raisons de sortir». Le désengagement des militants du Parti communiste français», in Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris: Belin, 2005, pp. 131-154, p. 145 en particulier.

De manière similaire à l'analyse de Catherine Leclerc à propos du désengagement militant au sein du PCF, on pourrait dire que «l'exit vient ainsi sanctionner, plutôt qu'un mécontentement clairement défini et d'emblée «durci» dans la conscience des militants, un désajustement d'abord diffus, indissociablement affectif et cognitif, intuitif et réflexif, progressivement exprimé au contact de l'entourage immédiat.»³² Cette désidentification est donc associée à une baisse des rétributions du militantisme qui s'observe aussi bien par un désajustement vis-à-vis de la nouvelle ligne idéologique de l'association que par une remise en question des autres rétributions symboliques (affectives, valorisation de soi) que procure l'engagement. C'est en ce sens également qu'il faut comprendre le lien entre transformation de l'identité collective d'un groupement et remaniement de l'identité sociale des membres. Comme le mentionne Daniel Gaxie, «c'est en agissant pour la cause que les militants retirent diverses satisfactions. L'investissement dans la cause n'est donc pas un élément indépendant et distinct des intérêts militants qui seraient invoqués pour les justifier ou les occulter, mais un élément le plus souvent intrinsèquement attaché à tout ce qui donne du prix au militantisme. Ce sont les finalités officielles de l'action collective, telles qu'elles sont perçues par chaque participant ou sympathisant, qui donnent du sens et de la valeur aux rétributions du militantisme.»³³ Dans le cas des militants de la première génération, les finalités de l'action sont perçues comme étant profondément transformées par rapport aux motifs initiaux de leur adhésion ou au sens donné à leur action au sein de l'association. Leur combat dans la lutte contre le sida est de moins en moins valorisé; la reconnaissance dont ils bénéficiaient du fait de leur engagement évolue vers la méconnaissance de leur action et la perte de leur légitimité à l'intérieur du collectif. C'est sans doute Nicolas, l'un des fondateurs de Dialogai, qui renoue timidement son engagement à l'association à cette période, qui exprime le mieux les multiples éléments de cette crise, comme on peut le lire dans le long extrait qui suit :

«Tout d'un coup, il y a eu une crise qui fait que l'ancien comité sida, tous les gens qui avaient l'expertise et qui avaient

33. Daniel Gaxie, «Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective», *Revue suisse de science politique*, vol. 11, N° 1, 2005, pp. 157-188, p. 174 en particulier.

énormément donné volontairement ont quitté. Alors ce phénomène on le trouve un peu partout, ici ça se passe aussi à travers les crises mais c'est un phénomène de lassitude simplement, des gens qui se sont épuisés, des gens qui étaient peut-être eux-mêmes séropositifs, il y a des gens qui sont décédés. Et on passe [...] à un nouveau comité où la nouvelle image et la force est donnée sur la convivialité et le retour de la sexualité, je veux dire dans les groupes. Partout! [...] Et là c'est un changement radical qui est exactement lié à l'apparition de nouveaux traitements, et donc le fait que le sida fait moins peur et que les séropositifs redeviennent, je dirais, ouvertement sexuellement actifs, même si c'est pas marqué sur les gens hein! Et il y a une phase à Dialogai qui est celle où c'est le convivial qui prend le dessus. [...] Et l'effet du travail de Dialogai sur la communauté, *alors c'est aussi un paradoxe, c'est que c'est vu, en particulier par les jeunes, comme une organisation sida, voire une organisation de séropositifs. Dialogai est le lieu, le témoin de l'histoire de la maladie, c'est le lieu de la maladie. Et qu'il y a besoin d'autre chose.* [...] Et simplement c'est arrivé tout d'un coup à un champ de tensions de nouveau assez fortes.»³⁴

On constate ici que la maladie joue un rôle important non seulement en termes d'orientation du collectif et d'identification de ses membres, mais aussi dans l'image qu'elle véhicule à l'extérieur: lieu de la maladie, lié à un dénouement mortel que les trithérapies semblent enfin permettre d'enrayer pour les uns, légitimant ainsi le travail à poursuivre; lieu de convivialité, de solidarité et de fête pour d'autres, la crise de 1997 rend visible cette tension et cette difficile permanence d'un passé que d'aucuns souhaitent estomper.

Pendant un temps, on peut penser que le pôle constitué par la lutte contre le sida n'est plus l'un des éléments centraux, constitutif de l'identité collective du groupe, ni l'un des motifs privilégiés d'adhésion à l'association. Cependant, deux facteurs vont favoriser le maintien du pôle santé et sida, sous une forme certes atténuée. D'une part, l'espace associatif homosexuel genevois se transforme avec la création d'une nouvelle association davantage LGBT, 360°, créée en partie par quelques membres de Dialogai et qui se décline sur trois axes: associatif, festif et médiatique. Cette nouvelle association dispute la suprématie à Dialogai au niveau local, au point

34. Entretien Nicolas (je souligne).

que le comité craint une forte défection de ses membres. C'est en effet au moment même où Dialogai entreprend son repositionnement au sein de l'espace associatif homosexuel, en mettant en avant une dimension plus festive, qu'apparaît 360° dont la ligne est précisément axée sur le pôle communautaire et festif. En définitive, la lutte contre le sida demeure un des axes distinctifs de Dialogai au sein de l'espace associatif homosexuel genevois. D'autre part, même si les plus anciennement engagés s'en vont, de nouveaux militants vont continuer à assumer, après cette période de tension, la prévention du VIH/sida sur la scène gay, l'association étant fortement subventionnée par le canton de Genève pour mener à bien cette tâche.

LE RETOUR EN FORCE DU PÔLE SANTÉ-SIDA : UNE CONJONCTION DE FACTEURS INTERNES ET EXTERNES

Jusqu'en 2002, l'association recrute et fonctionne en mettant l'accent sur les dimensions communautaires et festives. Pendant cette période, les fêtes et actions coûtent de plus en plus cher, et on assiste parallèlement à une augmentation du nombre de postes salariés, toujours axés sur le pôle festif, à tel point que l'association clôt l'année 2001 avec un important déficit. Une coordinatrice est nommée en mai 2002 pour tenter d'enrayer le problème. En collaboration avec quelques membres du comité, elle procède notamment à certains licenciements. Par ailleurs, depuis 2000, Dialogai développe, sous l'impulsion de Nicolas, un nouveau projet de santé communautaire, comportant un centre de conseil et de test du VIH et autres maladies sexuellement transmissibles. Dans les luttes internes que connaît à ce moment l'association, les partisans du renforcement du pôle santé-sida bénéficient du soutien des pouvoirs publics et notamment de la Division générale du canton de Genève, qui appuie ce nouveau projet. Sa mise en œuvre marquera un retour en force des acteurs de ce pôle au sein de l'association³⁵.

35. La tension ne disparaît évidemment pas. Lors de l'Assemblée générale de Dialogai, en avril 2005, j'ai pu assister à une grande discussion au sujet du budget, dont le détail reposait sur deux axes (le pôle santé et le pôle communautaire). Plusieurs intervenants ont déploré le manque de moyens alloués au pôle communautaire. Un des membres a notamment déclaré: «On n'a même pas de quoi refaire le plancher du bar et racheter une platine CD alors qu'il y a un tas d'argent pour le centre de test.» Nicolas lui rétorque qu'il est impossible de financer des activités conviviales avec de l'argent reçu sur mandats, et qu'il faut chercher des sponsors et d'autres modes de financement. AG de Dialogai, 27 avril 2005, notes de terrain.

On remarque ici que Dialogai est indissociablement liée à l'espace associatif de lutte contre le sida et aux rapports de force qui s'y jouent. Pendant un temps, l'insertion au sein de l'espace associatif homosexuel a pu être prégnante, favorisée en cela par une modification de l'image publique de l'épidémie, par un retrait des premiers militants de Dialogai et par un recentrage sur des activités conviviales et festives. Toutefois, l'association vit surtout grâce aux subventions des pouvoirs publics dans le domaine de la lutte contre le sida, en y revendiquant la spécificité de son action à l'égard de la population homosexuelle. Ce double ancrage est un moyen de distinction au sein des deux espaces: mise en avant du pôle sida au sein de l'espace associatif homosexuel (pour se distinguer de 360° par exemple); mise en avant de la nécessité d'une association homosexuelle au sein de l'espace associatif de lutte contre le sida (par rapport au Groupe sida Genève notamment). C'est, au point de vue externe, entre ces deux pôles que se dessine l'identité collective de Dialogai. À l'interne, cette tension est également présente et se traduit par des investissements différenciés des militants. Les luttes et alliances entre défenseurs du pôle santé-sida d'un côté et du pôle festif de l'autre vont alors peser sur la constitution d'une image pour soi et d'une image pour autrui. Cette tension est très particulière à Dialogai et découle directement de l'engagement des premiers militants dans un contexte où émerge l'épidémie de sida. À l'inverse, elle est absente à Juragai, association qui met en avant l'entre-soi et la visibilisation de l'homosexualité dans le canton du Jura.

JURAGAI: UN ESPACE PROTÉGÉ DE SOCIABILITÉ

Fondée en 1999, dix ans après la création d'une antenne de l'Aide suisse contre le sida (Groupe sida Jura), l'association Juragai représente un contraste intéressant avec Dialogai. Juragai émerge à une période où l'espace associatif homosexuel en Suisse s'est développé au point de disposer d'associations dans de très nombreux cantons germanophones et dans tous les cantons francophones, à l'exception du canton du Jura où il n'y a pas non plus d'association lesbienne. C'est véritablement avec l'implication de Thomas, secrétaire romand de l'Association Pink Cross, que va se concrétiser la création de Juragai. Le secrétariat de l'association faîtière des gays suisses souhaite en effet la présence d'une association homosexuelle dans

chaque canton francophone. Ce souhait à lui seul n'est évidemment pas suffisant pour expliquer l'implantation de l'association jurassienne. Les conditions de possibilité de la mobilisation associative reposent également sur les liens d'interconnaissance entre Thomas, ancien de Dialogai, actif au comité entre 1994 et 1996, et Anthony, Jurassien rencontré lors d'activités organisées par Dialogai en 1996. Thomas joue ainsi le rôle, au moins en partie, de « passeur » des connaissances et savoir-faire acquis au cours de ses années de lutte dans l'association genevoise. Lorsqu'il rencontre Anthony, ce dernier réside et travaille dans le canton du Jura, mais fréquente l'association comme usager depuis qu'il entretient une relation amoureuse avec un membre de Dialogai.

Le fait de côtoyer d'autres gays à Dialogai avait permis à Anthony de faire la connaissance d'un Jurassien avec lequel il avait cherché à constituer un premier groupe dans le canton en 1996. Une annonce est publiée dans un quotidien local, puis une première réunion est organisée, qui traduit à la fois l'existence d'une demande dans le canton, mais aussi les difficultés d'organiser une mobilisation, comme le souligne Anthony :

« Et puis on s'était retrouvé une trentaine de personnes ! Donc on avait loué une salle pour avoir un espace protégé et on a fait un repas. On avait pas mal discuté avec ce copain jurassien. On avait essayé d'expliquer pourquoi on avait fait cette démarche, pourquoi c'était important. Je pense que c'était surtout par rapport à notre vécu. On avait parlé de cette difficulté à rencontrer des gens et de cette souffrance, et peut-être un groupe de parole dans un endroit neutre, protégé où on pouvait être soi-même sans qu'on doive occulter ou mettre de côté un tas de choses, vraiment oser parler, ben que ça pouvait être quelque chose d'intéressant. Donc on parle de ça, et puis après on demande si des gens ont envie de faire part de leur vécu. Et puis les gens ont commencé, chaque personne parlait de ce qu'elle vivait, ce qu'elle faisait, des difficultés. On s'est dit en conclusion, ce serait peut-être bien qu'on se revoie. On a peut-être été un petit peu trop rapides dans le sens qu'on a voulu créer, construire, mettre des structures assez rapidement, disant, bon ben, c'est vrai qu'on est les deux mais ce serait bien qu'il y ait des gens qui donnent un coup de main, qu'on se voit pour organiser tout ça. Et puis là il n'y a pas eu de réponse, dans le sens où je pense c'était pas possible. C'était déjà un tel pas de venir là en sachant qu'ils ris-

quaient de rencontrer des gens qu'ils côtoyaient tous les jours, dans la rue, dans le train n'importe où, donc de se livrer, de se dévoiler, et c'était un pas énorme. Donc ça a pas abouti. On a fait une autre réunion et puis après c'était parti un peu aux oubliettes.»³⁶

Cet extrait montre deux choses. D'une part, il vient appuyer l'idée selon laquelle le groupe peut être considéré comme un élément de la structure de plausibilité³⁷ permettant d'affirmer, ne serait-ce que provisoirement, une orientation sociosexuelle stigmatisée, distincte de l'ordre hétérosexiste. D'autre part, il nous renseigne sur les coûts et les risques de la mobilisation. La mobilisation peut certes être coûteuse, en temps notamment, mais ce sont surtout les risques, en tant qu'anticipations subjectives du coût de la participation, qui apparaissent ici déterminants. Le refus de s'engager dans un mouvement qui pourrait à terme déboucher sur une visibilité des membres montre bien quelle pouvait être la perception par les personnes présentes de l'homophobie dans un canton faiblement urbanisé et à forte proportion de catholiques déclarés, avec une importante communauté évangéliste. Là, au contraire de l'anonymat de la ville de Genève, la possibilité de demeurer incognito semble moindre. Du reste, lors d'une discussion avec un membre de Juragai, ce dernier m'a déclaré avoir été « surpris lors de sa création de voir qu'il n'était pas le seul gay dans le Jura »³⁸.

Le projet de création d'une association est donc mis en veille et va être relancé sous l'impulsion de Thomas en 1999. Son savoir-faire, ainsi que ses contacts avec d'autres acteurs susceptibles de connaître des personnes prêtes à s'investir dans un mouvement vont permettre le lancement de Juragai. Les débuts sont marqués par l'organisation d'activités épisodiques (repas principalement), l'association ne disposant pas de local. Les membres fréquentent parfois ceux du Groupe sida Jura, préférant toutefois se réunir dans des endroits plus neutres. En termes de visibilité, deux articles sont publiés dans la presse locale pour mentionner l'existence du groupe, mais il n'y a pas de stratégie active de recrutement autre que le bouche à oreille. Regroupant une vingtaine de membres, dont quelques lesbiennes, les activités sont donc principalement des moments où la sociabilité homosexuelle peut être

36. Entretien Anthony.

37. Peter Berger, Thomas Luckmann, *op. cit.*

38. Juragai, notes de terrain.

vécue en mettant entre parenthèses l'hétérosexisme dominant : moments d'échanges, pouvant parfois déboucher sur une relation intime vécue dans un autre endroit, et d'affirmation protégée d'une différence, sans qu'il y ait création de groupes distincts comme à Dialogai :

« Et puis c'est vrai qu'on a organisé des réunions de façon épisodique je saurais plus te dire vraiment, peut-être une-deux fois par mois, où l'intérêt premier c'était de, que les gens se rencontrent, hein, et ça correspondait vraiment à un besoin. Parce que pour la plupart, pour la plupart des gens je crois que ce qui m'a un petit peu, ce que j'ai constaté c'est que... les gays qui venaient là, ce sont pas des personnes qui ont fait de grandes études, donc qui ont pas forcément déménagé, qui ont grandi là, vécu là, qui ont leur famille, et puis qui ont des postes de... d'employés, ça peut-être employés de banque ou dans des usines et que potentiellement, apparemment, c'était difficile pour elles de vivre et même de parler de leur homosexualité parce que les discriminations étaient relativement fortes. »³⁹

Au contraire de Dialogai, les membres Juragai ne cherchent pas, dans un premier temps, à susciter une forte visibilité de l'association, qui demeure peu tournée vers l'extérieur et n'effectue pas de travail de lobbying politique. On peut y voir quatre raisons. En premier lieu, ce groupe s'est constitué moins « contre » que « pour », moins contre une législation discriminatoire à combattre ou contre des pratiques homophobes (dans les relations de travail par exemple), mais davantage pour offrir un lieu protégé de sociabilité. Deuxièmement, tout se passe comme si les premiers membres avaient intériorisé l'image d'un contexte social extrêmement peu réceptif à une telle affirmation identitaire. Au contraire de centres urbains comme Genève, il n'y avait en effet aucune scène homosexuelle (tels que saunas, bars ou encore parcs), le lieu de dragage le plus proche étant à proximité de la frontière française. À cela s'ajoutaient les deux dimensions précédemment évoquées, soit la petitesse du centre urbain et une prégnance religieuse assez forte. Signe des difficultés, les premiers articles publiés par les membres du collectif l'étaient sous noms d'emprunt.

39. Entretien Anthony.

Troisième élément, la mixité a pu contribuer à rendre plus difficile l'élaboration d'une parole unifiée vis-à-vis de l'extérieur. Enfin et au contraire de ce qu'on a pu observer dans le cas genevois, l'adhésion à Juragai constitue pour beaucoup un premier engagement de personnes d'origines sociales plus modestes tendanciellement qu'à Dialogai⁴⁰. C'est davantage au cours de l'engagement, en menant notamment campagne pour la Loi sur le partenariat enregistré pour les personnes de même sexe, que les membres vont acquérir une compétence politique.

LA PRIDE COMME ÉLÉMENT D’AFFIRMATION D’UNE IDENTITÉ COLLECTIVE

L'organisation d'activités va se poursuivre sans changements notoires jusqu'en 2001, date à laquelle Juragai va disposer d'un local lui permettant d'organiser une permanence deux fois par mois à destination des gays et des lesbiennes et de mettre à disposition des revues sur l'homosexualité, des magazines et du matériel de prévention fourni par le Groupe sida Jura. Le nombre de membres cotisants (une cinquantaine) reste stable entre 2000 et 2003, pour s'accroître à 75 en 2004 et une petite centaine en 2005. Cette augmentation est liée à l'organisation de la Lesbian & Gay Pride à Delémont, qui renforce la visibilité de l'association et lui permet d'affirmer son identité collective. Réunissant 5000 personnes, la manifestation a pour slogan « Faire connaissance ». L'objectif des membres de Juragai est en effet de faire connaître la communauté homosexuelle aux Jurassiens et le Jura aux homosexuels⁴¹. Joël, membre du comité de Juragai et du comité d'organisation de la Pride, montre bien en quoi l'organisation de cette manifestation a pu être structurante à plus long terme pour l'association :

« En termes d'image, on s'était donné deux buts : c'était de montrer aux Jurassiens en fait qui sont les homos, qu'on est

40. Une enquête par questionnaire auprès des membres, réalisée en 2005, montre que la plupart des militant-e-s ont des métiers « féminisés » au sein du marché du travail (infirmier-ère-s, aides-soignant-e-s, employé-e-s de commerce, secteur de la vente) et reposent sur des titres sanctionnant un capital scolaire peu élevé.

41. Si la manifestation ne suscite pas d'opposition officielle de l'Église, une contre-manifestation sera toutefois organisée par des groupements évangéliques dans un village voisin pour célébrer les valeurs familiales.

comme tout le monde, et puis le deuxième c'était à l'opposé, c'était de faire découvrir le Jura aux homos. [On] voulait montrer au public des Pride, à tous les homos de la Suisse romande Suisse allemande, que dans le Jura on peut aussi faire ça. Donc ça c'était une chose. Et puis l'autre c'était montrer aux Jurassiens que les homos on est comme tout le monde et puis que c'est pas... c'est pas des mecs à poils qui dansent sur un char. Donc c'était vraiment, tout a tourné autour de ces deux choses, montrer le Jura aux homos, montrer les homos aux Jurassiens.»⁴²

La Pride constitue donc une occasion de préciser l'image du collectif. On montre, à l'extérieur et à l'intérieur du canton, que l'homosexualité existe. Cette visibilité repose par ailleurs sur la similitude des homosexuels et des hétérosexuels. On est loin ici des messages revendicatifs du GHOG ou encore de la figure de la folle fièrement revendiquée dans certaines Pride à l'encontre d'une présentation «hétéronormée» de l'homosexualité. Cette stratégie de présentation de soi repose, voire s'impose, en regard de l'anticipation de l'état de l'hétérosexisme dans le canton. Autrement dit, la manière dont va se profiler Juragai lors de la Pride en 2003 est intimement liée au contexte social entourant la manifestation, ainsi qu'aux carrières militantes et à la faible politisation des membres de Juragai.

La bonne réception de la Pride dans le canton contribue à modifier la perception subjective des coûts associés à la mobilisation. Depuis lors, les membres du comité se présentent à visage découvert, interviennent dans la presse sans requérir l'anonymat et organisent des stands d'information lors de manifestations locales. Les membres du comité et de l'association vont par ailleurs s'investir fortement dans la campagne pour la Loi sur le partenariat enregistré entre personnes de même sexe votée en juin 2005 (acceptée au niveau helvétique, mais repoussée par 51% des votants jurassiens).

POLITIQUE DE L'IDENTITÉ: ENTRE STRATÉGIES DE VISIBILISATION ET FLUCTUATION DES COLLECTIFS

Retracer d'une part l'émergence et le développement du GHOG, puis celui de Dialogai, et d'autre part l'essor de Juragai a permis en

42. Entretien Joël.

partie de montrer en quoi le déploiement d'une politique de l'identité est fonction du contexte sociohistorique dans lequel il s'inscrit. Par rapport aux deux mobilisations homosexuelles étudiées, on remarque principalement l'attention qu'il convient de porter aux caractéristiques de l'ordre hétérosexiste, ainsi qu'à la place de l'association au sein de l'espace associatif homosexuel et à l'intérieur de l'espace associatif de lutte contre le sida. Dès lors, les stratégies de présentation du groupe sont moins le produit d'un calcul conscient que d'une anticipation des coûts et des risques de la mobilisation en fonction des rapports de force dans un contexte donné. Les activistes du GHOG s'engagent dans un contexte de forte mobilisation associative, où la libération des gays est conçue comme une lutte transversale pour remettre en cause l'ordre du genre et, plus généralement, tous les types d'oppression. Si cette dimension est moins visible à Dialogai, elle demeure toutefois présente. En revanche, la moindre politisation des membres de Juragai et leurs anticipations des coûts de la mobilisation va contribuer à faire de l'association un lieu qui, s'il marque symboliquement la présence des homosexuels dans le Jura, est avant tout un espace protégé de sociabilité.

On a donc, d'un côté, un mouvement mettant en avant la célébration de la différence alors que de l'autre, tendanciellement, on assiste plutôt à une stratégie d'annulation de celle-ci. Par rapport à l'espace associatif homosexuel et à l'espace associatif de lutte contre le sida, Dialogai maintient une double stratégie de distinction, avec pour corollaire une tension entre ces deux attributs de l'identité collective, qui se remarque aussi à l'intérieur de l'association. Cette stratégie de mise en avant d'une image publique de l'association va se modifier dans le temps au fur et à mesure qu'évoluent les rapports de force à l'intérieur des deux espaces associatifs. Fondée après la mise sur le marché des multi-thérapies, alors que le Groupe sida Jura est présent depuis dix ans dans le canton, Juragai est, quant à elle, davantage une association tournée vers la « communauté », même si elle intègre des activités de prévention sida. Dans le cas de Dialogai, on observe que les conflits internes liés à la coexistence de membres aux propriétés sociales distinctes et à des motivations différentes vont peser sur la (re)définition d'une identité collective, analyse qui demanderait encore à être précisée par le recours à des données quantitatives plus complètes sur les différentes générations militantes.

La définition d'une identité collective est au cœur de toute entreprise de mobilisation, et cette dimension est sans doute plus aiguë encore s'agissant de groupes stigmatisés. L'étude de ces deux associations montre que la dynamique de l'identité collective est tributaire de la dynamique interne au mouvement, du contexte variable dans lequel se déroule la mobilisation ainsi que du profil sociologique et des trajectoires distinctes des membres engagés. D'où l'importance d'analyser l'identité collective des entreprises de mouvement social pour rendre compte de leur structuration, de leur permanence et de leur changement. La prise en compte dans l'analyse de l'évolution morphologique des collectifs permet d'évaluer l'impact du renouvellement militant sur la redéfinition de l'identité collective de l'entreprise de mouvement social, autrement dit sur l'éventuelle modification de ses frontières, de ses enjeux et de ses objectifs. Cette redéfinition change les termes de l'identification au mouvement et, partant, peut signifier l'amorce d'une désidentification conduisant parfois à l'exit. La modification de la hiérarchie des dispositions valorisées au sein d'un mouvement peut alors concourir à une méconnaissance sanctionnée collectivement de ce qui était jusqu'alors un principe de reconnaissance. Et lorsque l'on conçoit à la suite de Pierre Bourdieu⁴³ que la reconnaissance est, « tout simplement, de la raison d'être » on imagine à quel point le fait de ne plus se reconnaître dans un mouvement, parce que l'on n'y est plus reconnu, peut rendre impossible toute identification à la lutte.

43. Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris: Seuil, 1997, pp. 283-284.

CE QUE LA PROFESSIONNALISATION DE LA POLITIQUE FAIT AUX MILITANTS

L'IDENTITÉ DU PERMANENT SOCIALISTE,
DU MILITANT PROFESSIONNEL AU SALARIÉ ENCARTÉ

PHILIPPE ALDRIN ET THIERRY BARBONI

Pensée comme une activité sociale *à part*, la politique ne suscite jamais autant d'intérêt que dans sa vision métaphorique de champ de bataille sadique et raffiné¹. Cette représentation agonistique de la politique exerce son influence sur les façons d'interpréter la vie politique mais aussi sur l'étude des groupes et des organisations spécialisés dans l'activité politique. Et quand elle s'écarte un peu des compétiteurs politiques et des gouvernants, la sociologie des métiers politiques tend à se focaliser sur les activités afférentes ou directement périphériques aux seuls mandats électifs (compétition électorale, communication, travail de représentation, exercice des mandats). Dans ce type d'approche, il s'agit donc toujours d'observer les collaborateurs d'élus sous l'angle de fonctions secondant le métier d'élus². Il ne faudrait pas voir là un simple effet des préférences qui gouvernent aussi les univers académiques. La quasi-indifférence des sciences sociales en France pour cette catégorie « classique » de collaborateurs politiques tient tout autant à l'évolution de l'activité politique organisée. Pour le dire brutalement, les permanents appartiennent à une forme datée du salariat politique. Leurs propriétés sociales, leurs dispositions militantes, les logiques de leur promotion dans l'appareil partisan et leur statut même de *permanents*, tout chez eux renvoie à un moment du travail politique aujourd'hui largement révolu. Cette dimension un peu archaïque a partie liée avec les vicissitudes de leur identité. Militants et salariés des partis politiques, ils incarnent,

1. Cette lecture de la vie politique nationale ou internationale, où dominent les querelles d'ambitions et les combats de personnalités, est aussi un effet du prisme médiatique par lequel est traitée et publicisée l'information politique. Voir le numéro de la revue *Mots-Les langages du politique* consacré aux « rhétoriques du journalisme politique » (*Mots*, N° 37, 1993).

2. Voir *Politix*, N° 28 (« Le métier d'élus : jeux de rôles »), 1994.

au-delà de leur situation propre, l'enracinement ambivalent des partis de militants dans une modernité politique déjà vieille mais toujours au fondement du *faire-ensemble* de la compétition électorale et politique.

Les permanents font leur apparition au XIX^e siècle, dans l'espace politique des démocraties parlementaires, avec l'institutionnalisation des partis comme entreprises, stabilisées et durables, spécialisées dans la mobilisation électorale et la production d'une offre politique (programmes, candidats, labels...)³. En France, depuis l'installation du suffrage universel et de la République, la prééminence des partis dans la structuration du jeu politique ne s'est jamais démentie, la mobilisation électorale discontinue devenant progressivement une compétition politique continue⁴. Mais si, en apparence, la forme juridique et les logiques propres aux partis politiques semblent résister aux changements de régime, les structures organisationnelles et décisionnelles des partis français ont été profondément affectées par les reconfigurations successives de la compétition politique nationale et locale et par la technicisation de l'activité politique.

D'une part, donc, la «partisanisation» de la vie politique (avec la disciplinarisation des majorités politiques⁵ et le scrutin majoritaire uninominal à deux tours), la personnalisation des échanges politiques (avec la médiatisation croissante), la présidentialisation (avec l'instauration de l'élection du président de la République au suffrage universel direct) ou la territorialisation des espaces électoraux (avec les lois de Décentralisation) – pour ne retenir que les processus les plus connus – ont transformé le travail politique, tant du point de vue de la mobilisation électorale que sur le plan de l'exercice des mandats électifs. Le nombre, la hiérarchie et les attributions de ces derniers ont également changé au point de transfigurer les rapports de force internes et externes des appareils partisans. D'autre part, l'apparition et le développement des médias de masse, les outils de connaissance de l'opinion ont

3. Sur la genèse des partis politiques modernes, voir Roberto Michels, *Les partis politiques, Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris: Flammarion, 1971 (rééd.), ainsi que Max Weber, *Économie et société*, t. 1, Paris: Pocket, 1995 (rééd.), pp. 371-376.

4. Alain Garrigou, *Histoire sociale du suffrage universel en France. 1848-2000*, Paris: Seuil, 2002.

5. Daniel Gaxie, «Les fondements de l'autorité présidentielle. Transformations structurelles et consolidation de l'institution», in Bernard Lacroix, Jacques Lagroye (dir.), *Le Président de la République. Usages et genèses d'une institution*, Paris: Presses de la FNSP, 1992, pp. 333-375.

contribué à professionnaliser l'activité politique. Cette professionnalisation⁶ s'est marquée par le recours accru aux technologies de communication et aux experts extérieurs maîtrisant celles-ci. La congruence de ces phénomènes a déplacé hors du seul espace partisan, vers l'espace public et les médias de masse, les ressources du *leadership* partisan⁷. Les conditions de légitimation et d'exercice du *leadership* interne dans les partis de gouvernement dépendent aujourd'hui davantage que par le passé de ressources externes. Dans ces partis, la direction effective tend à revenir aux «présidentiables» et «(premier)ministrables», c'est-à-dire aux leaders consacrés comme les plus populaires par les sondages d'opinion. Cette tendance est fortement renforcée par la démocratisation des partis: avant de se prononcer pour désigner leur candidat à l'élection présidentielle, les militants jaugent au préalable la popularité et le capital de sympathie (supposés ou mesurés par les sondages) dans l'électorat national des prétendants à l'investiture⁸. La présidentia- lisation et la «démocratisation» (du moins, le recours accru au vote des adhérents) des partis contribuent d'une part à diminuer le poids des militants au profit des adhérents, et d'autre part à contrebalancer le contrôle des réseaux internes (fédérations, associations et groupes connexes) par les actions de communication opérées vers l'espace public médiatique⁹.

Dans cette logique, le contrôle et plus encore l'utilisation de l'administration centrale du siège national des partis se posent en des termes différents. Le parti reste un réservoir indispensable de ressources (humaines, matérielles, financières) pour asseoir un *leadership* et pour réaliser des campagnes nationales et locales. Mais, pour des raisons sur lesquelles nous allons revenir, les équipes de

6. Michel Offerlé (dir.), *La Profession politique XIX^e-XX^e siècles*, Paris: Belin, 1999.

7. La désignation de Ségolène Royal par le PS et le déroulement de sa campagne présidentielle offrent des exemples récents de cette tendance. La popularité, mesurée par les sondages, devient une ressource déterminante dans la lutte pour le *leadership* interne des partis. Sur cette question de la compétition politique «*celebrity-driven*», voir Howard Tumber, Silvio R. Waisbord, «Political Scandals and Media Across Democracies», *American Behavioral Scientist*, vol. 47, N° 8, 2004.

8. Laurent Olivier a analysé cette «valorisation accrue du rôle des adhérents et de la légitimité populaire comme instrument de régulation du centre partisan». Voir Laurent Olivier, «Ambiguïtés de la démocratisation partisane en France (PS, RPR, UMP)», *Revue française de science politique*, vol. 53, N° 5, 2003, pp. 761-790.

9. Voir Richard S. Katz, Peter Mair, «The Evolution of Party Organizations in Europe: The Three Faces of Party Organization», in William Croty (éd.), *Political Parties in a Changing Age*, *American review of Politics*, 1993, N° 14 (édition spéciale), pp. 593-617 et, pour une approche plus nuancée, Susan E. Scarrow, *Parties and Their Members. Organizing for Victory in Britain and Germany*, Oxford: Oxford University Press, 1996.

permanents du siège national n'offrent pas une expertise opérationnelle et une réactivité comparables à celles des nouveaux collaborateurs ou des prestataires de services qui sont aujourd'hui à la disposition des élus. Avec le durcissement juridique des règles du financement des activités politiques survenu au tournant des années 1990¹⁰, les responsables des partis français ont dû clarifier la situation de leurs collaborateurs salariés, ce qui les a amenés à rechercher la plus grande efficacité de ces derniers. Cette « modernisation » des administrations partisans a modifié les possibilités de rémunération des collaborateurs politiques mais aussi les logiques de leur recrutement, leur cadre de travail et jusqu'aux tâches concrètes qui leur sont confiées. Cet article se propose de revenir sur la réorganisation du siège national du Parti socialiste et sur les effets qu'elle a produits sur l'identité des permanents socialistes. Outre la normalisation imposée par la loi de leur situation professionnelle, cette réorganisation s'est traduite par la dépolitisation progressive de leur activité et finalement la bureaucratisation de leur « métier ». À partir d'une enquête à la fois ethnographique et archivistique sur le siège du PS, nous allons montrer comment l'identité professionnelle des permanents socialistes est peu à peu devenue inconciliable avec leur identité militante, faisant passer ceux-ci d'un rôle de *militants professionnels* à une position inconfortable de *salariés encartés*.

L'IDENTITÉ DES PERMANENTS FACE À LA RATIONALISATION DU TRAVAIL POLITIQUE

« IL FAUT MODERNISER SOLFÉRINO » OU LES RAISONS DE LA RÉORGANISATION DU SIÈGE DU PS

Le PS déclare employer aujourd'hui un peu plus de cent personnes au siège national. Presque toutes sont engagées dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée de droit privé appuyé à la convention collective établie en 1979¹¹. La situation au travail et la relation au

10. Jean-Pierre Camby, *Le financement de la vie politique en France*, Paris: Montchrestien, 1997, et Abel François, Nicolas Sauger, « Groupes d'intérêt et financement de la vie politique en France: une évaluation des effets de l'interdiction des dons de personnes morales », *Revue française de science politique*, vol. 56, N° 2, 2006, pp. 227-254.

11. Cette convention collective a fait l'objet de deux modifications majeures: une première révision survenue à l'occasion d'un accord d'entreprise sur la « réorganisation de l'activité du siège du Parti socialiste », signé le 11 octobre 1993 (voir *infra*); un accord sur « l'aménagement et la réduction du temps de travail au siège du Parti socialiste » signé en 1999 consécutif à la loi Aubry (passage de la durée légale de travail hebdomadaire à trente-cinq heures).

parti de ces salariés est indissociable des conjonctures politiques internes et externes du PS. On ne peut d'ailleurs comprendre le mouvement qui a conduit ces autres professionnels de la politique à devenir davantage des personnels salariés de la politique que des militants employés par leur parti qu'en restituant une partie au moins de ces conjonctures historiques. Le quotidien des permanents change radicalement au début des années 1990, au moment charnière où le PS passe péniblement à l'après-Mitterrand, entre la crise politique interne, les affaires « politico-financières » et les défaites électorales. La réélection de François Mitterrand à la présidence de la République, à 73 ans, marque à la fois la fin du *leadership* sur le parti des socialistes de celui qui l'avait refondé après Epinay et la fin des compromis politiques qui s'étaient constitués autour de lui pour la direction du parti. Le PS entre alors dans une période où les dissensions l'emportent sur les tentatives d'union. Les très faibles scores obtenus aux Régionales de 1992, Législatives de 1993 et Européennes de 1994 auront raison, pour ces deux dernières des ambitions respectives de Laurent Fabius, puis de Michel Rocard, à diriger le parti. Survenu immédiatement après l'épisode traumatique du congrès de Rennes¹², ce déclin électoral du parti a été mis sur le compte de la division des chefs – les « éléphants » et leurs courants. Avec l'enchaînement des revers électoraux, aucun *leadership* ne parvient à s'imposer durablement à la tête des socialistes. Et, en quatre ans, entre 1991 et 1995, ce sont cinq directions et, donc, cinq premiers secrétaires différents qui vont se succéder¹³. À défaut de réconcilier, voire d'unifier les différents courants concurrents, il apparaît que leur coopération pourrait être facilitée par un meilleur fonctionnement des instances nationales (secrétariat national, bureau national). Mais aussi par une meilleure articulation de ces instances nationales avec l'administration centrale du parti.

Jusque-là, l'organisation administrative du siège se calque sur la distribution des postes politiques nationaux arrêtée au sortir de chaque congrès. L'appareil administratif ne possède pas de principe d'ordre propre: la répartition des moyens humains et matériels,

12. Traumatique, parce que les haines personnelles et politiques s'y sont exprimées très violemment et parce que, précédent historique notoire, aucune ligne commune (la « synthèse ») n'a été dégagée, laissant ainsi le premier secrétaire sans véritable gouvernement.

13. Pierre Mauroy, Laurent Fabius (janvier 1992-avril 1993), Michel Rocard (octobre 1993-juin 1994), Henri Emmanuelli (novembre 1994-octobre 1995), puis Lionel Jospin.

comme la localisation des services centraux résultent des compromis issus du congrès et donc de la configuration du nouveau Secrétariat national¹⁴. Chaque secrétaire national prend ses fonctions au siège en composant autour de lui une équipe faite de permanents pour la plupart déjà en poste et de collaborateurs personnels qu'il fait parfois salarier par le siège. Au principe du travail même qu'ils font en commun, les liens entre les cadres politiques nationaux et les permanents du siège national reposent sur une nécessaire proximité matérielle et idéologique. Congrès après congrès, le sort des personnels salariés fonctionne donc selon le «système des dépouilles». La situation de ces collaborateurs est différente selon qu'ils sont des salariés du siège national officiellement déclarés ou qu'ils sont non déclarés ou salariés par un employeur autre que le PS. Car, depuis 1979, les salariés déclarés du siège bénéficient d'une convention collective, conforme au Code du travail et semblable aux conventions existant dans la fonction publique. Ceux d'entre eux qui, principalement pour des raisons d'affiliation politique, sont écartés de leur poste restent salariés mais se retrouvent relégués dans des missions peu sensibles, voire carrément «placardisés». Congrès après congrès, au gré des équilibres politiques, un certain nombre de permanents sont ainsi maintenus dans l'administration centrale mais sans participer aux secteurs les plus dynamiques du parti. Cette logique de recrutement et de promotion des collaborateurs salariés devient problématique avec la succession des congrès¹⁵, le renouvellement et l'augmentation du nombre de secrétaires nationaux (cf. tableau 1).

Le modèle de fonctionnement de l'organisation centrale du PS semble donc atteindre ses limites au début des années 1990¹⁶. Les critiques adressées à ce modèle ne datent pourtant pas de cette

14. Signe de conformation du parti aux institutions, le Secrétariat national est généralement présenté comme le gouvernement du parti. Conformément au modèle du parti de masse, cette instance, qui se réunit une fois par semaine, est statutairement chargée de mettre en œuvre les décisions politiques prises par le Bureau national du parti, sous le contrôle du Conseil national qui est, lui, présenté comme le parlement du parti, et qui se réunit tous les deux mois. Officiellement donc simple instance d'exécution, le Secrétariat national est en réalité l'organe de direction politique du parti, le Bureau national entérinant les décisions prises. Les mécanismes de délégation fonctionnent ainsi classiquement de manière renversée, l'instance d'exécution étant le véritable centre d'impulsion de l'activité du parti, comme l'analogie aux institutions françaises l'indique.

15. Congrès qui se tiendront en 1979, 1981, 1983, 1985, 1987, 1990, 1992 et 1993.

16. Dans le cadre des entretiens réalisés par les auteurs, Christophe Careshe a affirmé qu'à cette époque «le SN s'était cartellisé, c'est-à-dire que chacun construisait autour de ses SN un fief inexpugnable».

Tableau 1
Nombre de membres du Secrétariat national, entre 1979 et 1993

Congrès	1979	1985	1990	1993
Secrétaires nationaux fonctionnels*	8	8	8	8
Secrétaires nationaux thématiques*	8	7	6	12
Secrétaires nationaux adjoints	4	15	14	20**
Total	20	31	28	40

* Les secrétaires nationaux fonctionnels sont ceux relatifs à l'administration du parti, les secrétaires nationaux thématiques renvoient à des thèmes politiques.

** 9 chargés de mission auprès du premier secrétaire et 11 responsables nationaux.

période. Elles se sont exprimées à plusieurs reprises dans les débats internes du parti. En 1989, le premier secrétaire, Pierre Mauroy, dénonce devant les membres du comité directeur du parti la nature et les conséquences des dysfonctionnements de l'organisation politique centrale :

« Il s'est progressivement introduit dans nos institutions internes une confusion entre différents niveaux. Il appartient au Secrétariat national de décider, sous le contrôle du Bureau exécutif et du Comité directeur. Ce Secrétariat national, il faut le renforcer dans ses moyens, mieux le définir dans ses attributions afin de mieux préciser ses correspondances avec les grands ministères, et les grandes actions à mener au Parlement. Une douzaine de secrétaires nationaux, responsables d'un grand secteur, et dotés d'une réelle influence pourraient constituer la base de ce gouvernement renforcé. [...] Il y aurait intérêt, sur ce plan-là, à avoir des secrétaires nationaux qui, dégagés d'autres fonctions, s'attacheraient à cette fonction avec une autorité, des moyens et un pouvoir beaucoup plus grands. Je crois que ce serait mieux, et cela ne passe pas à travers des courants; d'ailleurs, il n'y a pas là je ne sais quelle arrière-pensée mais uniquement la pensée de l'efficacité. »¹⁷

Quelques déboires électoraux et une législation sur le financement public des partis plus loin, les responsables socialistes vont s'atteler à la réforme de l'organisation et du fonctionnement du siège national. Engagée par Laurent Fabius dès sa désignation

17. Comité directeur des 1 et 2 juillet 1989, sténotypies OURS, p. 79.

comme premier secrétaire (janvier 1992), la réorganisation du niveau national du PS a donc pour ambition – en vain là encore – de réduire le nombre des secrétaires nationaux toujours annoncée mais jamais réalisée, et de mieux définir le périmètre de leurs fonctions respectives. La réorganisation doit porter également sur l'agencement et le fonctionnement de l'administration centrale du parti, et donc sur le travail des permanents. Face à la prévisible et drastique réduction de leurs moyens, les responsables du PS ont l'ardente obligation de repenser une organisation administrative plus resserrée et plus efficace. En effet, déjà menacé par la justice depuis le début des années 1990¹⁸, le PS doit très rapidement se conformer aux nouvelles règles sur le financement des partis votées en mars 1988 et en janvier 1990. Or, celles-ci, d'une part, indexent la hauteur du financement public sur les résultats aux élections nationales et, d'autre part, conditionnent ledit financement à la publication des comptes des campagnes électorales. La « nécessité d'un renouveau » martelée alors par la direction renvoie implicitement mais clairement sur l'inévitable recalibrage des personnels¹⁹. Ces négociations vont porter principalement sur la refonte de la convention collective de 1979. Outre la réactualisation des conditions de rémunération et de promotion, il s'agit de s'accorder sur la façon la plus efficace d'autonomiser l'administration centrale du parti, c'est-à-dire d'installer un organigramme réduit, pérenne et donc nécessairement indépendant de l'état des équilibres politiques. Avec la perspective d'un assainissement sévère des comptes, l'intention affichée dès 1992 est celle de remettre tout l'outil siège national – ses personnels, ses moyens matériels et financiers – à l'entière disposition de la majorité politique en place²⁰. Cette intention devient impérative après le violent revers électoral que le parti subit aux législatives de mars 1993. Alors même que les cadres politiques et administratifs du parti sont en train de dessiner la nouvelle organisation du siège, les socialistes se retrouvent, avec seulement 58 députés, face à une situation politique et financière tragique (tableau 2).

18. Dans le cadre de l'enquête sur les activités de la société Urba. Voir Antoine Gaudino, *L'Enquête impossible*, Paris: Albin Michel, 1990.

19. Comme le rapport de synthèse sur la réorganisation rendu par le secrétaire général administratif en décembre 1992 et qui doit servir de base aux négociations avec les représentants du personnel. Voir *Rapport de synthèse des propositions tirées du comité de pilotage concernant la réorganisation du siège du parti et ses conséquences*, 21 décembre 1992 (Rapport interne inédit).

20. *Ibid.*

Tableau 2
Part des salaires et charges dans le budget du PS de 1992 à 1994

Année	1992	1993	1994
Budget total (en millions)	172	212	145
Salaires-Charges (en millions)	26	37	26
Salaires-Charges (en %)	15%	17,5%	18%

Sources : Comptes rendus du secrétariat national (archives du PS)

C'est dans ce contexte déprimé que se déroulent, tout au long de l'année 1993, les négociations sur la réorganisation générale des services du siège, la requalification des postes et la nouvelle grille de rémunération. La « réforme » de l'administration centrale du PS prend trois directions principales : d'abord une rationalisation budgétaire (avec la réduction des effectifs déclarés et donc rémunérés par le parti) ; ensuite, une rationalisation organisationnelle (avec la restructuration totale des fonctions et des services du siège ; enfin, une rationalisation juridique (à travers la refonte de la convention collective redéfinie autour des missions, des salaires de ces nouveaux emplois). La nécessité de rationaliser les comptes du parti implique la suppression d'un nombre important de postes déclarés ou non (probablement près d'une centaine), objectif inconfortable pour des dirigeants dont le parti défend traditionnellement la situation et l'emploi des salariés. Se refusant à procéder à des licenciements économiques, ils proposent des incitations au départ volontaire ou au reclassement²¹. Entre 1992 et 1995, plus de cinquante salariés déclarés acceptent de quitter volontairement le siège du parti sans que les comptes sortent vraiment du rouge²². En 1994, le trésorier du parti, Alain Claeys est contraint d'annoncer aux permanents un moratoire sur les augmentations de salaires²³ et continuera d'alerter les cadres nationaux sur la fragilité financière du parti jusqu'après la victoire électorale de 1997²⁴.

21. Les permanents se voient notamment proposer des reclassements-mises à disposition dans les « structures périphériques » du parti (FNESR, l'hebdomadaire *Vendredi*, le Centre Condorcet, etc.).

22. Seule la mauvaise conjoncture dans l'immobilier a empêché la vente du siège en 1994 ; un prêt hypothécaire de plusieurs dizaines de millions de francs avait été par ailleurs souscrit.

23. Dans un courrier adressé aux salariés, le trésorier national annonce la suspension des augmentations de salaires prévues par les accords d'entreprise et de la prime annuelle de vacances.

24. Significativement, A. Claeys a occupé les fonctions de trésorier (1994-1997) qu'il cumulera ensuite (1997-2003) avec celles de secrétaire national à la coordination. Entrepreneur de la réforme du siège, il obtient la confiance des premiers secrétaires successifs.

La double rationalisation organisationnelle et juridique tient tout entière dans l'accord d'entreprise²⁵ signé à l'automne 1993 entre la direction et les syndicats²⁶. Cet accord repose sur un principe général de «départementalisation», c'est-à-dire une répartition claire et durable des missions par services. Dans la même logique, l'accord introduit également une distinction entre deux filières d'emplois : l'une recouvrant les emplois en charge des «missions d'animation politique» (la filière *Animation-études*), l'autre regroupant les emplois en charge des «tâches techniques et administratives» (la filière *Administration-moyens généraux*). À la première revient le travail de liaison et de collaboration avec les fédérations, les élus et les partenaires politiques (syndicats, associations) mais aussi les études sur les questions de société et tous les champs de l'action politique. À la seconde incombe la gestion des moyens matériels et humains du siège. Cette spécialisation entre les tâches politiques et les tâches administratives confiées aux permanents recoupe en partie la «départementalisation». En effet, sur les sept départements créés, six ont une vocation plus politique (Animation politique; Communication; Relations internationales et affaires européennes; Environnement, aménagement du territoire, cadre de vie, éducation et culture; Affaires sociales, problèmes sociaux et économiques; Études et perspectives); le septième se confond avec la Direction de l'administration générale.

Avec une redéfinition totale de l'emploi de permanent (tâches, salaire, avancement, etc.)²⁷, le statut des permanents quitte l'approximation juridique et fonctionnelle qui le caractérisait traditionnellement. Dans l'esprit des cadres politiques et administratifs du parti, cette remise à plat des postes et des fonctions a vocation de dépolitiser l'administration du siège. Affectés à un département (et non plus à un secrétaire national) et à des missions préalablement et strictement définies dans le nouvel organigramme du siège, les permanents sont censés sortir du système des dépouilles.

25. Cf. *Accord d'entreprise du 10 octobre 1993 annexé à la Convention collective du siège du Parti socialiste de 1979* (document interne inédit).

26. Confédération générale du travail, Confédération française démocratique des travailleurs, Syndicat des personnels du Parti socialiste.

27. L'accord de 1993 reconnaît trois catégories d'emplois et fonctions (subdivisées en onze niveaux de rémunération) et définies au regard des titres scolaires et universitaires : agents techniques et de bureau (niveau inférieur ou équivalent CAP-BEP), techniciens et secrétaires (du niveau CAP-BEP au baccalauréat) et assistants et cadres (du baccalauréat au niveau bac+4). Voir *Convention collective du personnel du parti socialiste de 1979 actualisée en 1993*.

«En termes de recrutement, les responsables politiques recrutèrent leurs collaborateurs personnellement. Après cela, pour gérer cette maison comme une entreprise, on a été obligés de prendre en compte, de normaliser et d'adapter l'entreprise socialiste aux règles de l'entreprise. [...] L'initiative a été prise avant même l'arrivée du juge Van Ruynbeck²⁸. J'ai été nommé au personnel en novembre 1993. Moi, ma consigne c'était de normaliser la situation du personnel, c'était de rationaliser, c'était compliqué, avec des contrats de l'Assemblée, du Sénat, des trucs relativement aveugles mais qui faisaient partie du paysage. Mais dans ces années-là, il y a eu une instruction du parti pour dire: «Là, stop!»²⁹

La normalisation du cadre d'emploi des permanents produit une première professionnalisation de ces derniers, mais une professionnalisation se limitant à décrire les tâches, les compétences, les diplômes ou équivalences correspondant à chaque poste de l'entreprise. Il s'agit d'identifier et planifier des tâches, et non de reconnaître des attributs spécifiques et exclusifs aux permanents³⁰. Une mise aux normes donc, pensée comme le moyen de rationaliser le travail des permanents et, par conséquent, de neutraliser politiquement les conditions dans lesquelles ils l'exercent. Or, cette dépolitisation fonctionnelle de l'activité des permanents va rapidement avoir des incidences sur le rapport au parti de ces militants professionnels. L'autoperception qu'ils ont de leur rôle dans l'entreprise politique commune, et donc leur identité de permanents politiques vont s'en trouver profondément affectées.

LA « FONCTIONNARISATION » DES MILITANTS PROFESSIONNELS

Outre l'indispensable normalisation juridique de la situation professionnelle des salariés, la réforme de 1993 consiste bien à tenir l'administration centrale à l'écart des tourments politiques internes, pour la préserver des effets du renouvellement de

28. Celui-ci perquisitionna le siège du parti le jour où L. Fabius prit ses fonctions de premier secrétaire.

29. Entretien avec Patrice Durant réalisé en juin 2004. Permanent depuis les années 1970, P. Durant compte parmi les « anciens » permanents qui ont joué un rôle de relais auprès de ce groupe, portant le nouveau discours gestionnaire et relançant leur carrière dans la mise en œuvre de la réorganisation. Il est aujourd'hui délégué général à l'organisation.

30. Sur cette distinction, voir Jean-Michel Chapoulie, « Sur l'analyse sociologique des groupes professionnels », *Revue française de sociologie*, vol. 14, N° 1, 1973, pp. 86-114.

l'équipe dirigeante. Selon un schéma traditionnel hérité de l'institutionnalisation des partis modernes, les permanents des partis politiques étaient jusque-là recrutés parmi les militants. Le plus souvent parmi ceux dont l'expérience militante constituait le seul capital politiquement valorisable dans le parti³¹. Ils avaient accumulé et fait la démonstration de cette expérience au cours des campagnes électorales. Le surinvestissement dans les activités militantes, conjugué à l'absence de vrai projet professionnel et aux besoins du parti, pouvait alors transformer le militantisme bénévole en activité politique salariée, comme la reconnaissance d'une compétence ou d'une disponibilité utile. L'identité de ces militants devenus professionnels était donc constituée de ce mélange d'origines sociales modestes, de dévouement, de fidélité et de reconnaissance, d'une mémoire militante partagée.

Jusqu'aux années 1990, et singulièrement jusqu'à la mise en application de la réforme de 1993, le profil social comme les logiques de recrutement aux postes de permanents ne dérogent pas au PS à ce schéma traditionnel. Arrivés avec des secrétaires nationaux qui sont alors eux-mêmes des militants chevronnés³², les permanents qui rejoignent le siège du parti dans le mouvement de « refondation » lancé à Épinay participent de l'esprit unanime et très cohésif du projet de conquérir le pouvoir pour « changer la vie » et la société. Ils s'approprient et renforcent une véritable identité de promotion³³ où l'accomplissement personnel – qu'il soit professionnel, social ou idéologique – est alors pleinement lié à la réussite de l'entreprise collective, c'est-à-dire la victoire électorale et la conquête du pouvoir. Du point de vue symbolique comme sur le plan matériel, les permanents sont alors pleinement des militants qui partagent le sort électoral du parti et donc de ses candidats. À l'opposé de cette communauté de mobilisation et de destin, la réforme de 1993 bureaucratise leur travail et « fonctionnarise » leur

31. Contrairement aux cadres et notables du parti qui disposent de ressources nominales élevées, notamment en matière de titres scolaires, de qualification professionnelle et de surface sociale. Sur ce point précis, voir Jacques Lagroye, Bastien François, Frédéric Sawicki, *Sociologie politique*, Paris : Presses de Sciences Po/Dalloz, 2003 (notamment le chapitre consacré aux organisations politiques) et Daniel Gaxie, *Les Professionnels de la politique*, Paris : Presses universitaires de France, 1973.

32. Sur l'expérience militante des dirigeants socialistes des années 1970, voir Annie Collovald, « La république du militant. Recrutement et filières de la carrière politique des députés », in Pierre Birnbaum (dir.), *Les élites socialistes au pouvoir 1981-1985*, Paris : PUF, 1985, pp. 11-52.

33. Selon la typologie des « configurations identitaires » proposées par Claude Dubar dans *Socialisation et Identités professionnelles*, Paris : Armand Colin, 1990.

emploi (au sens où il est assuré, indépendamment de la conjoncture de l'entreprise)³⁴. Redimensionner aux canons du droit du travail, le « métier » de permanent est dès lors enchâssé dans un périmètre de tâches limité, relevant d'un service spécialisé et inscrit dans un plan de carrière préétabli. Irrémédiablement, la réorganisation du siège national du PS et l'accord d'entreprise sur lequel elle s'appuie produisent donc d'abord un effet de banalisation de la part opérationnelle du travail, avant de produire une dégradation des relations et des diverses gratifications symboliques à être permanent.

Après la réorganisation de 1993, les cadres du parti ont progressivement introduit dans leur gestion de l'administration centrale des outils inspirés du management. Il en va ainsi, par exemple, des dispositifs de recrutement calqués sur ceux en cours dans l'entreprise privée³⁵. Dès la seconde moitié des années 1990, la plupart des nouveaux permanents sont recrutés en fonction des besoins fonctionnels de l'organigramme. La direction fait établir une fiche et un profil de poste avant de procéder à des tests et entretiens d'embauche. De l'aveu même des cadres responsables du recrutement, l'évaluation des candidats ne comporte pas de questions directes sur l'engagement militant ou même l'adhésion au PS des postulants. Le jeu des recommandations et le positionnement sur des « questions de société d'ordre politique » sont, selon les recruteurs, des moyens suffisants pour obtenir les garanties de « socialo-compatibilité »³⁶ des impétrants. Ces procédures de recrutements et un management des personnels par services tendent à éloigner les permanents des membres de la direction nationale – ou à leur procurer le sentiment d'un tel éloignement. Jusqu'au début des années 2000, ces transformations des conditions de travail et des modalités de recrutement des permanents semblent pourtant acceptées par la plupart des collaborateurs du siège.

34. On peut y voir l'accomplissement de la prédiction wébérienne selon laquelle : « La démocratie moderne, partout où elle est démocratie d'un grand État, deviendra une démocratie bureaucratifiée. Et il ne peut en être autrement, car elle remplace les fonctionnaires à charge honorifique, aristocratiques, nobles ou non, par un corps de fonctionnaires rémunéré. Il en est ainsi partout, y compris à l'intérieur des partis », extrait de la conférence prononcée à Vienne en 1918, « Le socialisme », in Max Weber, *Ceuvres politiques (1895-1919)*, Paris : Albin Michel, 2004, p. 464.

35. Philippe Aldrin, « Si près, si loin du politique. L'univers professionnel des permanents socialistes à l'épreuve de la managérialisation », *Politix*, N° 79, 2007, pp. 25-52.

36. Entretiens avec Jacques Priol, Frédéric Scanvic (anciens secrétaires généraux administratifs du PS alors en fonction) et Jacques Salvator (délégué général à la coordination).

Et d'abord, parce que, à partir de la victoire aux élections législatives 1997 et jusqu'en 2002, le PS est au pouvoir, son leader est populaire et donné vainqueur de l'élection présidentielle à venir par les instituts de sondage.

L'ÉMERGENCE D'UNE PROBLÉMATIQUE SALARIALE DANS L'ENTRE-SOI MILITANT

LE PS AU SEUIL DU XXI^e SIÈCLE : « VIEILLE MAISON » DES MILITANTS SOCIALISTES OU UNE ENTREPRISE ÉLECTORALE ?

Au PS comme ailleurs, la question de l'organisation – ou plutôt de sa réorganisation – se pose toujours plus crûment après un vif échec. La disqualification du candidat socialiste dès le premier tour de l'élection présidentielle de 2002 réactive le débat sur le fonctionnement des instances et de l'administration nationale du parti. Le congrès de Dijon de 2003 fournit l'occasion d'amorcer l'après-Jospin. La rénovation politique (projet, programme électoral) souhaitée par les leaders socialistes passe également par une réforme des structures institutionnelles et administratives du siège. Mais, si la mauvaise surprise électorale renouvelle l'esprit de famille entre les différentes catégories d'acteurs travaillant à Solférino, les effets de la réforme de 1993 (bureaucratisation, fonctionnarisation) hypothèquent la réussite de celle voulue en 2003. Il s'agit alors de recomposer l'appareil administratif autour d'une douzaine de chefs de service, tous promus au rang de cadres. L'objectif affiché est de renforcer la coordination des différents services et d'accroître la capacité d'impulsion des organismes centraux – et principalement du secrétariat national – sur l'administration centrale. Les cadres administratifs doivent assurer l'interface pour relayer au mieux la volonté politique dans le travail des permanents³⁷. Par-delà le compromis politique rassemblé derrière le premier secrétaire, François Hollande, les dissensions restent vives et les probables candidats à l'investiture présidentielle de 2007 cherchent d'ores et déjà à occuper le terrain et à compter leurs troupes. À travers la difficile réorganisation lancée en 2003, se jouent des luttes de positions qui écorchent l'unité de façade des leaders socialistes,

37. Selon le modèle de l'acteur marginal-sécant analysé par Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'acteur et le système : Les contraintes de l'action collective*, Paris : Seuil, 1981 [1977].

durablement mise à mal par l'opposition interne sur la question de la Constitution européenne. La division politique entrouvre la voie à une remise en cause par les permanents du fonctionnement du siège en général et de la situation qui leur est faite en particulier.

La réforme confiée à Manuel Valls, tout nouveau secrétaire national à l'organisation et à la coordination, a pour but de resserrer l'activité des services autour de quatre pôles jugés fonctionnels : réflexion et d'études, actions et élections, gestion de l'entreprise-organisation, manifestations. Ce nouvel organigramme est assez bien accueilli par l'ensemble des collaborateurs du siège qui s'accordent sur le dépérissement de la départementalisation mise en place en 1993. Depuis cette date, la multiplication et les attributions des secrétaires nationaux – dont les missions et les fonctions sont presque toujours transversales aux départements administratifs – rendent illusoire le respect effectif d'un tel découpage des services (tableau 3).

Tableau 3
Nombre de membres du Secrétariat national, entre 1997 et 2003³⁸

Congrès	1997	2000	2003
Secrétaires nationaux fonctionnels	7	10	6
Secrétaires nationaux thématiques	19	30	20
Secrétaires nationaux adjoints	8	11	23
Total	34	51	49

Il faut voir d'ailleurs dans cette augmentation croissante du Secrétariat national, une conséquence du désintérêt de ses leaders pour l'activité proprement dite du parti, la pléthore de secrétaires nationaux impliquant au mieux l'inertie, au pire la paralysie de l'organisation et de son animation. Cette évolution s'inscrit d'ailleurs dans une tendance plus générale de transformation des partis de Gouvernement français et du PS en particulier, dont quelques traits peuvent être brossés ici. En effet, au-delà des transformations du système politique (cf. l'abstention, la volatilité électorale), ces partis se sont eux-mêmes transformés pour devenir des

38. En 2005, le nombre de secrétaires nationaux explose, atteignant 97 membres, de telle sorte que pour donner une cohérence d'ensemble au Secrétariat national et en rationaliser dans la mesure du possible le fonctionnement, celui-ci est divisé à son tour en 3 pôles : activités du parti, vie du parti et activités internationales.

« machines » à conquérir le pouvoir. Cette mutation, qui enterre pour le PS toute référence autre que sémantique à son idéal, le parti de masse, se caractérise globalement par l'apparition de certains traits caractéristiques : affadissement idéologique ; faible surface militante du parti (avec son corollaire la prédilection pour la gouvernance d'opinion) ; refus d'une stratégie visant à définir une cible électorale précise au profit d'une stratégie « attrape-tout » ; recours croissant à des professionnels et experts extérieurs au parti ; personnalisation croissante du *leadership* ; entretien réduit de l'activité militante et son corollaire, la prédilection pour le recours aux médias plutôt que pour la mobilisation active des militants³⁹.

Dans le prolongement de ces évolutions, la réforme de son administration centrale n'est pas sans poser, dans la pratique, un certain nombre de problèmes. L'annonce de ce nouvel organigramme de l'administration centrale survient dans un contexte où les permanents attendent des gages sérieux sur leur activité, et plus encore sur leurs relations avec les cadres nationaux du parti. En effet, la dépolitisation de la gestion des postes de permanents a généré progressivement une dépolitisation de leur travail. Face à des personnels salariés assignés au-x secteur-s relevant de leur mandat, les secrétaires – et dans une moindre mesure les délégués nationaux – ont pris l'habitude, quand ils le pouvaient, de constituer autour d'eux des équipes de collaborateurs extérieurs recrutées par leurs soins. Dans le cadre de leurs activités d'élus nationaux ou locaux, ils se sont davantage entourés de collaborateurs présentant un haut niveau de diplôme et de compétence et très directement attachés à leur personne. Tant du point de vue humain que du point de vue organisationnel, ces équipes de « cabinet » ont externalisé le travail lié aux fonctions des principaux cadres politiques. Dans une période où la guerre des courants est ravivée, cette tendance à l'externalisation du travail politique s'est intensifié au point de reléguer – et surtout de procurer un fort sentiment de relégation – aux permanents du siège. Dans les entretiens réalisés dans le cadre de notre enquête, nous avons très

39. Voir en ce sens par exemple le modèle d'organisation partisane, le parti électoral-professionnel, élaboré par Angelo Panebianco, *Political Parties*, Cambridge : Cambridge University Press, 1988. Pour une mise en perspective des différents modèles d'organisation partisane élaborés pour comprendre les évolutions contemporaines, voir Steven B. Wolinetz, « Beyond the Catch-All Party: Approaches to the Study of Parties and Party Organization in Contemporary Democracies » in Richard Gunther, José Ramón Montero, Juan J. Linz (éds), *Political Parties. Old Concepts and New Challenges*, Oxford : Oxford University Press, 2002, pp. 136-165.

souvent entendu les permanents déplorer l'écart qui les séparait toujours plus des cadres politiques du parti. Pour cette raison, la refonte de l'organigramme et la réorganisation annoncées en 2003 sont envisagées par les permanents comme une chance de restaurer les liens cadres-permanents⁴⁰ et de revaloriser les tâches auxquels ces derniers sont occupés.

À cette structure d'attente explosive, il faut sans doute ajouter les effets de l'autorité contestée du premier secrétaire. Victorieux lors du congrès de 2003 et lors des élections (régionales et européennes) de 2004, François Hollande ne paraît pas pour autant en mesure de contenir les ambitions des principaux présidentiables du parti, Dominique Strauss-Kahn et plus particulièrement Laurent Fabius. Ce dernier entre ouvertement en opposition avec le premier secrétaire quand les socialistes débattent de la position à adopter face au projet de Constitution européenne⁴¹. Traditionnellement, l'allant et l'aura du premier secrétaire placent les permanents dans une dynamique collective positive qui galvanise leur identité sociale et professionnelle de socialistes, et fortifie du même coup la cohésion de l'entre-soi militant au sein du siège national. Jugé coupable de ne pas tenir ses présidentiables – tout en ne parvenant pas lui-même à s'imposer comme tel – et d'être indifférent vis-à-vis du sort des personnels salariés du parti, le premier secrétaire va alors cristalliser la colère des permanents quand ceux-ci vont choisir de défendre leur statut professionnel face à la menace d'accroître encore leur position de fonctionnaires dépolitisés du parti.

DE L'ESPRIT DE FAMILLE AU CONSEIL DE FAMILLE

C'est donc la personne du premier secrétaire mais aussi celle du nouveau secrétaire général administratif du siège, qui prend ses fonctions en janvier 2005, qui vont essuyer la fronde tout à fait

40. Le capital de relations est traditionnellement une source de gratifications tant matérielles que symboliques pour les membres du réseau partisan. Voir Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, N° 1, 1977, pp. 123-154.

41. La direction du parti avait décidé d'organiser un vote interne permettant aux adhérents de se prononcer. De nombreux dirigeants (notamment L. Fabius, mais aussi H. Emmanuelli ou encore J.-L. Mélenchon), bien que membres de la direction, s'opposèrent à la position favorable à la ratification du TCE. Une véritable campagne s'engagea alors au sein du parti, dont la consultation interne ne fut que le premier épisode (et où les adhérents se prononcèrent largement – 58,6% – pour la ratification), le second se déroulant ensuite lors de la campagne officielle pendant laquelle des tenants du « non » refusèrent de se ranger derrière la position du parti.

inédite des permanents. Armé d'un discours managérial décomplexé, le nouveau chef de l'administration centrale entend rationaliser le fonctionnement de ses services et la gestion de ses personnels. En accord avec les principaux cadres politiques et administratifs du PS, cet énarque, ayant précédemment dirigé les services d'une grande administration territoriale, souhaite appliquer au parti les recettes de l'entreprise. Le conflit avec les permanents éclate lorsque, à l'occasion de la convocation de la commission paritaire mixte, les représentants du personnel découvrent que la rémunération du « directeur général » déroge à la grille des salaires établie dans la convention collective de 1993. Au pragmatisme désincarné s'ajoute donc, selon les permanents informés, une entorse au cadre conventionnel des salariés du siège. Boudant la commission paritaire, les délégués syndicaux saisissent l'occasion d'exprimer le mécontentement général des permanents sur leur relégation et d'affirmer un certain nombre de revendications statutaires et salariales. En mars 2005 donc, ils convoquent une assemblée générale des permanents à laquelle le premier secrétaire est invité. S'ensuit une *lettre ouverte* des permanents à leur premier secrétaire qui évoque « les entorses aux règles communes et à tous nos principes (salariaux, éthiques et politiques) », des « relations sociales entre la direction et le personnel dégradées » ou encore des « écarts de salaires et des promotions incompréhensibles ». Sans jamais se référer explicitement à la pensée socialiste, les permanents demandent dans cette lettre le respect des valeurs communes (les « valeurs auxquelles nous sommes collectivement attachés ») et expriment leur souhait de « retrouver la fierté de travailler rue de Solférino ». Surtout, les permanents exigent une gestion des personnels et des carrières respectueuse de la convention collective adoptée en 1993.

Dans le bras de fer qui les oppose alors pendant plusieurs semaines à la direction, les délégués des permanents socialistes durcissent leur position de salariés et, donc, leur ancrage dans la rhétorique syndicale. Dans un texte intitulé les *Raisons de la colère*, ils dénoncent à nouveau les « droits régulièrement bafoués », le « dialogue social inexistant » et les « privilèges »⁴². En rappelant les termes des accords de 1993, ils affirment qu'il est « inadmissible

42. *Manifeste. Les Raisons de la colère*, mars 2005 (document inédit). Il est à noter que, dans ce document, la convention collective est qualifiée de « loi fondamentale ».

que l'on embauche à l'extérieur, à des tarifs non conformes à nos règles, alors qu'il y a, au sein même de la Maison, des permanent-e-s qui peuvent accomplir ces missions, à la satisfaction générale»⁴³. À travers le cas du nouveau secrétaire général administratif – exemplaire en ce sens, tant pour son discours managérial que par les conditions de son recrutement ou sa rémunération – les permanents expriment leur critique de l'évolution qu'a subie leur fonction. «Il est inadmissible tant financièrement qu'humainement de cumuler recrutement externe et mise au placard de permanent-e-s en fonction», assènent-ils encore à l'adresse des cadres politiques⁴⁴.

Le départ, quelques mois plus tard, du secrétaire général administratif et la nomination à ce poste d'un cadre administratif du siège contribueront à apaiser la tension. Mais l'épisode du printemps 2005 marque surtout la substitution d'une dialectique direction-salariés à l'entre-soi militant. La nature, le ton et le fond des revendications engagées dans le conflit témoignent de la prégnance, nouvelle, du combat de type salarial – avec un discours syndical marqué (défense des salariés, respect de la convention collective, relance du dialogue social) – dans l'espace partisan. De façon inédite, la mobilisation des permanents s'est effectuée sur le registre des questions professionnelles et non sur celui de la famille politique ou de l'égalitarisme militant caractéristique des partis de gauche. Mais, plus qu'une revendication relative aux salaires, les permanents demandent la reconnaissance des compétences politiques qu'ils revendiquent face aux prestataires ou collaborateurs extérieurs. Une telle reconnaissance offrirait une chance de restaurer leur identité de militants salariés (valorisant leur expérience et/ou leur engagement dans le travail politique du parti) et de repousser leur transformation en fonctionnaires dépolitisés. Dans le refus de cette «identité de retrait»⁴⁵, la jeune génération des permanents paraît, paradoxalement, la plus encline à contester l'enfermement dans une carrière indexée sur le temps d'ancienneté et cherchent à se composer une image de professionnels au service du parti. Si *servir professionnellement le parti* paraît le seul cadre disponible pour les jeunes salariés à la recherche d'une carrière intéressante de collaborateurs politiques (y compris en dehors du

43. *Ibid.*

44. *Ibid.*

45. Voir Renaud Sainsaulieu, *Sociologie de l'entreprise*, Paris : Presses de Sciences Po/Daloz, 1997.

siège, dans des cabinets ministériels), il est sans aucun doute aussi le seul autour duquel les délégués syndicaux ont pu mobiliser les différentes générations de permanents⁴⁶.

Au-delà des questions relatives à la situation des permanents socialistes, ce sont bien plus profondément de nouvelles façons de faire de la politique qui émergent et se télescopent ici. Comme dans toute interaction durable et instituée, l'identité respective et relationnelle des acteurs qui s'y rencontrent est un enjeu. Au militant professionnel succède donc le salarié accessoirement encarté, conformément en somme à un processus général de professionnalisation et de technicisation croissante de la vie politique⁴⁷. Max Weber distinguait déjà les façons de vivre la politique, *de* ou *pour* elle⁴⁸. Weber se fondait alors sur la dimension économique pour opérer cette distinction supposant l'existence de professionnels de la politique aux côtés des amateurs éclairés. Traditionnellement, les permanents vivent *de, pour* la politique, mais plus encore inscrivent au quotidien leur *soi* social, moral et psychologique à l'intérieur de l'espace professionnalisé de la politique. Les liens qui unissent les acteurs sociaux à leur univers professionnel ne sont pas seulement d'ordre économique. Comme l'a montré Norbert Alter⁴⁹, la relation entre le salarié et son environnement de travail est une relation de don/contre-don inscrite durablement dans le temps de vie où, au-delà d'un service-rémunération, est échangée toute une série d'affects, de symboles, de liens d'appartenance. Joliment, Alter évoque d'ailleurs un « principe de l'endettement mutuel » entre eux. Cela est vrai pour les permanents dont le choix d'engagement politique s'est doublé d'une activité salariée durable. Or, ôter le sens à l'action propre au salarié peut lui ôter une partie de son identité au travail⁵⁰ et rompre profondément les termes de la relation d'échange.

46. Sur le nécessaire alignement des cadres dans la mobilisation collective des acteurs, voir Daniel Cefai, « Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes », in Daniel Cefai, Danny Trom (dir.), *Les formes de l'action collective, mobilisation dans des arènes publiques*, Paris: Éditions de l'EHESS, 2001, pp. 51-97.

47. Sur les différents types de permanents en fonction du type d'organisation partisane, la classification la plus complète reste sans nul doute celle d'Angelo Panebianco, *Political Parties*, *op. cit.*

48. Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris: 10-18, 1973 (rééd.), p. 137.

49. Norbert Alter, *L'innovation ordinaire*, Paris: PUF, 2003 [2000], pp. 98 ss.

50. Cf. Renaud Sainseaulieu, *L'Identité au travail*, Paris: Presses de la FNPS, 1997 [1985], chapitre 8.

L'évolution des métiers de la collaboration politique paraît s'effectuer aujourd'hui contre ou, à tout le moins, au détriment de la figure du *militant professionnel*. La technicisation et la professionnalisation du métier d'élu lui-même poussant ce dernier à lui préférer des experts (en communication, en gestion de l'action publique) ou des « petites mains » mercenaires de la politique. C'est ce que montre d'ailleurs l'externalisation engagée au PS d'un certain nombre de tâches anciennement dévolues aux permanents (de la revue de presse au nettoyage des locaux). Il y aurait donc chez les permanents un douloureux passage du *vivre pour*, qui nourrit l'être social, au seul *vivre de*, purement alimentaire; transformation accompagnée d'un sentiment de déclassement et de désœuvrement. En effet, un rapport technocratique et rationalisé à l'activité politique remplace implacablement l'investissement idéologique et affectif qui animait les permanents politiques. Le recours à l'expertise technique, l'imposition de références propres à l'entreprise et au management ont modifié non seulement le profil de cette catégorie historique de collaborateurs politiques mais également la matrice cognitive et affective qui structurait leur identité spécifique de salariés. Les ressorts qui structurent dorénavant l'engagement en politique et le désir d'y faire carrière ne sont plus ceux qui les structuraient hier. L'activité politique se banalise, en quelques sorte, en ce qu'elle est pensée comme une activité professionnelle relevant, elle aussi, de critères objectifs d'efficacité. En ce sens, travailler pour un parti politique n'apparaît plus comme une activité structurant toute l'identité sociale des individus concernés. L'intégration et l'appartenance au collectif politique – l'expérience militante, en somme – se combinent aujourd'hui avec d'autres facettes de l'expérience du monde social et n'occupent plus aussi exclusivement la construction (incessante) et la présentation (changeante) du moi social⁵¹. *Vivre avec* un engagement politique donc, et plus exclusivement *pour* celui-ci. La crise identitaire des permanents socialistes, dont témoigne la crise survenue en 2005, repose sur la requalification de leur rôle effectif au sein du parti et sur le difficile ajustement qui s'en est suivi. S'ils ont finalement choisi la prise de parole pour exprimer l'inadéquation ressentie entre ce qu'ils attendent de leur métier et le rôle dans lequel on les cantonne, ces permanents l'ont fait en

51. Bernard Lahire, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris: Nathan, 1998.

inventant de nouveaux comportements collectifs tout en cherchant à perpétuer une image du collaborateur politique qui n'a plus cours aujourd'hui. Mais au-delà du sort particulier des permanents socialistes, la professionnalisation de la politique soulève un certain nombre de questions sur l'avenir des identités militantes. Que devient la sociabilité militante quand le parti devient une « entreprise comme les autres » ? Face aux logiques managériales qui s'installent dans la gestion des organisations politiques, le sentiment d'entre-soi militant tend à disparaître. Avec lui, n'est-ce pas aussi une forme historique de l'engagement politique, fondé sur le don de soi et l'attachement à une identité collective, qui s'évanouit ?

« PETITS ARRANGEMENTS AVEC SON MILITANTISME »

LE DÉSARROI IDENTITAIRE DES MILITANTS AU PARTI SOCIALISTE

RÉMI LEFEBVRE

Les difficultés que traverse le Parti socialiste en France sont analysées par de nombreux commentateurs et par ses dirigeants eux-mêmes en termes de « crise d'identité ». Les socialistes ne savent plus « qui ils sont », ne parviennent pas à « clarifier » leur ligne politique dans un contexte plus général de « crise de la social-démocratie », sont minés par leurs divisions, par l'indiscipline de leurs membres, par « l'individualisme » de leurs dirigeants dont témoignent les succès de « l'ouverture » lancée par Nicolas Sarkozy... La nécessité de « refonder », « ressourcer », « rénover » l'organisation est sans cesse réaffirmée. La notion d'« identité » a envahi les discours politiques, rendant problématique son usage savant. Concept sociologique aux usages polyphoniques¹, véritable feuilleté théorique, elle est aussi une catégorie indigène et un enjeu des luttes de classement et de labellisation auxquels se livrent les acteurs politiques (ce qui justifie souvent un usage « entre guillemets » du terme)². L'identité partisane (représentation pour soi, ses membres, et pour autrui, l'extérieur)³ en ce qu'elle met en jeu sa marque collective fait l'objet de luttes de définition constantes. Elle est « une construction collective » qui engage différents univers (intellectuel, universitaire, médiatique, politique...) contribuant à définir l'image officielle et publique d'une organisation⁴. L'approche sociologique ne doit pas statuer

1. Claude Dubar, « Polyphonie et métamorphoses de la notion d'identité », *Revue française des affaires sociales*, N° 2, avril-juin 2007, pp. 11-26.

2. On cède ici sans doute à la critique rituelle qui précède tout usage de la notion que pointait Claude Lévi-Strauss en 1977 (*L'identité*, séminaire au Collège de France, Paris: PUF, 1977).

3. Toute identité est une relation entre assignation par les autres et revendication par soi.

4. Violaine Roussel, « Labels politique et construction de l'identité militante: le cas du Front National », in Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris: Albin Michel, 2003, pp. 237-278, p. 267 en particulier.

sur cette identité, au risque de rentrer dans les luttes et non de les prendre pour objet, mais en analyser les modes de fabrication et d'intériorisation sans l'essentialiser ou lui prêter une cohérence trop forte. Les partis politiques peuvent ainsi être analysés comme des *fabriques* identitaires. Ils cherchent par des mécanismes de socialisation divers⁵ à assigner des identités à leurs membres, à susciter des identifications, des loyautés, des allégeances, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'organisation, à produire des significations collectives et des référents partagés (codes, langages, rituels)... L'identité partisane est le produit de l'interaction complexe et changeante entre les identités militantes, c'est-à-dire la manière dont l'expérience militante est intériorisée au point de devenir constitutive du moi social, et l'identité de l'organisation qui renvoie à l'image publique de l'organisation, variable dans le temps. De nombreux travaux ont déconstruit l'homogénéité des organisations partisans en adoptant des démarches synchroniques ou diachroniques. Un parti politique ne renvoie pas ici ou là et dans le temps aux mêmes réalités sociales. Le Parti socialiste gagne par exemple à être analysé comme «un réseau de réseaux»⁶. Le militantisme dans les partis mérite de la même manière d'être analysé dans sa diversité⁷. Même si des formes de socialisation partisans prégnantes peuvent être repérées et contribuent à homogénéiser pratiques et croyances, il n'y a pas ainsi une manière unique de militer au Parti socialiste. «Les participants à la relation partisane ne sont pas là pour les mêmes raisons.»⁸ Au sein de ce parti, comme dans d'autres, coexistent des rapports à l'institution partisane, des pratiques et des répertoires militants, des raisons d'agir et des investissements marqués par une forte diversité, en lien avec les multiples trajectoires militantes qui travaillent l'institution mais qui sont aussi travaillées par elle.

La faible homogénéité du PS et la fragilisation de son identité semblent néanmoins aujourd'hui faire problème⁹. L'identité, rappelle Claude Dubar, devient un enjeu de recherche lorsqu'«elle ne

5. Pour une réflexion récente sur les processus généraux de socialisation, Muriel Darmon, *La socialisation*, Paris: Armand Colin, 2007.

6. Frédéric Sawicki, *Les réseaux du parti socialiste*, Paris: Belin, 1997.

7. Voir par exemple Ivan Bruneau, «Un mode d'engagement singulier au Front National», *Politix*, N° 57, 2002.

8. Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Paris: PUF, 2007.

9. Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La société des socialistes*, Bellecombe-en-Bauges: Éditions du Croquant, 2006.

va plus de soi, qu'elle provoque des attributions négatives, des formes de dévalorisation ou de dénigrement»¹⁰. Dans le même sens, Michael Pollak a bien montré que l'identité ne devient une préoccupation et un objet d'analyse que lorsque le sens commun n'est plus donné d'avance et que les acteurs en place n'arrivent plus à s'accorder sur la situation et les rôles qu'ils sont censés y tenir. Il distingue trois dimensions de l'identité¹¹ : l'image de soi pour soi, celle que le groupe ou l'individu donne à autrui, celle qui lui est renvoyée par les autres. Ces trois dimensions tendent à faire problème pour les militants socialistes. D'où une activité de mise en cohérence identitaire permanente et un travail d'« introspection » qui produit de la désillusion, du découragement, voire de la souffrance. La ligne idéologique du PS apparaît incertaine et fluctuante. Jugé par ses partenaires de l'Internationale socialiste comme le parti social-démocrate le plus « à gauche » d'Europe, le PS est vilipendé en France, sur sa gauche, pour sa « dérive libérale » et ses positions « droitières ». « Socialiste » est aujourd'hui souvent un stigmate et l'on sait que la stigmatisation encourage la réflexion identitaire¹². L'image publique très négative du PS dans divers univers sociaux (les « commentateurs » de la vie politique, les intellectuels, les syndicalistes, les altermondialistes, une partie du monde associatif...) constitue un puissant ressort de la « casuistique » socialiste. Confrontés à une détestation quasi généralisée émanant de groupes ou d'acteurs que le PS cherche pourtant à ne pas décevoir, les socialistes s'interrogent sur ce qu'ils sont et ce qui leur vaut autant d'opprobre et d'anathèmes. L'introspection procède ainsi de la disqualification dont fait l'objet le PS. Les transformations de l'*entre-soi* socialiste, marqué par une intensification des enjeux de pouvoir dans un parti qui se professionnalise à tous les niveaux, affectent la capacité d'intégration du parti. La « crise » du Parti socialiste peut s'analyser aussi comme une incapacité à homogénéiser les discours, les pratiques, les propriétés, à aligner les cadres cognitifs de ses membres, à conjurer les tendances centrifuges qui affaiblissent le parti, à faire « tenir ensemble » des acteurs aux intérêts et aux visions du monde divergents. L'organisation et ses dirigeants peinent à produire un discours de mobilisation

10. Claude Dubar, « Polyphonie et métamorphoses de la notion d'identité », *art. cit.*, p. 17.

11. Michael Pollak, *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris: Métailié, 1990.

12. Erving Goffman, *Stigmates. Les usages sociaux des handicaps*, Paris: Minuit, 1975 [1963].

politique qui soit susceptible, pour reprendre les termes de Luc Boltanski, d'«exercer un effet d'unification symbolique en fournissant aux agents des critères d'identité, des principes explicites et officiels d'appartenance, en leur disant explicitement ce qui les rassemble, «sous quel rapport» ils ont «quelque chose en commun» de plus «essentiel» et de plus «déterminant» que ce par quoi ils se distinguent»¹³.

UNE IDENTITÉ IDÉOLOGIQUE PEU STABILISÉE: LE RELATIVISME SOCIALISTE

La pratique du pouvoir depuis les années 1980 a déstabilisé la «cause socialiste». Les phases de pouvoir, d'opposition, les victoires ou les défaites, les «renoncements» qui en découlent ont produit des remaniements successifs de l'identité socialiste et des «dissonances cognitives» qui affectent fortement le sens que les militants donnent à leur engagement. Ce sens de l'engagement socialiste apparaît flottant. Les motifs légitimes de l'action socialiste sont fragilisés. La «vérité» institutionnelle¹⁴ socialiste est affaiblie. Chaque militant est sommé de se bricoler «son» socialisme et les ressources (idéologiques, cognitives, culturelles...) pour ce faire sont inégalement partagées. Les entretiens révèlent chez les militants un affaïssement des croyances communes, la *relativisation* des idées socialistes à la suite de la pratique du pouvoir et les cycles d'opposition et de gouvernement que le parti a connus. La cause socialiste s'est effritée. L'incapacité du parti à produire et à entretenir des principes et des critères d'appartenance unifiée, à administrer un sens à l'engagement militant est déplorée. Les raisons d'agir des militants deviennent dès lors plus labiles et se développe un scepticisme militant parfois très prononcé. L'identité militante apparaît peu stabilisée, sans cesse mise en discussion et en débat, sujet à la renégociation. Cette mise en débat produit de la déréliction, des dissonances très fortes entre les militants et l'organisation qui sont parfois difficiles à résorber. Les débats incessants autour du «projet» et de «l'identité» socialiste, de ce qui différencie les socialistes traduisent la fragilisation du *nous* socialiste autant qu'ils l'entretiennent.

13. Luc Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris: Minuit, 1982, p. 257.

14. Sur cette notion, Jacques Lagroye, *La vérité dans l'Église catholique. Contestations et restauration d'un régime d'autorité*, Paris: Belin, 2006.

Le militantisme suppose une activité de mise en cohérence permanente qui apparaît épuisante pour certains militants. Cet extrait d'entretien est éloquent (militant rentré au PS après le « choc du 21 avril 2002 ») : « Au début je trouvais ça super le PS, y a du débat, ça pas de problème, c'est démocratique, au moins en apparence, on discute mais cela m'a vite fatigué, très vite je me suis posé la question : mais pourquoi ces gens sont là, ils sont sûrs de rien, ils se remettent toujours en question, ils tiennent des discours hyper-contradictaires. Dans la même intervention le même militant peut dire que le bilan de Jospin était bon et plus loin qu'il était mauvais, je comprends pas moi, y en a qui ont aucune certitude, c'est drôle pour des militants, c'est un peu pour cela que je suis parti, c'était usant, quand je rentrais le soir après une réunion, je savais plus pourquoi j'étais au PS, alors que je venais pour trouver du sens, sans doute pour me rassurer, ben c'est pas ce que j'ai trouvé, c'est assez incroyable. »

Il faut rappeler avec Michel Offerlé que « l'acquisition des références idéologiques propres à l'organisation suit l'adhésion bien plus qu'elle ne la précède »¹⁵. Si le parti attire peu de militants et souvent ne les retient pas, c'est qu'il peine à administrer et à unifier un sens politique. Ce sens flottant du militantisme est très diversement vécu par les militants : pour les « anciens » et les militants d'origine populaire, de manière parfois douloureuse et dramatique, pour les jeunes et les militants, disposant d'un certain bagage intellectuel, de manière beaucoup plus sereine et « dialectique » (on pourrait alors parler de militant *dialogique*). Pour les militants assez anciens, le temps des certitudes socialistes est regretté, il était protecteur. Le malheur militant, parfois très prégnant, qui affleure des entretiens, renvoie à l'éclatement de l'identité socialiste, à des codes de significations partisans de plus en plus fragiles, fluctuants et de moins en moins partagés. Les remaniements successifs de l'identité partisane sont sources de désarroi et de sentiment de trahison chez les militants populaires. Ils sont plus ou moins bien négociés, mis en sens. « On ne sait plus pourquoi on est socialiste » : l'expression est récurrente dans les entretiens. Une militante d'origine populaire (trente ans de parti) nous dit : « Moi je comprends pas, on sait pas pourquoi ils sont socialistes, ils doutent de tout, ils mettent tout en cause, faut

15. Michel Offerlé, *Les partis politiques*, op. cit., p. 74.

toujours tout retourner, regarde là c'était bien on avait gagné les élections¹⁶, je me suis dit, là c'est bon, on est sur la bonne piste, et ben non ça recommence avec le projet d'Europe là, moi franchement j'en ai marre, cela recommence, ils vont se reprendre le chou. » L'attachement au parti, enraciné dans des traditions familiales et locales, perdue mais ce qui lui donne sens se fragilise. Les militants d'origine populaire attendent des réponses plus que des perpétuelles mises en question et ils ne retrouvent plus dans l'offre de discours des ressources interprétatives pour mettre en sens leur existence et leur expérience du monde social. D'un certain point de vue, pour ces militants, ce sens politique attendu ne doit pas venir des militants mais de l'institution partisane et de son « autorité ». Or, celle-ci apparaît affaiblie. Tout se passe comme si les dissonances cognitives existant entre les actes et les convictions n'étaient plus réduites par des mécanismes de socialisation partisane (l'esprit de parti) qui apparaissent moins puissants que par le passé.

Cette identité idéologique à reconstruire, cette fragilité des certitudes de l'institution constituent *a contrario* les ressorts de l'action et de la réflexion d'un certain nombre de militants. Ils sont parfois même les conditions de la continuation de leur engagement. « Ce qui me plaît au PS, nous dit Hervé, agrégé d'histoire, c'est que les choses sont ouvertes, il y a un formidable défi à relever, celui de reconstruire la gauche dans un univers idéologique, économique, international qui s'est radicalement transformé, moi cela me plaît, les choses ne sont pas figées, il y a du grain à moudre, ça c'est excitant, on est plus prisonnier d'un dogme qui a montré ses limites de toute manière. » Un jeune adhérent, étudiant de sciences économiques, dit apprécier le PS parce qu'« on y doute », « cela me donne un sentiment de liberté, de ne pas être embrigadé ».

Le développement d'une culture du débat au PS et l'introduction de nouvelles normes participatives peuvent être analysés comme un effet de la gestion des déceptions et frustrations militantes. Le débat permet de valoriser la prise de parole pour épancher les insatisfactions militantes et servir d'exutoire aux mécontentements. Un secrétaire de section de Lille analyse la fonction qu'il assigne aux débats : « Il faut que cela sorte, purger les

16. Régionales, cantonales, puis européennes en 2004.

mécontentements, il vaut mieux que tout cela sorte.» Le contenu de la parole militante importerait ainsi moins que sa « fonction » interne et individuelle (quasi cathartique). Tout se passe comme si le débat comptait plus que ce qui est débattu. Mais la mise en question permanente de l'identité partisane et du sens de l'action militante alimente aussi un très fort relativisme idéologique et contribue à l'incapacité de l'organisation à produire des significations communes. Pensé comme une modalité de réenchantement du militantisme, le débat conforte le militantisme ou l'affaiblit et le désenchanté selon les usages de la relation partisane. Il peut tout à la fois réassurer le militantisme et le démotiver. Il produit autant de la déréliction que de la conviction.

La place des débats apparaît d'autant plus importante que les formes externes de militantisme tendent à se raréfier. De ce point de vue, leur statut est inséparable de la rétraction des pratiques militantes dans l'entre-soi partisan à l'origine d'un fonctionnement de plus en plus aut centré. Les débats internes régénèrent d'un certain point de vue l'organisation, mais renforcent dans le même temps son incapacité à aligner les cadres cognitifs de ses membres, à administrer un sens partisan commun¹⁷. Le *nous* socialiste devient de plus en plus difficile à construire. Pour Michel Hastings, « les partis politiques constituent des ateliers d'identités et d'imaginaires collectifs, et participent à la structuration de grammaires culturelles régulièrement mobilisées par les militants »¹⁸. Ils doivent être appréhendés comme des institutions, régis par des règles et des valeurs, producteurs de codes communs de signification et de conduites qui contribuent à produire des manières communes d'appréhender le monde social¹⁹. La fragilisation de l'identité socialiste peut s'analyser ainsi comme une crise de l'allocation du sens partisan. Elle nourrit des formes diverses de « malheur militant ».

17. François Chazel, « Les ajustements cognitifs dans les mobilisations collectives : questions ouvertes et hypothèses », dans Raymond Boudon, Alban Bouvier, François Chazel, (dir.), *Cognition et sciences sociales*, Paris : PUF, 1997, pp. 193-206.

18. Michel Hastings, « Partis politiques et administration de sens », in Dominique Andolfatto, Fabienne Greffet, Laurent Olivier, (dir.), *Les partis politiques : quelles perspectives?*, Paris : L'Harmattan, 2002, pp. 21-36.

19. Nathalie Ethuin, *À l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres au Parti communiste français (1970-2003)*, thèse de doctorat en science politique, Université Lille 2, 2003.

L'ENTRE-SOI SOCIALISTE: UN UNIVERS HOBBISSIEU

La souffrance militante dit beaucoup de la manière dont le parti est investi, dont les identités passées ne peuvent plus se réaliser dans l'espace partisan, ne trouvent plus à s'actualiser. «Le malheur militant» au Parti socialiste ne saurait être réduit à un type unique. Cette diversité renvoie à la pluralité des profils investis dans le parti et à une multiplicité de situations. Coexistent en fonction des rapports au parti et de la sédimentation des générations militantes des formes de déceptions par désajustement, qui renvoient à des transformations de l'institution, et des déceptions par non-reconnaissance, pour reprendre la typologie de Jacques Lagroye et Johanna Siméant²⁰. Les désajustements peuvent être d'ordre idéologique (processus de désidentification à la «ligne» du parti) ou relever d'un décalage entre l'offre de pratiques partisans et les attentes des militants. La prise de distance intervient quand l'individu ne parvient plus à ajuster aux exigences du groupe ses propres désirs (ceux du début, d'un temps passé de l'engagement). Le malheur militant renvoie alors au tarissement de satisfactions passées: le militantisme apportait des satisfactions, ils n'en donnent plus assez mais on en attend encore.

De manière générale, «la vie du parti» est présentée dans les entretiens comme dominée par des phénomènes de concurrence interne qui dégrade l'entre-soi et la fraternité militante. Ces phénomènes ne sont pas nouveaux, mais ils coexistaient précédemment avec d'autres formes de liens partisans où la sociabilité et la convivialité prenaient une place plus importante. François Delapierre, membre du bureau national du PS, analyse: «Le PS c'est devenu littéralement invivable, on se supporte plus même entre cadres partageant les mêmes idées, c'est physiquement insupportable, la coexistence et la confrontation dans les instances sont devenus très pénibles, il y a tellement de haines recuites, de divergences accumulées, de rancunes, de méfiance... on peut pas y croire au PS parce que tu te retrouves en permanence avec des gens en qui tu ne peux pas avoir confiance, qui t'ont trahi...» L'univers militant est présenté comme un monde hobbesien, «un parti où le militant est un loup pour le militant», nous dit André (quarante ans de parti). L'activité partisane est décrite surtout comme orientée

20. Jacques Lagroye, Johanna Siméant, «Gouvernement des humains et légitimation des institutions», in Pierre Favre, Jay Hayward, Yves Schemel, *Être gouverné*, Paris: Presses de Sciences Po, 2003, pp. 53-71, p. 67 en particulier.

par la tactique et le primat des rapports de force. Évoluer dans l'univers partisan c'est vouloir nécessairement y progresser, séduire, se constituer des soutiens, enrôler, se poser en s'opposant, marquer et démarquer, se faire remarquer. Les postures sont dénoncées comme des impostures, l'absence d'arrière-pensée stratégiques et d'un militantisme moral est déplorée. Les arrivants sont souvent considérés comme des arrivistes en puissance. Rappporter les prises de positions des militants aux positions dans l'espace partisan relève d'un quasi-réflexe militant. Un militant nous livre son analyse: «Au parti, il y a trois catégories d'adhérents: les alimentaires qui sont venus pour un service, qui restent ou non, par habitude, fidélité familiale et qui comprennent pas bien ce qui se passent dans le parti, à un point incroyable, s'ils savaient, et puis ben y a ceux qui ont les places et ceux qui veulent les leur prendre. Là on arrive au milieu de mandat municipal, ben y a déjà des gens qui se positionnent.» Un autre nous confie: «Y a pas beaucoup de fraternité dans le parti, c'est un milieu très dur. Les amitiés sont jamais durables. Y a en a qui vendraient leur mère. Je pensais être vacciné mais là au dernier congrès, ça été le bouquet, ceux qui sont passés d'un camp à un autre, qui ont tenté de monnayer leur section contre une place aux régionales. Ah oui, on donne dans le «chers camarades», on fait semblant mais derrière, ça cartonne, ça flingue. Y a une hypocrisie, moi ce qui me frappe c'est que les gens peuvent se faire des sales coups et puis après oublier et se rabibochoer, moi j'arrive pas à oublier, je suis rancunier et ça c'est pas bon, c'est vrai que tout cela que c'est un jeu en fait, y a pas mort d'homme, ce jeu est sérieux mais faut pas le prendre au sérieux, sinon on tient pas.» Marion Paoletti a bien montré que les catégories utilitaristes circulaient de plus en plus fortement dans l'univers militant socialiste comme grilles d'analyse et d'appréhension des pratiques, des stratégies... Les notions de carrière, de stratégies, de tactiques, de positionnement sont sans cesse mobilisées par les militants même si le modèle militant bénévole demeure une référence (une figure imposée). Selon elle, une des raisons de cette diffusion est la visibilité nouvelle du militantisme professionnel. Mais, note-t-elle, «les identités produites et activées par le militantisme, et à leur tour productrices de militantisme, semblent plus directement génératrices d'engagement partisan que l'intérêt, fût-il un intérêt symbolique, à éprouver ses convictions»²¹. Les identités sont les conditions de possibilité de l'intérêt.

Trois types de militants peuvent en effet être distingués analytiquement au PS: les élus (qui sont des militants et qui font valoir, de manière intermittente et stratégique, cette identité qui fonctionne comme une ressource dans le parti surtout dans une fédération, celle du Nord où elle est valorisée et souvent célébrée); les militants-adhérents peu actifs, à l'activité politique intermittente, qui se contentent de participer aux assemblées générales, au vote important et aux campagnes électorales; enfin une dernière catégorie de militants que l'on peut appeler des militants «semi-professionnalisés». Le militantisme de ces adhérents est très actif. Ils sont parfois même des activistes, qui vivent pour la politique (ils y consacrent du temps et de l'énergie) mais n'en vivent pas ou sont des «semi-professionnels» (des conseillers municipaux ou des adhérents dont l'activité professionnelle est liée au parti qui sont salariés dans les collectivités locales²²). Le coût de l'engagement de ces militants est souvent très élevé, parce qu'ils consacrent beaucoup de temps au parti (ils ne vivent pas matériellement de leur militantisme ou indirectement). Une des caractéristiques de ces militants est qu'ils sont *dans le jeu*, c'est-à-dire qu'ils connaissent et maîtrisent à la fois les règles pragmatiques (qu'il faut suivre pour être efficace) et les règles normatives de l'institution (qui commandent de faire ce qui est bien et admis de tous). Ils évoluent à la fois dans des équipes contractuelles et des équipes morales (pour reprendre la distinction de l'anthropologue F. G. Bailey). Ces militants du troisième type augmentent en nombre dans le parti (effets de la progression de l'implantation locale des partis). Les socialistes vivent plus que jamais «de et pour» les collectivités locales. Une trajectoire ascendante localisée, même si elle n'est pas nouvelle, semble se consolider au Parti socialiste: elle passe par les jeunes par l'adhésion au parti, le recrutement dans une équipe d'élus ou dans une administration locale et la conquête pour une minorité de mandats électifs.

Le ressentiment, le dépit, l'aigreur exprimés par de très nombreux militants (surtout chez les militants dits semi-professionnalisés) renvoient à des formes de déceptions de «non-reconnaissance»

21. (Note de la p. 233.) Marion Paoletti, *Cahiers de campagne: une campagne contre Alain Juppé*, Latresne: Le Bord de l'eau, 2002, p. 207.

22. Mairies, conseil général, intercommunalités ou diverses structures plus ou moins dépendantes de l'organisation partisane comme les offices de logement, sociétés d'économie mixte, bureaux d'études, associations financées...

ou de « non-autorisation » pour reprendre l'expression de Jacques Lagroye et de Johanna Siméant. Dans ce cas, « l'individu se voit refuser ce qu'il est » ou plutôt ce qu'il voudrait être, ou ce qu'il prétend pouvoir être. L'institution fait naître des ambitions, les légitime, valorise l'exercice des responsabilités et distribue de nombreux postes, auxquels de nombreux militants cherchent à accéder mais n'y parviennent pas. Le militantisme légitime est orienté vers la conquête de postes, vers l'obtention de biens politiques (ce n'est que marginalement un militantisme moral ou par conscience, rappelons-le). Or, ces biens sont à la fois assez nombreux pour susciter des convoitises et suffisamment rares pour générer des frustrations. On reste dans le jeu, parce que l'on croit que « la roue finira par tourner dans le bon sens », que « son heure va venir ». Le rapport des militants aux élus apparaît dans ces conditions très complexe. Il est fait à la fois d'admiration, d'envie, de ressentiment. De manière générale, dans les entretiens recueillis, les élus sont jugés de manière critique: ils « n'écoutent pas » « la base », ne pensent qu'à leur « intérêt de carrière », ne rendent pas de compte au parti, ne sollicitent les militants que pendant les campagnes. Certains militants sont pris dans l'étau de loyautés et d'identifications contradictoires: celle des élus desquels ils dépendent de diverses manières, celle de leurs « convictions », de leur « idéal ». Comme le note Marion Paoletti, « le fait d'être salarié n'exclut pas des formes de désir militant, de passion, de conviction », mais elles entrent en tension avec d'autres logiques (carrières, entourages, allégeances) et rendent leur conciliation difficile et douloureuse²³.

BRICOLAGES IDENTITAIRES ET MAINTIEN DE L'ENGAGEMENT

Quel rapport les militants construisent-ils dès lors à l'institution partisane? Quel sens les militants donnent-ils à leur engagement compte tenu de cette souffrance militante (certes inégalement partagée mais présente chez la plupart des militants)²⁴? Pourquoi et comment peuvent-ils rester au Parti socialiste en dépit de ces motifs d'insatisfaction? Comment les militants concilient-ils ces coûts identitaires et la continuation de leur engagement? Il faut

23. Marion Paoletti, *Cahiers de campagne*, op. cit.

24. Sur le « mal-être » des permanents du parti, voir Philippe Aldrin, « Si près, si loin du politique. L'univers professionnel des permanents socialistes à l'épreuve de la managérialisation », *Politix*, N° 79, 2007, pp. 25-52.

mettre au jour les (bonnes) raisons que les militants se donnent pour rester, les multiples transactions et négociations avec l'institution qui permettent de perpétuer l'engagement. De nombreux militants souffrent de rester, mais jugent qu'il serait encore plus coûteux de se désengager²⁵. Les formes de distance à l'engagement et de bricolage identitaire sont dès lors multiples²⁶.

L'indiscipline constitue une première option: de nombreux militants, à la gauche du PS, ont fait l'expérience de la dissidence pendant la campagne référendaire sur le TCE en faisant campagne, de manière plus ou moins directe, pour le «non» alors que le «oui» l'avait emporté dans le vote interne et donc en enfreignant la discipline du parti. La faiblesse des sanctions qui a suivi ces indisciplines a encouragé certains militants à persévérer. «On a été très étonnés de l'absence de réactions de la direction, on y est allés progressivement, on n'a pas été exclus parce qu'on a eu un soutien populaire, notre protection c'est l'extérieur, on a un courant d'opinion pour nous, c'est devenu coûteux pour la direction de nous exclure, on est en position de trait d'union avec les autres partenaires de gauche, il est difficile de nous exclure.» (François Delapierre, proche collaborateur de Jean-Luc Mélenchon.) L'incapacité du PS à faire respecter une ligne commune, même légitimée par un vote militant, traduit une *élasticité* de l'institution qui autorise des militantismes multiples, des semi-dissidences. L'absence de clarification idéologique du PS renforce ce phénomène (si évolution libérale il y a, elle n'est pas véritablement assumée). À quoi bon quitter le parti puisqu'on n'est pas nécessairement engagé par ses choix et décisions? L'organisation, pour conjurer la menace de l'éclatement, rend possible des usages multiples de la relation partisane, des identités souvent contradictoires qui ont, pour effet, en retour, de miner sa cohésion. Certaines indisciplines sont moins théâtrales, plus personnelles et intimes, mais relèvent de transgressions et d'aménagements de soi avec l'institution non moins significatifs, comme celle de ne pas voter socialiste aux élections.

25. Cf. notre communication: Rémi Lefebvre, «Je quitte le parti socialiste toutes les semaines dans ma tête»: rester au parti socialiste. Déceptions et réenchantements militants», Journées d'études «Vivre et militer dans les institutions», IEP de Toulouse, 9 et 10 décembre 2004.

26. On analyse dans les lignes qui suivent plus particulièrement les militants se situant «à la gauche du PS» (cas de désidentification idéologique).

De nombreux militants se construisent une position à la fois *en dehors* et *au-dedans* du PS, permettant de cumuler les avantages d'une appartenance au PS mais d'en neutraliser les coûts. Le poly-engagement et la multipositionnalité associative ou syndicale permettent de multiplier les identités en jouant sur les frontières de l'organisation. L'adhésion à ATTAC apparaît ainsi comme un refuge: «Je crois que si j'avais pas adhéré à ATTAC j'aurais quitté le PS... Voilà je m'amuse comme cela. Chez ATTAC j'écoute beaucoup et parfois je défends les socialistes quand même parce qu'il faut pas pousser quand même. Et au PS j'embête mon monde, je raconte mes réunions à ATTAC, je leur dis qu'ils disent du mal des socialistes et qu'ils ont souvent raison.» (militant du Nord.) La construction de liens avec des militants d'autres organisations constitue une autre transaction possible qui permet de desserrer l'étau de son parti d'appartenance, d'«aller voir ailleurs». Depuis le référendum européen, moment de cristallisation décisif de l'identité d'«une gauche de gauche», militants du PS et d'autres organisations se côtoient dans des réseaux où ils partagent des engagements, cette expérience produisant et réactivant le sentiment d'appartenance au monde commun de la gauche. La participation aux collectifs unitaires antilibéraux a prolongé cette dynamique.

Des clubs et structures diverses se multiplient depuis quelques années à la périphérie des organisations partisans (Pour la République sociale – PRS –, La Forge, Gauche Avenir...) ²⁷. Faute de pouvoir peser à l'intérieur de l'organisation ou de courants qui apparaissent dévalués ou «usés», les militants s'impliquent dans des collectifs annexes. Le maintien de l'engagement passe par la création d'espaces ou de lieux en marge de l'espace partisan (*contre* mais aussi tout *contre*) permettant d'accumuler des ressources pour peser à l'intérieur de l'organisation, d'éviter les défections des militants les plus déçus et de maintenir des formes de militantisme qui n'ont plus cours dans l'organisation. Pratiquement, ces structures permettent de justifier les entorses à la discipline interne et de jouer avec les règles du jeu de l'organisation.

L'association PRS est exemplaire de ces déplacements aux marges du PS. C'est au sein de PRS que Jean-Luc Mélenchon et ses partisans ont milité pour le non à la Constitution européenne.

27. La situation est proche de celle des années 1960 où la SFIO, sclérosée, est débordée par la multiplication de clubs qui apparaissent plus efficaces car déconnectés d'enjeux directs de pouvoir.

Définie dans ses statuts comme une association d'éducation populaire «qui regroupe des militants issus de divers horizons de la gauche», PRS est créée en mai 2004 à l'initiative du sénateur. Elle se fixe comme objectif «l'élaboration d'un projet politique capable de refonder une alternative de gauche à la domination matérielle et culturelle du capitalisme de notre époque» et entend contribuer ainsi à «une nouvelle union des gauches». Ses modes d'action sont «l'élaboration collective, la formation, l'action militante et l'éducation populaire». Fortement structurée autour d'une revue²⁸, des rendez-vous statutaires réguliers et une sociabilité propre, une *mailing list* active, une division des rôles bien établie, des cycles de formation qui socialisent les nouveaux membres, PRS constitue un groupe fortement intégré (ce qui fait dire à Christian Picquet, responsable de la LCR, qu'elle constitue le dernier «groupe bolchevique en France»). Parmi les 2000 adhérents, 80% sont membres du PS. *Trait d'Union* assure l'expression de PRS au sein du PS. Se développe à PRS un style de militantisme intense qui n'a plus cours au PS. «PRS, cela permet aux gens de militer, au PS tu désapprends à militer, le PS est un parti réduit à la sélection de candidats, le PS est très pénétré de la mentalité petite-bourgeoise, on est au parti pour se valoriser.» (François Delapierre, délégué général de PRS.) «Jean-Luc nous encourage à ne pas reproduire à PRS le fonctionnement décadent du PS. Un militant de PRS doit avoir une tâche, doit militer, doit avoir une tâche, être actif, la plupart des militants au PS ne font rien, le PS c'est la déresponsabilisation. À PRS, on essaie de faire un travail sur nous-mêmes, de se défaire des représentations dominantes qui nous polluent. Il y a chez nous des militants qui ont un haut niveau de conscience politique, nous sommes des militants formés. Mélenchon nous dit «tractez, travaillez, lisez» vous êtes porteurs d'une culture du texte qu'il faut conserver.» (responsable de PRS dans le Nord.) PRS constitue une forme d'exutoire à un engagement douloureux au PS: «PRS nous permet d'être en dehors et au-dedans et d'évacuer la frustration, de ne pas être étouffés par le PS, on veut se distancer du cynisme ambiant du PS, se protéger, se défendre de tout cela, en sortir. On se purifie un peu à PRS.» (un militant du Nord.) Ce groupe produit en quelque sorte des incitations collectives, des compensations aux sacrifices consentis par les militants

28. *À Gauche*, hebdomadaire, ancienne revue de la *Gauche socialiste*, puis de *Nouveau Monde*.

(rester au PS). Cette niche militante constitue un entre-soi protecteur et intégrateur qui permet de réenchâter le militantisme de ses membres et de satisfaire leur *libido* militante qui ne peut plus être assouvie au PS. PRS permet à ces militants d'agir. Comme le note Philippe Juhem, «à l'alternative de l'Exit, Voice et Loyalty se posant aux membres mécontents ou marginalisés d'une organisation, il faudrait ajouter une quatrième voie qui serait Action»²⁹.

Le militantisme apparaît pour beaucoup de militants comme un aspect essentiel de la maintenance de l'identité personnelle. Le temps passé au parti est mis en avant pour plaider l'inanité de l'*exit*: «Je vais pas partir maintenant, ça fait trente ans que j'y suis, cela n'aurait pas beaucoup de sens.» Les cycles que traversent l'organisation (alternance souvent rapide dans le temps de défaites et de victoires) sont mis en avant pour ôter toute rationalité à un départ: «Pourquoi je partirais maintenant avec tout ce que j'ai connu, j'en ai vu au PS, tout vu, je suis vacciné.» Si le pas du désengagement n'est pas franchi, c'est aussi que les espaces permettant de reconvertir son militantisme autour du PS se sont raréfiés et rétrécis (hormis ceux que l'on a évoqués). Les «possibles latéraux» sont peu nombreux³⁰. La constellation socialiste tend à se rétracter sur le noyau partisan. Le militant ne peut plus comme auparavant rester socialiste ou faire œuvre de socialisme en militant dans une amicale laïque, une association de parents d'élèves... Il est plus difficile de déplacer provisoirement des formes d'expression de soi dans un espace périphérique au parti en attendant de s'y réinvestir. Les positions de repli sont moins fortes et moins attrayantes. Les coûts de l'*exit* sont donc plus élevés. Le militant déploie dans ces conditions des formes parfois très sophistiquées de rhétorique pour justifier à soi et à ses interlocuteurs le fait de rester au parti: «On est mieux au-dehors qu'au-dedans», il faut savoir «renoncer» à soi et à son ego, c'est «plus sale» d'être à l'extérieur, résilier c'est capituler («ça leur ferait trop plaisir que je m'en aille, je les fais chier, j'ai pas envie de les laisser tranquille»).

29. Philippe Juhem, «Entreprendre en politique. De l'extrême gauche au PS: la professionnalisation politique des fondateurs de SOS racisme», *Revue française de science politique*, N° 1-2, vol. 51, février-avril 2001, pp. 131-153, p. 142 en particulier.

30. Olivier Fillieule, «Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions», in Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris: Belin, 2005.

Le malheur militant s'exprime dans l'idiome du cynisme qui permet de tenir parce qu'il constitue une forme de distance de soi à soi. Il permet de se démontrer que l'on n'est pas dupe et d'avoir les profits de la lucidité, celle qui porte sur le comportement des autres et de soi. La distance avec son engagement passe avec l'affirmation de son intérêt matériel, manière de rationaliser son investissement (il faut retrouver une part de sa « mise »). La distance au rôle s'impose souvent comme un mode de continuation de l'engagement. Cette distance au rôle n'est pas radicalisée ou sanctionnée par le choix de l'exit. Il s'agit de ne pas s'annuler dans l'organisation, de ne pas s'abîmer dans le parti, de préserver une distance ou plutôt de se convaincre d'être détaché même si, de fait, on ne l'est pas et qu'on est fortement pris au jeu et dans le jeu. Le discours sur le militantisme distancié circule fortement au Parti socialiste. Jacques Ion a publié dans *La Revue socialiste* un article résumant ces thèses que l'on retrouve dans de nombreuses contributions du congrès de Dijon. La distance au rôle militant fonctionne en fait comme une prescription de rôle et comme une forme de mauvaise foi qui permet de maintenir l'identité militante en la reformulant. L'engagement total est disqualifié. Le militantisme distancié ne se jauge pas aux heures passées (le militant souvent ne les compte pas), mais il se mesure à la capacité à prendre du recul par rapport à la ligne du parti. Le militantisme total stigmatisé recouvre souvent implicitement ou explicitement celui des catégories populaires, celui, je cite, des « béni oui oui », « du fonds guesdiste » et légitimiste. « Critiquer, ça permet d'être mieux avec son militantisme », de conserver l'estime de soi, surtout si on consacre beaucoup de temps au militantisme. Il est significatif que les militants qui se disent les plus distanciés sont souvent ceux qui consacrent le plus de temps au parti. Ils refusent la dépossession de soi alors qu'ils consentent beaucoup d'eux-mêmes et sacrifient beaucoup de temps au parti. La posture critique permet de créer les conditions d'une fidélité à soi-même, mais elle se conjugue souvent avec *le don de soi*.

RÉENCHANTEMENTS MILITANTS

En fait, les militants qui expriment insatisfaction et souffrance sont souvent pris *dans* et *par* le jeu. Le militantisme produit de manière cyclique, comme Albert Hirschmann l'a bien établi, du

désenchantement et du réinvestissement. Les réenchantements militants viennent à la fois des rétributions produites par l'institution, la lutte contre la déception militante constituant une des rationalités de l'organisation partisane, mais aussi des militants eux-mêmes qui cherchent à réinvestir de sens leur engagement, à le remotiver (pour « rebondir », nous dit un militant). L'institution partisane produit toujours des espaces, des moments, des séquences de réalisation de soi. On souffre au Parti socialiste mais on s'y grandit aussi. Les militants socialistes ne sont pas masochistes. Ils ont de bonnes raisons de militer, de faire ce qu'ils font. Le malheur militant n'est, d'un certain point de vue, que l'envers du désir et de l'investissement. Les entretiens réalisés permettent de mettre au jour les ressorts du militantisme : l'amour du jeu (la dimension ludique de la politique), le sens du placement et le plaisir que l'on tire des « coups » (symboliques) que l'on porte, la prise de parole³¹... Les courants et les sous-entreprises et cultures partisans apportent de nombreuses gratifications. L'adhésion à un courant peut permettre de rester dans le parti, sans vraiment y être (à en croire certains militants) en ne perdant pas la face. La légitimité et l'institutionnalisation des courants tiennent à leur capacité à produire des rôles et à en distribuer, à fabriquer des places pour que les militants trouvent la leur. Le maintien de l'engagement passe, chez une part importante des militants « en souffrance » par la stylisation, l'activation et la mobilisation d'identités militantes plurielles et dissidentes. *S'identifier* comme minoritaire est une manière de maintenir son activité militante, de « faire avec » sa déception au risque de jouer et de « faire contre » les socialistes, contre ceux aux côtés desquels on milite. Le surinvestissement dans les luttes internes est lié pour partie au faible investissement possible dans d'autres sphères partisans ou extrapartisans. La capacité à retenir les militants de l'organisation est plus généralement fonction de la gamme des identités que peut produire et entretenir l'institution et des incitations sélectives très diverses qu'elle peut générer.

31. Un militant nous confie lors du débat interne sur la Constitution européenne en 2005 : « En ce moment, je suis bouffé par ce débat, j'y pense sans arrêt, j'ai déjà fait vingt réunions et quand je ne peux pas aller voir untel ou untel, j'appelle le lendemain un copain pour me raconter ce qui s'est passé, toute l'opinion publique nous regarde, c'est super-important ce qui se passe, j'ai vraiment l'impression de vivre quelque chose d'important. »

Les campagnes électorales peuvent constituer un moment important de réenchantement militant. Elles réactivent l'esprit de parti, la loyauté partisane, permettent de ressouder le collectif militant en identifiant les adversaires extérieurs. Les campagnes, nous dit un militant, « ça requinque, on ne se pose pas de question, ça nous repose [...] quand il faut gagner des sièges, alors là les militants sont là, ils ne se prennent plus la tête ». Quand il s'agit d'accroître le capital collectif de l'organisation, les dispositions à la critique sont mises en sommeil. L'esprit de parti est réactivé par l'affrontement avec l'adversaire. Des militants très critiques en assemblée générale de section sur le bilan de Lionel Jospin, la ligne idéologique du parti jugée trop « sociale-libérale », peuvent se révéler dans les campagnes des propagandistes zélés et des zélateurs sans d'états d'âme de la parole socialiste. Les satisfactions tirées de l'appartenance au « nous » socialiste ne sont jamais aussi fortes que pendant les campagnes³². Faire campagne, c'est avant tout pour les militants l'occasion de participer à une aventure collective où les relations interpersonnelles, les liens émotionnels et la convivialité sont particulièrement intenses, où les occasions de se retrouver sont répétées. Ces moments sont d'autant plus prisés que la sociabilité partidaise tend à s'étioler et que l'organisation partisane ne joue plus le rôle intégrateur qu'elle assumait dans le passé. Dans le continuum des pratiques partisans, les campagnes constituent ainsi des moments forts et privilégiés qui restent ancrés dans la mémoire des adhérents en ce qu'elles consacrent l'entre-soi militant et éprouvent la communauté partisane. Les campagnes portent à leur acmé les émotions militantes et donnent corps au sentiment gratifiant de contribuer à un juste combat et de diffuser des valeurs au-delà du cercle partisan. La fonction des campagnes apparaît au final beaucoup plus interne qu'externe. Elles fonctionnent en quelque sorte comme des rites réparateurs ou intégrateurs.

La fragilisation de l'identité militante socialiste renvoie au total à plusieurs phénomènes imbriqués : le parti n'est plus porteur d'une cause bien identifiée et mobilisatrice, il n'est plus en mesure d'intégrer ces membres, de leur proposer des principes d'identification et des activités militantes donnant sens à

32. Rémi Lefebvre, « S'ouvrir les portes de la ville. Une approche ethnographique des portes-à-porte de Martine Aubry à Lille », in Jacques Lagroye, Patrick Lehingue, Frédéric Sawicki, *La mobilisation électorale municipale*, Paris : PUF-CURAPP, 2005, pp. 191-217.

l'engagement et permettant de mobiliser des soutiens en dehors de l'organisation. Trois éléments contribuent à définir l'identité militante de manière idéale-typique: des textes officiels ayant valeur de *vérité* qui fixent la ligne du parti, un groupe d'appartenance formant un *cercle*, un désir prosélytique justifiant *l'activisme*³³. Le relativisme idéologique, les transformations de l'entre-soi et de la sociabilité socialistes affaiblissent les dispositions à s'engager. L'identité du PS est affectée par une double crise: crise de son pouvoir de différenciation vis-à-vis de l'extérieur, notamment sur le plan idéologique, crise de son pouvoir de définition d'un entre-soi solidaire qui se manifeste par le déclin d'un vivre-ensemble traditionnel, la fragilisation du lien partisan et l'intensité des luttes pour la fixation de l'identité partisane que les mécanismes de la discipline partisane ne parviennent pas toujours à réguler³⁴.

33. Voir Bernard Chouvier, « Les paradoxes de l'identité militante », in *Production et affirmation de l'identité*, Toulouse: Privat, 1981.

34. Cette « crise » affecte l'ensemble des partis de gauche. Sur la « détotalisation » de l'identité communiste, voir Catherine Leclercq, « Les conditions de la félicité militante. Le bonheur communiste au miroir des ex », Journées d'étude, Institut d'Études politiques de Toulouse, 2004; « Raisons de sortir ». Le désengagement des militants du Parti communiste français », in Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant, op. cit.*, pp. 131-154.

TROISIÈME PARTIE

FAIRE VOIR

FAIRE «CITOYEN ANONYME» DANS LES DÉBATS TÉLÉVISÉS

ANALYSE DE L'IDENTITÉ DISCURSIVE COMME FACTEUR
D'ÉLARGISSEMENT DE L'ESPACE PUBLIC

PIERRE LEFÉBURE

Les débats télévisés intégrant le citoyen anonyme comme un des types de participant constituent des dispositifs où les identités sociales particulières doivent servir la confrontation publique des opinions. Ces scènes médiatiques n'assurent donc une fonction d'espace public que si on prend de la distance avec le concept initial d'Habermas pour ne pas s'en tenir à des processus impersonnels où savoir qui participe est indifférent puisque la formalisation des raisonnements importe plus que l'existence sociale des «raisonneurs». Cela revient à «sociologiser» le concept d'espace public. Pour y contribuer, l'analyse d'un large corpus de ces émissions en France doit permettre de caractériser les processus de construction, reconnaissance et mobilisation des identités sociales et leur apport au débat.

Plusieurs études sur ce type d'émission dans d'autres pays confirment l'intérêt qu'il y a à examiner le *processus* d'interlocution et pas seulement les *conditions contraignant* l'interlocution ou la *nature des arguments* échangés. Par exemple, une analyse de discours concentrée sur les modes de prise de parole dans l'émission catalane du début des années 1990, *La Vida en un xip*, démontre la capacité des citoyens à mobiliser des ressources identitaires pour fonder une stratégie énonciative favorable: «Le rôle des participants se base sur le statut de chaque participant et sur les ajustements à ce rôle issus des comportements stratégiques dans un processus de construction de leur identité.»¹ Des éléments

1. «The role of the participants is based on the status of each participant and potential deviations due to the strategic behaviour of each participant in constructing his/her own identity», cité dans Helena Calsamiglia, Joseph M. Cots, Clara Lorda, Luci Nussbaum, Lluís Payrato, Amparo Tuson, «Communicative Strategies and Socio-cultural Identities in Talk Shows», *Pragmatics*, N° 3, vol. 5, 1995, pp. 325-339.

convergeurs sont fournis sur les émissions de radio anglaises *Call Nick Ross* et *Any Answers*². Cette dynamique apparaît aussi dans l'étude sur le thème du racisme et de l'immigration dans les débats télévisés hollandais entre 1991 et 1994³. Dans 15 des 21 programmes du corpus, survient au moins un moment où un anonyme étranger ou d'origine étrangère s'exprime pour réhabiliter un groupe auquel il s'identifie et contester les stéréotypes négatifs habituellement associés à ce groupe. L'analyse menée auprès de participants aux émissions du talk show américain *Donahue* sur les pratiques sexuelles marginales révèle des motivations similaires visant à dissiper les stéréotypes négatifs⁴. Dans tous les cas, l'affirmation des éléments identitaires permet aux anonymes d'élaborer des formes de crédibilité par lesquelles ils structurent le débat.

La plupart de ces études se concentrent sur un type d'identité et en évaluent l'efficacité argumentative pour un thème donné sous les contraintes des dispositifs matériels, énonciatifs et symboliques de ces arènes médiatiques. En effet, dans un contexte de libéralisation du secteur audiovisuel, les contraintes des dispositifs sur les conditions d'expression sont un enjeu crucial : pour capter une audience maximale, la spectacularisation est souvent pour les producteurs de ces programmes un objectif alternatif à la tenue du débat lui-même. Néanmoins, documenter les contraintes de dispositif n'épuise pas l'analyse sociologique de ce qui s'y passe. Il convient notamment d'établir ce que la mobilisation des identités sociales produit en termes de construction d'un espace public, ce qui est plus rarement entrepris⁵. L'objet de ce texte est d'y contribuer, en particulier pour évaluer les divergences ou les combinaisons avec les identités publiques traditionnelles de la démocratie représentative (élu, dirigeant politique, responsable d'administration...) ⁶.

2. Richard Fitzgerald, William Housley, « Identity, Categorization and Sequential Organization: The Sequential and Categorical Flow of Identity in a Radio Phone-in », *Discourse & Society*, N° 5, vol. 13, 2002, pp. 579-602.

3. Andra Leurdijk, « Common Sense versus Political Discourse. Debating Racism and Multi-cultural Society in Dutch Talk Shows », *European Journal of Communication*, N° 2, vol. 12, 1997, pp. 147-168.

4. Patricia Priest, Joseph R. Dominick, « Pulp Pulpits: Self-disclosure on «Donahue» », *Journal of Communication*, N° 4, vol. 44, 1994, pp. 74-97.

5. Sonia M. Livingstone, Peter K. Lunt, « Se faire entendre dans l'espace public. Les femmes, la télévision et le citoyen-télespectateur », *Réseaux*, N° 63, 1994, pp. 60-74. Erik Neveu, « Des questions « jamais entendues ». Crise et renouvellement du journalisme politique à la télévision », *Politix*, N° 37, 1997, pp. 25-56.

L'analyse de contenu porte sur 150 débats de la période 1988-2002 en prenant en compte leur essor (1988-1997) et leur institutionnalisation (1997-2002)⁷. Leur diversité est considérée des cas les plus provocateurs (*J'y crois, j'y crois pas*, TF1, 1994-1996; *Du fer dans les épinards*, France 2, 1997-1998...) aux plus austères (*La marche du siècle*, France 3, 1989-1999; *Polémiques*, France 2, 1995-1999...) en intégrant les émissions spéciales où figurent souvent de hauts responsables (*Le Président de la République face aux Français*, TF1, 1992; *Demain les jeunes*, France 2, 1994; *Quand je serai président*, France 3, 2002...). Deux formes d'organisation de la parole peuvent être distinguées. Les «forums de libre expression» (*Français si vous parliez*, France 3, 1992-1994; *Prise directe*, France 3, 1999-2001; *J'ai rendez-vous avec vous*, France 2, 2000-2007) sont des tribunes visant principalement à rattraper le déficit de visibilité des citoyens. Dans les «controverses par interpellation» (*Médiations*, TF1, 1987-1992; *L'Hebdo*, Canal+, 1994-1997; *Direct*, France 2, 1999...), forme la plus pratiquée, les citoyens sollicitent des responsables.

Cette diversité du corpus suggère de ne pas parler de «genre» pour caractériser ces programmes. La notion de mélange des genres élude le problème plutôt qu'il ne le résout. Il est inapproprié d'utiliser les catégories des professionnels des médias, car ces débats sont produits par des unités différentes (divertissement, magazine, information...). Enfin, le label «talk show» ne rend compte d'aucune spécificité par rapport à d'autres programmes. Finalement, c'est par une approche combinée de sociologie et d'analyse du discours visant à établir les structures discursives que ces programmes peuvent être le mieux caractérisés. En effet, tous partagent un critère essentiel: la mobilisation des participants selon une distinction entre des statuts discursifs. Chacun de ces statuts étant associé à un type de validité du propos, ils fonctionnent comme principe de distinction entre types de participants mais aussi comme contrainte de départ sur la façon dont un participant est invité à parler par le présentateur.

6. (Note de la p. 248.) Cf. Pierre Lefébure, *Quand des citoyens discutent le lien représentatif. Approche compréhensive de la réception de l'imagerie démocratique véhiculée par la télévision*, thèse de sociologie politique, IEP de Paris, 2005.

7. L'institutionnalisation se confirme après 2002: controverse sur la politique scolaire (*Liberté, égalité, scolarité*, France 2, 8 septembre 2003), référendum sur le projet de constitution européenne (*Référendum: en direct avec le président*, TF1, 14 avril 2005) et campagne présidentielle 2007 (*À vous de juger* sur France 2, *Français, votez pour moi* sur France 3, *J'ai une question à vous poser* sur TF1).

Une première catégorie regroupe les participants sollicités au titre d'une compétence sectorielle: les experts. Les autres intervenants se rapportent à deux statuts: citoyen anonyme ou responsable politique. Cette partition est manifeste dans les émissions spéciales sur un conflit social et dans les programmes du tournant des années 1980-1990 affichant le rejet du consensus. En effet, la confrontation ne procède pas ici de l'opposition entre deux courants d'idées dont les débatteurs issus des partis politiques dans les années 1970-1980 se devaient d'être les porte-parole mais de l'opposition entre ceux à qui s'applique une décision ou un ordre établi et les dirigeants (ou postulant à l'être) assumant cette décision ou cet ordre établi et envers lesquels s'exprime l'attente ou l'exigence des premiers. C'est l'analyse de ces deux statuts qui va être principalement développée.

LA PRESCRIPTION IDENTITAIRE PAR LES STATUTS DISCURSIFS

Les présentateurs sollicitent le plus souvent les participants par des formules qui prescrivent la position à partir de laquelle s'exprimer. Ainsi, pour les experts:

«J'ai pris un sociologue, qui est allé travailler un peu partout dans le monde et pas seulement en France mais qui connaît bien la télévision française. Répondez!» (*L'Hebdo*, Canal+, 15 février 1997.)

«Je voudrais apporter une autre pierre à ce débat avec vous, Madame. Vous êtes pédiatre. On parlait de voiture mais aussi de pollution. Est-ce que vous constatez véritablement [...]?» (*J'ai rendez-vous avec vous*, France 2, 5 mars 2001.)

Un économiste ayant participé entre 1995 et 1997 à une *France en direct*, deux *Polémiques* et un *C'est à suivre* confirme le statut discursif par lequel il était mobilisé: «Le meneur de jeu me donne la parole. Il me dit: «Bon, vous, l'économiste, expliquez-nous un peu...» Je prends la parole et je dis qu'il faut cadrer le débat, qu'il y a des données qui sont absolument incontestables, les données démographiques. [...] Ils voulaient que je sois l'expert sur les retraites.»⁸

8. Élie Cohen, entretien du 31 juillet 1997.

L'invite du présentateur aux citoyens anonymes est plus ouvertement contraignante, car c'est le type de participant le moins habitué à s'exprimer mais par lequel ces programmes cherchent à se démarquer. Il est donc crucial que les citoyens « fonctionnent » comme prévu :

« Monsieur Guillot, vous êtes, je crois, ouvrier ajusteur chez Renault [...] alors vous avez une question précise à poser, par rapport d'ailleurs à votre situation personnelle. »

(*Grand jury d'honneur* spécial législatives, TF1, 18 mars 1993.)

« Je vous propose de répondre à Dominique Fame qui est mère de famille, qui a 42 ans et qui est à la recherche d'un premier emploi. [...] Votre question porte sur le chômage, Madame, vous êtes à la recherche d'un emploi. »

(*La France en direct*, France 2, 3 avril 1995.)

« Et vous, alors, comme jeune femme de banlieue, comment est-ce que vous vivez cette violence? » (*Public*, TF1, 11 janvier 1998.)

« Vous êtes animateur, vous avez 19 ans [...] quel est votre avis, quel est votre vécu surtout? »

(*D'un monde à l'autre*, France 2, 11 janvier 1999.)

« [Présentateur (P):] Vous êtes membre d'une fédération de parents d'élèves, donc parent d'élève, donc maman. De combien d'enfants?/[Mère de famille (M):] Quatre!/[P:] À quel niveau?/[M:] Un au collège en 3^e, les trois autres en primaire, CE1, CE2, CM2./[R:] Donc vous avez une vraie légitimité pour en parler. »

(*DMA*, France 2, 15 octobre 2000.)

« Vous, personnellement, qu'est-ce qui vous est arrivé? Vous avez eu à affronter des épreuves et vous n'avez pas été aidée? »

(*Quand je serai président*, France 3, 6 février 2002.)

Ce type de sollicitation n'est pas le fruit du hasard, car les présentateurs rationalisent l'intérêt éditorial de la parole des citoyens. Michel Field (*Demain les jeunes*, *L'Hebdo*, *Public*, *Prise directe*) explique ainsi que « l'avantage de quelqu'un de non célèbre, c'est qu'il est censé ne parler qu'en son nom et que sa parole prend une grande valeur de vérité puisqu'elle se fonde sur une expérience vécue »⁹. Paul Amar (*Le Monde de Léa*, *D'un monde à l'autre*,

9. Interview de Michel Field, *Le Monde Radio-Télévision-Multimédia*, 24 et 25 mars 1996, p. 4.

DMA, Direct) affirme vouloir opposer «la vie des uns aux discours des autres, le principe de réalité à la langue de bois»¹⁰. Pour la première formule de *La France en direct* (campagne présidentielle 1995), Bruno Masure identifie la même dichotomie dont il explicite ainsi l'intérêt:

«Quand il y a une question sur le sida par quelqu'un d'une association ou quelqu'un, tout simplement, c'est beaucoup plus interpellant que quand la question est posée par un médecin ou un journaliste spécialisé parce que, là, il se prend dans la gueule quelqu'un qui souffre, qui est malade. Donc, il ne peut pas lui ressortir le baratin habituel. C'est pareil avec un chômeur qui dit à Monsieur untel: «J'y arrive pas. Je suis dans la merde, ça fait trois ans que je cherche du boulot...» L'homme politique ne peut pas faire la même réponse que quand c'est Alain Duhamel qui lui demande: «Alors, le chômage?» [...] Moi, je trouvais que les questions étaient souvent plus intéressantes que les réponses. Parce que justement, les gens exprimaient des choses qu'ils vivaient. On rentrait dans la quotidienneté, dans la vie des Français. Quand les gens ils racontaient qu'ils avaient des problèmes avec leurs Asse-dic, au moins on rentrait dans le réel.»¹¹

Dans ces explications des présentateurs comme dans leurs invitations à s'exprimer lors des émissions, la figure énonciative mobilisée se rapporte à l'identité sociale de la personne sollicitée. Plutôt que des citoyens dotés d'une commune qualité à être écoutés, apparaissent ainsi des cas présentant un intérêt particulier à être entendus.

Les présentateurs sont moins explicites avec le personnel politique mais tout autant prescripteurs:

«Alors, c'est une interpellation forte, ça, pour vous en tant qu' élu local, que maire, que gestionnaire et puis en tant que législateur.» (*C'est à suivre*, France 2, 24 février 1997.)

«Bon, alors, on va se tourner vers les élus, maintenant»; «Bon, maintenant l' élu répond parce qu' il a été mis en cause.»

(*Prise directe*, France 3, 6 janvier 2000.)

10. Interview, *Le Monde Radio-Télévision-Multimédia*, 1^{er} et 2 janvier 1996, p. 2.

11. Entretien du 8 novembre 1995.

« Non, mais concrètement, pour répondre à Monsieur, qu'est-ce que vous proposez? »

(*Quand je serai président*, France 3, 6 février 2002.)

Enfin, une même prescription peut signifier à différents types d'intervenants ce qui est attendu d'eux. Cela marque plus clairement encore que citoyens et personnel politique ne sont pas sollicités pour assurer la même fonction dans l'interlocution :

« Je vous donnerai l'occasion, aux politiques, de débattre dans une continuité. Mais je voudrais ordonner la discussion et entendre les témoignages. » (*Le Monde de Léa*, TF1, 18 février 1997.)

« [Étudiante:] Il y a une démission de l'État. L'État se planque derrière la décentralisation. [...] moi, je crois que c'est une responsabilité de l'État./[présentateur:] Ça, on en reparlera avec les politiques, tout à l'heure. » (*Public*, TF1, 11 janvier 1998.)

Ainsi, trois statuts discursifs apparaissent, chacun caractérisé par un type de validité du propos (tableau). L'anonyme est appelé à tenir un point de vue *particulier* sur le mode du *témoignage* nourri d'une expérience *individuelle*. Le personnel politique est appelé à tenir un point de vue *général* sur le mode de l'*opinion* portée par une *conception* ou une *responsabilité collective*. L'expert est appelé à tenir un point de vue *universel* sur le mode de la *vérité* étayée par des données *statistiques* ou *scientifiques*.

Statut discursif			
	Citoyen	Responsable	Expert
Point de vue	particulier	général	universel
Mode d'expression	témoignage	opinion	vérité
Soutien logique	expérience individuelle	conception ou responsabilité collective	données scientifiques ou statistiques

Contrairement à la théorie de la délibération où la reconnaissance mutuelle d'une égalité de statut entre interlocuteurs conditionne la participation, l'identité des participants est ici définie et distinguée par leur statut discursif. La distinction statutaire apparaît

même comme le moteur de l'interaction. Une des premières conséquences s'observe dans les multiples contestations par les politiques ou les citoyens du type de validité du propos définissant l'expert. Ces attaques visent notamment sa position de surplomb pour le réduire à sa seule technicité, ce qui revient à contester son utilité alors que les autres participants font valoir causes, intérêts ou préjugés. Ainsi, alors que les experts tendent à « faire avec » le statut discursif qui leur est assigné, les interactions y font obstacle. Cela s'observe aussi dans d'autres pays¹².

De fait, la présence des experts se raréfie à partir de la fin des années 1990. Ce recentrage sur la dualité décideur/citoyen indique que les producteurs des programmes assument un projet éditorial consistant à traiter la tension propre à la démocratie représentative en mettant en scène la relation gouvernés-gouvernants plutôt qu'à résoudre ou à informer sur un sujet. Dans ce cadre, à chacun des deux statuts discursifs correspond un type de représentation dans l'ordre politique. Pour le citoyen, c'est la représentation incarnative par laquelle il est un *semblable* du téléspectateur tandis que le personnel politique importe depuis l'arène institutionnelle la représentation électorale en vertu de laquelle il est fondé à prendre des décisions.

La promotion de la représentation incarnative s'accroît quand les anonymes sont supposés former un échantillon représentatif. Après divers précédents, *Face à la France* (La Cinq, septembre-décembre 1987) ancre ce concept à la télévision française. Suivent de nombreuses autres émissions :

« Nous avons demandé à l'IFOP de recruter, le mot est épouvantable, de trouver un panel de dix Français qui soient le reflet parfait, disons de ce qu'on peut considérer comme la diversité sociologique, professionnelle, par âge, donc, des Français [...] vous allez découvrir, en réduction, une espèce de petite France. » (*Les absents ont toujours tort*, La Cinq, 7 octobre 1991.)

« Nous vous proposons la première rencontre dans cette campagne des élections législatives entre des personnalités politiques qui représentent évidemment tous les partis et un panel de dix

12. Sonia M. Livingstone, Peter K. Lunt, *Talk on Television. Audience Participation and Public Debate*, Londres: Routledge, 1994, pp. 94-132; Carmen Gregori Signes, « Undermining the Communicative Role of the Expert », in Maria José Coperias, *Challenging Discourses*, Valence: Universitat de València, 2000, pp. 105-114.

Français représentatif de la diversité sociale, professionnelle, culturelle, politique dans ce pays.» (*Le monde de Léa*, TF1, 22 avril 1997.)

«Ce sont des Français comme vous, j'allais dire comme moi, qui vont interpeller les neuf hommes et femmes politiques que je vous présenterai dans un instant [...]. Alors, ces Français, ils viennent de la ville, de la campagne ou de ces quartiers difficiles dont on parle souvent. Ils sont chefs d'entreprise, employés, agriculteurs et ce sont eux qui ont la parole. À travers eux, c'est vous qui avez la parole, ce soir.» (*Vous avez la parole*, France 2, 4 avril 2002.)

«FAIRE AVEC» LES IDENTITÉS LIÉES AUX STATUTS DISCURSIFS

LE PERSONNEL POLITIQUE : L'INTÉRÊT À CONFIRMER LES STATUTS DISCURSIFS

Le personnel politique accepte systématiquement son statut discursif, car il peut ainsi assurer la continuité entre son activité institutionnelle et son énonciation médiatique :

«Parce que moi je suis maire. Je suis désolé, je suis maire d'une commune profonde comme il en existe des milliers dans ce pays. Et les gens ils me disent quoi? Ils me disent: «Attendez, il y a des lois que vous votez, les lois ne sont pas appliquées, faites les appliquer.» (*L'Hebdo*, Canal+, 1^{er} février 1997.)

«Si on raisonne en législateur, je crois qu'il faut être très modeste, très prudent, éviter de transposer une sorte de sentiment personnel pour en faire une loi générale. C'est cela que je vous dis, en tant que législateur.»

(*La France en direct*, France 2, 3 mars 1997.)

Le personnel politique accepte même d'autant mieux le statut discursif qui lui est prescrit qu'il l'articule à la reconnaissance du statut concurrent assigné aux citoyens anonymes. La démarcation statutaire lui sert alors pour convaincre de son monopole du propos de portée générale :

«Je vois, Monsieur, que vous éprouvez profondément, peut-être même dramatiquement les problèmes posés au monde agricole. Vous en souffrez, ce qui vous conduit, à mon avis, à porter

des appréciations excessives.» (*Le président de la République face aux Français*, TF1, 3 septembre 1992.)

Ministre: «Moi, je crois qu'on a des boulots différents. Vous, c'est l'émotion et, moi, c'est la gestion. Vous, vous avez eu raison de dire: «Voilà, on demande à avoir un peu plus d'information.» Ce que je voudrais, maintenant, c'est la clarification. Le premier ministre l'a dit, il y a des moments pour l'émotion et des moments pour la compréhension. Est-ce qu'on peut faire une compréhension ensemble?»

(*Polémiques*, France 2, 16 février 1997.)

«Si on raisonne en législateur, je crois qu'il faut être très modeste [...] éviter de transposer une sorte de sentiment personnel pour en faire une règle générale.»

(*La France en direct*, France 2, 3 mars 1997.)

Ministre: «Je pense qu'il faudrait d'abord regarder comment se présente votre situation particulière et on pourra en parler, si vous le voulez, après l'émission. Mais j'aimerais revenir au débat général qui avait été lancé par les deux personnes avant et qui est le problème du chômage.» (*Le monde de Léa*, TF1, 22 avril 1997.)

Candidat à l'élection présidentielle: «Eh bien, écoutez, le témoignage de Denise est épouvantable... car elle exprime ce que ressentent beaucoup de Français. Et nous nous devons d'y répondre.» (*Quand je serai président*, France 3, 16 janvier 2002.)

Ainsi, le personnel politique ne fait pas que se conformer aux statuts discursifs mais s'appuie stratégiquement sur eux pour contrer ou maîtriser ses interpellateurs.

LES CITOYENS: DE L'ACCEPTATION DU STATUT DISCURSIF À SON EXACERBATION

Le plus souvent, les citoyens anonymes se conforment à ce qui est attendu d'eux, usant de la forme brute du témoignage:

«Déjà, sortie d'un milieu défavorisé, il a fallu se battre. Pour avoir... contrecarrer une orientation menée en BEP, CAP pour avoir... donc il a fallu se battre pour avoir un BAC. Ensuite il a fallu se battre pour avoir un DEUG et montrer que j'étais capable de... et puis ensuite se spécialiser et puis maintenant on a l'impression d'être complètement dans le néant. Alors, moi, je

pose la question: qui est-ce qui va bien vouloir commencer à considérer que j'existe et que j'ai mené un parcours du combattant pour correspondre à une image sur le marché actuel [du travail].» (*Médiations*, TF1, 26 novembre 1990.)

« Ben oui, on est des SDF. Moi, je suis SDF, j'ai mangé dans des poubelles. Alors j'en parle. »

(*Le Monde de Léa*, TF1, 17 décembre 1996.)

Directrice de collège: « Je suis peut-être un rempart, peut-être un substitut parental quand l'éducation première n'est pas faite. Hein, avec qui on a le plus de mal? Je suis navrée de le dire en tant que femme, c'est les enfants élevés seulement par la femme, parce que le mari est parti, parce qu'il est parti au pays, parce qu'il a abandonné, etc. [...] Moi, dans mon quotidien, je vis ça. [...] Moi, dans la journée, j'ai plus le temps. J'ai plus le temps, si vous voulez, de travailler intellectuellement. Moi, j'admire les gens qui ont le temps de pouvoir se reposer intellectuellement et réfléchir. Moi, je réfléchis plus. Je suis toute la journée dans l'action. Le soir, je rédige des rapports à ma hiérarchie et, le week-end, je vais porter plainte au commissariat. »

(*Riposte*, La Cinq, 18 novembre 2001.)

L'acceptation du statut discursif prescrit aux citoyens ne constitue pas en soi un désavantage dans leur rencontre avec le personnel politique. En mettant en œuvre ce statut non pas comme simple *technique* mais en l'assumant comme *stratégie* énonciative, les citoyens peuvent en effet engager un rapport de force: l'expérience vécue, comme source du propos, lui donne une prétention à la validité plus recevable par l'auditoire que l'éclairage savant mais distant du personnel politique. L'orateur peut aboutir à ce résultat en bénéficiant de la conversion du sentiment positif envers sa personne en évaluation positive de ses raisons. Cette exacerbation du type de validité du propos passe par l'intensification expressive et émotive (par opposition aux codes de la bienséance) et la subjectivation du propos (par opposition aux considérations impersonnelles). C'est donc sur le fond (expérience vécue) et sur la forme (niveau de langue vif et relâché) que l'énonciateur est susceptible de se faire reconnaître une vertu d'authenticité: par rapport à la rigueur formelle d'un énoncé (*logos*), l'objectif visé (consciemment) ou la performance exécutée (inconsciemment) est la démonstration d'honnêteté qui se rapporte à l'*ethos*¹³.

Ce déploiement d'une «éthique d'authenticité» consolide la validité du propos par témoignage: une relation intersubjective se tisse avec le public capable d'éprouver une identité commune par identification ou empathie. Cela est facilité par le sentiment entretenu tout au long des émissions que le citoyen anonyme participe au débat au nom de la masse des citoyens qui le regardent. Ce processus ne doit pas être confondu avec une performance de déploration (*pathos*) où l'auditoire maintenu dans une position de spectateur plus ou moins apitoyé reste distant pour ne pas éprouver la déchéance dont témoigne l'énonciateur.

L'éthique d'authenticité s'intègre généralement à une narration mobilisant l'expérience directe et respecte donc le statut discursif prescrit aux citoyens. Dans cette dynamique, l'expérience vécue est souvent mise en valeur par contraste avec le personnel politique:

«*Ils sont sur une autre planète, une planète de statistiques, de chiffres. Ah, ils viennent saluer le citoyen au marché du coin, ça leur fait «ah, chic, un bulletin de plus dans la poche». Mais vous n'êtes pas proches, réellement proches du citoyen. Vous vivez pas nos situations à nous, au jour le jour.*»

(*Médiations*, TF1, 27 novembre 1991.)

«[Chômeuse au directeur général de l'ANPE:] Est-ce que *vous avez mis souvent les pieds dans une agence pour l'emploi?* Parce que.../[le directeur:] Oui, bien sûr, je m'efforce d'y aller une fois par semaine./[présentateur:] Mais vous n'avez jamais été chômeur? Non, mais j'ai déjà été sans emploi.»

(*C'est à suivre*, France 2, 24 février 1997.)

«Quand on parle des associations, *nous allons dans les écoles, nous voyons les enfants, nous parlons avec les mamans et nous connaissons les problèmes qu'ont les gens. Vous, vous êtes pas du tout dans les problèmes des gens. Vous savez même pas comment vivent tous ces gens.*» (*Vous avez la parole*, France 2, 4 avril 2002.)

RMiste: «Là, il... il tente de nous faire pleurer sur les chaudières mais euh... je suis désolé, *vous êtes à des années-lumière de*

13. (Note de la p. 257.) Chez Aristote (*Rhétorique*, 1356a): ensemble des procédés discursifs pour se rendre digne de foi. Parmi les qualités associées à l'*ethos*, notre éthique d'authenticité (intensité et subjectivation) concerne la bienveillance de l'auditoire (*eunoia*), pas la vertu (*areté*) ni la compétence (*phronesis*) de l'orateur. Cela renvoie aussi à Erving Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi. 2. Les relations en public*, Paris: Minuit, 1973. L'analyse gagne en fait à considérer la «construction interactive des identités»: Catherine Kerbrat-Orecchioni, *Le discours en interaction*, Paris: Armand Colin, 2005.

ce que l'on vit. [...] Vous êtes à des années-lumière de notre situation et de notre souffrance. Nous ne sommes pas que des chiffres et vous essayez de nous faire un petit peu une balance entre l'économie et euh... l'ANPE [applaudissements]. Enfin, bref, notre souffrance, vous la prenez pas en compte parce que si vous la preniez en compte, c'est pas 2200 francs que vous donneriez.»
(Quand je serai président, France 3, 6 février 2002.)

Les évocations (en italique) d'une spatialisation concrète (« dans des écoles »), abstraite (être « dans les problèmes ») ou métaphorique (« sur une autre planète ») sont régulièrement associées à la critique du personnel politique. Cela marque l'opposition entre validité par le témoignage de *proximité* au vécu et déficit de validité par la *distance* de l'opinion générale. Selon la même logique, la connaissance par l'abstraction des chiffres et statistiques est dénoncée comme négation des réalités sociales tandis que les discours reposant sur l'éthique d'authenticité manifestent ces réalités.

AJUSTEMENT PAR RAPPORT AUX STATUTS DISCURSIFS ET ESPACE PUBLIC

LE MAINTIEN DU PERSONNEL POLITIQUE DANS SON IDENTITÉ INSTITUTIONNELLE

Le personnel politique peut envisager deux ajustements : 1) développer ponctuellement l'éthique d'authenticité ; 2) amener les citoyens sur le terrain du débat d'opinion.

Concernant la première hypothèse, le personnel politique devrait théoriquement pouvoir revendiquer son insertion dans le tissu social comme il use de la rhétorique de la « proximité » qui se prête à des usages aussi variés qu'instrumentaux¹⁴. Notamment dans les cas où le citoyen interpellateur profiterait trop nettement de l'éthique d'authenticité, il pourrait être efficace de lui en contester le monopole. C'est bien une stratégie que les finalistes à l'élection présidentielle ont mobilisé en débat télévisé de second tour (« monopole du cœur » en 1974, affection envers les animaux de compagnie en 1988, « colère saine » sur l'accueil scolaire des

14. Christian Le Bart, Rémi Lefebvre (dir.), *La proximité en politique. Usages, rhétoriques, pratiques*, Rennes : PUR, 2005.

handicapés en 2007). L'exercice est cependant difficile comme l'indique cet échange entre un bénéficiaire d'allocation sociale (RMI) et un député (D):

«[RMI:] J'aimerais dire à Monsieur Devedjian que nous n'avons pas besoin d'être poussés pour trouver et pour chercher du travail. On fait ce qu'on peut, tout ce qu'on peut, mais on ne trouve pas de travail [applaudissements]/[D:] Mais vous avez choisi une activité dans laquelle l'offre d'emploi n'est pas très facile et par conséquent.../[RMI:] Non, non, Monsieur Devedjian, excusez-moi, là on prend mon cas mais on peut très bien prendre un plombier, un maçon, que sais-je... Nous sommes.../[D:] Mais ce sont des métiers dans lesquels on embauche. Il y a peut-être un problème de formation.../[RMI:] Non, mais vous savez très bien.../[D:] Dans la restauration, Monsieur, dans la plomberie, dans la menuiserie, on embauche./[RMI:] Vous, vous avez fait des grandes écoles, vous avez une formation mais imaginez que, demain, il n'y ait plus de travail pour vous, imaginons, et qu'on vous propose un travail de cuisinier ou que sais-je, de maçon, mais vous refuserez!/[D:] Pas du tout, pas du tout.../[RMI:] Mais, Monsieur, non, enfin.../[D:] Je suis désolé, vous savez, Monsieur, moi, je suis issu d'une famille pauvre, d'une famille immigrée [rires, vacarme de protestation] et on m'a appris la valeur du travail [huées] et où on peut euh... et où on sait qu'on doit accepter n'importe quel emploi pour vivre [huées].»

(*Quand je serai président*, France 3, 6 février 2002.)

Même sans la provocation dont use ici le député, ce genre de tentative provoque l'amusement, l'incrédulité, voire l'hostilité de l'interlocuteur et, surtout, de l'auditoire présent qui manifeste bruyamment. De multiples exemples attestent ainsi que le recours à l'éthique d'authenticité reste associé au statut discursif prescrit aux citoyens ordinaires.

Concernant la stratégie selon laquelle le personnel politique peut attirer les citoyens vers le débat d'opinion pour les y dominer, elle a l'inconvénient de sacrifier le monopole d'énonciation des points de vue généraux. Il est donc rare qu'un anonyme se voit proposer un débat de fond ou alors cela vise à lui faire reconnaître sa moindre compétence. C'est ce que révèle l'échange suivant entre le ministre de la Culture (M) et une artiste pétitionnaire (A) contre

un projet de loi sur l'immigration. Le premier tour de parole (1) marque un intense effort sémantique du ministre pour déterminer à partir de quel statut discursif chacun est fondé à parler: huit signifiants relatifs à son interlocutrice (gras) et dix relatifs à lui-même (petites capitales), associé quatre fois (souligné). Ces prémisses déterminent le périmètre du débat de fond qui suit (1 à 9):

1 [M] MOI, J'AI un problème énorme: on sait que, dans ce pays, rentrent des immigrés clandestins. [...] Ça s'appelle de l'esclavage. Et JE SAIS que **vous êtes** contre. **Vous êtes** contre, COMME MOI. CE QUE JE VEUX savoir, c'est comment on fait pour éviter l'immigration clandestine. [...] Si **vous n'aimez pas** [le projet de loi], je comprends très bien que **vous puissiez** être choquée **en tant qu'artiste**. Mais **donnez-MOI** un système efficace. C'est ça l'élément important. Parce que s'indigner, MOI AUSSI JE PEUX m'indigner. Ce qui est important, c'est **donnez-MOI** un système pour éviter que des chinois s'entassent de manière clandestine. [...] JE SUIS POUR qu'on intègre les étrangers dans ce pays **PARCE QUE MOI-MÊME JE SUIS ISSU, comme vous** probablement, comme tous ici, on est issus d'étrangers. [...]

2 [A] Oui, on a signé une chose très, très précise. Parce que, moi, les lois de l'immigration, les problèmes, tout ça, hein... mais ce qui m'ennuie, c'est que pour des bonnes raisons, on choisisse finalement un arsenal de loi qui conduit à la délation. [...] Je n'ai signé que ça: que je suis contre la délation. Je suis pas forcément contre le fait qu'on examine le problème de l'immigration, de l'immigration clandestine...

3 [M] Clandestine, oui.

4 [A] ...qui est parfois affreuse.

5 [M] Moi, je vais vous répondre. Je crois qu'on est au cœur du sujet. [...] Il faut, comme vous le dites très bien, on est tout à fait d'accord là-dessus, limiter l'immigration clandestine. Alors la question...

6 [A] Je ne l'ai pas dit. J'ai dit que je n'étais que contre la délation.

7 [M] Vous êtes contre l'immigration clandestine? Je vous pose la question.

8 [A] Mais, euh, vous savez très bien qu'un pays, évidemment, c'est un niveau où il y a des choses [opinion générale formulée à grand-peine]. Mais au niveau des gens en particulier [expérience

vécue], c'est forcément vrai qu'il y a des liens qui se lient. Si on rencontre une personne en particulier, on peut parfaitement avoir envie de l'aider parce que ce sont des liens naturels d'amitié. Et on ne peut pas demander à un particulier ce qui est à un État d'exercer.

9 [M] Nous sommes tous contre la délation et le ministre de l'Intérieur est contre la délation. [...] Mais la question qui se pose, soyons responsables. Enfin, moi, il faut que je sois responsable, je suis élu, c'est normal, sinon je ne ferais pas ce travail. Si je veux être responsable, il faut que je diminue ce flux d'immigration clandestine. [...] Il faut que je trouve des solutions. Si vraiment vous avez là des solutions efficaces contre l'immigration clandestine, je vous le dis vraiment, franchement, je suis preneur, je les donnerai au ministre de l'Intérieur. [A est démunie... mais un autre citoyen (A2) surgit alors.]

10 [A2] À ce moment-là, *il faut* faire comme en Italie, en Espagne et au Portugal [politique de régularisation massive évoquée chiffres à l'appui...]. Et une deuxième chose, sur la loi Debré, ils ont forcé sur le côté délation et tout ça alors qu'ils ont enlevé ce qui concernait le Code du travail. Les inspecteurs du travail ne peuvent plus aller vérifier dans les entreprises et c'est ça aussi qu'*il faut* faire. [...]

11 [M] C'est lui qui a raison. *Il faut* que ce soit dans la loi. Et ce sera la première fois qu'on va s'attaquer à ceux qui font venir les clandestins et qui les exploitent parce qu'encore une fois, il s'agit d'esclaves. (*L'Hebdo*, Canal+, 15 février 1997.)

La fin de séquence (9 à 11) montre que, en jouant sur les statuts, le ministre a imposé la validité du propos par opinion générale aux dépens de la validité par expérience vécue. Dès lors, le « je » ou le « vous » ne sont plus employés et c'est la forme normative et impersonnelle « il faut... » (en italique) qui apparaît. Mais ce tournant discursif opéré en faveur du responsable politique lui en fait perdre le monopole : le second citoyen saisit l'occasion de mener le débat d'opinion et opère alors une contestation interne des choix du gouvernement. Pour le personnel politique, mieux vaut donc s'en tenir à figer la distinction statutaire.

L'ÉMANCIPATION ARGUMENTATIVE À PARTIR DU STATUT DISCURSIF DE CITOYEN

La prétention des citoyens anonymes à dépasser la prescription initiale de leur statut discursif est fréquente :

« On n'est pas là pour parler de notre entreprise, Monsieur, on est là pour parler de la société! » (*Médiations*, TF1, 10 juin 1991.)

« Je suis là parce qu'il y a des centaines de milliers de personnes qui peuvent être dans mon cas en France. »

(*Le Monde de Léa*, TF1, 21 janvier 1997.)

« Je suis agriculteur dans le Lot-et-Garonne et je m'appelle Chabot René, à la retraite. J'ai le triste privilège d'appartenir aux deux millions de retraités agricoles dont une grande partie vit avec 50% du RMI. Connaissez-vous la méthode, Monsieur le Ministre, pour arriver à survivre avec cette somme ou pensez-vous faire quelque chose pour nous? » (*Public*, TF1, 6 décembre 1998.)

« Non, on peut fractionner [par ville, par quartier...] mais le problème il est national. » (*Direct*, France 2, 22 avril 1999.)

LES PRÉSENTATEURS S'EFFORCENT GÉNÉRALEMENT DE RECADRER CES CITOYENS :

« Non, vraiment, parlez plutôt de vous. Parlez des jeunes, parlez de la banlieue. Dites votre témoignage. »

(*Le Monde de Léa*, TF1, 19 novembre 1996.)

« [présentateur (P):] Alors, vous, qu'est-ce que vous avez à poser comme question à nos deux invités politiques qui sont là?/[jeune homme (JH):] Moi, j'aurais plutôt pas de question à émettre mais des propositions à faire en liaison avec le débat qui va suivre./[P:] Mais votre question, par rapport à vous? »

(*Polémiques*, France 2, 2 février 1997.)

« Oui mais ce serait bien aussi que les gens parlent en leur nom personnel et pas qu'au nom d'associations. »

(*Prise directe*, France 3, 30 septembre 1999.)

Cependant, les présentateurs ne veulent pas compromettre leur rôle de médiateur et laissent souvent les citoyens insistants s'exprimer, comme dans cet extrait d'un débat entre habitants de Lyon et principaux candidats à l'élection municipale :

«[Présentateur (P):] Avant de donner la parole aux hommes politiques, je voudrais entendre un témoignage: Monsieur Dragic, je crois, vous, vous avez été victime d'une agression. Prenez le micro. Vous êtes contrôleur SNCF. Racontez-nous tout simplement, en quelques mots, s'il vous plaît, ce qui vous est arrivé./[citoyen:] J'ai pas vraiment envie de raconter ce qui m'est arrivé parce que j'ai pas envie d'apparaître comme une victime et c'est pas le propos, là. Mais ce dont je peux témoigner, c'est l'insécurité croissante, par exemple sur les lignes de chemin de fer de la SNCF, c'est l'incivilité qui a explosé ces dernières années et le peu de recours que, nous, nous avons, nous, en tant que contrôleurs, ou je parle des cheminots en règle générale. Et donc face à cette insécurité, cette incivilité, la direction, la seule phrase qu'elle nous répond, c'est que c'est un phénomène de société et qu'elle n'y peut rien. Donc, là aussi, moi, je m'adresse à vous, politiques, vous qui avez le pouvoir, justement, de faire changer le cours des choses puisque notre direction, apparemment, elle, elle ne peut pas le faire. Que comptez-vous faire dans... euh... dans les transports en commun?/[P:] Oui, les transports en commun... Alors, les politiques, qu'est-ce que vous pouvez répondre?»
(J'ai rendez-vous avec vous, France 2, 5 mars 2001.)

Ici, pour conquérir un type de validité du propos alternatif à la prescription initiale de son statut discursif, le citoyen formule tout d'abord le refus d'un «je» de pur témoignage afin d'assumer un «je» authentifiant dans un propos montant en généralité jusqu'à mobiliser un «nous» lui-même ensuite élargi à un enjeu collectif pour aboutir à l'interpellation des responsables politiques.

Ce cas est exemplaire de l'encadrement assez souple de ces débats télévisés où existe donc une marge de manœuvre pour que les citoyens s'émancipent des prescriptions de départ et tirent parti du dispositif. Cela rejoint les résultats d'autres travaux. Par exemple, une analyse de discours concentrée sur les modes de prise de parole et d'interruption dans un corpus de 97 émissions issues de 16 talk-shows américains en 1995-1996 montre combien les interlocutions s'y développent avec une grande souplesse malgré les contraintes posées par les statuts discursifs¹⁵. Une étude synthétique sur les

15. Carmen Gregori Signes, *A Genre Based Approach to Daytime Talk on Television. SELL Monographs 1*, Valence: Universitat de València, 2000.

programmes britanniques d'interpellation des leaders politiques à la fin des années 1990 (*Question Time, Any Question?, Jonathan Dimbleby...*) confirme la capacité des citoyens à exercer diversement une forme de pression sur les invités du fait de la volonté des producteurs de donner aux échanges l'attractivité de performances spectaculaires¹⁶.

Dans l'ensemble des programmes, la négociation informelle des citoyens avec le présentateur se déroule autour du témoignage qui fonctionne comme une prestation requise et dont l'exécution ouvre un périmètre plus large. Dans les travaux consacrés à ces débats et notamment aux talk-shows américains, le témoignage recouvre souvent la catégorie du privé, car ces programmes de milieu de journée sont pour la plupart consacrés aux enjeux de mœurs et aux rapports familiaux. Concernant une population qui provoque souvent la controverse, le constat est particulièrement net dans le travail de Gamson sur la présence des marginaux sexuels dans les talk-shows. Selon son codage (128 retranscriptions de 13 programmes de 1994-1995), la forme énonciative prépondérante est le témoignage (23%)¹⁷. Dans *Jan Publiek* en 1997, programme belge sur des enjeux sociaux et politiques, plus du quart des questions du présentateur aux 20 citoyens composant un panel permanent réfère à leur expérience personnelle¹⁸. Sur un corpus aléatoire de 35 émissions anglaises (12 *Kilroy* et 16 *The time, the place*) et américaines (3 *Donahue* et 4 *Oprah Winfrey*) en 1989, les trois quarts commentent par un témoignage d'anonyme, souvent suivi par un second¹⁹. De manière plus générale, une étude britannique de 1999-2000 par entretien auprès de 40 participants à des débats télévisés indique: «La raison la plus fréquemment citée comme motif de vouloir participer était le souhait de partager avec un public élargi quelque chose dont ils avaient fait l'expérience.»²⁰ Cependant, si

16. Matthew Hibberd, Brian McNair, Philip Schlesinger, *Mediated Access: Broadcasting and Democracy*, Luton: University of Luton Press, 2003, pp. 57-73.

17. Joshua Gamson, *Freaks Talk Back: Tabloid Talk Shows and Sexual Nonconformity*, Chicago: University of Chicago Press, 1998, pp. 233-236.

18. Nico Carpentier, «Managing Audience Participation. The Construction of Participation in an Audience Discussion Programme», *European Journal of Communication*, N° 2, vol. 16, 2001, pp. 209-232.

19. Sonia M. Livingstone, Peter K. Lunt, *Talk on Television...*, *op. cit.*, pp. 108-110.

20. «The reason most frequently cited by individuals for wanting to get involved was the desire to share with a wider public an experience they had gone through», cité dans Matthew Hibberd, *Consenting Adults?*, Londres: Broadcasting Standards Commission, 2000, p. 53. Voir aussi Nuria Lorenzo-Dus, «Up close and personal: The narrativisation of private experience in media talk», *Studies in English Language and Linguistics*, N° 3, 2001, pp. 125-148.

la participation permet de soulager un besoin de se confier ou de s'exposer, elle ne consiste pas simplement en une exhibition.

L'analyse de discours d'émissions anglaises a permis d'établir que le témoignage ne constitue pas un fragment énonciatif autonome auquel d'autres seraient juxtaposés mais qu'il contribue à structurer l'interlocution de sorte qu'il permet en fait d'avancer des points de vue. Il y a donc une fonction discursive de la narration personnelle :

« Les narrations semblent être des ressources discursives particulièrement puissantes dans les situations d'interaction des talk-shows précisément parce qu'elles mobilisent des évaluations qui peuvent fonctionner non pas seulement comme des moyens, pour le locuteur, de se positionner mais aussi comme des éléments clés du discours qui contribuent à la dynamique discursive en permettant aux interlocuteurs de réagir par des points de vue opposés. »²¹

Par cette dynamique, les récits personnels assurent une fonction de « récits de positionnement » (*positional stories*) : ils exposent des valeurs ou des préférences que les interlocuteurs sont portés à approuver ou à désapprouver. Notamment, le récit personnel fonctionne comme prémisses particulières à l'interpellation des responsables politiques sur une question générale :

« Je travaille pour une petite société de construction et, pour avoir ma promotion, il faut que je bouge dans le Sud... Eh bien, mon souci, c'est la différence de prix dans l'immobilier. »

« Je viens d'une famille monoparentale. Une des difficultés de ma mère pour trouver du travail, c'est le cycle de la pauvreté quand notre impôt est trop élevé et ce n'est pas... vous savez, ça ne vaut pas le coup de payer les frais de transport, etc. Et je me demandais quelles mesures prendrait un nouveau gouvernement conservateur. »²²

21. « *Stories seem to be particularly powerful discursive resources within the context of talk-show interaction, precisely because they contain evaluations which can function not only as positioning devices for the speaker who tells the story, but also as pivotal utterances which contribute to the dynamic of the talk by enabling other speakers to respond with opposing points of view* », Joanna Thornborrow, « Having Their Say: The Function of Stories in Talk Show Discourse », *Text*, N° 2, vol. 17, 1997, pp. 241-262, en particulier p. 258. Des résultats convergents se trouvent dans Sonia M. Livingstone, Peter K. Lunt, *Talk on Television...*, *op. cit.*, pp. 139-154.

L'importance, pour les citoyens, d'énoncer un témoignage pour crédibiliser un point de vue général sont confirmés ailleurs, notamment dans l'étude hollandaise sur le traitement du racisme dans les débats télévisés évoquée en introduction²³.

Cette ressource discursive apparaît aussi dans notre corpus français. L'entremêlement du témoignage (italique) et d'un point de vue général (petites capitales) est particulièrement abouti dans les interpellations suivantes :

« Il y a un domaine qui m'est particulièrement cher, c'est celui du domaine social. COMMENT VOULEZ-VOUS CONSTRUIRE UNE EUROPE SOCIALE À 11 SEULEMENT, SANS LES ANGLAIS, ALORS QUE, DANS LE... DANS L'ENSEMBLE DU TRAITÉ, ON NE PARLE QUE DE MONNAIE, D'ÉCONOMIE ET QUE LE DOMAINE SOCIAL N'EST QUE DANS UN PROTOCOLE ADDITIONNEL?... Dans ma profession, je vais dans les lycées professionnels, que vous connaissez peut-être, je vois des... des... des gosses qui ont des problèmes, des familles qui ont des problèmes... Je connais le milieu des personnes handicapées pour le vivre personnellement. LE DOMAINE SOCIAL DOIT ÊTRE PRIMORDIAL, C'EST LUI QUI EST AU CŒUR DES GENS. ET VOUS NE FEREZ PAS UNE EUROPE MONÉTAIRE, ÉCONOMIQUE, SANS PASSER PAR CETTE EUROPE SOCIALE. IL FAUDRAIT D'ABORD, COMME EN PÉDAGOGIE, FIXER DES OBJECTIFS ET, ENSUITE, SE DONNER DES MOYENS PAR LA MONNAIE ET PAR L'ÉCONOMIE ET NON PAS L'INVERSE. » (Le président de la République face aux Français, TF1, 3 septembre 1992.)

« J'ai moi-même un fils qui a 17 ans qui va bientôt arriver sur le marché du chômage... du travail. Par contre, euh... je suis seule pour élever trois enfants, j'ai passé des diplômes, j'ai un diplôme en poche, je me suis dit naïvement que j'allais y arriver, que sans problème je trouverais du travail et, chaque fois, il a été pris quelque un de

22. (Note de la p. 266.) « *I work for a local building society and in order to get promotion I need to move down south... now my concern is this differing in house prices [...]* » « *I come from a one parent family. A difficulty my mother has found in finding work is the poverty trap where the initial tax paid is too high and it's not... you know not worth paying the transport costs, etc. [I'm] just wondering what measures the next Conservative Government would do...* », cité dans Joanna Thornborrow, « Questions, control and the organization of talk in calls to a radio phone-in », *Discourse Studies*, N° 1, vol. 3, 2001, p. 130.

23. Andra Leurdijk, *op. cit.*, Joanna Thornborrow, « Authenticating talk: building public identities in audience participation broadcasting », *Discourse Studies*, N° 4, vol. 3, 2001, pp. 459-479. Ian Hutchby, « Witnessing: the use of first-hand knowledge in legitimating lay opinions on talk radio », *Discourse Studies*, N° 4, vol. 3, 2001, pp. 481-497.

plus jeune ou ayant une expérience professionnelle. Je voulais donc vous demander CE QUE VOUS PENSIEZ FAIRE POUR LES GENS DE MON ÂGE ET SI VOUS PENSIEZ, MONSIEUR, QU'À MON ÂGE À MOI, 42 ANS, IL EST TROP TARD POUR TRAVAILLER.» (La France en direct, France 2, 3 avril 1995.)

«Moi, ça fait vingt ans que je... que je m'occupe des quartiers défavorisés donc j'ai eu... ET ON ASSISTE À QUOI? À UNE ESPÈCE DE SAUPOUDRAGE DANS LES ASSOCIATIONS GENRE ON VOUS DONNE UN PEU D'ARGENT COMME ÇA LES GAMINS SONT PAS DANS LA RUE. Enfin, c'est ça qu'on ressent. Moi, j'ai... j'ai 40 enfants qui attendent qu'on les aide. Y a pas de moyens donc on nous dit 'faut en prendre 15'. On va dans les écoles, les écoles nous disent 'on peut pas'. ATTENDEZ, QUELS MOYENS, MAIS JE VEUX DIRE, QUELS MOYENS, QUELS MOYENS VOUS ALLEZ DONNER. POURQUOI L'ÉTAT NE FAIT RIEN? [Applaudissements nourris de la salle] QUELLE POLITIQUE DE SOLIDARITÉ VOUS ALLEZ AVOIR? [...] POURQUOI EST-CE QUE LE BÉNÉVOLE DOIT FAIRE LE TRAVAIL DE L'ÉTAT? JE SUIS DÉSOLÉE, LES BÉNÉVOLES, ILS TRAVAILLENT, ILS SONT SALARIÉS, ILS VIENNENT APRÈS LEUR BOULOT. SI VOUS PAYEZ DES BÉNÉVOLES, C'EST PLUS DES BÉNÉVOLES. EMBAUCHEZ DES GENS!» (Vous avez la parole, France 2, 4 avril 2002.)

À lire les seuls éléments en petites capitales, la substance argumentative reste inchangée. Inversement, aucun argument n'apparaît dans la narration (italique) où l'éthique d'authenticité (marques de personnalisation en gras) atteste d'une énonciation ne consistant pas tant à rapporter des faits qu'à se rendre crédible. Ainsi, l'articulation des deux registres sert à fonder la pertinence d'une opinion dans un dispositif où le citoyen n'est pas supposé en formuler.

L'identification des statuts discursifs dans les débats télévisés intégrant des citoyens anonymes révèle la dialectique entre l'accumulation d'un capital de légitimité par expérience personnelle (type de validité du propos) et, en termes habermassiens, la prétention à la validité critiquable (substance du propos). Ainsi un responsable politique peut s'exprimer avec une grande exactitude formelle sans pouvoir convaincre à cause d'un déficit de légitimité. La confrontation se jouant d'abord en termes de légitimité, les citoyens bénéficient d'un avantage important: la souplesse d'encadrement des débats leur permet tout autant de jouer jusqu'à l'emphase le

«rôle» qui leur est initialement assigné que de s'appuyer sur les manifestations éthiques de ce rôle pour les combiner à l'expression d'opinions pour lesquelles ils ne sont pourtant pas sollicités.

La dynamique du récit de positionnement articulant témoignage particulier et opinion générale se développe notamment sur des enjeux socioéconomiques. C'est sans doute une spécificité des débats télévisés français par comparaison avec le primat des valeurs et des mœurs qui transparaît des travaux sur d'autres pays. Reste que, dans tous les cas, l'identité sociale sur laquelle s'appuient les citoyens leur est d'autant mieux disponible que c'est celle par laquelle le dispositif médiatique les sollicite. L'opinion de portée générale qu'ils souhaitent formuler n'est donc pas conditionnée par un effort pour nier l'identité assignée ou faire admettre une identité alternative. Les citoyens ont ainsi à opérer une conversion discursive des contraintes de départ plutôt qu'ils n'ont à les contester pour participer effectivement au débat public.

Cette capacité d'adaptation suppose des moyens déterminés par le dispositif technique (type de micro, nombre de participants, position dans ou hors du studio, etc.), par l'arbitraire du présentateur et par le sentiment de compétence des participants. Ces limites obligent à relativiser les processus qui ont été analysés comme des possibilités ouvertes par les débats télévisés intégrant des citoyens anonymes et non pas comme leur débouché principal ou systématique. Il n'en demeure pas moins que les processus de définition identitaire s'y avèrent l'objet d'ajustements qui supposent que, au-delà des contraintes caractéristiques de départ, leur analyse intègre les usages qu'en font les acteurs.

PRATIQUES MÉDIATIQUES MULTIPLES DANS LES MOBILISATIONS ITALIENNES CONTRE LA PRÉCARITÉ

ALICE MATTONI

Cette contribution aborde deux des principales dimensions de la relation complexe entre les mouvements sociaux et les médias. D'une part, les mouvements sociaux sont analysés comme des agents de communication actifs, impliqués dans une pluralité de processus de publicisation : ils utilisent différentes stratégies de médiatisation, allant de la construction d'une sphère publique alternative jusqu'à des tactiques de diffusion et d'accès orientées vers les principaux médias. De l'autre côté, l'environnement médiatique dans lequel les mouvements sociaux agissent est considéré comme différencié, comprenant des acteurs variés et diverses zones de circulation des textes médiatiques. Cette structuration composite contribue à créer des espaces de résistance au discours dominant à propos d'une thématique conflictuelle.

Le cas choisi pour examiner ces interactions entre les mouvements sociaux et les médias est la longue campagne de protestation contre la précarité menée en Italie sous l'appellation d'Euro Mayday Parade¹. Cette campagne de protestation est étudiée entre 2001, année de sa naissance à Milan, jusqu'en 2006, où elle est conduite par une coalition transnationale de mouvements sociaux qui organise un jour commun de mobilisation en Europe, fixé le 1^{er} mai².

1. J'utilise ici la définition de la campagne protestataire proposée par Donatella Della Porta et Dieter Rucht, «The Dynamics of Environmental Campaigns», *Mobilization*, N° 1, vol. 7, 2002, pp. 1-14, qui considèrent la campagne d'un mouvement social comme «des séries d'interactions interconnectées thématiquement, socialement et temporellement qui, du point de vue des entrepreneurs de la campagne, sont menées dans un but précis».

2. Le caractère transnational de l'Euro Mayday Parade est en accord avec beaucoup de mouvements sociaux contemporains dont les mobilisations sont caractérisées par des objectifs, des cibles et des revendications qui dépassent les frontières nationales, (Cf. Donatella Della Porta, Sidney G. Tarrow, *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham : Rowman & Littlefield, 2005 ; Sidney G. Tarrow, *The New Transnational Activism*, New York : Cambridge University Press, 2005). Toutefois, dans cette contribution, la dimension transnationale de l'Euro Mayday Parade est laissée au second plan, puisque le discours italien sur la précarité est le point de départ de l'analyse empirique.

Plus précisément, la dimension de l'identité symbolique de l'Euro Mayday Parade est prise en compte dans la mesure où la construction du discours sur la précarité, alternatif au discours dominant sur la flexibilité du marché du travail, semble être crucial pour les activistes impliqués dans cette campagne de protestation et être le dénominateur commun de l'identité qui les rassemble³. Pour propager ce discours, les activistes sont engagés dans différents types de processus de médiatisation qui se développent en parallèle et, souvent, se recoupent. Premièrement, la construction d'une sphère de communication alternative dans laquelle l'Euro Mayday Parade est couverte d'un point de vue interne. Deuxièmement, l'élaboration d'une série de stratégies et de tactiques orientées vers les principaux médias légitimes de l'environnement médiatique. Troisièmement, la redéfinition du concept de média lui-même, à travers l'élaboration des «*media sociali*»⁴, qualification qui indique qu'ils sont conçus comme des outils politiques principalement destinés à des publics de travailleurs en situation précaire. Ces processus peuvent influencer de différentes manières «la sphère publique médiatisée»⁵, dans laquelle les thématiques conflictuelles circulent, en créant des lieux temporaires de résistance active, des lieux de visibilité immédiate et des espaces de silence controversé.

Cette contribution s'articule en quatre parties. Premièrement, afin d'ancrer l'analyse à un niveau théorique, les principaux concepts utilisés pour analyser les relations entre mouvements sociaux et médias seront discutés, tandis que les choix méthodologiques effectués éclaireront la perspective sur laquelle repose la recherche empirique. Deuxièmement, l'Euro Mayday Parade sera décrite en prenant en compte le cadre de l'action collective liée à la précarité, ainsi que les principaux acteurs sociaux et politiques

3. Le terme précarité décrit ici : «[...] un changement grandissant des conditions qui garantissent un emploi permanent à des places de travail moins bien payées et sans certitude. Dans ce sens, la précarité conduit à un interminable manque de certitude». Cf. Brett Neilson, Ned Rossiter, «From Precarity to Precariousness and Back Again: Labour, Life and Unstable Networks», *Fibreculture*, N° 5, 2005.

4. Les termes «*media sociali*» pourraient être traduits par l'expression «médias sociaux». Cependant, je préfère maintenir l'expression italienne pour différencier ce type de pratique médiatique de l'émergence de sites internet de «réseaux sociaux» tels que Facebook ou Youtube.

5. La sphère publique médiatisée se réfère à un type particulier de sphère publique, construite à travers les médias. Elle est caractérisée par l'absence d'une localisation temporelle et spatiale précise, ainsi que d'un réel dialogue entre les acteurs sociaux impliqués dans la production de formes symboliques. Elle est également ouverte, au sens où personne ne peut exactement prévoir les effets des produits médiatiques qui y circulent. Cf. John B. Thompson, *The Media and Modernity: a Social Theory of the Media*, Stanford: Stanford University Press, 1995.

impliqués dans l'organisation de la campagne de protestation. Troisièmement, les différents processus de médiatisation et publicisation développés par le réseau de l'Euro Mayday Parade seront analysés, ce qui permettra de reconstituer le répertoire de communication complexe qui caractérise la mobilisation contestataire. Finalement, l'ensemble des processus de publicisation sera résumé et discuté, en rapport avec l'identité dont se dote le mouvement.

CHALLENGERS DANS UNE SPHÈRE PUBLIQUE MÉDIATISÉE MULTIFACETTES

La construction du discours sur la précarité est également un processus de construction identitaire. En effet, les travailleurs en situation précaire ne souffrent pas seulement de leurs conditions de travail mais également d'un manque de représentation sur le plan politique et de leur invisibilité au niveau du discours public. Pour eux, l'accès à la sphère publique médiatisée est donc extrêmement important puisqu'il peut leur permettre de se reconnaître comme sujets d'un problème social spécifique. En d'autres termes, l'espace médiatique n'est pas seulement une arène publique où les travailleurs en situation précaire commencent à exister en tant qu'acteur social et politique collectif. Il est également un espace dans lequel les textes et les informations en circulation peuvent fournir la base du développement d'une identité collective partagée qui peut éventuellement modifier le discours sur la précarité. De ce point de vue, les mouvements sociaux impliqués dans les débats conflictuels à propos de la précarité agissent comme des challengers à un niveau symbolique⁶. Ils s'efforcent d'élaborer une identité sur la base de croyances et de valeurs partagées⁷. Ils tentent de construire un cadrage de l'action collective pour le problème précis qui les concerne⁸. Ils cherchent à gagner de la visibilité et de la voix pour faire apparaître leur situation comme problématique et éventuellement pour participer au processus de mise à l'agenda⁹.

6. Alberto Melucci, *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*, Cambridge/New York: Cambridge University Press, 1996.

7. Donatella Della Porta, Mario Diani, *Social movements: an introduction*, Oxford/Malden: Blackwell, 2006.

8. David A. Snow, Robert D. Benford, « Ideology, frame resonance, and participant mobilization », *International Social Movement Research*, vol. 1, 1988, pp. 197-217.

9. M. Lipsky, « Protest as a Political Resource », *The American Political Science Review*, N° 4, vol. 62, 1968, pp. 1144-1158.

Ce processus a pour conséquence que l'on observe non seulement l'établissement de nouveaux acteurs et de nouveaux mouvements qui expriment leurs griefs et leurs revendications à travers des moyens politiques non conventionnels, mais aussi des tentatives visant à diffuser des discours alternatifs, des systèmes de pensée inédits et de nouvelles grammaires culturelles relatives à la flexibilité du marché du travail¹⁰.

Il en découle que la communication, dans le sens large du terme, semble être un processus central et un produit indispensable dans le quotidien des groupes mobilisés et des activistes. De ce point de vue, les mouvements sociaux pourraient être vus comme des acteurs collectifs qui sont constamment engagés dans plusieurs processus de publicisation que Couldry appelle *mediation processes*, à savoir «dans cette foule de processus de modes de faire avec des médias et des technologies particuliers ayant un effet de représentation particulier [...] que certaines personnes font à un endroit et un moment donné avec des effets sur d'autres lieux et d'autres moments».¹¹ En d'autres termes, les processus de médiatisation permettent la transmission de «dispositifs culturels» tels que les identités collectives et les cadres d'interprétation de l'action collective à la fois au sein d'un mouvement social et au-delà de ses frontières mouvantes. Ainsi, une gamme de processus de médiatisation variés et quelquefois inattendus peut être inventée par des activistes politiques appartenant à un même mouvement social, donnant lieu à un «répertoire de communication» composite qui se fonde sur l'environnement médiatique où il prend place, tout en le reconfigurant. De manière similaire à la conceptualisation du répertoire et de la performance protestataires¹², je définis ici le répertoire de communication comme l'ensemble des pratiques médiatiques qu'un groupe activiste peut concevoir comme possible et développe de ce fait dans un contexte protestataire particulier en relation avec différents objectifs, parmi lesquels les plus généraux sont la communication au sein du milieu de mouvement social et la communication à l'extérieur de ce milieu.

10. Paolo Virno, *A grammar of the multitude: for an analysis of contemporary forms of life*, Los Angeles: Semiotext(e), 2004.

11. Nick Couldry, «Mediation and alternative media. Or, re-imagining the centre of media and communication studies», *ICA pre-conference «Our Media, not Theirs»*, 2001, p. 5.

12. Doug McAdam, Sydney Tarrow, Charles Tilly, *Dynamics of Contention*, Cambridge: Cambridge University Press, 2001; Charles Tilly, Sydney Tarrow, *Contentious politics*, Boulder: Paradigm Publishers, 2007.

Raisonné en termes de processus de médiatisation et de répertoire de communication permet de ne pas considérer les médias traditionnels comme le centre de la sphère publique médiatique, celle-ci étant un espace multidimensionnel dans lesquels un discours est transféré et ensuite traduit avec différentes inflexions et conséquences au niveau symbolique¹³. Cela signifie que les principaux médias nationaux et locaux sont entourés par une série de processus de publicisation qui constituent le terreau où les nouveaux problèmes circulent, sous différentes formes. Similaires au rôle critique de la communauté dans la constitution des problèmes par les mouvements sociaux¹⁴, la sphère publique médiatique comprend des espaces de résistance où des discours alternatifs et des cultures innovantes se diffusent. En ce sens, il est intéressant d'analyser la présence de multiples processus de médiatisation au sein d'une coalition de mouvements sociaux de sorte à comprendre de quelle manière les activistes font face à la sphère publique médiatisée dans son ensemble et la réinvente temporairement. Il est d'ailleurs intéressant de relever que les études topiques sur les relations entre les médias et les mouvements sociaux comme acteurs collectifs ne prennent habituellement en compte qu'un pan de la sphère publique médiatisée. Soit les recherches s'intéressent principalement à la couverture des mouvements sociaux par les médias classiques et légitimes et à leurs effets sur les mouvements¹⁵; soit ils se concentrent sur les processus de médiatisation dévolus à la création d'informations ou de médias indépendants¹⁶.

Pour étudier la pluralité de ces processus de médiatisation, j'ai procédé à une analyse qualitative de discours des documents produits par les activistes et des travailleurs en situation précaire, dans la mesure où celle-ci permet de repérer les cadrages de l'action collective qui constituent le discours sur la précarité. Ici, le concept de cadre ou cadrage de l'action collective est utilisé comme un outil

13. Tiziana Terranova, *Network culture. Politics for the Information Age*, Londres: Pluto Press, 2004; Nick Couldry, *Listening Beyond the Echoes. Media, Ethics, and Agency in an Uncertain World*, Londres: Paradigm Publishers, 2006.

14. Thomas R. Rochon, *Culture Moves: Ideas, Activism, and Changing Values*, Princeton: Princeton University Press, 1998.

15. Todd Gitlin, *The whole World is Watching. Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley: University of California Press, 1980. Charlotte Ryan, *Prime Time Activism. Media Strategies for Grassroots Organizing*, Boston: South End Press, 1991.

16. John Downing, *Radical media: rebellious communication and social movements*, Londres: Sage, 2001; Clemencia Rodriguez, *Fissures in the Mediascape. An International Study of Citizens' Media*, Cresskill: Hampton Press, 2001. Chris Atton, *Alternative Media*, Londres: Sage, 2002.

pour analyser les documents sur les mouvements sociaux. Plus précisément, les aspects du cadrage portant sur le diagnostic de la situation, le pronostic sur le futur et sur les raisons à se mobiliser sont identifiés dans des déclarations officielles, appels à l'action, affiches, tracts, communiqués de presse suivant la définition proposée par la littérature sur les processus de cadrage et les mouvements sociaux¹⁷. Dans cette contribution, la définition de l'identité collective des travailleurs en situation précaire au sein de l'Euro Mayday Parade, composante du cadrage du diagnostic, sera plus particulièrement mise en évidence. Parallèlement à cette reconstruction du discours entre 2001 et 2006, cette contribution cherche prioritairement à montrer quels genres d'actions de publicisation sont menées dans l'Euro Mayday Parade et comment elles se développent au sein d'un environnement médiatique complexe¹⁸. C'est pourquoi les sources principales sont a) les documents postés sur les listes de diffusion ou sur des sites internet directement gérés par des mouvements sociaux; b) les textes médiatiques produits par les mouvements sociaux par rapport à la campagne de protestation; c) vingt-trois retranscriptions d'entretiens semi-directifs avec des activistes engagés dans le mouvement Euro Mayday Parade. Les interviews portaient sur différentes pratiques médiatiques que les activistes ont développées et exécutées dans le contexte de l'EMP. Une analyse de discours qualitative de ces matériaux écrits, oraux et audiovisuels a été entreprise en accordant une attention particulière à la dynamique du processus de publicisation. Pour résumer, un point de vue sur les dynamiques de médiatisation interne au mouvement est la perspective privilégiée dans cette contribution plutôt qu'une analyse des effets de ce processus dans la sphère publique.

17. David A. Snow, Robert D. Benford, *art. cit.*; Robert D. Benford, David A. Snow, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, N° 26, 2000, pp. 611-639.

18. L'Euro Mayday Parade continue toujours à se dérouler dans diverses villes européennes et le réseau de mouvement social qui soutient la campagne protestataire et organise la manifestation existe toujours au moment où j'écris. Cela étant, la période temporelle choisie pour analyser la campagne protestataire va de 2001 à 2003, lorsque la campagne protestataire se concentre principalement au niveau national italien, et de 2004 à 2006, lorsque la campagne protestataire devient transnationale.

L'EURO MAYDAY PARADE ET LA CONSTRUCTION DU «PRÉCARIAT SOCIAL»

Le répertoire de mobilisations contre la précarité en Italie entre 2001 et 2006 est très varié. Il s'ensuit que la construction du discours d'ensemble sur la précarité est le résultat de différents cadrages interprétatifs et mobilisateurs produits par une variété d'acteurs politiques et sociaux tels que des syndicalistes radicaux, des étudiants universitaires, des travailleurs en situation précaire, des activistes appartenant au Mouvement pour une justice globale. Ainsi, ce discours sur la précarité, tel qu'il se construit à travers des mobilisations de base, se caractérise par différentes nuances qui peuvent parfois se rejoindre ou encore se contredire, ce qui renvoie à la fluidité des mouvements sociaux contemporains et à la multi-appartenance associative que l'on observe tendanciellement parmi les activistes contemporains¹⁹.

Dans ce contexte, l'Euro Mayday Parade est un mouvement de protestation qui s'est progressivement élargi, impliquant de plus en plus d'acteurs sociaux et politiques au fil des ans. En 2001, trois groupes politiques principaux organisent la parade contre la précarité à Milan qu'ils nomment simplement Mayday Parade (MP): le Chainworker Crew, un groupe autonome de travailleurs en situation précaire; le CUB, un syndicat de base et le Deposito Bulk, un centre social²⁰. Durant les années suivantes, la manifestation croît de manière exponentielle: le nombre de participants,

19. Massimiliano Andretta, Donatella Della Porta, Lorenzo Mosca, Herbert Reiter, *Global, nonglobal, new global: la protesta contro il G8 a Genova*, Rome; Bari: GLF Editori Laterza, 2002.

20. Le Chainworker Crew, né en 1999, créa immédiatement son propre site internet afin de promouvoir «l'activisme médiatique [...] pour la prise de conscience et le regroupement des travailleurs précaires». Cf. Chainworkers Crew non daté, «Chi siamo» [Online]. www.chainworkers.org/faq (consulté le 1^{er} février 2008). Pour une histoire plus détaillée du CW et de sa conception des luttes politiques contre la précarité économique, cf. Chainworkers Crew, *ChainWorkers. Lavorare nelle cattedrali del consumo*, Rome: DeriveApprodi, 2001. Le CUB est un syndicat radical né en 1992 sous l'impulsion d'un large groupe de travailleurs qui ne se reconnaissent plus dans les syndicats traditionnels. L'acronyme signifie *Confederazione Unitaria di Base*. Les syndicats radicaux émergent pendant les années 1990 à partir d'une série de mobilisation de travailleurs. Dans leurs types d'action, leurs modes d'organisation et leurs discours, ils différaient des trois syndicats confédérés traditionnels – le syndicat de gauche CGIL, le syndicat catholique CISL et l'UIL – non seulement dans leur critique des réformes néolibérales mais également dans leur insistance sur l'action directe, la démocratie participative et l'«identité de classe». Cf. Donatella Della Porta, Lorenzo Mosca, «In movimento: Contamination in action and the Italian Global Justice Movement», *Global networks*, N° 1, vol. 7, 2007, pp. 1-27. Le Deposito Bulk est un centre social actif à Milan entre 1997 à 2006. Les centres sociaux (*centri sociali*) sont des bâtiments abandonnés, appartenant fréquemment à l'État, qui sont occupés par des groupes de personnes afin d'avoir un espace permettant la promotion des contre-cultures et d'offrir des services auto-organisés au voisinage des centres. Dans quelques cas, ces centres sont aussi des lieux d'habitation.

d'environ 5000 en 2001 à Milan, passe à près de 100 000 en 2006²¹. Alors qu'à ses débuts, l'Euro Mayday Parade est organisée au niveau régional, elle se transforme ensuite en un événement protestataire d'ampleur nationale se déroulant dans plusieurs villes italiennes²². Finalement, dès 2004, un réseau transnational d'activistes politiques européen est formellement établi durant le forum «Beyond the ESF», un contre-forum social européen organisé à l'Université de Middlesex par un groupe anarchiste d'action directe. Bien que la manifestation soit déjà conçue à l'échelle européenne en 2004, organisée à Milan, Barcelone, Helsinki, Dublin et Palerme, elle se propage véritablement à travers toute l'Europe après la «Déclaration de Middlesex»: en 2005 l'Euro Mayday Parade est organisée dans 19 villes européennes, en 2006.

En sus de l'enrichissement du répertoire d'action et du changement d'échelle dans la dynamique de l'Euro Mayday Parade, il est intéressant d'examiner les changements progressifs dans la construction d'une identité collective²³. En effet, dès le départ, le défi le plus important auquel semblent confrontés les travailleurs en situation précaire et les activistes consiste à rassembler les travailleurs en situation précaire qui sont soumis à des formes extrêmement variées de contrats à durée indéterminée, diversité qui contribue à les isoler les uns des autres, parfois même sur un même lieu de travail. De plus, les modalités de travail flexible se retrouvent dans différents secteurs du marché du travail, rendant difficile l'élaboration d'un ensemble unifié de revendications. Conformément à cette caractéristique, les activistes impliqués dans l'organisation de l'Euro Mayday Parade tentent de construire un sujet social autonome, capable de se représenter lui-même en public dans sa singularité. En 2001, il apparaît déjà clairement que l'identité collective du mouvement ne peut pas se baser sur un contrat de travail particulier mais qu'elle se fonde plutôt sur une

21. Selon les organisateurs de la manifestation, les manifestants étaient 5000 en 2001, 25 000 en 2002, 35 000 en 2003, 100 000 en 2004 et 120 000 en 2005. Cf. www.chainworkers.org, et la mailing list disponible sur www.euromaday.org

22. Les autres villes italiennes sont Naples, Palerme, L'Aquila (de 2004 à 2006) et Leghorn, Florence et Turin en 2006.

23. Les changements d'échelle sont «un changement dans le nombre et le degré d'actions protestataires coordonnées menant à une protestation plus large associant une gamme plus diversifiée d'acteurs et liant leurs revendications et identités». Doug McAdam, Sydney Tarrow, Charles Tilly, *op. cit.*, p. 331. En ce qui concerne l'Euro Mayday Parade, le changement d'échelle le plus visible est clairement la tentative de placer l'événement protestataire au sein de l'espace politique européen.

condition similaire résumée dans la définition de «jeunesse précaire». Cette appellation met au premier plan l'appartenance générationnelle ainsi que l'expérience générale de contrats précaires²⁴. En 2002, on constate un changement en direction d'un cadrage plus large, à savoir «le précarité social»: l'accent n'est plus mis sur la dimension générationnelle des travailleurs en situation précaire mais sur une condition et une identité englobant tous les individus qui se voient privés de leurs (nouveaux) droits sociaux du fait de leur situation²⁵. En 2003, le «précarité social» prend pleinement sens au sein du Mouvement pour une justice globale, comme l'indique l'appel à l'action: «Le mouvement altermondialiste de Seattle, Porto Alegre, Gène et Florence, s'opposant à l'invasion en Irak, a fait émerger un nouveau sujet politique en Europe [...]. Ce nouveau sujet politique est le précarité social.»²⁶ L'étape suivante a lieu en 2004, lorsque le précarité social revêt alors une connotation européenne: la manifestation ne s'appelle plus Mayday Parade comme entre 2001 et 2003 mais Euro Mayday Parade; elle n'est plus seulement organisée à Milan mais également à Barcelone, Helsinki, Dublin et Palerme. La précarité est dès lors considérée comme un problème européen, affectant des millions de personnes. L'affiche de la manifestation l'illustre en utilisant plusieurs langues – français, italien, espagnol et anglais – et en revendiquant des «droit sociaux européens»²⁷. En résumé, on assiste à l'élargissement de l'identité initiale dans laquelle s'était reconnu et rassemblé le mouvement, concentrée sur les jeunes travailleurs en situation précaire, vers une identité incluant un plus grand nombre de personnes touchées par le processus de précarisation. Le résultat correspond bien à une montée en généralité dans la construction de la cause et dans la catégorisation du problème, de même qu'à l'accroissement des individus potentiellement mobilisables. Mais l'identité collective ainsi constituée est aussi

24. Appel à l'action, 2001, www.chainworkers.org

25. Appel à l'action, 2002, www.chainworkers.org

26. www.chainworkers.org

27. Il est à noter que le réseau transnational du mouvement social impliqué dans le processus de l'Euro Mayday Parade a été parcouru par un vif débat interne à propos de l'identité européenne des activistes politiques. D'un côté, des activistes politiques qui voient l'Europe comme un espace commun de luttes et qui reconnaissent l'Union européenne comme une institution politique à laquelle adresser des protestations et des revendications. De l'autre, des militants qui se positionnent plus clairement dans le cadre du Mouvement pour une justice globale et qui, ne considérant pas l'espace européen comme un champ de luttes pertinent, sont plus favorables à la mise sur pied d'une journée internationale de protestation contre la précarité. www.euromayday.org

extrêmement variée et hétérogène puisqu'elle rassemble différents groupes et catégories tels que des migrants, des femmes, des étudiants, des travailleurs à la chaîne, des travailleurs utilisant des compétences manuelles ou plus intellectuelles, et qu'elle tente de les unifier comme un acteur social collectif unique.

DES MÉDIAS DOMINANTS AUX MEDIA SOCIALI

La construction d'une identité collective dans laquelle plusieurs types de subjectivités pourraient se reconnaître est entreprise par différents groupes d'activistes dont le nombre augmente au cours du temps. Alors qu'en 2001 seulement trois acteurs politiques organisent l'Euro Mayday Parade, les meetings préparatoires pour les éditions suivantes impliquent davantage de participants, de sorte qu'une réelle coalition de mouvements sociaux est établie. Grâce à l'esprit non hiérarchique au sein de l'Euro Mayday Parade, chaque foyer local est libre de s'occuper de ses propres opérations de lancement de la parade ainsi que de la communication autour de la campagne de protestation. Comme nous allons le montrer, ces deux éléments – la présence d'un grand nombre de groupes militants et l'autonomie relative avec laquelle ils organisent leur participation à l'Euro Mayday Parade – débouchent probablement sur les multiples processus de publicisation caractérisant la parade, qui est dès lors capable de traverser différents sous-espaces de la sphère publique. Dans la partie qui suit, nous allons nous intéresser à trois types de pratiques de publicisation : celles dirigées vers les principaux médias premièrement ; celles tournées vers les médias alternatifs ensuite ; celles, enfin dirigées vers l'animation de discussions entre les travailleurs en situation précaire, que les activistes appellent les « *media sociali* ».

STRATÉGIE DE COLLABORATION À L'ÉGARD DES PRINCIPAUX MÉDIAS

Les mouvements sociaux sont en compétition avec d'autres événements publics pour attirer l'attention des principaux médias sur la question de la précarité, thème qui remet en cause le discours dominant sur la flexibilité du marché du travail. En d'autres termes, les activistes du mouvement contre la précarité sont en position de faiblesse puisqu'ils ne sont soutenus par aucun acteur politique institutionnel comme les partis ou les syndicats

traditionnels, qui, eux, ont une relation bien établie avec les principaux médias. Plus encore, les organisations syndicales mettent sur pied le même jour du 1^{er} Mai deux événements publics récurrents : un cortège, ayant lieu à plusieurs endroits, qui aborde différents problèmes liés au travail, et un concert gratuit à Rome où des groupes italiens et étrangers se succèdent toute la journée. Ces deux événements bénéficient d'une forte couverture médiatique. En particulier, une des chaînes publiques nationales assure la retransmission live du concert, tandis que l'ensemble des médias couvrent extensivement les manifestations. Dans ce contexte, l'Euro Mayday Parade vise à être un événement perturbateur par rapport à ceux habituellement organisés le 1^{er} Mai, de sorte à rendre les travailleurs en situation précaire visibles au sein de la sphère publique, comme le revendique l'appel à l'action de 2001 : « Nous sommes la majorité de ceux qui entrent sur le marché du travail. Mais nous n'avons pas de voix. Nous n'existons pas. Notre condition est obscure, nous endurons en silence et dans l'isolement [...] »²⁸ Les principaux aspects de rupture touchent aussi bien le mode d'organisation que le répertoire d'action. L'Euro Mayday Parade est entièrement organisée par les activistes, les syndicats radicaux et les travailleurs précaires. Elle est considérée comme un jour de luttes festives lors duquel les participants peuvent exprimer leurs propres revendications, danser et défiler en même temps. Elle se combine aussi souvent avec des actions directes menées par de petits groupes d'activistes contre des cibles particulières incarnant la précarité telles que des chaînes commerciales, des banques, des entreprises, des agences d'emploi temporaire etc. En d'autres termes, l'Euro Mayday Parade articule différents répertoires d'actions dans un même espace temporel et spatial²⁹. Et si au début, comme nous l'avons indiqué, le nombre de participants est limité, environ 100 000 manifestants prennent part à la Parade à partir de 2004, ce qui en fait quasiment la plus grande manifestation du 1^{er} Mai en Italie. Pour résumer, trois logiques classiques qui font la valeur d'actualité de la Parade et qui attirent l'attention journalistique sont présents : la logique de la nouveauté, puisque l'Euro

28. www.chainworkers.org

29. Par exemple, en 2005, à côté de la parade, il y a de nombreuses manières d'interpréter la manifestation : des cyclistes appartenant au mouvement de masse critique, des écologistes promouvant les questions écologiques, des activistes médiatiques interviewant des manifestants pendant la parade ou encore des militants du mouvement « copy-left » distribuant des copies pirates de films célèbres.

Mayday Parade se présente comme une nouvelle campagne de protestation liée aux transformations récentes du marché du travail; la logique de la nuisance, puisque les actions directes sont souvent considérées par les médias dominants et les acteurs politiques institutionnels comme de la violence physique contre des biens matériels³⁰; la logique du nombre, dans la mesure où des centaines de milliers de manifestants se joignent à la Parade³¹.

À côté de la manifestation elle-même, les activistes essaient de maintenir le processus de publicisation destiné aux principaux médias, ce qui suppose l'établissement de relations plus directes avec les journalistes. De ce point de vue, il est possible de voir à l'œuvre une logique d'adaptation³². En effet, les activistes semblent avoir une relativement bonne connaissance du processus de fabrication des informations, ce qu'ils utilisent pour lancer la Parade et obtenir une couverture des principaux médias. Dans cet ordre d'idée, ils considèrent la construction de relations stables et de confiance avec les journalistes, l'organisation de conférences de presse avant la Parade et la distribution de communiqués de presse comme des points cruciaux. Même s'il est possible que leurs efforts n'augmentent ni la qualité ni la quantité de la couverture médiatique de la part des principaux médias, les activistes tentent de contrôler ce facteur en développant des processus de médiatisation collaboratifs qui sont caractéristiques des groupes à faibles ressources³³. En particulier, les activistes considèrent les conférences de presse comme une occasion prépondérante afin de lancer la mobilisation. Au fil des ans, ces conférences sont d'ailleurs devenues des moments révélateurs des conflits internes entre groupes de militants organisant l'Euro Mayday Parade: elles sont en effet pour certains groupes politiques participant au réseau de l'Euro Mayday Parade l'occasion d'expliquer, voire d'imposer, leur propre version de la signification et de l'enjeu de l'action collective sous-tendant la manifestation. L'un des interviewés, par exemple,

30. Donatella della Porta, Mario Diani, *op. cit.*

31. James De Nardo, *Power in numbers. The political strategy of protest and rebellion*, Princeton: Princeton University Press, 1985.

32. Dieter Rucht, «The quadruple (A). Media strategies of protest movements since 1960s'», in Wim B. Van de Donk (éd.), *Cyberprotest: new media, citizens and social movements*, Londres; New York: Routledge, 2004.

33. David Miller, «The Northern Ireland Information Service and the media. Aims, strategy, tactics», in John Eldridge (éd.), *Getting the message. News, truth and power*, Londres/New York: Routledge, 1993; Philip Schlesinger, Howard Tumber, *Reporting crime. The media politics of criminal justice*, Oxford: Clarendon Press, 1994.

relevait au sujet d'une conférence de presse consacrée au lancement de l'Euro Mayday Parade en 2003: «Je me souviens que tout le monde tentait d'entrer furtivement et de capter l'attention [des journalistes]... dans la mesure où les journalistes arrivèrent à l'heure et que nous étions en retard. Et il y avait un type d'un collectif contre la précarité qui essayait d'attraper les journalistes et de leur dire comment étaient les choses à son avis. Un autre activiste, de fait, s'est mis très en colère à cause de ça et il a dit: «Non, c'est une conférence de presse et nous nous prenons place derrière la table [tous ensemble].»

Dans cette perspective, le lieu de la conférence de presse est considéré comme extrêmement important puisqu'il peut donner une indication sur la «paternité» de l'événement protestataire. Ainsi, lors de l'Euro Mayday Parade de 2005, de profondes divergences au sein de la coalition du mouvement social ont abouti à l'organisation de deux événements publics séparés pour lancer l'Euro Mayday Parade, une action directe et une conférence de presse qui se succèdent au même endroit le même jour, mais qui sont organisés par deux groupes de militants distincts. Pour résumer, les stratégies d'adaptation au processus de construction médiatique, qui visaient à donner de la visibilité à l'Euro Mayday Parade comme un mouvement unifié, deviennent des moments dans lesquels les dynamiques de compétition, d'identification et d'oppositions de conceptions se manifestent au sein du milieu participant à la mobilisation, même si les journalistes ne les perçoivent pas toujours. En l'occurrence, les processus de publicisation orientés vers les principaux médias ont provoqué des conséquences inattendues et négatives pour la coalition organisatrice de l'Euro Mayday Parade. Moments publics au cours desquels les militants doivent faire face directement aux journalistes pour proposer un point de vue collectif commun sur l'action, les conférences de presse font éclater des batailles internes pour définir l'événement protestataire, ses enjeux et l'identité des activistes qui le portent.

DEVENIR LE MÉDIA: PROCESSUS DE MÉDIATISATION ALTERNATIFS AU SEIN DE L'EURO MAYDAY PARADE

Les médias dits alternatifs, tels que radio et sites internet, couvrent l'Euro Mayday Parade de manière intensive, la quantité des textes

médiatiques concernant cet événement augmentant exponentiellement avec les années. Ils ne diffusent pas uniquement de l'information et des réflexions sur l'Euro Mayday Parade mais ils constituent plus précisément des forums de discussion publics, un outil organisationnel et un moyen de transmission des textes parus dans les médias dominants. En d'autres termes, trois logiques guident les activistes dans leurs interactions avec les débouchés des médias alternatifs, les logiques du discours, de l'organisation et de l'information. C'est-à-dire que les médias dits alternatifs sont des lieux où les activistes discutent collectivement des questions et thématiques liées à l'Euro Mayday Parade, planifient le déroulement de l'organisation de la Parade et où ceux qui participent à l'Euro Mayday Parade critiquent les articles tirés des principaux médias³⁴. Ce constat rejoint les travaux sur l'utilisation des nouvelles technologies par les mouvements sociaux, qui mettent en évidence les usages et rôles multiples des sites internet et des *mailings lists*³⁵.

Au-delà de ce point commun, l'Euro Mayday Parade est aussi un espace intéressant d'expérimentation concernant les processus de publicisation alternatifs. Dès le début, les « média-activistes » sont considérés comme des acteurs extrêmement importants par la coalition du mouvement, qui affirme que « ses armes sont les activistes médiatiques et le conflit »³⁶. Comme pour d'autres événements protestataires organisés par le Mouvement pour une justice globale, Indymedia Italie est fortement connecté avec les activistes de l'Euro Mayday Parade : en 2003, ce site d'information alternatif est engagé dans la couverture de la Parade et les activistes médiatiques créent un « *Media Center* » mobile capable de suivre la progression du défilé³⁷. Mises à part les mobilisations de 2001 contre le sommet du G8 de Gênes, c'est la première fois qu'une manifes-

34. Les activistes critiquant les productions des principaux médias mettent implicitement en pratique ce qui a été nommé la dénaturalisation des cadres d'interprétation médiatiques (Cf. Nick Couldry, *The Place of Media Power: Pilgrims and Witnesses of the Media Age*, Londres/New York: Routledge, 2000).

35. W. Lance Bennett, « New Media Power: the Internet and Global Activism », in N. Couldry, J. Curran (éds), *Contesting Media Power: Alternative Media in a Networked World*, Lanham: Rowman & Littlefield, 2003, pp. 17-38; W. Lance Bennett, « Communicating global activism: some strenght and vulnerabilities of networked politics », in Wim Van de Donk (éd.), *Cyberprotest, New Media, Citizens and Social Movements*, Londres: Routledge, 2004, pp. 123-146.

36. www.chainworkers.org

37. Au moment de la rédaction de cet article, il faut signaler que le site d'Indymedia Italy n'existe plus : les activistes médiatiques qui le gèrent ont décidé de commencer une discussion publique afin de repenser la structure et l'organisation du site. Cf. <http://italy.indymedia.org/index3.html>

tation italienne a son propre système de couverture médiatique. La diffusion en direct a été rendue possible par des connexions internet sans fil mises à disposition par des citoyens habitants le long du parcours en réponse à la campagne «Adoptez un activisme médiatique» lancée par Indymedia Italie. En 2004, Indymedia Italie offre pendant la Parade la possibilité à chaque manifestant de livrer son commentaire ou son compte rendu³⁸.

Lorsqu'en 2004, l'Euro Mayday Parade devient un réseau transnational, les activistes italiens tentent d'organiser une couverture européenne de la Parade. Alors que des comptes rendus d'autres pays européens sont postés spontanément sur le site d'Indymedia, d'autres groupes d'activistes impliqués dans l'Euro Mayday Parade essaient de structurer ces dispositifs. «Global Project», un site de communication indépendant combinant textes audio et vidéo produits par des activistes et des activistes médiatiques, en est la tentative la plus visible. Ce projet est lié à un mouvement spécifique, l'ex-réseau Disobbedienti de la période post-autonome, et il ne repose pas complètement sur le principe d'un accès ouvert comme Indymedia. Par exemple, il n'est pas possible de commenter des articles ou d'autres publications sur le site et c'est une sorte de rédaction décentralisée en fonction des implantations locales qui produit l'information. Se met dès lors en place un processus de médiatisation routinisé concernant les événements protestataires dans lesquels le courant susmentionné est impliqué. Dans cette optique, en 2004 et 2005, le Global Project assure une couverture en direct de la Parade, bien que l'investissement activiste requis soit multiplié par la nature transnationale de la manifestation. L'un des interviewés ayant participé à la diffusion en direct de Milan expliquait comment cela s'était produit: «Nous étions à l'intérieur de l'Euro Mayday Parade comme Radio Globale, et nous avons construit ces deux jours à travers un site internet et une radio satellite qui n'étaient pas seulement utilisés par nous mais également par les divers groupes européens. [...] Et nous avons ce large

38. Grâce au programme PIMP – Phone Indy Media Patch – développé par des activistes médiatiques australiens, les manifestants peuvent raconter leur expérience de l'Euro Mayday Parade en direct, en publiant sur le site des appels et des SMS, ce qui donnera lieu à 50 comptes rendus au format texte ou audio. Voici un exemple de SMS publié: « Ce SMS précaire a été envoyé d'un téléphone portable pendant l'Euromayday de 2004. Piquets à l'UPIM [Chaîne de grande distribution, n.d.t.] de Côme. Actions terminées. Ça a duré 30 minutes. Peu de travailleurs derrière nous. Dans un court instant, départ du train spécial pour Milan. 50 personnes de Côme. », www.italy.indymedia.org, 1^{er} mai 2004.

programme radio, dirigé à Milan. Plus encore, il y avait beaucoup d'incursions, qui se croisaient les unes avec les autres, provenant d'autres villes européennes: d'Espagne, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Norvège et même de Finlande. [...] Ensuite il y avait le site internet du Global Project ensemble avec celui d'Indymedia, où les fichiers audio étaient téléchargés et où tous les groupes avaient leur propre page, puis une page internet commune où la complexité de l'Euro Mayday Parade était expliquée.» Afin de construire véritablement la diffusion en direct, les activistes interagissaient avec différents médias, combinés de manière plutôt créative et tactique. En d'autres termes, la diffusion en direct est un excellent exemple d'activistes engagés dans l'utilisation de «technologies mixtes» d'une manière créative³⁹. Les comptes rendus de Milan sont articulés avec ceux provenant d'autres villes telles que Barcelone, Paris et Hambourg, de sorte qu'une sphère publique européenne alternative et temporaire se constitue. Si l'on se réfère à la couverture de l'Euro Mayday Parade de Milan, les deux piliers sont les téléphones portables et la diffusion radio sur internet. Tôt le matin, des correspondants de différentes villes d'Italie mettent à jour les informations sur les trains qui arrivent à Milan. Une fois arrivés à Milan, ils commentent les actions directes ainsi que la Parade: «(...) là je suis à San Babila où un des piquets de la campagne «Adoptez une chaîne» continue. C'est un piquet coloré qui a été défini comme rose.»⁴⁰ En 2005, une couverture similaire est diffusée grâce à Radio Mayday, un réseau alternatif et temporaire de plus de dix radios comme Radio Onda d'Urto: «(...) Il y a une atmosphère de rave, considérant la rave comme un moment précaire, comme une fête précaire. Comme une zone autonome temporaire (*Temporary Autonomous Zone*). Même ce camping-car est un T.A.Z., même la Porta Ticinese est une T.A.Z., une zone où il n'y a pas besoin de révolution parce que la révolution est ici et maintenant, parce que les médias alternatifs sont là en ce moment et qu'ils travaillent à plein régime (...).»⁴¹

Depuis 2003, différentes manières de fabriquer une couverture médiatique alternative sont explorées par les activistes médiatiques,

39. Kevin Gillan, Jenny Pickerill, Frank Webster, *Anti-war activism. New Media and Protest in the Information Age*, Basingstoke, Hampshire/New York: Palgrave MacMillan, 2008.

40. www.globalproject.info, 1^{er} mai 2004. La campagne «Adoptez une chaîne» consiste en des piquets à l'extérieur de magasins et de chaînes commerciales ouverts le 1^{er} mai.

41. Radio May Day, 1^{er} mai 2005, www.radioondadurto.org

l'utilisation synchronisée des téléphones portables et la diffusion en direct grâce à l'internet semblent être les plus exploitées. Elles sont utilisées dans les différentes éditions de l'Euro Mayday Parade et par différents groupes d'activistes médiatiques de sorte à obtenir une retransmission en direct, aussi bien à l'échelle de l'Italie que de l'Europe⁴². Au regard de ces exemples, les activistes médiatiques semblent être à même de mettre sur pied et de gérer leur propre média pour couvrir la mobilisation, d'instaurer des collaborations au cours desquelles des acteurs, groupes ou individus, partagent leurs connaissances techniques pour pouvoir produire des comptes rendus sur la campagne protestataire en cours. Il faut toutefois noter que cette attitude coopérative trouve ses limites dans le fait que des projets de communications tels que Indymedia Italie ou le Global Project ne travaillent pas véritablement ensemble pour créer un espace commun et temporaire d'informations indépendantes à propos de l'Euro Mayday Parade. Au contraire, plusieurs groupes distincts d'activistes et d'individus coopèrent autour de divers projets de communication spécifiques à visées plus large, entraînant une sorte de compétition et fragmentation pour la couverture de l'Euro Mayday Parade et mettant en lumière l'existence de styles de communication propre à chaque « famille » participant au mouvement contre la précarité. Par ailleurs, les processus de publicisation destinés aux gens ordinaires plutôt qu'entièrement pris en main par les activistes médiatiques, tels que la campagne « Adoptez un activisme médiatique » de 2003 et la technologie PIMP de 2004, ont eu moins de succès; ces répertoires seront délaissés même s'ils apparaissent plus innovants et se réfèrent à une approche valorisant explicitement « l'information par le bas ».

DU MÉDIUM À L'IDENTITÉ: LA CRÉATION DES MEDIA SOCIALI

La modalité de publicisation la plus intéressante et la plus innovante, au regard de la publicisation de l'Euro Mayday Parade, commence probablement en 2004 lorsque les activistes inventent ce qu'ils nomment « *media sociale* ». Ce dernier dispositif n'est conçu ni pour recevoir une couverture médiatique de la part des

42. En sus des diffusions en direct, le site d'Indymedia ainsi que la *mailing list* de l'Euro Mayday Parade, établie en 2004, sont des espaces virtuels dans lesquels une diversité de matériaux concernant les manifestations est échangée, en particulier un grand nombre d'images accréditant l'idée d'un événement réellement européen de protestation.

principaux médias, ni pour produire exclusivement des informations autonomes. Il articule processus d'identification et de médiatisation du mouvement précaire, en combinant des tactiques de communication «de guérilla», avec la construction ou le renforcement des relations politiques entre les travailleurs en situation précaire et les activistes, contribuant à donner une image inédite de la précarité et des travailleurs en situation précaire. Ces pratiques médiatiques se développent au sein d'un groupe mouvant d'activistes nommé le Chainworker Crew qui se concentre sur deux axes: d'un côté la communication, de l'autre les travailleurs en situation précaire et la précarité. Ces deux aspects ne sont pas choisis au hasard puisque de nombreuses personnes impliquées dans le Chainworker Crew sont ou ont été employés dans le secteur de la communication et sont ou ont été des travailleurs en situation précaire⁴³.

Le premier *media sociale* que les activistes inventent est San Precario, le saint de tous les travailleurs en situation précaire, né à Milan le 29 février 2004. Cette icône des travailleurs en situation précaire sera largement diffusée dans le milieu des mouvements sociaux ainsi que parmi les gens ordinaires qui ne sont pas directement impliqués dans les luttes politiques contre la précarité. L'année suivante, le Chainworker Crew crée un autre *media sociale* baptisé Serpica Naro. Ce nom, anagramme de San Precario, est donné à un faux créateur de mode anglo-nippon dans le but d'organiser un défilé de mode bien réel pendant la semaine de la mode à Milan à la fin du mois de février 2005⁴⁴. Ces deux exemples topiques de *media sociale* sont utilisés en 2005 et 2006 dans le contexte de l'Euro Mayday Parade. En 2005, s'ajoutent les «Imbattable(s)»: pendant l'Euro Mayday Parade, dix-neuf autocollants stickers, accompagnés de l'album pour les coller, sont distribués aux participants de la Parade. Ils sont définis par les militants politiques comme de «petits bijoux cristallisant des expériences, des capacités et des relations qui trouveront leur expression avant et pendant la Parade Mayday»⁴⁵. On trouve notamment «Theatrix», un sticker représentant les travailleurs en situation précaire employés dans des théâtres. Cette figure est un

43. Le Chainworkers Crew est basé à Milan où il s'est établi en 1999.

44. Des informations détaillées sur le défilé Serpica Naro sont fournies par le Chainworkers Crew sur http://www.serpicanaro.org/serpica_naro_a_metabrand

45. www.chainworkers.org/imbattibili

«technicien superflexible, fait de figures géométriques avec de multiples possibilités d'agencement, vous le mettez où vous voulez et quand vous voulez, vacances et nuits compris, il n'a pas besoin de jours de repos»⁴⁶. Il y a aussi «Superflex» qui expérimente toutes sortes de contrats à durée déterminée et qui développe un type particulier de superpouvoir : «Le stress mène à une mutation plaisante de ses propres molécules, développant les capacités les plus cachées de son cerveau : en fait, il/elle est capable de communiquer mentalement avec tous les Superflex, initiant ainsi une conspiration universelle contre la précarité.»⁴⁷

Par rapport à la constitution d'une identité commune à un mouvement hétérogène, nous noterons que chacun des stickers représente un type particulier de travailleur en situation précaire impliqué dans un combat effectif contre la précarité puisque différents groupes de travailleurs participent à la création de leurs propres stickers. L'album contient les références et adresses permettant de garder contact avec ces groupes de travailleurs en situation précaire. Pendant la manifestation, les liens au sein du mouvement se renforcent dans la mesure où les participants à la parade échangent leurs stickers de sorte à compléter leurs albums. Différents chars les distribuent et les manifestants peuvent établir une interaction de face-à-face sur la base du partage de la problématique de la précarité⁴⁸.

Un pas supplémentaire est franchi en 2006 lorsque l'Euro Mayday Parade est pensé comme un chemin narratif dans lequel quatre piliers se distinguent : les maux, la mobilité, la connaissance et le revenu. Ces quatre thèmes ne sont pas nouveaux au sein de l'Euro Mayday Parade puisqu'ils sont déjà présentés avec l'icône San Precario depuis 2004. Mais dans la dernière édition de l'Euro Mayday Parade, ils servent à développer un autre média social, le «Kit Map». En effet, plusieurs gadgets fabriqués autour d'un des quatre

46. *Ibid.*

47. *Ibid.*

48. Pour en savoir plus sur le processus de construction du «*media sociale*», cf. Marcello Tari et Illaria Vanni, «On the life and deeds of San Precario, Patron Saint of precarious workers and lives», *Fibreculture*, 2005, pour ce qui concerne l'icône San Precario; Illaria Vanni, «How to do things with words and images: Gli Imbattibili», in Matteo Stocchetti, Johanna Sumalia-Sappanen, *Images and Communities*, Helsinki: University of Helsinki Press, 2007. En ce qui concerne les stickers Imbattibili et Serpica Naro, voir Alice Mattoni, «Serpica Naro and the others. The social media experience in the Italian precarious workers struggles», in *Portal*, N° 2, vol. 5, 2008, qui évoque le défilé Serpica Naro et l'élaboration du concept de «*média social*» par le Chainworkers Crew.

sujets mentionnés ci-dessus sont distribués pendant l'Euro May-day Parade. Ils sont constitués d'une série d'informations sur des aspects particuliers de la vie des travailleurs en situation précaire et par des objets concrets. Par exemple, le kit de bonne santé souligne l'absence pour les travailleurs précaires de droits dont les travailleurs conventionnels jouissent normalement, tels que le droit à des congés maladies payés, le droit à un congé en cas de maladie de son enfant. L'accent est mis sur le coût élevé des médicaments et des médecins spécialisés, et le gadget inclut dans le kit de bonne santé une déclaration de pauvreté utile pour bénéficier d'avantages économiques divers. Cette déclaration est évidemment fausse mais utile pour souligner que les conditions de précarité sont souvent synonymes de pauvreté. Le «Kit Map» suit la même logique de distribution et d'échanges que les «Imbattable(s)», différents groupes politiques participant à la création de ces objets de survie qui contiennent des informations sur la condition des travailleurs en situation précaire et des suggestions pour organiser des tactiques de résistance et des luttes politiques: «Le Kit Map contient de l'information au-delà de l'information. En collectant les kits, il est possible, comme par osmose, d'acquérir des notions pour défendre ses droits mais – plus important encore – beaucoup de kits contiennent de petits bijoux de contre-attaque de la précarité. Des expériences, conseils, trucs, actions fortes de personnes qui ont laborieusement réussi à auto-organiser leur propre conflit.»⁴⁹

Pour résumer, les *media sociali* peuvent être analysés comme des types particuliers de processus de publicisation, principalement orientés vers la construction d'une identité collective. Au cours de ces processus, différentes caractéristiques de la vie quotidienne des travailleurs en situation précaire convergent pour être réunies sous les traits d'un acteur social capable d'étendre les luttes contre la précarité dans la société italienne. Le concept de média de masse est ainsi revisité de façon originale: les «Imbattable(s)» et le «Kit Map» ne sont pas des médias de masse au sens strict du terme puisqu'ils sont conçus pour toucher un public relativement restreint pendant un événement protestataire singulier; ils sont profondément ancrés dans un contexte de mobilisation spécifique dans lequel ils révèlent leur potentiel conflictuel et informatif. Néanmoins, ils résultent d'un processus de publicisation de longue

49. www.italy.indymedia.org, 2 mai 2006.

durée au cours duquel les travailleurs en situation précaire et les activistes construisent des outils politiques chargés de sens, de sorte à réaliser ce qui est difficile d'accomplir au sein de l'Euro Mayday Parade. Premièrement, ils participent à la construction d'une représentation commune d'un sujet politique et social actif, extrêmement diversifié, mais qui tente de mener des luttes collectives contre la précarité. Deuxièmement, le développement de ce type de médias contribue à déterminer des objectifs partagés à court terme, permettant aux travailleurs en situation précaire et aux activistes de construire ou de renforcer les relations politiques au sein du groupe mobilisé ou de les élargir vers de nouvelles recrues potentiellement concernées. Ce ne sont donc pas les produits du processus de publicisation qui font prioritairement l'identité du mouvement mais bien le processus lui-même.

CONCLUSION

Les formes variées du processus de publicisation et de médiatisation que nous avons examinées montrent que les activistes politiques impliqués dans l'Euro Mayday Parade investissent dans la sphère publique médiatisée à différents niveaux. L'ensemble de textes, discours et objets médiatiques produits concernent un même mouvement protestataire, mais il se trouve par conséquent représenté sous plusieurs angles par rapport à l'identification des activistes et au cadrage de l'action et des revendications. L'Euro Mayday Parade est un modèle mixte de stratégies et de tactiques orientées vers les médias dans lequel on retrouve les trois principales attitudes qui caractérisent généralement les mouvements sociaux vis-à-vis de ceux-ci : l'abstention, l'adaptation et l'alternative⁵⁰. Un certain degré d'abstention accompagne la création des médias sociaux puisque, pour leurs initiateurs, ils sont censés construire un imaginaire collectif partagé par les travailleurs en situation précaire plutôt que d'être l'objet d'un traitement médiatique. Cependant, les activistes politiques sont aussi au courant des logiques de la production d'informations des médias dominants et ils les utilisent pour obtenir de la visibilité et exprimer leurs revendications, en organisant des conférences de presse et d'autres événements médiatiques ad hoc. C'est un processus

50. Dieter Rucht, *op. cit.*

typique d'adaptation. Enfin, des processus de publicisation alternatifs sont mis en œuvre et produisent une couverture médiatique intensive, interne au mouvement lui-même.

Toutefois, ces processus de publicisation ne sont pas tous également présents au sein de la coalition des mouvements sociaux impliqués dans l'Euro Mayday Parade. Presque tous les groupes d'activistes coopèrent avec les principaux médias, à travers l'organisation de conférences de presse, la distribution de communiqués de presse et de déclarations officielles et en construisant des relations stables avec les journalistes. Cette logique de collaboration peut faire advenir et rendre visible des clivages au sein du mouvement social, car la sphère médiatique proprement dite devient un lieu d'affrontement où les différentes définitions de la précarité et des travailleurs en situation précaire sont en concurrence. L'espace alternatif au sein de la sphère publique médiatisée est également un espace dans lequel différents styles de communication se développent en parallèle, bien qu'un plus petit nombre de groupes d'activistes semble s'engager dans la production d'informations autonomes sur l'Euro Mayday Parade. Cohabitent en particulier Indymedia Italie, un système de publication ouverte dont l'infrastructure technique est menée par de nombreux activistes dans toute l'Italie, et Global Project, un projet conduit par une rédaction décentralisée d'activistes appartenant à la fraction post-autonome de l'ancien réseau Disobbedienti. Troisièmement, nous avons repéré la volonté des militants de créer de nouvelles zones à l'intérieur de la sphère publique médiatisée grâce à l'invention d'un nouvel outil, le «*media sociale*», dont l'objectif politique est la création d'images partagées à propos des travailleurs en situation précaire et de la précarité. Un seul groupe participant au mouvement, les Chainworker Crew, fait usage de ce type particulier de processus de publicisation qui implique une redéfinition implicite de la sphère publique médiatisée dans laquelle les activistes agissent.

La coalition de mouvements sociaux qui participent à l'Euro Mayday Parade a pu jouer sur un répertoire de communication extrêmement riche, en correspondance avec la variété de groupes militants qui soutiennent la manifestation. Bien que la publicisation ait engendré des dynamiques de compétition au sein du mouvement, la conséquence majeure est le déplacement du centre de gravité de la sphère publique médiatisée. En effet, les activistes et

les activistes médiatiques ne se sont pas seulement engagés dans la production d'un discours public sur la précarité, mais grâce à leurs tactiques et stratégies médiatiques, ils ont mis en question la pertinence des médias dominants. De ce point de vue, l'identité individuelle des activistes prenant part à la création et à l'organisation de l'Euro Mayday Parade semble particulièrement déterminante. Les groupes de travailleurs en situation précaire employés dans les secteurs de la communication, tels que la publicité, le journalisme, l'édition, tendent à se focaliser sur la subversion de la sphère publique médiatisée. Précisément, ils ont dû développer professionnellement des compétences de mise en réseaux, un capital relationnel ainsi que des capacités cognitives hautement spécialisées⁵¹ qu'ils utilisent ensuite pour investir la sphère médiatique avec un point de vue radical, autonome et politiquement conflictuel. Ainsi, les types de processus de médiatisation les plus innovants expérimentés au sein de l'Euro Mayday Parade sont à mettre à l'actif des groupes de précaires qui, comme les Chainworker Crew, utilisent leurs connaissances des secteurs de la communication et des médias.

51. Andrea Fumagalli, *Lavoro. Vecchio e nuovo sfruttamento*, Rome: Edizioni Punto Rosso, 2006.

LA BANLIEUE COMME ENJEU DE LUTTE SYMBOLIQUE

UNE VILLE SE MOBILISE POUR RÉHABILITER SON IMAGE MÉDIATIQUE

JULIE SEDEL

Analysant les rapports entre les médias et les mouvements sociaux, Erik Neveu a évoqué la façon dont les journalistes et les groupes mobilisés sont pris dans une course aux armements symboliques où chaque camp doit simultanément prendre acte des anticipations stratégiques de l'autre, rentrer dans une logique du don et du contre-don. Parmi les armes les plus utilisées, «la plus efficace des journalistes, ce d'autant qu'elle est souvent maniée en toute bonne foi dans la méconnaissance des mondes sociaux concernés, reste la capacité d'enfermer les groupes, spécialement les moins riches en ressources, dans des stéréotypes sociaux dévalorisants dont la subversion est particulièrement difficile»¹. Plusieurs travaux ont souligné la place centrale des journalistes dans l'espace public et montré comment l'événement était devenu un enjeu². Aujourd'hui, la quasi-totalité des univers sociaux de la santé à l'école, en passant par les collectivités territoriales et les quartiers d'habitat social ont mis en place des cellules de communication. Parfois créées à la suite d'expériences médiatiques douloureuses, ces structures ont pour objectif de maintenir une certaine définition de la situation. À travers l'étude de conflits entre des élus communistes et des médias, sur le terrain des représentations, cet article montre comment les journalistes de télévision sont devenus des acteurs secondaires dans le processus de médiatisation.

C'est en 1999 qu'un journaliste sportif fut mandaté par la rédaction en chef de l'émission de débats politiques de la première

1. Erik Neveu, «Médias, mouvements sociaux, espaces publics», *Réseaux*, N° 98, 1999, p. 44.

2. Patrick Champagne, «L'événement comme enjeu», *Réseaux*, N° 100, 2000, pp. 403-424; Harvey Molotch, Marilyn Lester, «Informer: une conduite délibérée. De l'usage stratégique des événements», *Réseaux*, N° 75, 1996, pp. 23-41 (*American Sociological Review*, vol. 39, 1974, pour la version originale).

chaîne publique, *Mots Croisés*, pour réaliser un reportage sur les «missions de fidélisation» des CRS mises en place par le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, invité de l'émission. Depuis les années 1990, «l'insécurité», et plus précisément la lutte contre la petite délinquance, sont devenus des thèmes majeurs des débats publics en France. Le reportage fut annoncé par la journaliste politique et animatrice – vedette Arlette Chabot dans des termes alarmistes³. D'une dizaine de minutes, il présentait des CRS en patrouille, la nuit, dans deux quartiers de Gennevilliers⁴. On les voyait contrôler l'identité de jeunes issus de l'immigration, dans la rue, dans des halls d'immeubles, effectuer des fouilles, être apparemment navrés des incidents provoqués par leur présence (jets de yaourt depuis les immeubles), embarquer un jeune dans un fourgon, enfin accourir casqués en direction des pompiers filmés lors d'une intervention au motif non précisé. Ce reportage serait sans doute passé inaperçu s'il n'avait donné lieu à une série d'accidents et de quiproquos. Commandé par la rédaction en chef à un journaliste sportif, ce reportage fut réalisé sous le haut commandement de la police. Arrivés à Gennevilliers, les CRS expliquèrent ainsi aux journalistes avoir été appelés par les pompiers pour assurer leur protection. Ce qui n'était pas le cas, mais les journalistes, pressés, n'ont pas vérifié l'information⁵. Conduits dans la cité du Luth, les journalistes reçurent, comme les CRS, des projectiles jetés des fenêtres des immeubles. Après que les CRS eurent contrôlé l'identité de quelques jeunes et quitté le quartier, le preneur de son fut frappé au visage par des jeunes. Cette séquence d'agression à l'encontre d'un journaliste fit l'objet de contestation de la part de plusieurs personnes. Ainsi, alors que le réalisateur et le caméraman furent accompagnés au commissariat pour porter plainte, un jeune vint leur reprocher de venir «filmer comme dans un zoo» et d'être la «voix de la police», ce que contesta le réalisateur tout en reconnaissant, en privé, avoir participé à une campagne de communication de la police nationale. Sur le plateau, l'animatrice, au nom de la rédaction en chef, dit avoir délibérément «choisi de

3. «Nous étions à Gennevilliers. Je vous le dis tout de suite, volontairement, nous avons choisi de ne pas vous montrer des images très violentes tout simplement parce que l'équipe de France 2 a connu, elle aussi, quelques difficultés. C'est effectivement pas très simple dans ces banlieues chaudes, ni pour les pompiers, ni pour les policiers, ni pour les journalistes.»

4. Les noms de la ville et de ses quartiers sont indiqués à l'écran.

5. En réalité, les pompiers qui interviennent pour une tentative de suicide sont surpris de voir arriver les forces de police, n'ayant pas fait appel à eux.

ne pas montrer des images très violentes» sans préciser qu'elles avaient été provoquées par la présence de journalistes... Le lendemain de la diffusion du reportage, la mairie menaçait de porter plainte contre la chaîne pour «atteinte à l'image de la ville». *Le Monde* joua un rôle important dans la constitution de cette affaire en événement comme l'illustre le fait que *Le Parisien* et *Télérama* (cf. *infra*) lui aient par la suite consacré un article⁶. Puis, les élus portèrent leurs accusations vers la cellule de communication du Ministère de l'intérieur⁷ dont le directeur invoqua, pour sa défense, les délais trop courts l'empêchant d'intervenir sur le déroulement du reportage. Les élus retirèrent finalement leur plainte à la suite d'une discussion avec le Ministère de l'intérieur qui leur conseilla de déplacer la lutte sur le terrain politique.

Pour comprendre cette réaction des élus, il convient de revenir sur un épisode traumatique qui marqua d'une pierre les relations entre cette ville et les journalistes de télévision. La première partie de l'article décrit les conditions de production du reportage, l'écho qu'il reçut dans la presse et auprès des acteurs locaux. La seconde partie analyse les conséquences de ce reportage dans la ville. Outre le fait que le stigmate a constitué une ressource permettant d'obtenir des crédits d'État, il a conforté les élus dans leur décision de se doter d'un acteur symbolique (une cellule de communication) chargé de produire une certaine image de la ville. À travers l'étude de la mise en place de cette fonction, l'article pointe l'un des paradoxes de la médiatisation⁸.

6. Alain Rollat, dans sa chronique intitulée «Une mise en scène» dénonçait «le faux suspense d'Arlette Chabot», la «manipulation», les images d'une «banalité trop affligeante», le tout donnant une impression de «coup tordu» (*Le Monde* du 17 novembre 1999). «Le maire accuse France 3 de «bidonnage» titrait *Le Parisien*, deux jours après (*Le Parisien*, 19 novembre 1999) quand l'hebdomadaire *Télérama* interrogeait: «Mais que font les CRS?» (*Télérama* du 1^{er} décembre 1999, N° 2503).

7. Cette cellule délivre les autorisations de tournage sur tout ce qui concerne le droit à l'image des fonctionnaires de police dans leurs activités.

8. Cette enquête s'appuie sur une quarantaine d'entretiens réalisés auprès des acteurs (journalistes, sources, commentateurs) impliqués dans les reportages étudiés et plus largement, auprès d'agents intéressés (parce qu'y participant) à la construction d'un espace public en banlieue (élus, responsables associatifs, médecins, habitants, travailleurs sociaux...). Elle repose également sur des recherches menées aux archives de la télévision (à l'Institut national de l'audiovisuel), de la presse écrite, et aux archives municipales de la ville (recueil de statistiques, de documents sur la commune et ses quartiers, analyse des bulletins municipaux et des bulletins de quartiers).

UNE HISTOIRE CONFLICTUELLE ENTRE LA VILLE ET LES MÉDIAS D'INFORMATION TÉLÉVISÉS

Située à proximité de la capitale, Gennevilliers constitue depuis l'apparition du reportage télévisé, dans les années 1960, le lieu de production d'un discours journalistique à tonalité misérabiliste sur les classes populaires. Au recensement de 1954, les ouvriers représentaient plus des deux tiers de la population active. Tandis que les « nationaux » obtenaient des qualifications, les étrangers, souvent non qualifiés et essentiellement Algériens et Marocains, représentaient un quart de la population. La plupart d'entre eux étaient logés à l'écart de la population, dans des bidonvilles puis dans des cités de transit avant de rejoindre, avec leurs familles, le parc HLM. En 1960, une équipe de *Cinq Colonnes à la Une*, le premier magazine de reportage télévisé, créé en 1959, par des journalistes de télévision et de presse écrite à grand tirage (Igor Barrère, Pierre Desgraupes, Pierre Dumayet et Pierre Lazareff, directeur de *France-Soir*)⁹ réalisait, à Gennevilliers, un reportage social sur les bidonvilles afin de sensibiliser l'opinion publique aux conditions de logement des travailleurs immigrés¹⁰. Membre de l'équipe de *Cinq colonnes à la Une*, Pierre Desgraupes était alors une référence pour de nombreux journalistes. En 1989, Hervé Chabalier qui a eu l'occasion de travailler à ses côtés, choisit un quartier neuf, le Luth, dans la même ville, pour coréaliser un reportage de 52 minutes, commandé par la chaîne Canal+¹¹. Journaliste producteur, dans la lignée de Pierre Desgraupes, Hervé Chabalier occupe une position élevée dans la hiérarchie journalistique lui permettant de revendiquer une autonomie dans la production de l'information et d'obtenir le soutien financier de la direction des documentaires de la chaîne¹². À travers ce reportage, Hervé Chabalier entend dénoncer la responsabilité des politiques urbaines dans la formation de « ghettos » ethniques et sociaux et mettre un « coup de projecteur sur ce que l'opinion refuse de voir et d'admettre »¹³, selon les propos du directeur des programmes de la chaîne Canal+¹⁴. Avec un jeune coréalisateur, sortant d'école de journalisme (qui assurera, en réalité, l'essentiel des tournages), ils

9. Programmée chaque premier vendredi du mois, sur la première chaîne, l'émission enregistre un taux d'écoute très important (83 % d'audience, en 1961. Elle disparaît, après 103 éditions, peu après les événements de 1968).

10. « Gennevilliers Bidonvilles », *Cinq Colonnes à la Une*, 4 mars 1960.

11. Le reportage est rediffusé dans l'émission de société *La Marche du siècle*, sur FR3, huit mois plus tard.

s'étaient récemment spécialisés dans les « problèmes sociaux émergents »¹⁵ en France, à travers deux reportages: le premier sur l'illettrisme, le second, sur les « sans domiciles fixes » dont la diffusion dans *La Marche du siècle*, a contribué au prestige de l'émission. *Sans domicile fixe* fit l'objet d'un débat consacré aux « nouveaux pauvres », en compagnie de l'Abbé Pierre, figure emblématique du combat contre la pauvreté¹⁶, de deux ministres des Affaires sociales (la socialiste Georgina Dufoix et son prédécesseur sous le gouvernement Chirac, Philippe Seguin), d'un vice-président d'association (Médecins du monde)¹⁷, du sociologue Alain Touraine, ce dernier étant appelé à fournir des grilles de compréhension d'un problème supposé nouveau. Créée en 1987, *La Marche du siècle*¹⁸ voulait « porter à l'écran à une heure de grande écoute, des problèmes de société complexes ou douloureux en prenant le temps de l'observation et de l'analyse », comme l'écrit un critique de télévision à l'occasion de la dernière émission¹⁹. Version moderne d'une série réalisée par Pierre Desgraupes dans les années 1960 intitulée *XX^e siècle*, cette émission propose, en effet, à travers le « problème

12. (Note de la p. 298.) Diplômé du Centre de formation des journalistes à Paris, il commence sa carrière à l'Agence France Presse, en 1969, puis après un passage à RTL (Radio Télévision Luxembourg), rejoint, en 1970, l'équipe de Pierre Desgraupes sur La première chaîne, au service de politique intérieure. Grand reporter au *Nouvel Observateur* (de 1972 à 1977), il conserve ce titre au *Matin de Paris*, le quotidien créé en 1977, par Claude Pédril, pour soutenir Michel Rocard, tout en se spécialisant sur les conflits en Afghanistan, en Amérique du Sud, au Liban. En 1979, il reçoit le prix Albert Londres. En 1981, rédacteur en chef du *Matin Magazine*, il réalise avec Jean-Pierre Moscardo un documentaire *Chartre pour l'enfer* qui reçoit plusieurs prix internationaux. En 1982, un an après l'arrivée de la gauche au gouvernement, il est rédacteur en chef du journal télévisé de 13 heures d'Antenne 2. En 1983, il produit des magazines (*Cartes de presse*, *Dimanche Plus*) ainsi qu'un reportage qu'il réalise avec Jean-Pierre Moscardo, *Soldat de la honte*. En 1985, il est directeur de Sygma Télévision. Il crée, peu de temps après la diffusion de *Banlieue*, l'agence Capa.

13. (Note de la p. 298.) « Un monde dur où des femmes seules ont toutes les peines du monde à élever leurs enfants. Que ce soit aux portes de Paris, à Nice ou à Lyon, le mal existe, alors parlons-en », *Le Parisien*, 8 juin 1989.

14. (Note de la p. 298.) La chaîne sous-traite l'essentiel de ses magazines d'information et d'actualité à l'agence Capa qu'Hervé Chaballier est sur le point de créer, lui apportant cette « touche d'engagement sur les grandes questions politiques et de société qui lui font défaut », selon les auteurs d'un livre sur la chaîne, eux-mêmes journalistes au quotidien *Le Monde* (Jacques Buob, Pascal Mériegeau, *L'aventure vraie de Canal+*, Paris: Fayard, 2001, pp. 109-110).

15. Selon l'expression d'Hervé Chaballier.

16. Le discours radiophonique de l'Abbé Pierre, visant à interpellier les pouvoirs publics sur le problème du logement, à la suite de la mort d'un homme, durant l'hiver 1954, marque le point de départ de la politique de construction des grands ensembles.

17. *La Marche du siècle*, 19 décembre 1988.

18. Diffusée depuis 1987, sur Antenne 2, une fois par mois, elle rejoint, en 1989, FR3 et devient hebdomadaire. En 1990, Jean-Marie Cavada crée la société Théophraste pour produire son émission qu'il présente jusqu'en 1999.

19. Cité par Hervé Brusini, Francis James, « Naissance du magazine de société à la télévision », *Les dossiers de l'audiovisuel*, N° 91, 2000, pp. 42-44.

de société», une «définition plus intellectuelle de l'événement, construite par une élite de journalistes qui a pour effet, prioritairement, d'imposer la définition légitime du journalisme moderne; et, secondairement, de concurrencer les intellectuels sur le commentaire de l'histoire contemporaine», indiquent Hervé Brusini et Francis James²⁰.

Ce modèle de journalisme prône la distance à l'égard de l'événement, de l'actualité, par un nouveau rapport au temps (long), qui lui permet de désigner ce qui vaut d'être retenu comme information, et de se rapprocher des hommes de réflexion tout en se détachant de «la tyrannie de l'événement propre à l'esprit de reportage»²¹. Bien qu'étant réalisé sous la forme d'un reportage, *Banlieue* répond à ce format. Il n'est ni lié à l'actualité, ni à un événement particulier et n'a pas été tourné dans l'urgence. Il semble, par ailleurs, à son insu, s'inspirer de la théorie générale du monde social proposée par le sociologue Alain Touraine. S'inspirant d'une grille de lecture importée des États-Unis²², cette théorie annonce la fin de la classe ouvrière comme acteur de l'histoire, l'apparition de nouveaux mouvements sociaux à revendication identitaire (les femmes, les jeunes, les immigrés), le passage d'une société verticale, caractérisée par des rapports de classe, à une société horizontale, marquée par une séparation entre inclus et exclus.

LES CONDITIONS DE PRODUCTION DU REPORTAGE²³

Outre le fait que Gennevilliers incarne l'archétype de l'ancienne banlieue industrielle ouvrière rouge de la petite couronne, c'est d'abord l'architecture du quartier, emblématique des grands ensembles d'habitats sociaux et sa situation géographique, proche de Paris, qui semblent avoir guidé les journalistes. Dans le projet adressé à la mairie, ces derniers expliquent qu'ils «veulent raconter

20. Hervé Brusini et Francis James analysent l'introduction du problème de société dans l'information comme une sorte de coup de force d'un groupe de journalistes voulant créer son propre type de discours à distance des reporters et «participant désormais pleinement à l'expertise du monde avec les hommes d'étude». Hervé Brusini, Francis James, *op. cit.*, p. 44.

21. Hervé Brusini, Francis James, *op. cit.*, p. 43.

22. Concernant les «émeutes» de Vaulx-en-Velin, suscitées par la mort d'un jeune renversé par une voiture de police, Alain Touraine évoquera un «syndrome américain» (*Le Figaro*, 9 octobre 1990).

23. Je remercie Hervé Chabalier, Gilles de Maistre et toutes les personnes rencontrées à Gennevilliers qui se sont exprimées sur ce reportage et grâce auxquelles j'ai pu retracer les conditions de production de *Banlieue*.

les différents aspects de la vie d'une communauté, montrer la réalité de la vie en banlieue aujourd'hui [...]. Tous les problèmes étant abordés, mais aussi les points positifs et les solutions apportées.» Le tournage est rendu possible en raison d'une convergence d'intérêts, du moins au départ. Les journalistes louent une chambre dans un hôtel situé à proximité du quartier. Ils rencontrent le directeur des centres médico-sociaux de la ville, un ancien journaliste à *La Vie ouvrière*, plusieurs responsables associatifs. Malgré l'insistance de ces informateurs à vouloir présenter des aspects «positifs» du quartier comme l'action associative et militante, les familles «équilibrées» (et non monoparentales), les journalistes se tournent vers d'autres interlocuteurs. Un jeune habitant âgé de 17 ans et déscolarisé leur apparaît ainsi comme une providence. Ce dernier organise avec ses amis des chorégraphies de hip-hop, chaparde dans un supermarché du centre-ville, joue de la musique dans un appartement, manipule une arme. Parallèlement, répondant à la définition du «témoin de bonne moralité»²⁴, le pharmacien du quartier a un poids décisif sur la perception des journalistes, pour qui la drogue devient le problème dominant qui se pose aux habitants de la cité. Au montage, plusieurs situations, personnages et sources d'information sont retenus par les réalisateurs, offrant ainsi une configuration de situations – une famille monoparentale, un couple raciste, des toxicomanes, un homme sans hébergement, des alcooliques... Comme pour le reportage réalisé en 1960, par l'équipe de *Cinq colonnes à la une*, le commentaire de *Banlieue* insiste sur l'étrangeté du lieu, réactivant ce qui semble être devenu une sorte de lieu commun²⁵: «Le Luth, une cité de Gennevilliers, la banlieue Nord, à 12 kilomètres de Paris. À des années-lumière pourtant.»

24. Sur la notion de «témoin de bonne moralité», cf. Fabien Jobard, *Bavures policières? La force publique et ses usages*, Paris: La Découverte, 2002, pp. 156-157.

25. « Ces images lépreuses de bidonville ne sont pas la suite de celles que vous avez vues tout à l'heure à Hong Kong, pour les filmer nous ne sommes pas allés dans quelque banlieue de Marseilles ou d'Alger mais à trois kilomètres à vol d'oiseau de l'arc de Triomphe de l'Étoile, à Gennevilliers. Dans quelques jours, les bulldozers vont raser cette capitale de la misère où trois mille Nord-Africains, Algériens pour la plupart vivent dans des conditions que la vérité de ces images me dispense de commenter. Peut-être faut-il que vous sachiez encore qu'à quelques minutes de chez vous, trois mille autres vivent ainsi dans d'autres bidonvilles.» (Commentaire extrait de *Gennevilliers Bidonvilles*, 4 mars 1960.)

UN DÉSACCORD SUR LE SENS À DONNER AU REPORTAGE ENTRE MÉDIAS NATIONAUX ET ACTEURS LOCAUX

Le film, diffusé sur Canal+ en juin 1989, reçut l'éloge des critiques de télévision de presse écrite: «Gennevilliers, le mal de vivre», «Dans l'univers caché des banlieues populeuses. Au Luth, drogue, chômage, misère et béton» (*Le Parisien*), «Voyage aux frontières de l'enfer» (*Le Figaro TV*), «La cité sans voiles» (*Le Figaro*), «Banlieue: Les secrets d'un reportage inquiétant» (*Télé Loisirs*), «Attention danger» (*Le Monde* des 4 et 5 juin 1989), «Cité Barbare» (*Le Nouvel Observateur*), «Blême le HLM» (*Le Quotidien*), «La banlieue c'est pas loin et pourtant c'est un autre monde [...]. La réalité suffit. Elle est violente» (texte issu d'une publicité figurant dans les pages de *Libération*, 8 juin 1989).

Les journalistes évoquent longuement, dans les colonnes des journaux, les conditions de tournage difficiles qu'ils relient de manière explicite à l'utilisation de caméras d'une part, au trafic de drogue d'autre part²⁶. Après moins d'un mois de repérage, expliquèrent-ils, l'équipe avait été «gagnée par la paranoïa ambiante». La presse écrite relata les témoignages de l'équipe dans une logique de surenchère propre à accentuer le caractère dramatique du reportage.

Ainsi selon *Le Monde*, *Banlieue* est le reportage «le plus difficile qu'Hervé Chabalier ait jamais fait, nous dit-il. Ce grand reporter, habitué à parcourir la planète a eu beaucoup de mal à rencontrer les gens»; Hervé Chabalier témoignait à *L'Express*: «Presque tous ceux qui avaient donné leur accord lors de l'enquête se sont défilés quand ils ont vu l'objectif [...]. C'est la paranoïa collective»; au *Figaro TV*: «Depuis un mois, nous étions quatre, trois enquêteurs et moi-même, à tenter de pénétrer cette cité et nous n'y parvenions pas.» À *Télé Loisirs* qui intitule son article: «Les secrets d'un reportage inquiétant»: «Le Luth, c'est ici?» «C'est le méca (came en verlan) que tu cherches?» Authentique! C'est bien le premier dialogue que nous aurons échangé en débarquant dans cette cité [...]. Quelques heures plus tard, tout le Luth savait qu'une équipe de télévision était dans ses murs. Et nous avons très vite compris que

26. Les difficultés du terrain étaient déjà soulignées par l'équipe de *Cinq Colonnes à la Une*: «Ce que vous allez voir n'est pas un reportage. C'est un document à l'état brut réalisé par J.-C. Bergeret et une équipe de *Cinq Colonnes à la Une*, dans des conditions qui ne sont pas celles d'un tournage normal. Partout où nous sommes allés, nous n'avons rencontré que silence et méfiance. Les hommes qui vivent dans ces conditions n'aiment pas que des étrangers viennent ouvrir leurs plaies et leur cœur avec la foi et l'impassibilité d'un bistouri. [...] Les premiers jours, les enfants eux-mêmes se méfiaient de nous.»

le tournage n'allait pas être simple [...]. Pour essayer de filmer la vie quotidienne de ses habitants [...]. Il a fallu déployer une incroyable énergie, où alternait séduction, persuasion ou colère.»

À l'inverse, le reportage suscita une forte émotion de la part des associations d'habitants. Une pétition d'un peu plus de quatre-vingts signatures fut envoyée à la chaîne Canal+, au nom des habitants du Luth et de l'ensemble des Gennevillois. Le maire organisa, dans le quartier, une projection privée avec les associations ainsi qu'une conférence de presse intitulée : « Le Luth, parlons-en » que seuls *Le Monde* et *L'Humanité* relatèrent dans leurs colonnes²⁷. Il invita les habitants et les responsables associatifs à s'exprimer dans les journaux locaux ; il s'inspira de tactiques similaires aux réalisateurs de *Banlieue* en mettant en scène, à travers leurs témoignages, une certaine image sociale de la banlieue. Une retraitée évoque la solitude et l'insécurité, le vice-président de l'association de parents d'élèves du collège du Luth reproche aux journalistes de ne pas avoir filmé le « collègue qui fonctionne bien ». Le responsable d'une association de lutte contre l'alcoolisme dénonce le « gros trait de la caricature ». Un animateur du club de jeunes critique l'absence de cette structure d'encadrement de la jeunesse, dans le reportage qui présente les jeunes comme des « délinquants »...

L'affaire se clôt sur l'invitation du maire communiste à participer à l'émission *La Marche du siècle* (France 3), en février 1990, à l'occasion de la rediffusion du reportage. L'émission qui porte sur « les banlieues » reçoit le premier ministre socialiste, Michel Rocard, quelques jours avant la remise au gouvernement d'un livre blanc sur l'aménagement de l'Île-de-France. Elle permet à son animateur-producteur de faire apparaître la télévision comme le lieu du débat démocratique, en donnant à la fois la parole aux anonymes²⁸ (comme il l'expliquera, dans une interview accordée à un magazine écrit consacré à la télévision, au sujet de « Karim, un beur de 18 ans [qui] appartenait à ce monde des sans-paroles »²⁹).

27. « Le maire de Gennevilliers accuse » (*Le Monde*, 18-19 juin 1989), « Colère à Gennevilliers » (*L'Humanité*, 18-19 juin 1989).

28. Sur ce point, voir la contribution de Pierre Lefebvre, « Faire « citoyen anonyme » dans les débats télévisés. Analyse de l'identité discursive comme facteur d'élargissement de l'espace public », publié dans cet ouvrage.

29. Dans cet article, il explique avoir souhaité continuer « dans la lignée de *Sans domicile fixe* » réalisé par la même équipe. Il souligne que le jeune qui a été embauché dans l'agence d'images Capa, est devenu « l'homme de confiance » de l'équipe : « Lorsque Gilles de Maistre a rencontré ce garçon d'une famille de sept enfants, il « galérait » en vase clos », résume le journaliste qui rapport les propos suivants de Karim : « J'ai appris à vivre sans argent, à me débrouiller. Je suis blindé. »

Reconnaissant, par sa présence, la légitimité du média télévisé comme lieu de la représentation, le maire de Gennevilliers se saisit de l'émission pour dénoncer le reportage et apparaître, face aux téléspectateurs, comme le défenseur de l'image des banlieues, en général. Dénonçant le « parti pris systématique d'images chocs », la « recherche du sensationnel », « l'accumulation de cas très particuliers, voire marginaux », les commentaires de presse, le maire en appelle au bon sens moral et critique des téléspectateurs³⁰. Il rétablit sa vérité sur la ville, invitant l'État à « agir sur les conditions de l'aggravation du chômage », à « défaire ce qu'il a fait » en « déghettoisant », sur le plan urbain et sur le plan social³¹.

LES FACTEURS D'UNE RÉACTION DE COLÈRE ET LES RETOMBÉES DU SCANDALE DANS LA VILLE

C'est la première fois qu'un reportage d'une telle ampleur est réalisé dans la ville. Subitement, les problèmes vécus sur un mode individuel se trouvent exposés au regard de millions de téléspectateurs, dit cet ancien journaliste localier :

« Ben vous savez, moi je crois que tout le monde est conscient d'un certain nombre de problèmes et quand on vous les présente à une heure de grande écoute, dans une émission, que ça vous pète à la gueule, vous m'excuserez du terme, il y a une sorte d'électrochoc. »³²

Les habitants de la cité ne sont plus associés à un collectif idéologique, mais à « une classe dont l'unité n'est fondée que sur une caractéristique purement passive, à savoir le fait que la société agit en sa faveur et traite avec elle d'une manière particulière »³³. « On

30. « Le film commence par ceci : « Nous sommes à des années-lumière de Paris. » Un commentateur dit : « cité barbare », un autre : « voyage aux portes de l'enfer ». Et le réalisateur du film déclare : « Alors tous drogués ? Tous pourris au Luth ? Non, il y a aussi des alcooliques ».

31. Il rappelle également la suppression de postes d'enseignants dans les écoles et la décision du Ministère de l'intérieur de ne pas accorder à la ville davantage de gardes urbains.

32. Entretien réalisé avec un ancien journaliste localier, mai 2000.

33. Georg Simmel, *The poor. On individuality and social forms*, Chicago : University of Chicago Press, 1971, p. 172. Étudiant l'apparition de la catégorie « exclusion », au début des années 1990, dans la presse écrite française, Gérard Lafarge écrit que cette thématique dont s'emparent les journalistes « présente un caractère très consensuel et participe à la condamnation généralisée des problématiques considérées aujourd'hui comme dépassées, celles qui se réfèrent aux rapports de classe ou de domination ». Gérard Lafarge, « Presse et « exclusion » : l'émergence d'une nouvelle catégorie journalistique », *Sociétés et Représentations*, 1997, p. 161.

nous a fait passer pour des clochards», «des gens sans volonté» disent les spécialistes en «façades verbales» de la cité, qui expliquent que le jeune guide, sélectionné par les journalistes, a, par la suite, été contraint de quitter le quartier³⁴. Dix ans plus tard, une élue, habitante du Luth expliquait que si elle avait rencontré les journalistes, elle leur aurait «parlé politiquement» et insistait sur la nécessité d'avoir «un regard intérieur», sur le quartier³⁵.

On ne peut toutefois comprendre la vision journalistique produite de la cité, sans retracer les évolutions tant sur le plan économique, démographiques, sociales que politiques enregistrées dans le quartier. Construit entre 1968 et 1980, ce grand ensemble de 10 000 habitants³⁶, composé de six immeubles en forme de barres, longs de 400 mètres, de neuf tours, d'une dizaine d'étages, d'espaces verts, d'un parc de stationnement, d'un centre commercial, symbolise, à sa naissance, l'accès des classes populaires à la modernité (confort dans les appartements, parking en pied d'immeubles) et incarne l'idéal de mixité sociale. Mais, dans les années 1980, une partie des cadres moyens³⁷ et des militants communistes qui s'y étaient installés quittent les lieux, entraînant un relâchement du contrôle social favorisant la commercialisation de l'héroïne. Dès janvier 1987, un rapport sur la situation du quartier du Luth, présenté au bureau de section du Parti communiste, conclut ainsi à une «situation extrêmement préoccupante, tant au niveau social qu'au niveau politique et électoral. À la toxicomanie, l'échec scolaire, la jeunesse de la population, insécurité, s'ajoute le succès du FN et l'abstention dans certains bureaux de vote, la diminution du nombre d'adhérents au Parti (108 en 1986 contre 131 deux ans plus tôt), la faiblesse des ventes de l'*Humanité*...»³⁸

LA CRÉATION D'UNE «DIRECTION DE LA COMMUNICATION»

Les élus, prenant conscience de l'importance de l'image publique de la ville, décident la création d'une «direction de la communication»

34. «Pour pouvoir s'identifier au groupe et dire «je suis le groupe», «je suis, donc le groupe est», le mandataire doit en quelque sorte s'annuler dans le groupe, faire don de sa personne au groupe, clamer et proclamer: «Je n'existe que par le groupe», Pierre Bourdieu, «La délégation et le fétichisme politique», *Langage et pouvoir symbolique*, Paris: Seuil, 2001, p. 265.

35. Entretien avec une adjointe au maire, 2000.

36. 10 500 habitants vivent au Luth, selon le recensement réalisé par l'INSEE, en 1990.

37. La catégorie comprend des «cadres, ingénieurs, techniciens, fonctionnaires Catégorie B».

38. Document cité par Émilie Biland, *Politiques des quartiers. Communisme municipal et démocratie participative en banlieue parisienne*, mémoire de DEA, EHESS, 2004, p. 26.

et le recrutement d'une personne extérieure à l'administration municipale³⁹.

«Le reportage de 1989, c'est exactement la période où j'arrivais. Il y avait eu un reportage, c'était un truc qui était bidonné, c'était au moment où il fallait faire du sensationnel sur les banlieues, comme pour le reportage bidonné sur les lancers de frigidaires.»⁴⁰

L'un des enjeux de la communication tient au fait que la production d'une bonne image de la ville apparaît nécessaire par rapport à cet autre objectif qui consiste à attirer des entreprises et leurs salariés :

«Notre préoccupation, c'est d'arrêter les déséquilibres sociologiques, notamment la tendance au départ des catégories moyennes. L'objectif, c'est de garder les familles moyennes, voire d'accueillir de nouveaux salariés alors que par ailleurs, le patrimoine social des SA privées continue d'accueillir sans discernement des populations marginalisées, précarisées ce qui fait qu'on doit agir continuellement contre la constitution d'immeubles ghettos. On est une ville solidaire, qui accueille sans discrimination mais on refuse de devenir un ghetto social et racial avec tous les problèmes que ça pose.»⁴¹

La mairie commence par développer des relations plus professionnelles avec les médias, sous la forme de revues de presse, de communiqués. Puis, progressivement, le service Communication devient un secteur clé au sein de l'administration municipale en même temps qu'il se professionnalise, avec l'arrivée, à la fin des années 1990, d'un authentique journaliste à sa tête (il travaillait dans une radio communiste). Dix ans après sa mise en place, la direction de la communication constitue un passage obligé pour toute personne extérieure souhaitant travailler sur le territoire communal. De grands panneaux d'affichages implantés sur l'avenue

39. Avant la création d'une direction, il existait une personne chargée de l'information, sans que sa fonction ne soit bien définie. Pour une analyse de la mise en place du DSQ et du volet communication, voir Olivier Roubieu, «Le journalisme et le pouvoir local», *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 101-102, 1994, pp. 85-87.

40. Entretien avec le premier directeur de la communication, réalisé en 2005.

41. Entretien avec le secrétaire général adjoint, réalisé en 2000.

principale annonçaient les événements organisés par la ville, des exemplaires du magazine municipal étaient disposés à l'attention des visiteurs dans le hall de la mairie, tandis qu'au pied des ascenseurs, un poste de télévision retransmettait les tournois sportifs, les fêtes des associations, émissions réalisées par le service vidéo municipal.

Les commémorations, nombreuses, sont destinées à renforcer le sentiment d'appartenance au groupe. La société d'histoire locale de Gennevilliers dont les membres, enseignants pour la plupart, sont proches de la Municipalité, se charge de produire ce récit. Indépendance de l'Algérie, mai 1968, Chausson 1975, figurent parmi les grands combats de la ville, présentée comme une « terre d'accueil », « toujours solidaire des exilés comme des immigrés » (un encadré rappelle les différentes vagues d'immigration – provinciaux, puis ouvriers d'Europe, d'Afrique, du Maroc et d'Algérie – au cours du XIX^e siècle)⁴². Cette dialectique alliant symboles du passé – vecteur d'« authenticité » – et « modernisme », comme composante, depuis les années 1980, de l'imaginaire des sociétés occidentales, a déjà été soulignée⁴³. C'est sans doute le numéro de *Gennevilliers Magazine* de janvier 2000 qui exprime le mieux cette politique d'image de la ville « moderne »⁴⁴. La reconstruction du lycée, l'implantation d'une IUT, dotée de trois filières (science et génie des matériaux, services et réseaux de communication, biochimie et environnement), l'extension du métro jusqu'au Port de Gennevilliers, le Luth « désenclavé », la « coulée verte », la multiplication de programmes d'accession à la propriété, de nouveaux emplois au port sont ainsi censés faire de la ville un « carrefour de communication entre Paris, La Défense, Roissy, et une zone à fort potentiel de développement »⁴⁵. Le maire fait l'apologie de la « mixité sociale » contribuant, selon lui, à « l'équilibre d'une commune et sa cohésion », seule réponse possible pour contrer « l'apartheid social ». Le vocabulaire employé semble attester du poids des acteurs de l'entreprise parmi les « cibles » visées par la communication. Il est

42. « Gennevilliers: les combats des années 1960-1980 », *Gennevilliers Magazine*, N° 88, octobre 1999.

43. Julie Sedel, « La production d'une identité régionale: le cas de la Franche Comté », in Jean-Pierre Warnier, Céline Rosselin (dir.), *Authentifier la marchandise, anthropologie critique de la quête d'authenticité*, Paris: L'Harmattan, 1996; Jean-Pierre Warnier (dir.), *Le paradoxe de la marchandise authentique*, Paris: L'Harmattan, 1994.

44. Ce numéro figurait par ailleurs dans le dossier de presse constitué à l'occasion de la visite du premier ministre, Lionel Jospin, le 14 janvier 2000, à Gennevilliers.

45. *Gennevilliers Magazine*, N° 91, janvier 2000.

question de dynamisme, d'avenir, de modernité, de réussite, le dernier terme étant devenu une constante au regard des différents numéros du magazine: «Conversion réussie» (au sujet d'un article sur le passage à l'euro dans les services municipaux), «Réussir aujourd'hui et demain (au sujet des diplômés)», «Réussir notre mutation», comme le titre l'éditorial du maire...⁴⁶

L'information sur la ville est relayée et coproduite en partie par le tissu associatif local. Ce salarié d'une association pour l'insertion des jeunes se souvient de la réaction indignée de son directeur à la suite de la publication de propos qu'il avait tenus la veille à un journaliste du *Parisien*. Dans cet entretien téléphonique, il expliquait que certains jeunes changeaient leur adresse, sur leur CV, afin de contrer l'effet «cité»:

«Moi j'arrivais, je réponds au téléphone, le soir à 6 heures: c'est *Le Parisien*, «Voilà on fait une enquête sur la discrimination des jeunes». Voilà, j'avais dit deux, trois trucs et puis c'est vrai qu'après le directeur m'a dit: «Fais gaffe» [...]. En plus ils avaient remis ça, c'était dans *Le Parisien* le lendemain.»

Inversement, le service communication pouvait demander à la même association d'organiser un casting des jeunes reçus dans ses locaux, à l'occasion de la visite d'un homme politique:

«Par exemple, on va appeler la mission locale, le service com. va dire: trouvez-moi deux jeunes. L'autre fois, quand le premier ministre est venu, je lui ai trouvé deux jeunes. Ils sont venus parler. [...] Ben on m'a dit: «Faut qu'ils soient à peu près, ni trop bien, ni trop mal, qu'ils savent s'exprimer un petit peu». [...] Je l'ai briefé: «Bon alors t'as fait quoi? Raconte un petit peu, ben tu présentes ça comme ça, machin, bidule, bon, voilà.»⁴⁷

Mais, tout se passe comme si la politique de valorisation du territoire communal produisait simultanément une catégorie contrevenant à l'image «positive» que la commune souhaite produire. De même, en devenant incontournable, dans la ville, la communication relègue aux marges les entrepreneurs de réalités

46. *Gennevilliers Magazine*, N° 111, janvier 2002.

47. Entretien avec un conseiller en insertion à la mission locale, réalisé en 2000.

concurrents. L'investissement dans la communication, outre qu'il répond à des logiques économiques, s'explique aussi par l'élévation du recrutement social des cadres municipaux qui s'éloignent, dans le même temps, de la « base », les réseaux militants sur lesquels le Parti pouvait s'appuyer s'étant progressivement disloqués. En même temps, il atteste de la participation croissante à une *illusio* partagée entre cadres municipaux et journalistes autour de l'image comme enjeu, comme l'illustre la réaction des élus au reportage réalisé en 1999, sur les CRS dans la ville, qui répond davantage à une logique de « coup médiatique » qu'à une stratégie politique réglée. Cette croyance en l'image s'appuie sur des éléments tangibles : les attaques symboliques entachent la réputation des lieux, produisent une dévalorisation de la valeur des immeubles, une fuite des élèves vers d'autres établissements, pénalisent les habitants dans leurs relations avec les employeurs ou, pour les jeunes, avec les forces de l'ordre.

TRANSFORMATION DU STIGMATE EN RESSOURCE ET LUTTE CONTRE LA DISQUALIFICATION DES LIEUX

Après le passage télévisé du maire à la *Marche du siècle*, les élus obtiennent l'inscription du Luth sur la liste des quartiers nécessitant des investissements importants, une demande qu'ils auraient pourtant formulée à plusieurs reprises sans résultats⁴⁸. Les crédits d'État, alloués dans le cadre de la Politique de la ville, permettent à la Municipalité de financer des structures nouvelles d'encadrement des classes populaires. Au début des années 1990, plusieurs associations sont ainsi créées. Certaines sont chargées de l'« insertion professionnelle » (la Boutique Infos Jeunes), de la propreté (la Régie de quartier), de loisirs (le Café-musique). D'autres associations sont plus centrées sur la formation et l'aide juridique et sociale à l'attention des personnes issues de l'immigration (l'Atelier pédagogique personnalisé, l'ASSFAM, les Femmes-Relais). Elles s'ajoutent à des structures déjà existantes (comme le club du Luth, pour les jeunes de moins de 25 ans), dont elles entraînent une redéfinition des fonctions⁴⁹. Un

48. Olivier Roubieu, *Les conditions pratiques d'élaboration et de mise en œuvre d'une politique publique: Le cas de la politique de développement social urbain de la ville de Gennevilliers*, mémoire de DEA, Université Paris 1, 1992.

49. Olivier Masclat interprète ces dispositifs comme une « reconquête » du quartier par la Municipalité, in *Rénovation urbaine et immigration: une intégration sous contrôle. Enquête sociologique dans une ville de la banlieue parisienne*, thèse de doctorat en sociologie, EHESS, 2001, pp. 209-228.

grand nombre d'opérations de communication sont organisées au Luth. Un concours d'architectes est lancé. Des ateliers sont organisés par le chef de projet de l'antenne et des urbanistes, où des habitants sont invités à réfléchir au quartier de leur «rêve». Des micro-trottoirs de sept minutes coréalisés par une agence de communication travaillant avec des élus communistes (son auteur entra ensuite comme journaliste à *Libération*) et le responsable du service vidéo de la mairie, auprès de travailleurs sociaux, commerçants, enseignants, etc., sont projetés dans les entrées d'immeubles.

D'autres techniques de marketing sont utilisées, comme la création d'une boîte à idées, par exemple, ou encore la publication d'un journal mensuel, *Le Journal du Luth*, succédant au bulletin municipal de quartier, créé dans les années 1970, et réalisé par la même agence de communication. L'ensemble de ce dispositif vise à attester de la participation des habitants du quartier au projet de rénovation urbaine. Afin d'accompagner ces transformations, une structure nouvelle est mise en place: «l'antenne de développement social et urbain» qui, derrière ses cloisons transparentes, a pour mission de faire participer les habitants à la vie du quartier, en organisant des activités (comme l'atelier couture), des réunions, en incitant les habitants à monter des projets associatifs. À travers l'organisation d'événements comme la fête annuelle de quartier, elle veille à produire une image «positive» des lieux. Cela passe par un contrôle plus soutenu des journalistes sur le territoire⁵⁰ comme l'illustre le fait que certains salariés de l'Antenne et habitants du quartier soient chargés de trier, parmi les jeunes de leur entourage, ceux qui seront habilités à parler aux médias:

«Il y a un conseil de l'ordre au Luth. Chacun a sa place [...]. On va pas demander à un modèle 65, un siphonné de base qui fume du shit toute la journée de venir faire Verlaine. *Qu'il règle d'abord ses problèmes*, après il parle pour tout le monde. Maintenant, ça peut paraître bizarre mais c'est comme ça. Je me suis fait assez *arnaquer par les médias* pour laisser, excuse-moi du terme, des trous du c... parler pour tout le monde, ils ont rien dans le crâne. T'as deux façons de faire voir un quartier. Tu prends des gens, entre guillemets «sensés» qui te parlent des choses bien, des choses

50. Un journaliste de *L'Humanité* souhaitant enquêter sur la drogue était invité par le directeur du club de prévention à s'adresser au chef de projet de l'Antenne.

pas bien, sans occulter les mauvaises choses mais qui sont liées à un certain nombre de choses. Il y a les tenants et les aboutissants. OK, on est crédible. Je te prends des pitbulls humains: «Ouah, ouah», et je fais une belle émission. Je prends un trou du c... avec une casquette qui dit tout n'importe quoi: «Fuck la police» [...] Ça c'est très simple. Mais sur ce quartier-là, celui qui se permet de dire ça, il prend ses responsabilités.»⁵¹

CONCLUSION

Cette étude de cas a mis en évidence le paradoxe selon lequel plus un domaine est médiatisé, moins les journalistes sont les producteurs réels de l'information. La définition de la banlieue contenue dans le reportage de 1989 s'est construite dans un rapport particulier des journalistes au terrain que les élus n'ont pas cherché à contrôler. Le résultat de ce travail, largement critiqué localement, a accéléré la mise en place d'une politique de communication dans la ville et le grand ensemble dont le volet défensif visait à empêcher qu'une autre attaque symbolique de cette ampleur ne survienne. Mais, dix ans plus tard, les séquences diffusées dans *Mots Croisés* provoquent un nouveau scandale. Le fait que ce dernier ait été géré par le directeur de communication (et non plus par les militants, les responsables associatifs et les habitants du quartier) illustre la façon dont les univers sociaux, en se protégeant de la médiatisation, renforcent, paradoxalement, les liens d'interdépendance avec certains sous-espaces de la presse⁵². La presse écrite d'information politique et générale, par exemple, dans la lutte pour la définition de la bonne information, a trouvé dans la critique du journalisme de télévision, une alliée, comme l'illustre le fait que *Le Monde* ait pris position pour les élus de Gennevilliers dans le conflit qui les oppose à la chaîne France 2. Or, ce travail d'entretien du capital symbolique contribue à opérer un effet de fermeture du champ de la représentation (ici du champ politique local), les élus étant plus attentifs à leur image qu'aux demandes des administrés (en particulier lorsque ces derniers appartiennent aux fractions les plus dominées des milieux populaires et qu'ils ne votent pas).

51. Entretien avec un salarié sur Plan d'insertion par l'économie.

52. Philippe Ponet, «La guerre des mondes: de quelques rapports entre univers sociaux différenciés. Le cas des «palmarès des hôpitaux», *Politix*, N° 72, 2005, pp. 125-154.

AUTOUR DES CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES DES MILITANTS

ALEXANDRE LAMBELET

«Vous n'avez jamais vu un crucifix avec un Jésus qui n'était pas presque nu. Vous n'avez jamais vu un Jésus gras. Ou un Jésus poilu. Tous les crucifix que vous avez vus, le Jésus en question, il aurait pu tout aussi bien se montrer torse nu et faire de la pub pour des jeans de grande marque ou une eau de toilette de renom.»¹

«Dans cette société [la Grèce antique], il n'était guère possible à un homme au corps faible ou difforme d'atteindre ou de conserver une position sociale ou un pouvoir politique importants; la force physique, la beauté physique, l'équilibre et l'endurance jouaient dans la société grecque un rôle beaucoup plus grand [...]. Des hommes qui de nos jours sont célèbres surtout par leurs réalisations intellectuelles étaient également réputés à leur époque pour leurs exploits de guerrier et d'athlète. Éschyle, Socrate et Démosthène passèrent par la dure école du combat d'hoplite; Platon a à son actif des victoires dans plusieurs jeux athlétiques.»²

L'analyse de l'engagement militant, en termes de «carrières militantes», occupe aujourd'hui une place importante dans le cadre de la sociologie politique³. À travers l'analyse de «parcours de vie», elle rend compte, par la mise en évidence d'une suite de transitions biographiques, des univers des possibles ou des pensables des individus engagés et donc de leurs choix selon leur socialisation, mais aussi suivant la structuration du champ militant en différents temps.

1. Chuck Palahniuk, *Survivant*, Paris: Gallimard, 2001, pp. 189-190.

2. Norbert Elias, «Sport et violence», *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 6, 1976, pp. 10-12.

3. Cet article a bénéficié de la relecture attentive et des conseils avisés d'Olivier Fillieule, Muriel Surdez et de Michaël Voegtli. Qu'ils en soient ici remerciés.

Nous voudrions questionner ici ce qui apparaît être un « point aveugle » ou plus encore une « pudeur » de cette approche (et de la sociologie politique de manière plus générale) : l'appréciation, par chacun, de ses caractéristiques physiques et de celles d'autrui. En effet, si, pour caricaturer le modèle classique de l'analyse en termes de « carrière », la socialisation politique, la formation scolaire et les expériences affectives sont autant de dimensions à analyser pour mettre au jour les articulations et les choix dans la carrière militante, il nous semble que la perception par chacun de son « apparence » doit constituer un élément non moins négligeable pour comprendre ce qui peut encourager (ou au contraire freiner) quelqu'un à s'engager. Si l'engagement politique est souvent considéré comme le fruit d'une compétence politique ou d'un sentiment de légitimité, nous pouvons faire l'hypothèse que l'identité corporelle (en tant qu'identification par soi-même et catégorisation par autrui⁴), positive ou négative, doit aussi intervenir dans la compréhension de l'engagement associatif ou militant.

Cette contribution propose alors quelques jalons pour une analyse des effets sociaux de la perception de soi et d'autrui dans la possibilité d'un engagement militant. Après un rapide rappel des principaux apports de l'analyse des carrières militantes, nous nous interrogerons sur son relatif silence quant aux caractéristiques physiques des militants. Nous discuterons alors l'importance de ces caractéristiques à travers deux axes : d'une part à travers la signification qu'elles ont pour autrui, la manière dont le militant va être jugé ou catégorisé, et d'autre part pour le militant lui-même, comment l'appréhension de son corps va en partie déterminer son sentiment de légitimité à s'engager et les « lieux » de ses engagements. En conclusion, nous réfléchirons à la manière dont l'analyse des carrières peut tirer profit de tels questionnements et les opérationnaliser.

DES CORPS ABSENTS

La notion de « carrière » trouve sa première expression dans les études des professions réalisées par Hughes ; elle doit permettre de rendre compte de l'articulation d'une succession de changements objectifs de positions et d'une série de remaniements subjectifs

4. Nous reprenons cette distinction à Richard Jenkins, « Categorization: Identity, Social Process and Epistemology », *Current Sociology*, N° 48, vol. 3, 2000, pp. 7-25.

auxquels sont confrontés ou que réalisent des individus dans leur parcours professionnel. Faisant sortir cette notion du seul cadre professionnel, Becker en propose un modèle opératoire: «Dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa dimension subjective, une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques, ainsi que tout ce qui lui arrive.»⁵

Dans l'analyse des mouvements sociaux, la notion de «carrière» doit permettre d'appréhender les logiques de l'engagement partisan ou militant et la possibilité d'accession aux postes à responsabilité, en concentrant son observation sur les agents sociaux avec l'idée que «l'organisation, au moment où l'on observe, n'est donc rien d'autre que le résultat d'un équilibre ponctuel résultant de la coexistence d'individus dont la présence n'est redevable ni des mêmes déterminants individuels ni des mêmes contextes»⁶. L'engagement militant est alors compris comme activité sociale individuelle et dynamique et les récits de vie deviennent le matériau privilégié pour «comprendre comment, à chaque étape de la biographie, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, restituant ainsi les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie»⁷. Différentes dimensions sociales de la vie des militants sont donc interrogées, l'idée étant bien de «reconstruire le déroulement et l'intrication de plusieurs niveaux d'expérience vécus dans plusieurs sous-mondes sociaux»⁸ et de mettre au jour les sens que revêt pour les individus leur engagement.

Les apports de cette méthode d'analyse ne sont aujourd'hui plus à démontrer. Cette approche permet en effet d'appréhender, avec des résultats convainquants, des questions telles que celles de l'engagement, de la défection, des formes de militantisme, ou

5. Howard Becker, *Outsiders*, Paris: Métailié, 1985, p. 126.

6. Olivier Fillieule, Nonna Mayer, «Introduction: devenirs militants», *Revue française de science politique*, vol. 51, N° 1-2, 2001, pp. 19-25, p. 21 en particulier.

7. Olivier Fillieule, «Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel», *Revue française de science politique*, vol. 51, N° 1-2, 2001, pp. 199-215, p. 201 en particulier.

8. Olivier Fillieule, «Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel», *art. cit.*, p. 207.

encore de la rétraction ou de l'extension des engagements. Mais est-ce le fruit d'une trop grande routinisation, la question des sous-mondes sociaux dont il s'agit de questionner la « carrière » semble aujourd'hui peu ou pas discutée. Les chercheuses et chercheurs usant de ce type d'analyse questionnent sans cesse les mêmes dimensions : la carrière militante (présente et passée) proprement dite (y compris la politisation), la carrière professionnelle, la carrière affective, et lorsque le militantisme concerne un handicap ou une maladie, la carrière dans la maladie (sida, surdité, etc.). Si Becker, définissant l'idée-force de l'analyse des carrières, parlait de la « diversité des caractéristiques » à prendre en compte, celles-ci se réduisent trop souvent aujourd'hui aux mêmes dimensions (militance, relations affectives et familiales, profession, maladie) toujours convoquées.

Du corps, c'est-à-dire des caractéristiques physiques des membres et de leur perception par les acteurs, l'analyse des carrières – et des mouvements sociaux de manière générale – parle peu. Dans l'étude sur les membres d'associations de malades, ce ne sont pas des caractéristiques physiques des membres dont les politistes parlent, mais bien de leur parcours dans la maladie et du sens qu'ils en donnent⁹ ; dans les études sur les manifestants et pour les quelques articles mentionnant explicitement le corps, cet intérêt se concentre sur sa visibilisation, sur sa mise en jeu, mais toujours de manière collective¹⁰ : c'est la question de l'engagement physique dans des rapports de force politique tels que la manifestation et son progressif abandon ; c'est l'« incarnation » de la revendication et la prise de risque corporel¹¹ ; c'est l'aspect esthétique de la protestation ou le recours à des performances artistiques (parfois sous la forme de *body art*) comme modes d'expression¹². Mais des caractéristiques physiques des membres en tant qu'individus, de leur

9. Christophe Broqua, *Agir pour ne pas mourir ! Act Up, les homosexuels et le sida*, Paris : Presses de Sciences Po, 2006.

10. Victoire Patouillard, « Une colère politique. L'usage du corps dans une situation exceptionnelle : le zap d'act-up Paris », *Sociétés contemporaines*, N  31, 1998, pp. 15-36 ; Johanna Siméant, « L'efficacité des corps souffrants : le recours aux grèves de la faim en France », *Sociétés contemporaines*, N  31, 1998, pp. 59-85 ; Emmanuel Soutrenon, « Le corps manifestant : entre expression et revendication », *Sociétés contemporaines*, N  31, 1998, pp. 39-58.

11. Patrick Champagne, « Le manifestation : la production de l'événement politique », *Actes de la recherche en science sociale*, N  52-53, 1984, pp. 18-41 ; Isabelle Sommier, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes : PUR, 1998 ; Olivier Fillieule, Donatella Della Porta (dir.), *Police et manifestants : maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris : Presses de Sciences Po, 2006.

12. Justyne Balasinski, Lilian Mathieu (dir.), *Art et contestation*, Rennes : PUR, 2006.

perception par les acteurs concernés, de leur évolution dans le temps et selon les contextes, il n'y a, à notre connaissance, pas de trace. Quand bien même la question des styles vestimentaires peut parfois émerger, le corps et son importance sociale semblent n'apparaître que si malade, dégradé (on peut penser aux chômeurs, aux SDF ou aux « mal logés ») ou handicapé. On notera toutefois qu'un champ particulier de la sociologie, à savoir les *études genre* s'est largement intéressé à l'importance d'une caractéristique physique dans l'engagement militant¹³ et dans la vie sociale de manière plus générale. Mais là encore, il nous semble que ce sont les rapports sociaux de sexe qui sont seuls interrogés, laissant de côté toutes les autres caractéristiques physiques et les différences interindividuelles au sein des individus d'un même sexe.

Pourtant le corps est aujourd'hui omniprésent dans la vie quotidienne et les pratiques sociales. Que ce soit dans la presse (féminine ou masculine), dans l'importance des soins du corps, ou dans l'émergence de nouvelles techniques d'entretiens et de perfectionnement corporels (body-building, fitness, régimes alimentaires, chirurgie esthétique), le corps est partout et fait sens; les caractéristiques physiques sont l'enjeu d'un travail de tous les instants. C'est que le corps, comme le dit Baudrillard¹⁴, est investi pour signifier autre chose que lui-même, pour faire valoir certaines marques de statut social tels la jeunesse, la beauté, la richesse, le prestige. On peut aussi le considérer en tant que capital susceptible d'être rentabilisé, comme un moyen d'échange en vue de l'obtention de profits divers (économiques, sexuels). Dans les deux cas, le corps est paré des signes de la consommation. Pour reprendre une question de Dostie, «est-il possible dès lors d'apprécier les effets de ce laborieux travail de contrôle des apparences sur les rapports sociaux? Un tel investissement sur la conformation esthétique trouve-t-il quelque rentabilité? En quoi l'atteinte relative des résultats escomptés, en l'occurrence la conformité de son apparence corporelle avec les canons de la beauté, tels qu'ils sont socialement reconnus, profite-t-elle à ceux et celles qui y ont consacré autant d'efforts?»¹⁵

13. Sur ce point, nous renvoyons aux premiers textes publiés tirés du colloque «Genre et militantisme» organisé par le CRAPUL et qui a eu lieu à Lausanne les 26 et 27 novembre 2004. «Dossier: Les logiques patriarcales du militantisme», *Nouvelles Questions Féministes*, N° 3, vol. 24, 2005, pp. 4-104.

14. Jean Baudrillard, *La société de consommation: ses mythes, ses structures*, Paris: SGPP, 1970.

15. Michel Dostie, *Les corps investis*, Paris: Éditions universitaires/De Boeck, 1988, p. 61.

Laissant de côté les études portant sur l'importance des caractéristiques physiques dans la vie sociale¹⁶ et plus largement toute la sociologie du corps¹⁷, il nous semble que les réflexions menées par Boltanski et Bourdieu¹⁸ sur les usages sociaux du corps, dans une approche constructiviste, sont plus particulièrement opératoires, si nous voulons mettre au jour l'importance des caractéristiques physiques des militants dans leur capacité à s'engager. En opposition à l'idée d'un corps résultant de simples processus naturels ou d'homínisation, ces auteurs mettent en avant – dans la continuité des travaux d'Elias et à travers le concept d'«habitus corporel» – l'importance des luttes de classe dans la détermination des corps, dans la définition du corps légitime et de ses usages appréciés. Pour Boltanski et Bourdieu, d'ailleurs, corps et caractéristiques corporelles ne font qu'un; l'«habitus corporel» ne se limite pas aux seuls contours du corps ou, plus encore, le corps n'est pas que contours physiques; il est aussi «accent», manières d'être, de le porter, de le maintenir, d'en faire usage (c'est-à-dire *hexis*). Comme le montre aussi Vigarello¹⁹, chaque époque et chaque culture se caractérise par son économie corporelle. Toutes caractéristiques physiques renvoient ainsi à des manières et à des goûts (de classe); le corps est une institution de classe et son usage marque l'appartenance d'un individu à un groupe donné; pour Bourdieu, «le corps est l'objectivation la plus irrécusable du goût de classe»²⁰. Le concept d'«habitus corporel» est donc particulièrement intéressant en ce qu'il permet d'articuler l'individuel (aussi dans sa dimension corporelle) et le social, les structures internes de la subjectivité et les structures sociales externes, en montrant combien ces deux réalités ne s'excluent pas, mais sont au contraire deux états d'une même réalité. Ainsi – et cet élément nous semble fondamental – derrière les caractéristiques physiques se lisent des caractéristiques

16. Gilles Marchand, «Les lois de la beauté», *Sciences humaines*, N° 162, 2005, pp. 24-25; Nicolas Herpin, *Le pouvoir des grands: de l'influence de la taille des hommes sur leur statut social*, Paris: La Découverte, 2006.

17. Pour un tel aperçu et son questionnement historique, on renvoie le lecteur au numéro spécial de *Current Sociology*: Jean-Michel Berthelot (dir.), «Les sociologies et le corps», *Current sociology*, N° 2, vol. 33, 1985.

18. Luc Boltanski, «Les usages sociaux du corps», *Annales*, N° 1, 1971, pp. 205-233; Pierre Bourdieu, «Remarques provisoires sur la perception sociale du corps», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1977, pp. 51-54; Pierre Bourdieu, *La distinction: critique sociale du jugement*, Paris: Minuit, 1979.

19. Georges Vigarello, *Histoire de la beauté. Le corps et l'art de s'embellir de la Renaissance à nos jours*, Paris: Seuil, 2005.

20. Pierre Bourdieu, *art. cit.*

morales, le muscle pouvant s'associer au courage quand son absence renvoie à la couardise²¹, et l'aisance du corps devant bien souvent signifier l'aisance de l'esprit: «Il n'y a pas de signe proprement «physique» et la couleur et l'épaisseur du rouge à lèvres ou la configuration d'une mimique, tout comme la forme du visage ou de la bouche sont immédiatement lus comme des indices d'une physionomie morale socialement caractérisée.»²²

Revenir à cette notion de capital corporel doit alors nous permettre de repenser la possibilité de l'engagement militant, à travers une réflexion sur la possibilité pour certains corps de représenter ou d'incarner différentes causes, de permettre ou d'interdire différents modes d'actions, mais aussi – l'habitus étant surtout un système de dispositions à agir, à percevoir et à penser, et qu'il se manifeste dans des aptitudes particulières à agir et à s'orienter – nous encourager à réfléchir à l'articulation entre dispositions corporelles et lieux d'engagements. Bien sûr, l'importance de caractéristiques physiques varie selon le type de groupement, les objectifs poursuivis et les modes d'action choisis; il s'agira donc de les penser en contexte. Surtout, une perception négative de soi (ou socialement dévalorisée) peut conduire autant au non-engagement, à un engagement dans un milieu protégé qu'à un engagement dans des organisations non protégées. Il ne s'agira donc pas ici de rechercher des «lois» ou des «correspondances», mais de donner quelques pistes pour une prise en compte des perceptions des corps dans l'analyse de l'engagement.

DES CORPS MILITANTS PORTEURS DE SENS

«Les objets ne s'épuisent jamais dans ce à quoi ils servent.»²³

Dans les processus de catégorisation (c'est-à-dire d'imposition d'identité par autrui), nombre de recherches montrent l'importance

21. Par exemple, Alexandre Lambelet, *L'inconfortable uniforme de l'éboueur*, Neuchâtel: Institut d'ethnologie, 2005.

22. Pierre Bourdieu, *art. cit.*, p. 51. Les exemples de tentatives de décrédibilisation de militants politiques par des attaques contre leurs caractéristiques corporelles ou leur *hexis* sont nombreux. Quand Dominique de Villepin nomme (même en privé) Nicolas Sarkozy «le nain», c'est bien le rapport entre apparences, valeurs morales et compétences qui se joue.

23. Jean Baudrillard, *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Paris: Gallimard, 1972, p. 11.

du corps et de l'apparence. Dans les préaux d'école²⁴, dans la presse²⁵, lors des entretiens d'embauche ou lors d'élections²⁶, le genre et l'aspect de chacun sont deux éléments fondamentaux de la structuration de l'univers des possibles: d'une part ils déterminent ce que chacun va estimer possible ou ce dont il va se sentir capable (voir *infra*), d'autre part ils déterminent ce que les autres vont leur reconnaître comme compétence ou comme possibilité. Comme nous l'avons vu en exergue, dans la Grèce antique, il eut été impossible à un homme au corps faible, infirme ou difforme de parvenir aux sommets de la hiérarchie sociale; de la même manière, aujourd'hui, les politiciens en campagne ont tous des conseillers en communication qui veillent à leur image; l'élection d'Angela Merkel à l'automne 2005 en Allemagne n'a ainsi pu se faire sans son lot de débats sur ses coiffures et tenues.

C'est qu'un-e petit-e-ami-e n'est pas seulement quelqu'un avec qui vivre, comme un-e premier-ère ministre ne fait pas que gouverner: l'un-e et l'autre vous représentent. Leurs qualités physiques doivent ainsi s'accorder au mieux aux contraintes de la représentation qu'ils ont à effectuer si elles ne veulent pas devenir obstacles. Elles doivent attester de la compétence sociale du représentant, elles sont un discours sur le groupe. Le bégaiement ou l'obésité, pour ne prendre que deux exemples, catégorisés comme handicaps, sont *objectivement* des freins à l'accession à certains postes, dans certains contextes, rendant plus difficile, dans certains groupes, la capacité à attirer des voix pour soi, quand dans d'autres contextes ils peuvent devenir des emblèmes, comme l'a montré Goffman dans son ouvrage *Stigmaté*²⁷. C'est bien dans l'adéquation entre des caractéristiques physiques de l'individu et l'image et les objectifs du groupe que doit se chercher ce qui peut rendre possible l'engagement (ici non pas dans le sens de «s'engager», mais d'«être engagé») d'un individu.

L'exemple de la transformation, au sein de certains mouvements contre les discriminations raciales dans les États-Unis de la fin des

24. Philippe Juhem, «Les relations amoureuses des lycéens», *Sociétés contemporaines*, N° 21, 1995, pp. 37-58.

25. Sylvie Durrer, «La presse romande est-elle sexiste? Oui!», *Bulletin suisse de linguistique appliquée*, N° 72, 2000, pp. 107-123.

26. Niclas Berggren, Henrik Jordhal, Panu Poutvaara, «The looks of a Winner: Beauty, Gender and Electoral Success», IZA Discussion Paper 2311, 2006. <http://repec.iza.org/RePEc/Discussionpaper/dp2311.pdf> (consulté le 6 août 2007).

27. Erving Goffman, *Stigmaté: les usages sociaux des handicaps*, Paris: Minuit, 1975.

années 1960, du slogan «*freedom*» en celui de «*black power*», nous semble sur ce point éclairant. Ce changement de slogan marque, en effet, une rupture importante avec les tactiques passées des mouvements pour les droits civils: «Nous avons parlé de liberté depuis six ans et n'avons rien eu. Ce dont nous allons parler maintenant, c'est du *black power*... Dès maintenant, quand ils te demandent ce que tu veux, tu dois leur dire: *black power, black power, black power!*»²⁸ Les modes de militance changent et, avec eux, les militants. Les nouvelles organisations, comme les Black Panthers, n'attirent plus, n'encouragent plus la venue ou ne retiennent plus les mêmes types de militants (on peut penser aux militants blancs qui pouvaient être majoritaires dans certains mouvements pour les droits civiques) et s'incarnent dans de nouveaux modes de représentation revendiquant l'énergie de la jeunesse et jouant les codes esthétiques des organisations paramilitaires²⁹. Avec le changement de stratégie, c'est tout le discours sur le groupe qui, dans ce cas, se trouve transformé et, avec lui, le type de caractéristiques (entre autres physiques) valorisées chez les militants.

De la même manière, quand une organisation comme Act Up (toujours aux États-Unis) s'engage pour une représentation légitime des sidéens et «conteste les œuvres jugées antinomiques avec les représentations que l'organisation s'emploie à imposer dans l'espace public»³⁰, c'est encore la question de l'image publique de l'organisation, du public qu'elle défend et donc de ses militants, qui est en jeu. Face à une exposition de photographies de malades du sida par Nicholas Nixon au Museum of Modern Art (MoMA) en 1988, les montrant marqués physiquement par la maladie, des militants d'Act Up distribueront des tracts: «Nous pensons que la représentation de personnes vivant avec le sida affecte non seulement la façon dont le public les percevra en dehors du musée, mais aussi, au final, les questions de financement, de législation et d'éducation. Le choix de l'artiste de produire des représentations

28. «*We've been saying freedom for six years and ain't got nothing. What we gonna start saying now is black power... from now on when they ask you what you want, you now to tell them: black power, black power, black power!*», William J. Bink et Louis Harris, cités par Joel Aberbach, Jack Walker, «The Meanings of Black Power: A Comparison of White and Black Interpretations of a Political Slogan», *The American Political Science Review*, N° 2, vol. 64, 1970, pp. 367-388, p. 367 en particulier.

29. Pour de magnifiques illustrations, voir Baruch Ruth-Marion et Jones Pirkle, *Black Panthers 1968*, Los Angeles: Greycliff Press, 2002.

30. Christophe Broqua, «Sida et stratégies de représentation: dialogue entre l'art et l'activisme aux États-Unis», in Justyne Balasinski et Lilian Mathieu (dir.), *op. cit.*

dans ses travaux affecte plus que sa seule carrière, dépasse les questions d'exposition, déborde les murs au sein desquels son œuvre est présentée [...]. Nous exigeons la visibilité de personnes vivant avec le sida qui soient vibrantes, en colère, aimantes, sexy, belles, agissant et luttant [...]»³¹ Si l'auteur, dans cet article, ne précise pas les caractéristiques physiques des membres de cette association à cette époque, on peut néanmoins penser que dans ses expressions publiques, l'organisation ne montre pas ses militants les plus marqués par la maladie, mais au contraire des militants «vibrants, aimants, sexy, beaux, agissant et luttant».

C'est que toute organisation produit une image d'elle-même, variable dans le temps, encourageant ou non différents profils d'individus à s'engager, ou les obligeant à se «transformer» ou à se «conformer». Moins que la nécessité d'une concordance initiale, il peut donc y avoir travail sur le corps, mise en forme, mise aux normes; le plus souvent inconscient il apparaît alors au grand jour lorsque des individus se déclassent ou changent de groupe; c'est le cas par exemple des institutrices décrites par F. Muel-Dreyfus³², mais aussi des demandes d'ascèse faites à leurs membres par certains ordres religieux. Ces expériences peuvent alors se traduire par de véritables transformations physiques, nécessaires à une insertion pleine et entière dans la nouvelle organisation.

La catégorisation des caractéristiques physiques par autrui joue donc sans cesse dans l'engagement. Pour adhérer à un groupe mais plus encore pour accéder à des postes de représentation, il ne suffit pas qu'un individu se sente «physiquement» apte, encore faut-il qu'il le soit reconnu par ses pairs³³. Gaxie, dans *Le cens caché*, sans jamais faire explicitement référence au «corps», y touche d'ailleurs sans cesse lorsqu'il questionne – peut-être dans un vocabulaire misérabiliste – les pratiques de l'élection: «Certains agents situés

31. Tract d'Act Up, cité par Christophe Broqua, *op. cit.*

32. Francine Muel-Dreyfus, *Le métier d'éducateur: les instituteurs de 1900 – les éducateurs spécialisés de 1968*, Paris: Minuit, 1983.

33. Erving Goffman, «La communication en défaut», *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 100, 1993, pp. 66-72. L'auteur propose la distinction entre des interactions ou des engagements «euphoriques» ou «dysphoriques» selon l'embarras ou le manque de spontanéité que les participants peuvent percevoir. Il constate que toute communauté compte des individus qui déplaisent et sont sources de dysphorie dans presque tous les échanges auxquels ils participent; il les nomme «personnes défectueuses» (*faulty persons*). Ainsi, «l'idée que se font apparemment les gens de la normalité physiologique à laquelle chacun devrait correspondre engendre une catégorie [...] de *faulty persons*. Si l'apparence corporelle d'un individu s'écarte trop de la norme attendue (spécialement pour ce qui est évalué négativement), les autres auront tendance à être en permanence dérangés et distraits par l'image qui s'offre à eux», *art. cit.*, p. 67.

au bas de la hiérarchie sociale semblent compenser leur impossibilité de manier les instruments d'interprétation proprement politiques en recourant aux critères moraux en vigueur dans leur groupe social pour interpréter ou évaluer les événements politiques. [...] Ils ne peuvent que reprendre les catégories éthiques avec lesquelles ils interprètent dans la vie courante le comportement des personnes qu'ils côtoient et évaluer les acteurs politiques comme honnêtes, droits, sympathiques, efficaces, sérieux, compétents ou encore arrivistes, égoïstes, agressifs, snobs ou malhonnêtes.»³⁴ Si, et comme il le dit, «la transposition des situations politiques en circonstances de la vie courante apparaît ainsi comme le mode d'interprétation des agents dépourvus d'éléments d'appréciation proprement politiques»³⁵, on peut se demander légitimement comment ils procèdent à cette lecture de l'honnêteté, de l'arrivisme et du snobisme, qui plus est quand les candidats sont nouveaux ou n'ont pas eu de postes exposés. Il nous semble bien que c'est par l'aspect corporel et par l'*hexis* (premières données perceptibles, signifiant des goûts de classe et incarnant des visions du monde) que se fait l'accès aux catégories morales des candidats³⁶. C'est d'ailleurs bien ce que font les médias quand ils caricaturent les personnes politiques³⁷.

Il ne s'agit pas pour autant de dire que seuls des individus avec un certain type de caractéristiques physiques pourront être retenus par telle ou telle organisation, pourront être élus à tel ou tel poste; d'autres facteurs, largement discutés par l'analyse des carrières,

34. Daniel Gaxie, *Le cens caché: inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris: Seuil, 1978, p. 185.

35. Daniel Gaxie, *op. cit.*, p. 186.

36. Pour un autre exemple de ce type de mise en relation, voir Pierre Bourdieu, «Un jeu chinois. Notes pour une critique sociale du jugement», *Actes de la recherche en sciences sociales*, N° 4, 1976, pp. 91-101.

37. La question du traitement et de la présentation des corps (politiques et militants) par les médias mériterait, assurément, à elle seule, tout un développement; en effet, si les caractéristiques physiques sont si importantes, si les acteurs ont une rationalité même limitée et s'ils aspirent pour leur organisation à quelque médiatisation, ne vont-ils pas éviter des représentants souffrants, auprès des médias, d'un «handicap visuel»? Le manque de présence de femmes à des postes de représentation politique doit peut-être se lire dans les attentes particulières (et machistes) des médias. Durrer montre ainsi que dans la presse française et romande, «les femmes sont plus souvent que les hommes présentées en position de victime. Par ailleurs, elles sont régulièrement utilisées à des fins d'illustration, de décoration d'un article, dans la mesure où elles figurent sur une photo, mais ne sont pas nommément citées dans l'article ni dans la légende qui accompagnent une illustration». À en croire cette auteure, la presse romande est largement sexiste en ce que les femmes présentes dans les articles sont en moins grand nombre et que leurs propos sont moins souvent rapportés que ceux des hommes. De même, «tandis que les hommes sont volontiers représentés en combattants ou en sauveteurs, les femmes le sont en réfugiées ou rescapées». Sylvie Durrer, *art. cit.*

Les caractéristiques physiques produisent-elles des effets sociaux ?

Que ce soit Dostie rendant compte de la synthèse de plus d'une vingtaine de recherches anglo-saxonnes sur l'impact de la < beauté > sur les rapports sociaux, André et Lelors ou Amadiou, pour ces psychologues sociaux les résultats sont les mêmes³⁸: les individus perçus comme < beaux > bénéficient d'avantages non négligeables facilitant leurs rapports avec autrui et avec eux-mêmes. La < beauté > 1) a des effets sur la perception d'autrui, 2) confère un pouvoir social à son < détenteur > et 3) joue un rôle dans le développement personnel.

1) Des effets sur la perception d'autrui: À en croire ces trois auteurs (et la littérature qu'ils mobilisent), «les premières impressions qui se dégagent lors de la rencontre de personnes < belles > sont plus favorables. Au premier abord, on leur reconnaît des qualités positives. Elles seraient plus aimables, plus sensibles, plus flexibles, plus confiantes, auraient une meilleure emprise sur leur avenir, compteraient davantage d'amis [...]. Les professeurs les plus < beaux > sont l'objet d'évaluation positive de la part des étudiants et des étudiantes (plus sensibles, plus chaleureux, plus compétents, meilleurs communicateurs), alors que l'on considère les moins < beaux > comme plus < travailleurs >»³⁹;

2) Un pouvoir social: «La < beauté > peut aussi générer des avantages monétaires, entre autres au niveau du travail. Il semble en effet que l'on considère que les personnes les plus belles ont plus d'alternatives d'emplois, d'où la nécessité d'un plus haut salaire pour les attirer.»⁴⁰ Des travaux portant sur plus de 7000 sujets auraient confirmé qu'à compétence égale, les personnes au physique attirant soient légèrement mieux payées que les personnes jugées de physique moyen. Plus largement, et pour ces auteurs, c'est une large gamme de services de meilleure qualité dont bénéficient les personnes «belles», que ce soit la rapidité de l'aide reçue en cas de panne d'automobile ou d'auto-stop, ou la qualité des traitements en milieu hospitalier. Même au tribunal, la justice se montrerait moins sévère à l'endroit des «beaux» accusés.

3) Le développement de la personnalité: «L'estime de soi ou la satisfaction vis-à-vis de soi serait d'autant meilleure que l'on se trouve < beau > et que l'on a de son corps une image positive. [...] Les gens moins < beaux > auraient pour leur part une tendance à se sous-estimer. La plus grande confiance en soi des < beaux > individus facilite leur adaptation sociale. Les enfants au physique plaisant semblent plus populaires et les < beaux étudiants > bénéficient de confidences et de révélations intimes plus nombreuses. Le comportement des femmes et des hommes attrayants s'accorde davantage aux stéréotypes rattachés à leur sexe. D'autre part les personnes perçues comme les moins < belles > vivraient des relations amicales et sexuelles plus ardues.»⁴¹

entrent en ligne de compte (compétence, politisation, expérience) et leur importance respective varie selon le type de groupement, les objectifs poursuivis et les modes d'action choisis. À titre d'exemple, si certaines organisations humanitaires, recherchant par la séduction l'adhésion de donateurs et l'attention des médias, engagent des mannequins comme «marraines» (le *corps militant* est alors *corps de rêve*), ce mode d'action n'est pas généralisé. D'autres organisations préfèrent la rédaction de «contre-expertises» ou les manifestations de masses et, par là même, valorisent d'autres corps. Ces différents types de corps, d'ailleurs, ne s'excluent pas, et les organisations, suivant les activités, auront recours tant aux uns qu'aux autres. Surtout, les organisations ne sont pas toutes homogènes et la diversité des rôles à accomplir en leur sein est grande. À ce titre, la question des «effets de la beauté», mais plus largement des «caractéristiques physiques», doit être posée – au contraire de ce que propose la psychologie sociale – en rapport avec des contextes d'actions. En effet, selon les circonstances, si le militant a un rôle précis ou n'en a pas, si ce rôle est à l'interne ou à l'externe de l'organisation, et plus encore s'il est porte-parole, l'importance des caractéristiques physiques, de même que celles qui seront valorisables et valorisées seront bien différentes.

Dans des organisations de retraités, par exemple⁴², les compétences souhaitées des membres peuvent être des plus variables. Entre la simple participation à des activités de loisirs, leur organisation, un travail d'accueil des membres dans les locaux, la prise en charge d'activités de travail social (aide au remplissage des déclarations d'impôts, demande de subsides financiers à des organismes extérieurs) ou la prise de parole pour les membres les plus actifs des comités, ce ne sont pas les mêmes ressources qui sont valorisées, et les caractéristiques physiques n'auront alors pas pour tous ces postes la même importance. Quand l'objectif public des organisations est la revendication d'une participation active des personnes

38. (Note de la p. 324.) Michel Dostie, *op. cit.*, pp. 62-64; Christophe André, François Lelors, *L'estime de soi; s'aimer pour mieux vivre avec les autres*, Paris: Odile Jacob, 1998, pp. 171-174; Jean-François Amadieu, *Le Poids des apparences. Beauté, amour et gloire*, Paris: Odile Jacob, 2005.

39. (Note de la p. 324.) Michel Dostie, *op. cit.*, p. 62.

40. (Note de la p. 324.) Michel Dostie, *op. cit.*, p. 63.

41. (Note de la p. 324.) Michel Dostie, *op. cit.*, p. 64.

42. Objet que nous étudions dans le cadre de notre thèse, sous la direction des professeurs Olivier Fillieule et Michel Offerlé.

âgées aux affaires de la cité, par la demande à être systématiquement consultées ou par la participation à différentes commissions fédérales, l'expertise et une certaine «verdeur» d'esprit sont largement valorisées. Si un handicap de mobilité peut être présent, un souci dans la tenue vestimentaire, dans le soin de sa personne, bref dans l'*hexis*, semble incontournable. De telles demandes ne se retrouvent pas dans les postes orientés à l'attention des membres, dans le cadre de l'espace «protégé» de l'association. Ici, le vécu de l'âge et des déchéances qui peuvent y être liées (veuvage, handicap, solitude), par exemple dans le travail de permanence, pourra permettre une plus grande empathie vis-à-vis de membres.

LES MILITANTS ET LEUR CORPS

«Il y a des matins où je ne peux même pas me regarder dans mon miroir. Ces jours-là, aucun de mes vêtements ne me va. Je me sens moche et misérable jusqu'au plus profond de moi. Rien de bon ne peut m'arriver une journée pareille: quand bien même le prince charmant se jetterait à mes pieds, je me sens tellement laide et nulle que je le rembarrerais méchamment...»

Une patiente de 29 ans⁴³

Nous intéressant plus particulièrement ici, dans la lignée de l'analyse des carrières, aux logiques d'engagement des individus dans les mouvements sociaux (qu'il s'agisse d'associations, de syndicats ou de partis), nous voulons maintenant questionner l'identification de chacun à son corps, comme déterminant *subjectif* de l'engagement. Si, comme l'a montré Goffman, dans certaines situations le stigmate peut devenir emblème revendiqué, on peut néanmoins faire l'hypothèse que des acteurs se percevant négativement (ne pas se dire mince mais maigrelet, ne pas se sentir jeune mais couvert d'acné, etc.) se sentiront moins aptes ou prendront moins l'initiative de s'engager⁴⁴.

L'importance de la perception de soi, dans un possible engagement, peut être étudiée sous trois aspects: 1) le rapport entre la perception qu'à le militant de lui-même et celle qu'il se fait de l'association; 2) la relation entre perception de soi et engagement,

43. Cité dans Christophe André, François Lelors, *op. cit.*, p. 159.

comment l'une peut contraindre l'autre; 3) enfin, le rapport entre le corps à l'œuvre dans l'engagement militant et ce même corps mobilisé dans d'autres sphères de vie.

1) Une association produit aussi une image d'elle-même à travers sa défense de différents objectifs et par les membres qui la constituent. L'adhésion de nouveaux membres, mais aussi la non-défection des membres qui y sont déjà présents, dépend alors, pour une part, de la possibilité qu'ils ont de s'y reconnaître. Le sentiment de décalage, le fait de ne plus s'y reconnaître a alors un coût: il peut entraîner le désengagement, que ce soit le fait de la froideur ou de la distance exprimée par autrui ou que ce soit le fait de la honte ou de la gêne ressentie alors par le militant. Dans l'exemple des «Black Power» cité plus haut, le non-engagement pour un Blanc dans une telle organisation est alors autant (et de manière concomitante) le fruit de l'image publique que cette dernière s'efforce d'avoir que le fait du sentiment du militant de ne pas être à sa place dans cette organisation telle qu'elle est structurée et telle qu'elle se donne à voir dans l'espace public à ce moment donné.

L'engagement ou le non-engagement sont en effet intimement liés – si l'on prolonge le questionnement en termes d'*habitus* – à la volonté de ne pas se confronter à des expériences déclassantes ou qui remettent en cause (de manière négative) son image de soi incorporée: «Le poids particulier des expériences primitives résulte en effet pour l'essentiel du fait que l'*habitus* (nous rajoutons corporel) tend à assurer sa propre constance et sa propre défense contre le changement à travers la sélection qu'il opère entre les informations capables de mettre en question l'information accumulée et surtout en défavorisant l'exposition à de telles informations. [...] Les schèmes de perception et d'appréciation de l'*habitus* qui sont au principe de toutes les stratégies d'évitement sont pour une grande part le produit d'un évitement non conscient et non voulu, soit qu'il résulte automatiquement des

44. (Note de la p. 326.) À propos de son terrain des Shetland, Goffman note ainsi que les personnes ne correspondant pas aux normes esthétiques en vigueur «ont tendance à demeurer silencieuses et à se tenir, lors d'un échange, hors du champ de vision de l'émetteur, exception faite des membres de leur entourage immédiat». On aimerait ajouter, «toute chose égale par ailleurs»; c'est que toute perception négative de soi est relative, c'est-à-dire largement construite par rapport à des pairs. Un bègue – on en fait l'hypothèse –, engagé dans un groupe dans lequel personne ne souffre d'un tel handicap pourra se sentir illégitime comme membre ou comme porte-parole quand, dans une association de bègues, il pourra au contraire s'estimer légitime à parler et s'affirmer à travers son handicap. Erving Goffman, *art. cit.*, p. 69.

conditions d'existence (comme celui qui est l'effet de la ségrégation spatiale), soit qu'il ait été produit par une intention stratégique (telle celle qui vise à écarter les «mauvaises fréquentations» ou les «mauvaises lectures») mais dont la responsabilité incombe à des adultes eux-mêmes façonnés dans les mêmes conditions.»⁴⁵

2) Au-delà de cette adéquation entre la perception de soi de l'individu et l'image publique de l'organisation, d'autres facteurs corporels, tout aussi importants, doivent être questionnés : à savoir la perception individuelle, par les (non) militants de leur propre corps et des expériences de leur corps, antérieures ou simultanées (dans d'autres sphères de vie) à leur engagement. L'expérience de l'acné juvénile pour certains, de l'hyperpilosité pour d'autres, ou plus largement le fait d'aimer ou de ne pas aimer son corps, pourra inhiber ou non, à certaines périodes, l'engagement d'individus dans des associations⁴⁶.

À titre d'hypothèse, si un rapport problématique à son corps peut retenir un individu à s'engager et si, comme pour le vote⁴⁷, une socialisation précoce au militantisme (soit par un environnement familial déjà militant, soit par la participation dès l'adolescence à différentes structures associatives) est un élément important à la compréhension des engagements ultérieurs, on peut se demander si un rapport problématique au corps dans l'adolescence⁴⁸ n'aura pas des conséquences sur toute la vie militante de l'individu, la diminuant ou l'encourageant, ou, tout du moins, l'infléchissant dans un type d'engagement où cette perspective négative de soi sera largement diminuée⁴⁹.

45. Pierre Bourdieu, cité par Alain Accardo et Philippe Corcuff, «L'habitus ou l'histoire faite corps», *La sociologie de Bourdieu*, Bordeaux: Le Mascaret, 1986, p. 73.

46. L'influence du travail des associations sur la perception par les individus de leurs propres caractéristiques ne doit pas être négligée. Au niveau de groupes sociaux, de tels changements dans la perception de soi ont déjà été étudiés. Pour ne prendre qu'un exemple et pour rester sur les mouvements noirs aux États-Unis, des chercheurs ont ainsi pu montrer combien l'émergence du slogan «*Black is beautiful*» avait transformé le regard posé par de jeunes noirs sur leur propre couleur. Des changements de contexte, comme des expériences militantes vont dès lors pouvoir transformer – on en fait l'hypothèse – ces représentations de soi incorporées des individus. Sur ce point, cf. Claud Anderson, Rue Cromwell, «Black is Beautiful» and the Color Preferences of Afro-American Youth», *The Journal of Negro Education*, N° 1, vol. 46, 1977, pp. 76-88.

47. Mark Franklin, *Voter Turnout and the dynamics of Electoral Competition in Established Democracies since 1945*, Cambridge: Cambridge University Press, 2004.

48. Sur l'importance du corps dans la construction ou l'affirmation identitaires à l'adolescence, voir David Le Breton, «Le corps, la limite: signes d'identité à l'adolescence», in Christian Bromberger, Pascal Duret, Jean-Claude Kaufmann, *Un corps pour soi*, Paris: PUF, 2005, pp. 89-114.

49. Si cette hypothèse semble bien plausible, elle ne nous dit pour autant rien, en l'état, des correspondances possibles qu'il pourrait y avoir entre des «perceptions de soi» et des «types d'engagement».

Il ne s'agit bien sûr pas de réifier les caractéristiques physiques d'un individu, de le croire une fois pour toutes déterminées : tout corps change dans le temps. La littérature comme le 7^e art sont riches d'exemples de ces individus qui, solitaires ou inhibés dans leur jeunesse, se sentant laids ou peu sûrs d'eux, se transforment à la suite de quelque événement ou rencontre, pour devenir les emblèmes d'une génération ou les porte-drapeau d'une cause. On peut penser ici à Tender Brenson, le héros de la fiction *Survivant* qui, se décrivant d'abord « tout-vivant-respirant-rampant-taré-laid » deviendra, par la suite, parce que seul survivant de la secte Creddish à la suite du suicide collectif des autres membres, une star médiatique adulée. Maigri, dopé, botoxisé par son agent en communication, accumulant les plateaux de télévision, il ne supportera plus – après sa disgrâce – l'anonymat, estimant qu'« il ne sert à rien de faire quoi que ce soit si personne ne regarde »⁵⁰. La modification de son corps, et plus encore la perception qu'il en a, transforment ainsi la place qu'il veut occuper dans l'espace public.

Quels liens entre l'estime de soi et les caractéristiques physiques ?

Pour la psychologie sociale, « l'estime de soi ou la satisfaction vis-à-vis de soi serait d'autant meilleure que l'on se trouve <beau> et que l'on a de son corps une image positive »⁵¹.

« Pourquoi cette importance du physique dans l'estime de soi ? Peut-être pour une raison toute simple. De toutes les compétences qui alimentent l'estime de soi, l'aspect physique est la plus immédiate, celle qui dépend le moins du contexte. Pour montrer ses compétences scolaires, il faut des examens ; ses compétences athlétiques, des épreuves à franchir ; son obéissance aux règles, un milieu qui la remarque et la valorise. La beauté, elle, se manifeste en toute occasion. »⁵²

Si, « [à propos d'une étude sur la satisfaction que ressentent les jeunes quant à leur apparence physique] à partir d'un certain âge (environ 8 ans), on constate que la satisfaction des filles s'effondre littéralement alors que celle des garçons demeure stationnaire, et les filles n'étant pas plus laides que les garçons, l'explication ne vient pas des modifications physiques, mais du regard que l'individu porte sur lui-même. »⁵³

50. Chuck Palahniuk, *op. cit.*, p. 191.

51. Michel Dostie, *op. cit.*, p. 64.

52. Christophe André, François Lelors, *op. cit.*, p. 170.

53. Christophe André, François Lelors, *op. cit.*, p. 162.

Si un tel parcours ne se retrouve assurément pas à l'identique dans les entretiens que nous réalisons avec des militants lambda, nous pouvons penser que de tels mécanismes peuvent se retrouver, dans une moindre mesure, dans des parcours de vie « réels ». En effet, comme pour les différents types de « carrières », et dans sa dimension subjective, le corps évolue dans la perception que la personne en a, suivant les événements, les expériences et la manière dont autrui le perçoit.

3) Pour comprendre l'importance de la perception par l'individu de ses propres caractéristiques physiques sur son engagement, un dernier point doit être abordé, à savoir celui de la possibilité de valorisation des caractéristiques corporelles dans différentes sphères de vie. Comme les compétences intellectuelles ou militantes, les mêmes caractéristiques physiques ne sont pas partout également mobilisables ou pertinentes. Les ressources que représentent ces compétences et ces caractéristiques, mais aussi les rétributions qui y sont liées, varient d'un engagement à l'autre mais plus encore entre les différentes sphères de vie. Les individus, à travers leurs activités professionnelles, militantes et familiales, appréhendent – et voient appréhendé – leur corps différemment; le corps n'y est pas de la même manière « enjeu ». Ainsi, une femme qui dans sa carrière professionnelle a toujours lutté pour l'égalité des sexes, pourra hésiter à s'engager politiquement dans un groupement machiste. Enfin, il convient de réfléchir à ce qu'il advient de ce corps, quand les sphères de vie se superposent; dans *Mourir à trente ans* de Romain Goupil, le film offre à voir deux militants bien différents: le premier – Recanatti – semble n'avoir qu'un corps militant quand le second – Goupil – allie corps militant et corps sexué (machiste et séducteur); c'est bien la superposition de ces deux corps en « accord », qui se servent l'un à l'autre, qui semble permettre l'engagement total de Goupil dans ce groupe où ses amis sont aussi ses camarades militants et où il expérimente ses premières relations amoureuses⁵⁴. L'adéquation (ou la contradiction) du corps militant avec ce même corps inscrit dans d'autres sphères de vie doit ainsi être questionnée, si l'on fait l'hypothèse que les individus préfèrent s'investir dans les sphères de vie ressenties comme les plus valorisantes.

54. Romain Goupil, *Mourir à trente ans* [film], 1982.

CONCLUSION: JALONS POUR UN CORPS RETROUVÉ

Les quelques éléments théoriques présentés, de même que les résultats des différentes recherches et les exemples mobilisés plus haut, plaident pour une véritable prise en compte des caractéristiques physiques des militants dans les travaux portant sur la construction des identités (qu'elles soient individuelles ou collectives) dans l'engagement. Dans le cas de l'analyse des carrières, et en complément aux dimensions « classiquement » interrogées (nous pensons aux carrières professionnelles, affectives, associatives), cette dimension corporelle doit enrichir la compréhension des facteurs explicatifs de l'engagement. Si « vivre c'est vieillir, c'est-à-dire changer »⁵⁵, le corps est bien le lieu d'une suite objective de positions – qu'elles soient effet d'âge (par exemple: puberté, cheveux gris, ménopause) ou caractéristiques individuelles (hyperpilosité, acné marquée, grande taille, etc.) – et d'une suite de perceptions subjectives (c'est-à-dire de manières de se percevoir). Plus encore, si le corps, à en croire la psychologie sociale, est un déterminant essentiel de l'estime de soi, il participe largement de la possibilité, ou non, de l'engagement militant et du choix du lieu de cet engagement. Enfin, de manière plus transversale, les caractéristiques physiques jouent également dans les différentes « sous-carrières » (affectives, professionnelles...) et il convient donc de réfléchir, de manière plus contextualisée, aux ressources ou aux coûts que représentent ces caractéristiques dans les différentes sphères de vie.

Le questionnement des dimensions corporelles de l'engagement, au niveau empirique, n'est bien sûr pas chose simple; au-delà des problèmes d'anonymat que cela peut causer dans la restitution du matériau, la difficulté provient des limites propres à la méthode par entretien: la relation est toujours quelque peu artificielle, le contrat de collaboration toujours incomplet, et surtout (dirons-nous ici) les caractéristiques physiques de l'enquêteur et de l'enquêté influencent partiellement ce qui peut être dit et ce qui ne peut pas l'être⁵⁶.

55. Haddad Malek, cité par Jean-Pierre Fragnière *et al.*, *Retraités en action: l'engagement social des groupements de retraités*, Lausanne: Réalités sociales, 1996, p. 35.

56. Sur ce point, nous renvoyons à l'instructif article de Pierre Fournier décrivant une enquête ethnographique collective organisée à Marseille. Il analyse nous semble-t-il très finement la manière dont des enquêtés projettent sur leur enquêteur des demandes très particulières et bien éloignées de la demande initiale, quand ils n'en font pas simplement les récipiendaires de propos qu'ils auraient voulu, depuis trop longtemps, livrer à quelque membre de leur famille. L'âge et le sexe de l'enquêteur deviennent alors le support de ces transferts et contraignent largement les informations récoltées. Pierre Fournier, «Le sexe et l'âge de l'ethnographe: éclairants pour l'enquêté, contraignants pour l'enquêteur», *ethnographiques.org*, [en ligne] N° 11, 2006. www.ethnographiques.org/2006/Fournier.html (consulté le 6 août 2007).

C'est que si «le récit de vie constitue un instrument primordial pour rendre compte du réseau continu d'interprétations subjectives qui guident la conduite des individus [...], la manière dont les motifs sont formulés dans le cadre et au moment de l'entretien est aussi le produit de règles du jeu en vigueur dans le contexte où ils s'expriment. Autrement dit, toutes les raisons ne sont pas invocables également selon le contexte de leur énonciation.»⁵⁷ En d'autres termes, s'il semble peu légitime pour une interviewée d'invoquer ses caractéristiques physiques lors qu'il s'agit pour elle de nous expliquer sa trajectoire dans telle ou telle association, ne peut-on pas aussi penser, inversement, que l'absence, dans les études de carrières, d'éléments touchant au corps est moins l'effet d'un silence des interviewés que d'une prude surdité des chercheurs?

Aussi – et sans reprendre les différents tests proposés par André et Lelors sur l'estime de soi⁵⁸ – il nous semble que des dispositifs de recherche pourraient être testés. Pour ne donner qu'un exemple et en détournant quelque peu la proposition de Geertz⁵⁹, il nous semble que si «l'homme est un animal pris dans des réseaux de signification qu'il a lui-même tissés, nous pouvons considérer le corps comme assimilable à une toile d'araignée et par suite son analyse comme relevant non pas d'une science expérimentale en quête de loi mais d'une science interprétative en quête de sens»⁶⁰. Pour ce faire, et pris comme un texte, le corps devient l'objet de lectures différentes et possiblement contradictoires, entre celle que chacun fait de son corps, celle que chacun voudrait que les autres en fassent et celle qu'en font effectivement les autres. Si les codes corporels comme la valorisation des caractéristiques physiques sont liés à des groupes sociaux et à des contextes particuliers (élément que néglige la psychologie sociale) et si chacun lit les corps par rapport aux règles du milieu dans lequel il se situe, il

57. Olivier Fillieule, «Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel», *art. cit.*, p. 205.

58. Dans «Évaluez votre estime de soi», il s'agit de répondre par «tout à fait d'accord», «d'accord», «pas d'accord» ou «pas du tout d'accord» à 10 propositions qui vont de «Dans l'ensemble je suis satisfait-e de moi» à «Tout bien considéré, j'ai tendance à penser que je suis un-e raté-e» en passant par «Je suis capable de faire les choses aussi bien que la plupart des gens». À partir des réponses notées, un système de comptage des points permet d'interpréter les résultats, indiquant des personnes à basse, moyenne ou à haute estime de soi. Christophe André, François Lelors, *op. cit.*, pp. 52-53.

59. Nous remplaçons, dans son propos, le terme de «culture» par celui de «corps».

60. Clifford Geertz, «La description dense: vers une théorie interprétative de la culture», *Enquêtes*, N° 6, 1998, p. 75.

convient de mettre au jour le travail que font les acteurs sociaux – dans des contextes particuliers – pour donner un sens aux corps qui les entourent. Il doit ainsi être possible, à partir de questionnements dirigés, de photographies ou de matériaux propres aux associations, de questionner ces codes en vigueur, ces mises en scène, mais aussi les caractéristiques physiques d'autres membres, et leur valorisation dans ces différents contextes.

LES AUTEUR·E·S

Philippe Aldrin est professeur de science politique à l'Université de Nice et chercheur au Groupe de sociologie politique européenne (PRISME CNRS UMR-7012). Ses recherches actuelles portent sur les transformations du travail politique à partir d'une sociologie des instruments et des personnels des institutions (partis politiques, Commission européenne). Il est l'auteur de *Sociologie politique des rumeurs*, paru aux Presses universitaires de France en 2005.

Thierry Barboni est docteur en science politique à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, membre du CRPS (Paris I). Il est l'auteur d'une thèse intitulée: «Les changements d'une organisation. Parti socialiste entre configuration partisane et cartellisation (1971-2007)». Ses travaux actuels portent sur les élections municipales et la professionnalisation des élites politiques: «Une mairie «en héritage»? La destinée municipale de R. Féraud et la campagne électorale dans le X^e arrondissement de Paris», in Erik Agrikoliatsky, Jérôme Heurtaux, Brigitte Le Grignou, *La campagne à Paris. Sociologie des élections municipales de mars 2008 à Paris*, (à paraître); «Un nouveau «corps d'État»? Le recrutement des élites partisans socialistes (1975 et 2000)», in Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *Sociologie des socialistes*, (à paraître).

Stéphanie Dechezelles, docteure en science politique, est chercheuse associée à l'Université de Bordeaux, Sciences Po Bordeaux, SPIRIT UMR 5116. Ses travaux portent sur la sociologie de l'engagement (et le désengagement) militant et des cultures politiques, thématiques qu'elle a notamment étudiées dans sa thèse consacrée aux jeunes militants d'Alleanza nazionale, Lega Nord et

Forza Italia. Elle a récemment publié «Héritiers fascistes et orphelins padans en Italie», in Christophe Traïni, (dir.), *Émotions... Mobilisation!*, Paris: Presses de Sciences Po, 2009.

Xavier Dunezat, docteur en sociologie, est enseignant de Sciences économiques et sociales en Bretagne. Il est membre du GTM (Genre – Travail – Mobilités), laboratoire du CNRS. Ses travaux portent sur les rapports de domination (sexe, classe, race) dans les mouvements sociaux. Il a récemment publié «La fabrication d'un mouvement social sexué: pratiques et discours de lutte», *Sociétés & Représentations*, N° 24, 2007, et «La production du désengagement dans les mobilisations de 'sans'», in Sandrine Nicourd (dir.), *Le travail militant*, Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2009.

Nicolas Jaoul est chargé de recherches (CNRS) en Anthropologie, membre de l'institut de recherches interdisciplinaires sur les enjeux sociaux (IRIS) et membre associé du Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud. Après une thèse sur le militantisme dalit («intouchables») dans un des bastions du mouvement en Inde du Nord (2004, EHESS), il a poursuivi de façon comparée son ethnographie de la politique des défavorisés en Inde.

Alexandre Lambelet est actuellement assistant d'enseignement à l'Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne. Sa thèse en science politique (Université de Lausanne et Paris I) porte sur la mise en forme de la représentation politique des retraités en Suisse. Il a notamment publié à ce sujet «Aux prises avec ses membres: le cas d'une organisation de défense de retraités en Suisse», *Gérontologie et société*, N° 120.

Pierre Lefébure est maître de conférences en science politique à Sciences Po Bordeaux/Université de Bordeaux, chercheur à l'UMR 5116-SPIRIT (Sciences Po Bordeaux/CNRS). Ses travaux de sociologie et de psychologie politique portent sur la médiatisation du politique, sur les raisonnements des citoyens à l'égard des institutions et des élus et sur les dispositifs délibératifs. Parmi ses publications: «Citizens' Expectations: Is what matters only what works?», in I. Blüdhorn (dir.), *In Search of Legitimacy. Policy Making in Europe and the Challenge of Societal Complexity*,

Opladen/Farmington Hills: Barbara Budrich Publishers, (à paraître), «Intérêt général», «intérêts particuliers». La construction de l'ethos dans un débat public», *Questions de Communication*, N° 9, 2006 (avec M. Doury).

Rémi Lefebvre est professeur de science politique à l'Université de Lille 2, chercheur au CERAPS. Ses travaux portent sur les partis politiques (le Parti socialiste en particulier), le métier d'élu, les campagnes électorales et la démocratie participative. Il a récemment codirigé avec Antoine Roger, *Les partis politiques à l'épreuve des procédures délibératives* aux Presses universitaires de Rennes (2009).

Alice Mattoni est doctorante au département de Sciences sociales et politiques à l'Institut universitaire européen de Florence. Ses principaux intérêts de recherche sont les mouvements sociaux, les identités collective, les pratiques des médias alternatifs, les discours médiatiques, les sphères publiques transnationales, l'emploi précaire. Ses recherches en ce domaine sont menées sur l'Italie et au niveau international. Elle a notamment publié «Serpica Naro and the others. The media sociali experience in Italians struggles against precarity», *Portal*, N° 2, vol. 5, 2009, et «Tra consenso e conflitto. Pratiche mediiali nei movimenti italiani contro la precarietà del lavoro», *Partecipazione e Conflitto*, N° 1, 2009.

Frédérique Niel est docteure en science politique. Sa thèse porte sur les politiques linguistiques. Elle a enseigné la sociologie de l'État et de l'action publique à l'Université d'Amiens et à l'IEP de Strasbourg (2002-2007). Elle a publié: «Quand la pensée d'État travaille la science: les langues régionales entre objet d'investigation et cause à défendre», in Olivier Ihl (dir.), *Les «sciences» de l'action publique*, Grenoble: Presses universitaires de Grenoble, 2006.

Gildas Renou, doctorant en science politique, est membre du Centre de recherches sur l'action politique en Europe (CNRS-Université Rennes-1) et chercheur associé au GSPE (CNRS-Université de Strasbourg) et au CRAPUL (Université de Lausanne). Il a notamment publié «L'institution à l'état vif. Sociabilités et structuration des groupes dans un syndicat de salariés» (*Politix*, N° 63, 2003), «Désappareiller la politique. Syndicalisme de

contre-pouvoir et dévaluation du politique», in Lionel Arnaud et Christine Guionnet (dir.), *Les frontières du politique*, Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2005, et de «Quelque chose comme un sujet», in *Actes du colloque de Cerisy «Individualisme et individualités contemporaines»* (à paraître). Il a aussi contribué au *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris: Presses de Sciences Po, 2009.

Marta Roca i Escoda, docteure en sociologie, est actuellement chercheuse post-doctorante (bourse du FNRS suisse) au sein du Groupe de recherche sur l'action publique, dirigé par Jean-Louis Genard, à l'Université libre de Bruxelles. Elle est également chercheuse invitée à l'Institut de droit et technologie (IDT) de l'Université autonome de Barcelone. Ses deux publications les plus récentes sont *La reconnaissance en chemin. L'institutionnalisation des couples homosexuels à Genève*, Zurich: Seismo, 2009, et *Sensibilités pragmatiques. Enquêtes sur l'action publique*, Bruxelles: Peter Lang, 2009 (dirigé avec Fabrizio Cantelli, Joan Stavo-Debauge et Luca Pattaroni).

Julie Sedel, docteure en sociologie, est rattachée au Centre de sociologie européenne. Ses recherches portent sur le rôle des médias dans la construction du problème public des banlieues et sur les relations que les journalistes entretiennent avec les univers sociaux dont ils traitent. Le Prix de la recherche de l'Inathèque lui a décerné une mention spéciale pour sa thèse, publiée aux Éditions INA/Le bord de l'eau, en avril 2009, sous le titre *Les médias et la banlieue*. Elle est l'auteure de plusieurs articles sur les transformations du quotidien *Le Monde*, la médiatisation des sociologues ou encore sur la féminisation du journalisme.

Muriel Surdez est professeure en sociologie de l'action publique et de la communication au département des Sciences de la société de l'Université de Fribourg (Suisse). Elle est chercheuse au Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne (CRAPUL). Ses recherches s'inscrivent dans le domaine de la sociologie des professions mais aussi de la sociologie politique de l'État, de l'action publique et des médias. Elle a notamment publié *Diplômes et nation. La constitution d'un espace suisse des professions avocate et artisanales (1880-1930)*, Berne: Peter Lang, 2005, et «Spécialisation journalistique et mise en forme des problèmes

publics. Propositions pour une étude des acteurs participant à la catégorisation des politiques de la santé en Suisse», in R. Blum, P. Meier (éds), *Wes Land ich bin, des Lied ich sing: Medien und politische Kultur*, Berne: Haupt, 2006.

Michaël Voegtli est docteur en science politique (Université de Lausanne et EHESS, Paris) et rattaché au Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne (CRAPUL). Ses recherches portent sur la lutte contre le sida en Suisse et sur le militantisme homosexuel. Il s'intéresse à la question de l'identité collective dans les mouvements sociaux. Il a notamment publié «Du Jeu dans le Je: ruptures biographiques et travail de mise en cohérence», *RIAC-Lien social et politiques*, N° 51, 2004, et un chapitre sur l'identité collective dans *Les mouvements sociaux* (dirigé par Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Isabelle Sommier, Paris: La Découverte, à paraître).

Bernard Voutat est professeur de science politique à l'Université de Lausanne. Il est membre de l'Institut d'études politiques et internationales (IEPI) et chercheur au Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne (CRAPUL). Ses enseignements et ses travaux portent en particulier sur l'épistémologie de la science politique, la socio-histoire du politique, ainsi que la sociologie du droit et des institutions politiques. Il a notamment publié avec Yves Déloye, *Faire de la science politique. Pour une analyse socio-historique du politique*, Paris: Belin (Coll. Socio-Histoires), 2002; «À propos de l'objet de la science politique: sens et non-sens d'une question récurrente», in Pierre Favre, Olivier Fillieule et Fabien Jobard (dir.), *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris: La Découverte, 2007.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Muriel Surdez, Michaël Voegtli et Bernard Voutat À propos des identités politiques	9
---	---

I. FAIRE SENS

Marta Roca i Escoda Les enjeux de l'identification. Le cas de la mobilisation autour de la loi genevoise sur le partenariat	49
--	----

Nicolas Jaoul Un sabre à double tranchant. Théories et usages de la caste dans le mouvement anticaste des <i>dalits</i>	67
--	----

Stéphanie Dechezelles Commémoration ou invention de la tradition. Les ressorts mémoriels de l'identification partisane dans l'extrême droite italienne	91
---	----

Gildas Renou La découverte ou l'ignorance. Contribution à l'étude des opérateurs d'alternation dans la formalisation des identités militantes	109
--	-----

Frédérique Niel Désactiver les fonctions identitaires de « la langue » : l'identification des pratiques linguistiques à l'ombre de l'identité linguistique nationale	133
---	-----

II. FAIRE CORPS**Xavier Dunezat**

Organisation du travail militant, luttes internes
et dynamiques identitaires:
le cas des «mouvements de chômeurs» 155

Michaël Voegtl

La politique de l'identité comme enjeu de luttes.
Logiques de constitution et de transformation du collectif
dans deux associations homosexuelles en Suisse 177

Philippe Aldrin et Thierry Barboni

Ce que la professionnalisation de la politique
fait aux militants. L'identité du permanent socialiste,
du militant professionnel au salarié encarté 203

Rémi Lefebvre

«Petits arrangements avec son militantisme»
Le désarroi identitaire des militants au Parti socialiste 225

III. FAIRE VOIR**Pierre Lefébure**

Faire «citoyen anonyme» dans les débats télévisés.
Analyse de l'identité discursive comme facteur
d'élargissement de l'espace public 247

Alice Mattoni

Pratiques médiatiques multiples
dans les mobilisations italiennes contre la précarité 271

Julie Sedel

La banlieue comme enjeu de lutte symbolique.
Une ville se mobilise pour réhabiliter son image médiatique ... 295

Alexandre Lambelet

Autour des caractéristiques physiques des militants 313

LES AUTEUR·E·S 335

AUX ÉDITIONS ANTIPODES

CATALOGUE COMPLET SUR WWW.ANTIPODES.CH

LE LIVRE POLITIQUE - CRAPUL

Oscar Mazzoleni, Philippe Gottraux et Cécile Péchu, *L'Union démocratique du centre: un parti, son action, ses soutiens*, 2007.

Muriel Surdez, Michaël Voegtli et Bernard Voutat (dir.), *Identifier – s'identifier. À propos des identités politiques*, 2009.

REGARDS ANTHROPOLOGIQUES

Christine Pirinoli, *Jeux et enjeux de mémoire à Gaza*, 2009.

LITTÉRATURE, CULTURE, SOCIÉTÉ

Jean Kaempfer, Sonya Florey et Jérôme Meizoz, *Formes de l'engagement littéraire (XV^e-XXI^e siècles)*, 2006.

HISTOIRE

Julie de Dardel, *Révolution sexuelle et Mouvement de Libération des Femmes à Genève (1970-1977)*, 2007.

HISTOIRE.CH

Claude Hauser, *L'aventure du Jura. Cultures politiques et identité régionale au XX^e siècle*, 2004.

Cédric Humair, *1848. Naissance de la Suisse moderne*, 2009.

MÉDIAS ET HISTOIRE

Gianni Haver (dir.), *Le cinéma au pas. Les productions des pays autoritaires et leur impact en Suisse*, 2004.

Gianni Haver (dir.), *La Suisse, les Alliés et le Cinéma. Propagande et représentation (1939-1945)*, 2001.

Gianni Haver (dir.), *Photo de presse. Usages et pratiques*, 2009.

Philippe Kaenel et François Vallotton, *Les images en guerre (1914-1945). De la Suisse à l'Europe*, 2008.

HISTOIRE ET SOCIÉTÉ

CONTEMPORAINES

Les Annuelles 11/08, *Prométhée déchainé : technologies, culture et société helvétique à la Belle Époque*, 2008.

Julien Wicky, « On ne monte pas sur les barricades pour réclamer le frigidaire pour tous ». *Histoire sociale et politique du Parti socialiste vaudois (1945-1971)*, 2007.

CONTRE-PIED

ATTAC, *Finances publiques: lutte des caisses, lutte des classes?*, 2008

EXISTENCES ET SOCIÉTÉ

Jean-Pierre Tabin, Arnaud Frauenfelder, Carola Togni, Véréna Keller, *Temps d'assistance. Le gouvernement des pauvres en Suisse romande depuis la fin du XIX^e siècle*, 2008.

NOUVELLES QUESTIONS FÉMINISTES

Vol. 28/3, 2009, *Théories anglophones du genre*.

Impression
La Vallée – Aoste
Janvier 2010

Les identités structurent les mobilisations politiques et la formulation des revendications. Pour autant, elles ne sont pas des essences immuables ni des données intangibles. Si on ne peut en parler dans l'absolu, il faut alors en rendre compte à partir de leurs usages et des logiques d'identification par lesquelles elles se constituent, se hiérarchisent, s'entrecroisent et se transforment.

Les études empiriques réunies dans cet ouvrage collectif abordent cette problématique selon deux axes d'analyse complémentaires: le premier, identifier, renvoie à la formation des catégories d'appartenance au monde social, alors que le second, s'identifier, désigne la perception individuelle et collective de ces identités héritées. D'un côté, il s'agit de rendre compte des spécificités du travail politique de mobilisation des groupes constitués, le plus souvent, selon des critères stigmatisés. De l'autre, les différentes contributions éclairent la façon dont les individus et/ou les groupes mobilisés (partis, mouvements sociaux, associations) gèrent les définitions externes dont ils sont l'objet et les retraduisent dans le cours même de leur mobilisation.

Au final, il apparaît que c'est au croisement de ces deux logiques souvent contradictoires, identifier – s'identifier, que se lisent le mieux les enjeux et l'impact politique des questions identitaires, qui ont en commun de mettre en cause la valeur des individus et des groupes dans le monde social, et par conséquent les rapports de force symboliques qui le structurent.

Muriel Surdez est professeure en sociologie de l'action publique et de la communication à l'Université de Fribourg (Suisse).

Michaël Voegtli est docteur en science politique (Université de Lausanne et EHESS, Paris).

Bernard Voutat est professeur de science politique à l'Université de Lausanne.

